


Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOMES 1, 2 ET 3

AVRIL 2022



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 1

AVRIL 2022

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-001	Indiquer les sommes dépensées en 2021-2022 par le ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		1
QP1-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2021 concernant la répartition de l’effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		2
QP1-003	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		3
QP1-004	Pour l’année 2021-2022, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d’administration ; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat ; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae ; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		27
QP1-005	Pour l’année 2021-2022, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n’a pas été renouvelé, par secteur d’activité.		28
QP1-006	Pour l’année 2021-2022, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d’activité.		29
QP1-007	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère en 2021-2022.		30
QP1-008	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2021-2022.		31
QP1-009	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l’abolition du poste.		32
QP1-010	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.		33
QP1-011	Pour l’année 2021-2022, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère, le cabinet ou par l’un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a. les coûts ; b. le nombre de participants ; c. les questions posées aux participants ; d. les résultats du sondage.	QG-044	34
QP1-012	État de situation de la stratégie du ministère concernant l’érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2021-2022.		35
QP1-013	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.		36
QP1-014	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		37
QP1-015	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.		43
QP1-016	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a. la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix ; c. l’objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d. la liste des concours qui ont pris fin.		44
QP1-017	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.		46

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-018	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a. le nombre d’employés et le nombre d’employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques ; b. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou aux affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; d. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.		50
QP1-019	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l’âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2022-2023.	RACJ, SQ	
QP1-020	Crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).		51
QP1-021	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport Rebâtir la confiance.		52
QP1-022	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs.		53
QP1-023	Concernant l’unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a. au 31 mars 2022, le nombre de personnes affectées à l’UPAC, ventilation en fonction de l’organisme d’origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l’effectif ; b. budget ventilé de l’UPAC pour 2021-2022 et prévisionpour 2022-2023 ; c. liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l’UPAC ; d. le nombre de perquisitions, d’arrestations et d’accusations menées ou portées par l’UPAC entre le 1er avril 2021 et le 31 mars 2022 ; e. bilan des activités de l’UPAC.	CLCC	
QP1-024	Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2021-2022 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l’implantation partielle puis totale du nouveau système.		54
QP1-025	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		55
QP1-026	Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d’immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant : a. coûts pour l’exercice 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023; b. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d’opération du SIAF ; c. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs ; d. parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités ?		94
QP1-027	Nombre d’armes enregistrées sur le Service d’immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2022.		95
QP1-028	Échéancier prévu pour l’enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d’immatriculation des armes à feu.		96
QP1-029	Estimation du nombre d’armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2022.		97
QP1-030	Nombre d’amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l’immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l’immatriculation des armes à feu.		98
QP1-031	La ventilation des montants dépensés, le bilan et le plan de déploiement relativement à l’annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu		99

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-032	Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. f. Les résultats des actions pour cet axe.		100
QP1-033	Concernant l'axe 2 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre de ressources embauchées en 2021-2022 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; d. Ventiler la somme de 74,7 M\$. e. Les résultats des actions pour cet axe.		103
QP1-034	Concernant l'axe 3 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 5,1 M\$ d. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 2,4 M\$. e. Les résultats des actions des cet axe.		104
QP1-035	Concernant l'axe 4 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Les résultats des actions pour cet axe.		106
QP1-036	Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre d'arrestations en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		107
QP1-037	Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), indiquer : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre d'arrestations en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		108
QP1-038	Concernant la mesure 1 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 11,3 M\$ allouée à cette mesure ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. c. L'avancement des travaux.		109

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-039	Concernant la mesure 2 de l’annonce de 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 9 M\$ allouée à cette mesure ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. c. L’avancement des travaux.		110
QP1-040	Concernant la mesure 3 de l’annonce de 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 20,2 M\$ allouée à cette mesure ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. c. L’avancement des travaux.		111
QP1-041	Concernant la mesure 4 de l’annonce de 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 8 M\$ allouée à cette mesure ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. c. L’avancement des travaux.		112
QP1-042	Concernant la mesure 5 de l’annonce de 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 3,1 M\$ allouée à cette mesure ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre de ressources embauchées pour cette mesure, préciser leur poste ; d. L’avancement des travaux.		113
QP1-043	Concernant la mesure 6 de l’annonce de 52 M\$ pour bonifier l’axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer : a. La ventilation de la somme de 366 000 M\$ allouée à cette mesure ; b .Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. c. Le nombre de ressources embauchées pour cette mesure, préciser leur poste ; d. L’avancement des travaux.		114
QP1-044	Concernant l’annonce de l’octroi de 1 375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité, indiquer : a. Le nombre total de projets reçus ; b. Le nombre de projets refusés, indiquer le motif du refus ; c. Les 37 projets retenus, le montant accordé		115
QP1-045	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l’année 2021-2022 et 2022-2023.		118
QP1-046	Les détails du coût du corps de police autochtone pour les différentes communautés.	QP1-087	
QP1-047	Pour l’année 2021-2022, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		119
QP1-048	Pour l’année 2021-2022, tout document et crédit demandés au ministère du Conseil du Trésor concernant l’application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		120
QP1-049	Nombre d’avertissements remis pour contravention à la Loi sur l’immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l’immatriculation des armes à feu.		121
QP1-050	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l’application de la Loi sur l’immatriculation des armes à feu.		122
QP1-051	Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l’enregistrement des armes à feu.		123
QP1-052	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2021-2022. Sommes totales prévues en subvention pour 2022-2023.		124
QP1-053	Concernant l’annonce de 1,75 M\$ octroyé à 29 organismes le programme de prévention et d’intervention en matière d’exploitation sexuelle des jeunes, indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des 29 projets retenus, la date de l’aide financière et le montant reçu.		125

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-054	Concernant le comité d’experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a. les représentants sur ce comité ; b. les dates des rencontres ; c. la liste des participants ; d. les ordres du jour ; e. les procès-verbaux. f. Le budget alloué à ce comité.		127
QP1-055	Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d’un plan d’action pour l’exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. Les dates des rencontres ; b. Les listes des participants ; c. Les ordres du jour ; d. Les procès-verbaux.		133
QP1-056	Concernant l’annonce de 100 M\$ dans des mesures de répression pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. La ventilation du montant de 79,2 M\$ pour le renforcement de la capacité d’action de l’EILP et les résultats de cette action b. La ventilation du montant de 12,6 M\$ pour la création de la première escouade virtuelle pour contrer la pornographie juvénile au Québec et les résultats de cette action ; c. La ventilation du montant de 8,1 M\$ pour la bonification des ressources au DPCP et les résultats de cette action.		137
QP1-057	Concernant l’annonce de 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l’exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. La ventilation du montant de 8,16 M\$ pour soutenir la mission des organismes communautaires ; b. La ventilation du montant de 6 M\$ pour reconduire le Programme de prévention et d’intervention en matière d’exploitation sexuelle des jeunes ; c. La ventilation du montant de 562 500 \$ pour documenter et expérimenter la pratique d’intervention en matière d’exploitation sexuelle dans le cyberspace ; d. La ventilation du montant de 4,03 M\$ pour favoriser la consolidation des tables régionales de concertation ; e. La ventilation du montant de 500 000 \$ pour former différents types de ressources pour contrer l’exploitation sexuelle.		141
QP1-058	Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs, indiquer l’état d’avancement.		143
QP1-059	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		152
QP1-060	22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d’hébergement à l’occasion du budget 2021-2022, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer : a. Les noms des maisons d’hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b. Le montant reçu ; c. La date de réception du financement. d. Les prévisions pour 2022-2023		154
QP1-061	92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d’aide et d’hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer : a. Les noms des maisons d’hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b. Le montant reçu ; c. La date de réception du financement. d. Les prévisions pour 2022-2023.		155
QP1-062	222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes. Ventiler les coûts pour l’année 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.		156

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-063	Concernant l'annonce de 19,8 M\$ pour mieux soutenir les organismes intervenant auprès des conjoints violents, indiquer : a. La liste des organismes ayant reçu un financement, la date du financement et le montant accordé. b. Les résultats quant à la réduction des délais en vue d'obtenir des services pour les hommes en crise ; c. Les résultats quant à l'augmentation de l'offre de service.		157
QP1-064	Concernant l'annonce de 13,2 M\$ pour augmenter le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielles et accroître l'accès au programme Supplément au loyer, indiquer : a. La ventilation du montant de 9,1 M\$ pour les cellules d'intervention rapide intersectorielles ; b. Le nombre d'unités de logement ajoutées ; c. La ventilation du montant de 4,1 M\$ pour quelque 100 unités du programme Supplément au loyer		158
QP1-065	Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ; a. la ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ; b. la ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.		159
QP1-066	Le nombre de lits supplémentaires ajoutés pendant les périodes de confinement pour les victimes de violence conjugale. Veuillez ventiler cette information par région.		161
QP1-067	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2021 pour les maisons d'hébergement de 1re étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.		162
QP1-068	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2021 pour les maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.		163
QP1-069	Les sommes investies pour les campagnes de publicité pour la violence conjugale pendant la pandémie. Veuillez ventiler les sommes.		164
QP1-070	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2021-2022 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.		165
QP1-071	Concernant le projet de loi no 24, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve, indiquer les organisations ou toutes autres personnes ayant été rencontrées pour la rédaction de ce projet de loi		166
QP1-072	État de situation concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochements au Québec		167
QP1-073	Tout avis, commentaires, recommandations ou correspondances émis par le ministère relativement au projet de loi no 92, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.		168
QP1-074	État de situation, au 31 mars 2022, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a. le budget pour chacune des années ; b. l'évolution du nombre d'employés ; c. une liste des interventions pour chacune des années ; d. tout autre document pertinent.		169
QP1-075	Pour chaque année depuis les cinq dernières années : indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	
QP1-076	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022.		170
QP1-077	Le nombre d'effectifs (ETC) attiré à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2021-2022, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.		171
QP1-078	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds d'électrification et de changements climatiques, par année, pour les cinq dernières années.		172

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-079	La liste de tous les projets qui ont bénéficié d’une aide financière par l’entremise du Fonds d’électrification et de changements climatiques en 2021-2022 avec mention : a) de la description du projet ; b) de l’entreprise, de l’organisme ou de l’institution bénéficiaires ; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l’objectif poursuivi en matière de réductions des GES. Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives. Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l’évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.		173
QP1-080	Concernant la gestion du Fonds d’électrification et de changements climatiques par le ministère, fournir pour 2021-2022 : a) le cadre de gestion utilisé ; b) la grille d’évaluation des projets ; c) les objectifs poursuivis.		174
QP1-081	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu’ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d’effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire.		175
QP1-082	Le nombre d’effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2022, répartis par corps de police municipale.		180
QP1-083	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.		182
QP1-084	Pour l’année 2021-2022, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. ,		183
QP1-085	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l’état de la situation au MSP.		184
QP1-086	Fournir une copie du dernier rapport d’inspection des corps de police en vertu de l’article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		185
QP1-087	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		188
QP1-088	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		190
QP1-089	Tout analyse ou document réalisé concernant l’utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		191
QP1-090	Fournir une copie du dernier rapport d’inspection des corps de police autochtones en vertu de l’article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.		185
QP1-091	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2021-2022.		192
QP1-092	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographie en 2021-2022.		193
QP1-093	Le nombre d’effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par poste, et leur rémunération pour la période 2021-2022.		196
QP1-094	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2021-2022 concernant le Taser.		197
QP1-095	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année.		199
QP1-096	Le nombre d’interventions policières incluant l’usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région.		201
QP1-097	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années.		203
QP1-098	Le nombre d’interventions des policiers autochtones incluant l’usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		205
QP1-099	Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2021-2022 concernant les caméras portatives pour les policiers.		207
QP1-100	Les résultats concernant les projets pilotes des caméras portatives sur les policiers.		208

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-101	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		209
QP1-102	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2021-2022.		210
QP1-103	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		211
QP1-104	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies de cannabis de contrebande pour 2021-2022.		212
QP1-105	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		213
QP1-106	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		214
QP1-107	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2022-2023.		215
QP1-108	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2021-2022. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.		216
QP1-109	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		217
QP1-110	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social.		218
QP1-111	État de situation des travaux du comité consultatif sur le document Réalité policière au Québec : modernité, confiance et efficience. Indique, l'échéancier des travaux, la liste de consultations effectuées, budget dédié et ventilé, et ce en date du 31 mars 2021.		219
QP1-112	Les crédits nécessaires aux points de contrôle dans le contexte pandémique pour chaque région du Québec ventilé par mois.		220
QP1-113	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.		221
QP1-114	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.		222
QP1-115	Nombres d'intervenants en services sociaux ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.		223
QP1-116	Concernant l'annonce de 930 000 \$ pour la formation du personnel policier pour contrer le profilage racial et social, indiquer : a. La ventilation de la somme de 930 000 \$ b. Les sommes dépensées pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. Le nombre total d'organisations policières qui recevra cette formation ; d. Les organisations policières ayant reçu la formation pour 2021-2022 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.		224
QP1-117	Fournir le bilan, les crédits alloués, les données, le nombre d'heure et de frais en temps supplémentaire concernant l'Opération Systématisée Comportements À Risque, en précisant : a. Le nombre d'effectifs impliqués; b. Le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;		226
QP1-118	Concernant l'aide financière d'urgence aux organismes communautaires, veuillez fournir le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires où des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-025	
QP1-119	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de mettre en œuvre le second rapport de l'observatrice civile indépendante;		227
QP1-120	Concernant Québec En Alerte, fournir : a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers; c. Le coût pour chaque utilisation; d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie;		228

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-121	Concernant l’alerte AMBER, fournir : a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers; c. Le coût pour chaque utilisation; d. Le taux d’erreur de diffusion ou d’échec relativement à la technologie; e. Le taux d’efficacité de la diffusion;		230
QP1-122	Concernant la mise en place de l’alerte Silver : a. liste des rencontres entre le MSSS et le MSP ; b. plan de déploiement ; c. sommes prévues par année pour l’implantation de l’alerte Silver.		231
QP1-123	Les crédits alloués au resserrement des mesures sanitaires dans les commerces et la présence policière accrue, notamment pendant le temps des fêtes en précisant : a. Les dates des missions policières; b. Le nombre d’effectifs impliqués; c. Les régions et services policiers impliqués; d. Le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;		232
QP1-124	Concernant le couvre-feu, veuillez préciser : a. Les conditions justifiant la gradation des amendes; b. Le nombre d’interventions faites; c. Le nombre d’avertissements; d. Le nombre d’amendes rendues et de sanction de toutes sortes; e. Les crédits alloués au respect de cette mesure ventilé par mois.		233
QP1-125	Tout crédits alloués à l’étude de l’abolition du service de police de Mont-Tremblant afin de permettre à la SQ de desservir la ville, en précisant les motifs et documentations légitimant cette autorisation.		234
QP1-126	Concernant l’aide financière aux entreprises du secteur de la vente d’alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RACJ	
QP1-127	Tout plan et crédit alloué dans l’amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d’enquêtes et de mobilisation de recherches de personnes disparues depuis les évènements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;		235
QP1-128	Crédits alloués, plan d’action et toutes actions afin de combattre le trafic d’armes de poing notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d’interdire ce type d’arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés		236
QP1-129	Crédits alloués, plan d’action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d’interdire ce type d’arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés;		237

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-130	Concernant le règlement encadrant les chiens notamment ceux qui sont considérés comme dangereux veuillez fournir : a. le nombre de municipalités qui n’ont pas encore mis en place un plan d’encadrement; b. les pénalités et leur ventilation aux municipalités récalcitrantes; c. toutes statistiques, études et notes pertinentes au sujet des chiens dangereux au Québec;		239
QP1-131	Mesures prises, crédits et effectifs alloués afin de contrôler les voyageurs et les quarantaines obligatoires qui traversent la frontière canadienne de façon aérienne et surtout terrestre;		240
QP1-132	Concernant l’accès à l’information: a) Nombre d’effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d’accès à l’information en 2021-2022. b) Nombre de demandes d’accès à l’information reçues en 2021-2022 c) Nombre de demandes d’accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.		241
QP1-133	Bilan et statistiques au sujet notamment, du nombre de plaintes et d’interventions concernant des chiens dangereux;	SQ	
QP1-134	Mesures prises, crédits et effectifs alloués afin de contrôler les voyageurs et les quarantaines obligatoires qui traversent la frontière canadienne de façon aérienne et surtout terrestre;	SQ	
QP1-135	Bilan et statistiques au sujet notamment, du nombre de plaintes et d’interventions concernant des cas de suicide, tentative de suicide et problèmes conjugaux ventilés sur les 3 dernières années;	SQ	
QP1-136	Tout plan et crédit alloué dans l’amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d’enquête et de mobilisation de recherche de personnes disparues depuis les évènements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;	SQ	
QP1-137	Les crédits nécessaires aux points de contrôle dans le contexte pandémique pour chaque région du Québec ventilé par mois.	SQ	
QP1-138	L’investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.	SQ	
QP1-139	L’effectif (policiers/civils) au 31 mars 2022, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d’employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP1-140	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2022.	SQ	
QP1-141	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2022.	SQ	
QP1-142	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d’infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2021-2022 et indiquer le nombre de constats d’infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2021 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP1-143	Le nombre d’heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la Sûreté du Québec, en précisant le type d’activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2021-2022. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.	SQ	
QP1-144	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	
QP1-145	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	
QP1-146	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l’estimation des coûts et les effets sur l’effectif policier.		242
QP1-147	Tout analyse ou documents réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		243
QP1-148	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP1-149	Produire le plan triennal d’immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	
QP1-150	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2021-2022 et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	
QP1-151	Délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2021-2022.	SQ	
QP1-152	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2021-2022.	SQ	
QP1-153	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP1-154	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-155	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2021-2022 et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	
QP1-156	Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution juvénile en 2021-2022.		244
QP1-157	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2022, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023 ; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.		245
QP1-158	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	
QP1-159	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP1-160	Pour la Sûreté du Québec, pour l'année 2021-2022 et les cinq années précédentes, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtones de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	SQ	
QP1-161	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.		249
QP1-162	Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.	SQ	
QP1-163	Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.	SQ	
QP1-164	Nombres d'intervenants en services sociaux ajouter aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.	SQ	
QP1-165	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	SQ	
QP1-166	Fournir le bilan, les crédits alloués, les données, le nombre d'heure et de frais en temps supplémentaire concernant l'Opération Systématisée Comportements À Risque, en précisant : a. Le nombre d'effectifs impliqué; b. Le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;	SQ	
QP1-167	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2021-2022.		277
QP1-168	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2021-2022.		278
QP1-169	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2021-2022.	QP1-167	
QP1-170	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2021-2022.		279
QP1-171	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2021-2022. Ventilation par centre de détention.		280
QP1-172	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.		281
QP1-173	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2022, ventilation par condamné et prévenu.		282
QP1-174	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2021.		283
QP1-175	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		284
QP1-176	Le nombre d'admission de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2021-2022.		298
QP1-177	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2021-2022, ventilation par centre de détention.		299
QP1-178	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2021-2022.		300
QP1-179	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2022 et pour chacune des cinq dernières années.		301
QP1-180	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2021-2022.		302
QP1-181	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2021-2022.		303
QP1-182	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.		304
QP1-183	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.		305

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-184	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.		306
QP1-185	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		307
QP1-186	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		308
QP1-187	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		309
QP1-188	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		310
QP1-189	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		311
QP1-190	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		313
QP1-191	Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.		314
QP1-192	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		315
QP1-193	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		316
QP1-194	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2021-2022.		319
QP1-195	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		320
QP1-196	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		321
QP1-197	Pour 2021-2022, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		322
QP1-198	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2021-2022.		323
QP1-199	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2021-2022. Ventiler par centre de détention.		324
QP1-200	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		326
QP1-201	Crédits alloués en mesures sanitaires, gestion d'éclosion de la COVID-19 dans le milieu carcéral.		327
QP1-202	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.		328
QP1-203	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.		329
QP1-204	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2021-2022.		332
QP1-205	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		340
QP1-206	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.		343
QP1-207	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		345
QP1-208	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2022.		346
QP1-209	État de situation au 31 mars 2022 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique ; b) objectif de la Politique ; c) ministère de mise en œuvre ; d) résultats atteints en 2021-2022 ; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2021-2022 et 2021-2022 ; f) budget pour chaque action ; g) tout document produit à cet effet.		347
QP1-210	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2021, ventilés par ville ou municipalité.		349
QP1-211	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		377

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-212	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2021 et en 2022, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.		384
QP1-213	Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer : a. Le nombre total de demandes de projets reçu au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu ; b. La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus ; c. La liste des demandes de projet considérées comme urgentes ; d. La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif ; e. La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif ; f. Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents ». g. Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2022-2023.		390
QP1-214	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2021-2022, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	CORONER	
QP1-215	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2021-2022.	CORONER	
QP1-216	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations prévues.	CORONER	
QP1-217	Modifications apportées aux fonctions et responsabilités du coroner en chef adjoint.	CORONER	
QP1-218	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis cinq ans ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	CORONER	
QP1-219	La liste des enquêtes terminées en 2021-2022 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	CORONER	
QP1-220	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2022 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	CORONER	
QP1-221	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2021-2022.	CORONER	
QP1-222	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	CORONER	
QP1-223	Impacts financiers de l'adoption du projet de loi 45, Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef, notamment sur les délais d'enquêtes, le suivi des recommandations et autres;	CORONER	
QP1-224	Au sujet des recommandations des coroners pour 2021-2022: a. le nombre total; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place; d. les intervenants les plus récurrents.	CORONER	
QP1-225	En date du 31 mars 2022, le nombre total de recommandations en vigueur n'ayant pas eu de suivi connu et en précisant le nombre d'intervenants n'ayant pas fait part des mesures qu'ils entendaient mettre en place.	CORONER	
QP1-226	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2021-2022.	COMDP	
QP1-227	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2021-2022 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	
QP1-228	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2021-2022 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	
QP1-229	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	
QP1-230	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2021-2022.	CDP	
QP1-231	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations prévues.	CDP	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-232	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2021-2022. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d’une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	CDP	
QP1-233	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2022, par catégorie et par origine.	CDP	
QP1-234	Le délai moyen pour le traitement d’un dossier.	CDP	
QP1-235	Pour 2021-2022, et pour les six années précédentes, le nombre d’enquêtes déclenchées par le ministre après qu’une personne, autre qu’un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d’une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.		391
QP1-236	L’effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d’emploi, pour la période 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	CQLC	
QP1-237	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2021-2022, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	CQLC	
QP1-238	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2021-2022 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d’appel en matière d’absence temporaire).	CQLC	
QP1-239	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2021-2022.	CQLC	
QP1-240	L’effectif ainsi que la masse salariale de l’ÉNPQ, par catégorie d’emploi, pour la période 2021-2022. La liste des dirigeants de l’ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues.		392
QP1-241	La liste des cours offerts par l’ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.		393
QP1-242	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l’ÉNPQ et pour y graduer.		396
QP1-243	Montant réel de la subvention versée à l’ÉNPQ pour l’année 2021-2022 et montant de la subvention prévue pour 2022-2023.		397
QP1-244	L’effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d’emploi, pour la période 2021-2022.	RACJ	
QP1-245	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d’entrée en fonction et la date d’échéance du contrat d’embauche.	RACJ	
QP1-246	Le nombre d’enquêtes et d’inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d’activité, pour la période 2021-2022.	RACJ	
QP1-247	Le nombre de permis d’alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2021-2022, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-248	Le nombre de licences d’appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2021-2022, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP1-249	Le nombre d’événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2021-2022.	RACJ	
QP1-250	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	RACJ	
QP1-251	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2021-2022.	RACJ	
QP1-252	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d’activité pour la période 2021-2022, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	
QP1-253	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	RACJ	
QP1-254	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d’alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.	RACJ	
QP1-255	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d’alcool.	RACJ	
QP1-256	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	RACJ	
QP1-257	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l’opération d’un casino, d’un salon de jeux et/ou d’une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-258	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l’opération d’un casino, d’un salon de jeux et/ou d’une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	
QP1-259	Tout ébauches et crédits alloués dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de pouvoir livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.	RACJ	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP1-260	État de situation quant à l’abolition du timbre et des autres systèmes de marquage des boissons alcooliques initialement prévue le 12 juin 2020 par la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d’alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques. Entre autres, préciser les dates de rencontre du comité interministériel mis sur pied le 22 août 2018 pour mener à bien cette révision, le nom de ses membres ainsi que la liste des alternatives au timbre retenues pour analyse depuis sa constitution.	RACJ	
QP1-261	Au sujet de la livraison d’alcool par des tiers notamment des compagnies de livraison : a. les mesures mises en place afin de contrôler notamment l’âge de la majorité et les autres aspects légaux; b. le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d’alcool par des tiers; c. les crédits alloués à ce secteur d’activité; d. le nombre de commandes d’alcool livrées sans repas ou nourriture;	RACJ	
QP1-262	Nombre de permis d’agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2021-2022, par région.		398
QP1-263	Délai moyen de délivrance d’un permis d’agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2021-2022.		399
QP1-264	Budget alloué au BEI pour l’année 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	BEI	
QP1-265	Effectif autorisé pour l’exercice financier 2021-2022.	BEI	
QP1-266	Effectif du BEI en date du 31 mars 2022. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	
QP1-267	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	
QP1-268	Nombre d’enquêtes ouvertes en 2021-2022, nombre d’enquêtes en cours et nombre d’enquêtes terminées.	BEI	
QP1-269	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2021-2022.	BEI	
QP1-270	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2021-2022, ventilé par corps de police et par type de manquements.	BEI	
QP1-271	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2021-2022.	BEI	
QP1-272	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2021-2022.		400
QP1-273	Travaux entourant la mise en place de l’alerte Silver : a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP ; b) plan de déploiement ; c) sommes prévues par année pour l’implantation de l’alerte Silver.	QP1-122	
QP1-274	Nombre d’ETC affectés à la sécurité des sentiers de motoneige ventilés par catégorie d’emploi et par région administrative (policiers, agents de la faune ou autres).	BEI	
QP1-275	Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Préciser : a)les dates de formation ; b) les noms des participants ainsi que l’organisme pour lequel ils s’y rattachent ; c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié ; d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l’organisme pour lequel ils s’y rattachent.		401
QP1-276	Toute correspondance écrite ou électronique entre la ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.		402

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE ET ORGANISMES

QUESTION 1 : Indiquer les sommes dépensées en 2021-2022 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

2021-2022 ^{1 et 2}	<i>(en \$)</i>
TOTAL	22 836 183

ACHAT DE MATÉRIEL INFORMATIQUE	630 374
LICENCES	902 222
LOGICIELS	191
SERVICES PROFESSIONNELS	21 303 396
Services professionnels - ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	<i>944 291</i>
Télécommunications - ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux et Revenu Québec	<i>1 930 742</i>
Services professionnels internes ³	<i>12 112 411</i>
Services professionnels externes	<i>6 315 952</i>

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

² Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

³ Ce montant inclut tous les salaires de la Direction générale adjointe des technologies de l'information dont le temps capitalisable dans les projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2019 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION – 01.01

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Élaborer des mesures visant à donner suite aux recommandations formulées par la Commission spéciale de l'Assemblée nationale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF. SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat aux communications gouvernementales	Aucun	Lancement le 3 décembre 2021 du plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Le comité poursuivra ses travaux jusqu'à l'échéance du plan d'action au 31 mars 2026.
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en œuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu
Table politique Québec-Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador sur la sécurité publique	Trouver des solutions durables aux priorités identifiées par les parties afin d'assurer un accès à des programmes et une prestation de services équitables et culturellement adaptés en matière de sécurité publique.	MSP, SAA, APNQL	Aucun	Les travaux ont débuté en 2021 par la mise sur pied d'une table technique sur les services policiers autochtones

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Équipe projet en communication sur l'exploitation sexuelle des mineurs	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer une stratégie globale de communication gouvernementale multiplateformes, divisée en plusieurs volets, notamment la sensibilisation, l'information et la responsabilisation, et s'adressant à plusieurs cibles (victimes, enfants et adolescent(e)s, parents, intervenant(e)s, autochtones, communautés culturelles, etc.). 	Ministère de la Sécurité publique Lydie Bussières, conseillère en communication et coordonnatrice du projet Julie Ouellet, directrice adjointe	1 044 900 \$ (budget de la première année de la campagne de communication)	Réalisation de la première année de la campagne de communication qui découle du <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs</i> rendu public le 3 décembre 2021

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.¹

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures (SQI)	Aucun	Travaux en continu.
Comité conjoint du MSP et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient offerts par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP et MSSS	Aucun	Travaux en continu.
Comité interministériel du MSP et du MSSS sur la planification de la vaccination COVID-19	Prévoir un processus de vaccination du personnel des établissements de détention, des personnes incarcérées et des employés des organismes communautaires bénéficiant d'un accord de partenariat avec la MSP en matière de suivi et d'hébergement des personnes contrevenantes.	MSP et MSSS	Aucun	Terminé Les groupes ciblés ont été priorisés dans le cadre de la campagne de vaccination du MSSS. Le comité n'a pas eu à poursuivre ses activités.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MTESS.	MSP, MTESS, Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), Comité consultatif clientèle judiciairisée adulte (CCCJA), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MTESS et le MSP a été reconduite pour une période de 4 ans soit du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2022. Cette entente est importante pour la clientèle judiciairisée. Elle permet à plus de 1 700 personnes en détention et à près de 3 000 personnes dans la communauté de bénéficier des services publics d'emplois chaque année. Des travaux sont présentement en cours afin de procéder au renouvellement de l'entente pour la période 2022-2026.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.¹

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEQ.	MSP, MEQ, MTESS et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MEQ et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2018 au 30 juin 2023. Toutefois, des travaux sont présentement en cours afin que la présente entente soit remplacée par des ententes locales entre les établissements de détention et leur centre de services scolaire, le tout chapeauté par une entente mère. En 2019-2020, 820 298 heures de formation académique ont été offertes en établissement de détention.
Comité d'implantation sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la comparution par l'entremise de la vidéo dans les établissements de détention.	MSP, MJQ et DPCP	Aucun	Travaux en continu. Travaux en cours pour les établissements de Québec, Saint-Jérôme et New Carlisle.
Groupe de travail chargé de l'implantation du bracelet anti-rapprochement au Québec	Comité formé de représentants du MSP, du DPCP, du MJQ, et de la CQLC pour s'assurer du respect des orientations retenues et apporter des solutions concrètes aux problèmes opérationnels rencontrés.	MSP, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux en continu

¹ Pour cette question, un comité interministériel est un comité piloté par le MSP qui regroupe d'autres ministères du gouvernement du Québec. Les comités regroupant des ministères d'autres gouvernements ne figurent pas dans cette liste.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le ministère de la Sécurité publique (MSP) à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de Repentigny, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation des processus en matière de filtrage de sécurité. Accompagner les ministères et organismes dans la modification ou l'élaboration de lois et de règlements et s'assurer de l'uniformité dans les procédures. Effectuer le suivi de certaines problématiques.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'exploitation et d'intégration de projet – Radar-photo phase 3	Le comité fixe les orientations quant au suivi des recommandations contenues au Rapport d'évaluation 2017 qui a été déposé à l'Assemblée nationale en mai 2019. Selon les recommandations apportées par les différents groupes de travail impliqués, le comité stratégique devra réviser les structures gouvernementales nécessaires pour mener à terme le projet de la phase 3 et permettre de pérenniser l'utilisation des radars photo au Québec. Le comité stratégique doit résoudre de façon concertée toute problématique transversale portée à son attention et susceptible de retarder les travaux ou de nuire à l'atteinte des résultats. Finalement, il formule des recommandations au gouvernement quant à la poursuite des activités.	MTQ, MSP, MJQ/BIA, Ville de Québec, Ville de Montréal, Ville de Longueuil, SPVM, SPVQ, SQ, DPCP, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval,	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MJQ, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et des stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Repentigny, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes présentant un problème de santé mentale	Favoriser les meilleures pratiques portant sur l'intervention policière auprès des personnes présentant un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.	MSP, ENPQ, ADPQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur les disparitions et enlèvements	Documenter, suivre et analyser la problématique des disparitions et enlèvements.	MSP, ADPQ, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville, Service de police de Granby, Corps de police des Abénakis.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force	Analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3, un chercheur issu du milieu universitaire.	Aucun	Travaux en continu
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Identifier les attentes citoyennes, réexaminer les enjeux qui ont identifiés en 2019, constituer des groupes de travail, déterminer les situations où l'utilisation de la caméra portative par les policiers permettraient de répondre aux attentes citoyennes et aux objectifs visés, dans une perspective de gestion de risque, déterminer les balises d'utilisation de la caméra portative par les policiers, réaliser une coordination stratégique d'un projet pilote avec la Sûreté du Québec, analyser les constats dégagés des différents groupes de travail, du groupe d'action pour lutter contre le racisme, du Comité consultatif sur la réalité policière ainsi que du projet pilote et déterminer les pistes de solutions afin de munir des policiers, selon les modalités définies, le cas échéant, de caméras portatives.	MSP, MJQ, DPCP, ITQ, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur le volet opérationnel-technologique en regard de l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Identifier des éléments de réponses aux questions posées par le Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers notamment en regard des attentes citoyenne, des bonnes pratiques, des enjeux, des limites en lien avec cette utilisation, des appareils de caméra portative actuellement utilisés, des enjeux ou des défis de ces appareils, des moyens et la capacité de stockage, les moyens de caviardage.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, ENPQ, corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail – Règlement sur les appareils de détection d'alcool	Mettre à jour le règlement	MSP, MJQ, MTQ, SAAQ	Aucun	Travaux suspendus
Sous-comité sanctions extrajudiciaires LSJPA	Créé à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin d'actualiser le programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) et de le rendre conforme aux nouvelles normes juridiques. Veiller à ce que les principes et objectifs mentionnés dans le PSE soient respectés lors de son application par les partenaires et proposer des modifications au PSE. Colliger et analyser les données transmises par les partenaires afin d'améliorer les pratiques et assurer un arrimage et une concertation entre les partenaires.	MSP, Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent, CIUSSE-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, DPCP, MJQ, Équijustice, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, MSSS, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité mesures extrajudiciaires LSJPA	Documenter les problématiques d'application ainsi que les enjeux associés au Cadre d'application et formuler des recommandations permettant au MSP de prendre les mesures appropriées pour remédier aux difficultés soulevées. Travaux en cours pour la réalisation d'une capsule vidéo portant sur les mesures extra judiciaires destinée aux corps policiers.	MSP, SQ, MJQ, SPVQ, equijustice, MSSS, SPVM, ADPQ Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel LSJPA	Mettre à jour, faire la promotion et maintenir le programme de mesures extrajudiciaires du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	MJQ, DPCP, Barreau, Commission des services juridiques, Cour du Québec, Centre communautaire juridique de Montréal, MSP, SPVM, MSSS, SPVQ, ADPQ, SQ, ENPQ, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, equijustice, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre.	MSP, MES, ENPQ, SPVM, SQ, établissements d'enseignement collégial (publics et privés) offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
Sous-Comité sur l'accèsion des minorités visibles et ethniques (MVE) au métier de policier	Identifier les pratiques permettant d'améliorer la représentativité des MVE dans les organisations policières et déterminer les bloquants à l'inscription des MVE à la formation policière.	MSP, ENPQ, MES, Cégep de Sherbrooke.	Aucun	Travaux prévus jusqu'à 2023
Comité sur les niveaux de service	Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence.	MSP, ENPQ, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Sûreté municipale de Thetford Mines (représentants du niveau 1), Direction de la police de Trois-Rivières et Service de police de la Ville de Sherbrooke (représentants du niveau 2), Service de police de Laval (représentants du niveau 3).	Aucun	Activités en suspend considérant les travaux du Comité sur la réalité policière

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Conseil sur les services policiers du Québec	Donner des avis à la ministre et formuler des recommandations sur toute question relative à l'organisation des services policiers au Québec.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM), Ville de Montréal, Nations autochtones du Québec, corps de police de niveaux 1, 2 ou 3, Association des chefs de police des Premières Nations du Québec, ADPQ, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Centre international pour la prévention de la criminalité.	Aucun	Aucune rencontre en 2021-2022
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MES, SQ, SPVM, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	30 000 \$	Travaux en cours
Comité consultatif sur la statistique policière	Élaborer des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière ;	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de Gatineau.	Aucun	Travaux en suspens – Révision du mandat en cours
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par l'entremise d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP.	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIFI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MF et MFQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur le bertillonnage	Identifier les divers enjeux en lien avec le bertillonnage découlant de C-75 et de la décision Lapointe. Trouver des solutions pour instaurer des mesures uniformes, de concert avec tous les intervenants de l'appareil judiciaire au regard du bertillonnage. Formuler des recommandations aux autorités des différents ministères et organismes concernés.	MSP, MJQ, DPCP, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, Service de la Ville de Repentigny, Service de police de Trois-Rivières, Association des procureurs des cours municipales du Québec.	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur le traitement des crimes à caractère sexuel par les corps policiers autochtones (CPA)	Analyser la problématique du traitement des agressions sexuelles par les corps de police autochtones. Définir et analyser les pratiques innovantes et les bonnes pratiques qui pourront servir aux CPA Proposer des recommandations de pratiques, d'outils et d'activités liées à l'amélioration du traitement des dossiers d'agressions sexuelles par les CPA.	MSP, DPCP, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la collecte de données relative à l'interpellation policière	Établir un cadre de collecte uniforme des données sur l'interpellation policière qui puisse être utilisé par l'ensemble des corps de police du Québec afin de mesurer et rendre compte de cette pratique.	MSP, SQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 5, ADPQ et ENPQ.	Aucun	Travaux en cours - cadre uniforme de collecte des données; - guide de référence.
Comité de mise en œuvre du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière	Discuter des enjeux répertoriés au niveau informatique, opérationnel, financier et gestion du changement.	MSP, ADPQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 4, SQ et ENPQ	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur les formations et les compétences qualifiantes des enquêteurs du Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC)	Cartographier les compétences, les connaissances et les expertises que les enquêteurs du CLCC doivent détenir, collectivement, pour accomplir leur mission de manière performante. Déterminer les différents bassins de recrutement où le CLCC est le plus susceptible de trouver des candidats détenant, en tout ou en partie, les compétences, les connaissances et les expertises répondant à ses besoins. Définir les connaissances et les habiletés minimales que doivent détenir toutes les personnes agissant à titre d'enquêteurs du CLCC, incluant celles issues d'une profession civile. Déposer un rapport, incluant des recommandations, à la ministre de la Sécurité publique au plus tard le 30 novembre 2020.	MSP, CLCC, ENPQ, DPCP, Centre international de criminologie comparée et un président indépendant, nommé par la ministre.	11 375 \$ (honoraires du président)	Travaux terminés. Le groupe de travail a déposé son rapport à la ministre de la Sécurité publique au mois de novembre 2020.
Comité intersectoriel de coordination SEXTO	Coordonner le déploiement de la méthode d'intervention SEXTO auprès des réseaux respectifs des partenaires impliqués afin d'implanter une procédure claire, efficace et rapide en matière d'échange non consensuel d'images intimes, et ce uniformément sur l'ensemble du territoire québécois.	MSP, DPCP, MEQ En collaboration au besoin : SCF, MFA, Service de police de la Ville de Saint-Jérôme, ENPQ, SQ.	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la gestion des impacts et des opportunités du Plan pour moderniser le système de justice chez les organisations policières	<p>Identifier les principaux enjeux (PESTEL) de la transformation de la Justice pour les organisations policières.</p> <p>Identifier les opportunités pour les organisations policières à chacune des étapes du projet.</p> <p>Sélectionner les groupes de travail mis sur pied par le MJQ nécessitant une représentativité de la communauté policière et convenir de la représentation sur les différents groupes de travail le cas échéant.</p> <p>Déterminer et prioriser les actions à mettre en place pour soutenir les différents jalons de la transformation de la Justice tout en minimisant les impacts sur les organisations policières.</p> <p>Veiller à la mise en place d'un plan de communication auprès de l'ensemble des corps de police, y incluant les CPA.</p> <p>Établir un sommaire des coûts pour la matérialisation de chacun des projets.</p> <p>Alimenter la reddition de comptes requises par les autorités dans l'objectif de faire les représentations appropriées sur les différentes tribunes, au moment opportun.</p>	MSP, ADPQ, ADPPNIQ, SQ, SPVM, SPVQ, 1 représentant des corps de police de niveau 1, 2 et 3	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le ministère de la Sécurité publique (MSP), l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue. Identifier les principaux enjeux et les opportunités à saisir liés à l'intervention policière en contexte de violence conjugale et dégager des consensus sur des pistes de solution et d'action. Établir un réseau d'échange d'informations, de discussion et de concertation entre les corps de police et le MSP, portant sur l'intervention policière en contexte de violence conjugale. Fournir un forum de discussion et d'échange avec différents partenaires et intervenants en violence conjugale Alimenter la réflexion ministérielle sur l'évolution des pratiques policières émergentes et prometteuses en matière de pratiques exemplaires. Mener des travaux sur la question de la surveillance et du suivi des conditions imposées par les policier.e.s et/ou la Cour.	Membres statutaires : MSP, École nationale de police du Québec (ENPQ), Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (ADPPNIQ), Association des directeurs de police du Québec (ADPQ), Sûreté du Québec, représentants de tous les corps de police municipaux, Sécurité publique Mashteuiatsh, Police de Wemotaci, Service de police du Nunavik, Service de police Eeyou Eénou. Membres invités : Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), ministère de la Justice (MJQ), Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, Femmes Autochtones du Québec Inc.	Aucun	Travaux à venir (première rencontre 15 mars 2022)
Comité de révision du modèle d'entente pour les services policiers fournis aux municipalités par la Sûreté du Québec	Réviser le modèle d'entente pour les services fournis aux municipalités par la SQ et le guide d'interprétation qui s'y rattache.	MSP, SQ, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Modèle d'entente approuvé le 14-09-2021
Comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec (rapport préliminaire); Proposer des recommandations pour prévenir et réprimer la présence de pornographie juvénile et la diffusion non-consensuelle d'images intimes sur ces sites (rapport final).	DPCP, MEI, MFQ, MJQ, MSP, SQ, UdeM	50 000 \$	Rapport préliminaire déposé à la ministre de la Sécurité publique en décembre 2021 Travaux en cours pour le rapport final

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur – suivi de la mesure 1 du Plan d'action gouvernementale 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la mesure 1 du PACSESM qui est de soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec. Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les besoins de connaissances des organisation et partenaires et prioriser les appels de projets; - Participer à l'évaluation des candidatures reçues à la suite des appels de projets; Participer aux rencontres de partage de connaissance à la fin des projets.	DPCP*, MJQ, MSSS, MSP, SAA, SCF, SJ, FRQSC	Aucun	Aucune rencontre en 2020-2021. Première rencontre en février 2022
Groupe de travail interministériel – Financement mission en exploitation sexuelle	Définir les modalités générales et spécifiques (administratives) d'un programme de financement à la mission en ES en tenant compte des différents financements disponibles en matière de prévention et de lutte contre l'exploitation sexuelle et des missions gouvernementales respectives à chacun des partenaires impliqués. Objectifs : <ul style="list-style-type: none"> – Identifier et documenter les enjeux communs et spécifiques aux M/O partenaires ; – Proposer des pistes d'action et solutions en termes de cohérence et de complémentarité de l'action gouvernementale ; – Définir un cadre de gestion du financement à la mission en exploitation sexuelle ; – Veiller à l'application des solutions adoptées pour améliorer le soutien aux organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en exploitation sexuelle sont démontrés et reconnus. 	MSP, MSSS, MTESS, SCF, MJQ	Aucun	Trois rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal	<p>En lien avec la sécurité urbaine à Montréal, il a pour mandat, précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d’assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés; – de définir les interventions les plus urgentes à mettre en œuvre; – de définir une stratégie régionale de prévention en sécurité urbaine à moyen et à long termes. <p>À terme, les travaux du CoSSUM viseront à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – améliorer l’offre de services en sécurité urbaine (continuum de services davantage intégrés); – apporter des solutions plus efficaces et mieux adaptées aux problèmes d’insécurité vécus sur le territoire montréalais; <p>augmenter le niveau de confiance ainsi que le sentiment de sécurité de la population.</p>	MSP, Ville de Montréal, MSSS, MAMH, MEQ	Aucun	<p>Une rencontre du groupe de travail</p> <p>Une rencontre conjointe du comité directeur et du comité stratégie</p>
Comité directeur du Carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	Le Comité directeur est un lieu d'échange formel constitué en vue de s'assurer de l'efficacité du Fichier d'immatriculation des armes à feu et du contrôle des coûts liés aux améliorations systémiques.	MSP et MTESS	Aucun	Travaux en continu
Comité de suivi de la formation des membres de l'équipe d'enquête spécialisée du CLCC	Ce comité assure le suivi de l'avancement des travaux en vue du déploiement de la nouvelle formation préparatoire en enquête pour les enquêteurs issus du parcours civil ainsi que de la formation spécialisée qui sera offerte à tous les membres de l'équipe d'enquête spécialisée.	MSP, CLCC, ENPQ	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Cadre de collaboration pour la gestion des déversements maritimes	Développer une pratique opérationnelle multijuridictionnelle pour gérer efficacement les déversements maritimes à la suite d'un incident au Québec. Départager les rôles et responsabilités des intervenants dans la gestion des mesures d'urgence en cas d'incident maritime.	MELCC, GCC, ECCC, MSP	Aucun	Travaux en cours
Comité interministériel de coordination maritime	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCC, MFFP, MERN, MAPAQ, MSP et MTQ	Aucun	Travaux en continu
Groupe d'échange sur la gestion des risques écologiques reliés au transport maritime des hydrocarbures sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux actifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des incidents maritimes en lien avec la protection des écosystèmes du Saint-Laurent.	ECCC, MSP, MPO, MELCC, MFFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur le développement et l'application d'un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux afin de développer un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes.	TC, MSP, MPO, AEIC, GCC, MFFP, MELCC	Aucun	Travaux en continu
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 69 de la Loi sur la sécurité civile.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MTESS, Revenu Québec, HQ, MEQ partenaires municipaux et MSP	Aucun	Travaux en continu

QP1-003_Comites_interministeriels_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.docx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif en sécurité civile	Partager des informations sur les travaux ou projets en cours au MSP et sur les initiatives et actions menées en sécurité civile par les membres du comité.	MSP, MAMH, ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal (FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, AARQ, ASCQ, AGSICQ, RÉCO-Québec, CRAIM, ACUQ, ADPQ, AQBRs, BAC, CRC, OAQ, OIQ et OUQ)	Aucun	Travaux en cours – consultations spécifiques en vue de modifications à la Loi sur la sécurité civile
Comité interministériel de suivi sur les études de la Commission mixte internationale du lac Champlain et de la rivière Richelieu	Poursuivre les enquêtes sur les causes, les répercussions, les risques et les solutions associés aux inondations dans le bassin du lac Champlain de même que de la rivière Richelieu et déterminer des mesures visant à atténuer les inondations et leurs répercussions dans le bassin versant du lac Champlain et de la rivière Richelieu.	MERN, MAPAQ, MTO, MSP, MSSS, MEI, MFFP, MAMH, MTQ, et MELCC	Aucun	Travaux en cours
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RBQ, MELCC, MERN, MSP, SPC, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants	Aucun	La première version du CRIP a été publiée sur Québec.ca et est maintenant accessible pour le public. Travaux de sensibilisation en continu.
Comité sur la prévention de sinistres naturels	À titre de comité directeur, orienter et s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCC, MAMH, MTQ, MERN et MFFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MFFP, MTQ, MELCC et MAMH	Aucun	Travaux en continu

QP1-003_Comites_interministeriels_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.docx

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MTQ, MELCC et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondations	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MERN, MFFP, MTQ, MELCC et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Comité pour la mise à jour du Guide relatif aux opérations de services de sécurité incendie	Réviser le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie	MSP, ENPQ, CNESST, Collège Montmorency, IPIQ, AGSICQ, APSAM	Aucun	Travaux en cours
Comité déglaceur d'Hydro-Québec	Augmenter le niveau de préparation des autorités municipales et gouvernementales en cas d'utilisation du déglaceur, notamment en ce qui a trait à la communication du risque, au partage des rôles et des responsabilités ainsi qu'à la préparation et le maintien des connaissances des intervenants sur les conséquences engendrées par l'utilisation du déglaceur.	MSP, HQ, MTQ, SQ, MERN et Urgence Québec	Aucun	Travaux en continu
Comité d'opération sur les feux de forêt	S'inscrivant en concordance avec le plan d'action du sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques liés aux feux de forêt, consolider la structure de coordination de la sécurité civile par le développement d'un processus opérationnel d'intervention reconnu.	MSP, MERN, MFFP, MTQ, MAMH, SQ, MSSS et SOPFEU	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif en sécurité civile et en sécurité incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile et incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations ainsi que sur les enjeux associés aux deux domaines.	MSP, SQ, MAMH, ÉNAP, RBQ ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEI, MELCC, MERN, MSSS, MTESS, MTQ, SCT et SQ	Aucun	Travaux en continu
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CAG, Bureau du coroner, CNESST, MCN, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MEI, MELCC, MEQ, MERN, MES, MFA, MFFP, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTO, MTQ, RBQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ et RQ	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt afin notamment d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au Québec.	MSP, HQ, MAMH, MCE, MELCC, MCN, MEQ, MERN, MFFP, MSSS, MTQ, RBQ, SAA, SHQ, SOPFEU, SQ et MCE – Urgence Québec	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses (incluant les risques radiologies et nucléaires). Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention.	MSP, Bureau du Coroner, CNESST, MAMH, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MEI, MELCC, MERN, MSSS, MTQ, RBQ, et SQ	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEI, MELCC, MERN, MES, MEQ, MSSS, MTESS, MTQ, SAA, SCT et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche de rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC, MEI, MTESS, MERN, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, MCE – Urgence Québec et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP)	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur la position du Québec quant à la démarche canadienne visant à doter le pays d'un RLBSP.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEI, MFQ, MSSS, MTQ et SQ	Aucun	Travaux en cours
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, MCN, MEI, MSSS, AGCSICQ, MAMH, MTQ, ACUQ, CAUCA, HQ, SQ, SPVM, SPVQ et SIM	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du Plan national de sécurité civile.	MSP, MEI, MAPAQ, MCE – Urgence Québec, MELCC, HQ, MERN, SQ, SHQ, MCN, MSSS, MAMH, MTQ et SCT	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, SQ, AGSICQ, ACUQ, ADPQ, UMQ, FQM, CAUCA, HQ et Bell Canada	Aucun	Travaux en continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de réflexion sur la formation en sécurité incendie au Québec	Analyser la situation actuelle de la formation des pompières et pompiers du Québec en lien avec les besoins du milieu et émettre des recommandations afin de faire évoluer la formation en sécurité incendie.	MSP, École nationale des pompiers du Québec, IPIQ, MEQ, MEES, AGSICQ	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la mise à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation	Mettre à jour du Guide pratique « La prévention des incendies et l'évacuation » des bâtiments d'hébergement des personnes présentant des limitations à l'évacuation afin que le contenu du guide tienne compte de la réalité d'aujourd'hui.	MSP, MAMH, MSSS, RBQ, ATPIQ, AGSICQ et SIM	Aucun	Travaux en cours
Comité sur le feu vert clignotant	Élaborer un projet de règlement sur l'utilisation du feu vert clignotant par les pompiers et prévoir sa mise en œuvre et une campagne de sensibilisation du public.	MSP, SAAQ et MTQ	Aucun	Travaux terminés : règlement adopté.
Groupe de travail sur l'évolution de l'encadrement législatif des centres d'urgence 9-1-1 et de certains centres secondaires d'appels d'urgence	Conseiller le MSP au regard de ses orientations visant l'évolution du cadre législatif.	MSP, ACUQ, CAUCA, Agence 9-1-1, trois représentants de CU 9-1-1	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur le transfert d'appels d'urgence et les procédures opérationnelles afférentes entre les centres d'urgence 9-1-1 (CU 9-1-1) et les centres secondaires d'appels d'urgence (CSAU)	Dresser un état de situation sur les pratiques actuelles en matière de transfert d'appels d'urgence, relever les problématiques rencontrées, documenter les enjeux reliés à ces problématiques et dégager des pistes de solutions afin de répondre à celles-ci.	MSSS, ACUQ, MSP et gestionnaires de CU 9-1-1 et CSAU	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité pour la production de documents de formation pour les préposés aux télécommunications d'urgence	Élaborer un guide et développer une démarche de soutien aux préposés aux télécommunications d'urgence en ce qui concerne la gestion des appels difficiles.	MSP, Agence 9-1-1, ACUQ et divers gestionnaires de CU 9-1-1	Aucun	Travaux en cours
Comité de veille technologique 9-1-1	Exercer une vigie technologique et réglementaire, tant au Canada qu'aux États-Unis et en Europe, auprès des autorités publiques (MSP, CRTC, Industrie Canada, FCC, etc.), des associations et des fournisseurs sur les pratiques exemplaires en matière de 9-1-1.	Agence 9-1-1, ACUQ, CAUCA, MSP, SPVM	Aucun	Travaux en cours
Comité sur le réacheminement des appels – plans contingence 9-1-1 PG	Produire un rapport de référence sur différents scénarios d'acheminement par défaut lors de débordements dans un contexte de 9-1-1 PG.	MSP, Agence 9-1-1 et gestionnaires de CU 9-1-1	Aucun	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs	Les gestionnaires du LSJML Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) L'Association québécoise des avocats et avocates de la défense (AQAAD) Le Bureau du coronier du Québec Les juges La Sûreté du Québec (SQ) L'association des directeurs de police du Québec (ADPQ) Le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) Les enquêtes spécialisées Les communautés scientifiques et universitaires Un représentant d'enquête non policière	Aucun	Rencontres suspendues pour l'année 2021-2022 suite à la pandémie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 4 : Pour l'année 2021-2022, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;**
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;**
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;**
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.**

Veuillez vous référer au cahier de chacun des organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau de la sous-ministre	4
Direction générale des services à la gestion	7
Direction générale des services correctionnels	38
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	2
Direction générale des affaires policières	3
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	8
TOTAL	62

Les données sont en date du 28 février 2022.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Exclut les employés du SCN.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 6 : Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activités.

Au ministère, 4 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Bureau de la sous-ministre	0
Direction générale des services à la gestion	0
Direction générale des services correctionnels	4
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	0
Direction générale des affaires policières	0
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	0
TOTAL	4

Données au 28 février 2022.

Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2021-2022.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2021-2022 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nombre total employés au 28 février 2022	Nombre employés occasionnels au au 28 février 2022	%
Bureau du sous-ministre	84	5	6 %
Direction générale des services à la gestion	372	46	12 %
Direction générale des services correctionnels	4 281	315	7 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	195	39	20 %
Direction générale des affaires policières	573	60	10 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	275	34	12 %
Total	5 780	499	9%

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

Exclut les employés du SCN.

Source: Rapport EI Effectifs et réserves au 2022-02-28

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteurs, devenus permanents pour 2021-2022.

ENTITÉ	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2021-2022 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nombre d'employés occasionnels au 28 février 2022 auxquels sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nombre d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau de la sous-ministre	5	0	0%
Direction générale des services à la gestion	60	14	23%
Direction générale des services correctionnels	494	179	36%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	45	6	13%
Direction générale des affaires policières	91	31	34%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	64	30	47%
TOTAL	759	260	34%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 09 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 10 : Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 11 : Pour l'année 2021-2022, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant :

- a) les coûts;**
- b) le nombre de participants;**
- c) les questions posées aux participants;**
- d) les résultats du sondage.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 44 du cahier des renseignements généraux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 12 : État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2021-2022

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir simultanément sur plusieurs aspects liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) et de la mesure 6.2.4 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), un montant total de 2 153 692 \$, dont 171 120 \$ en provenance de la mesure 6.2.4 du PACC 2013-2020, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. En effet, huit projets de recherche sont en cours de réalisation en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski, laquelle détient une expertise à l'égard de cet aléa. Ces projets portent sur le suivi annuel de l'érosion côtière ainsi que des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la reconstitution historique et la projection des variations du niveau marin, la modélisation de l'évolution future de la situation, la cartographie, la simulation de la propagation des ondes de marées et de tempêtes, et l'efficacité de différentes mesures et techniques d'adaptation et de protection contre l'érosion et la submersion côtières. De plus, un projet de recherche pour le suivi biologique des sites de travaux de protection utilisant le rechargement de plage en matériaux grossiers s'est conclu avec l'Université Laval pour quantifier les impacts de ces travaux sur les milieux benthiques.

De plus, un montant total de 16,5 M\$ pour l'année 2021-2022 a permis de poursuivre des mesures de traitement de risques dans les municipalités de Sainte-Luce, de Sainte-Flavie, de Pointe-aux-Outardes, des Îles-de-la-Madeleine, de L'Isle-aux-Coudres et de Maria. Ces travaux visent la protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ. Cette somme a aussi permis d'obtenir de l'expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime, l'acquisition de « Light Detection And Ranging » (LiDAR) et bathymétrie, ainsi que de financer la modélisation numérique de conditions sédimentaires aux Îles-de-la-Madeleine (secteur de Cap-aux-Meules), à Sainte-Flavie et à Sainte-Luce afin de guider la réalisation des travaux à effectuer dans ces municipalités.

Programmes d'aide financière spécifiques et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, un montant de 822 061 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles. De ce montant, 185 713 \$ ont été versés à deux municipalités (Saint-Philippe et Saint-Alexis-des-Monts), dans le cadre du programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations printanières de 2017. De plus, 417 447 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à trois municipalités (Sutton, L'Assomption et Audet) en raison d'inondations et de glissements de terrain. Finalement, 218 901 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à trois municipalités (Saint-Étienne-des-Grès, Saint-Gabriel-de-Valcartier, et Saint-Esprit).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 13 : Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://www.upac.gouv.qc.ca/upac/publications/diffusion-des-renseignements-relatifs-aux-depenses.html
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Différents textes (23)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	2 865
Lettres (16)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 683
Présentations PowerPoint (4)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 002
Communiqués directeurs de police (31)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 837
Plans d'action de la DVIEI (2)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	381
Rapport d'inspection de la DVIEI (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	3 407
Guides de pratiques policières (2)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	995
Contrat de gré à gré entre le Gouvernement du Québec et la Société Makivik (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	1 663
Formulaires (5)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	329
Liste en géomatique (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	163
Documents (4)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	2 225
Allocution de la ministre (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	73
Tableau des mesures sanitaires concernant la COVID (1)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	452
Questionnaires sur l'administration policière (3)	Anne McBryde Traduction (9309-8416 Québec inc.)	218
Document sur les permissions de sortir - Traduction en inuktitut (1)	Wintranslation	6 673
Ententes (2)	Edgar inc.	478
Différents textes (12)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 009
Lettres (7)	Traductions Terrance Hughes inc.	770
Présentations PowerPoint (12)	Traductions Terrance Hughes inc.	4 295
Communiqués aux directeurs de police (21)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 814
Plan d'action de la DVIEI (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	252
Rapport d'inspection de la DVIEI (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 477
Pratiques policières (7)	Traductions Terrance Hughes inc.	2 592

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Formulaires (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	348
Documents (14)	Traductions Terrance Hughes inc.	2 666
Mot de la ministre (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	40
Dépliant d'information COVID pour les personnes incarcérées (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	224
Documents (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 205
Ententes (5)	Traductions Terrance Hughes inc.	4 020
Questionnaire sur la violence conjugale (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	88
Gabarit d'entrevue (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	51
Note d'information aux directeurs police (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	80
Aide-mémoire sur le Service d'immatriculation des armes à feu destiné aux policiers (1)	Traductions Terrance Hughes inc.	222
Différents règlements législatifs (6)	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Fonds des biens et des services)	1 307
Communiqué aux directeurs de police (2)	Anglocom inc.	171
Document contractuel de la DGSC	Anglocom inc.	215
Texte (1)	Anglocom inc.	220

Au 28 février 2022

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction d'une entente	Traductions Terence Hughes inc.	714

Au 28 février 2022

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - Webinaire - Retour sur certaines notions du processus judiciaire et sur le soutien et l'accompagnement des victimes de violence conjugale Traduction Powerpoint- Webinaire - « Retour sur certaines notions du processus judiciaire et sur le soutien et l'accompagnement des victimes de violence conjugale »	Anne McBryde Traduction	231
Webinaire - Retour sur certaines notions du processus judiciaire et sur le soutien et l'accompagnement des victimes de violence conjugale Traduction Powerpoint du Directeur des poursuites criminelles et pénales	Traductions Terrance Hughes inc.	925

Au 28 février 2022

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction d'un compte rendu - visite terrain à la suite d'un glissement de terrain à Grande rivière de la Baleine (Kuujjuarapik)	Anne McBryde Traduction	416
Traduction d'un formulaire de demande d'aide financière et d'indemnisation lors de sinistre	Anne McBryde Traduction	758
Traduction d'une lettre à un sinistré	Anne McBryde Traduction	59
Traduction de modèle de lettres - demande de prolongation du délai de réalisation des travaux et renonciation au bénéfice du temps écoulé	Anne McBryde Traduction	90
Révision des formulaires de réclamation d'aide financière en cas de sinistre	Anne McBryde Traduction	240
Traduction du document de formation pour s'initier à la sécurité civile	Littera Traitement Personnalisé de vos textes	160
Traduction d'une lettre à un sinistré	Traductions Terrance Hughes inc.	171
Traduction de deux documents - cheminement d'une demande d'aide financière pour les sinistrés et lettre de rappel pour la réalisation des travaux	Traductions Terrance Hughes inc.	75
Traduction d'une lettre à un sinistré	Traductions Terrance Hughes inc.	74

Au 28 février 2022

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqués aux corps policiers	Steven Watt	287
Communiqués trousses ADN	Traductions Guy Demers inc.	376
Traduction pour Curriculum Vitae	Traductions Guy Demers inc.	2 681

Au 28 février 2022

Note : Exclut les mandats confiés à Infrastructures technologiques Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 :	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022
----------------------	--

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
MONTRÉAL, 1701 Parthenais	Nettoyage de 25 chaises de bureau
MONTRÉAL, 1701 Parthenais	Remplacement d'unités de réfrigération dans des chambres froides
MONTRÉAL, 1701 Parthenais	Nettoyage de réfrigérateurs
MONTRÉAL, 1701 Parthenais	Remplacement d'un panier d'un puits de tir

Au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

a) Le Prix du ministre de la Sécurité publique;

b) Une bourse de 3 000 \$ est remise à la personne gagnante;

c) Créé en 1999, le Prix du ministre de la Sécurité publique vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique. Les travaux ou stages doivent répondre à l'une des conditions suivantes :

- avoir une incidence sur les institutions québécoises responsables de l'administration de la justice pénale dans ses diverses composantes;
- favoriser la compréhension, la promotion, l'implantation ou l'évaluation de mesures novatrices.

Ce prix est décerné à une étudiante ou à un étudiant dont le mémoire ou le stage de maîtrise se démarque par son apport particulier au regard de la mission du Ministère. Il est normalement remis lors du Congrès biennal de la Société de criminologie du Québec. Cette année, puisqu'aucun congrès n'était organisé, le prix a été remis lors de la journée des experts de la Société de criminologie du Québec.

Le lauréat du Prix de la ministre 2021 a été accordé à M. David Brisebois pour son mémoire de maîtrise intitulé « Une évaluation de l'effet du modèle d'intervention policière du Service de police de Laval sur la prise en charge des personnes présentant un risque suicidaire ».

d) Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Chapeau les filles ! » et son volet « Excelle Science »

b) Le prix « Sécurité incendie » récompense une élève inscrite à l'un des programmes suivants : Intervention en sécurité incendie de la formation professionnelle ou techniques de sécurité incendie. Une bourse de 2 000 \$ accompagne ce prix.

c) Le concours « Chapeau, les filles! » et son volet « Excelle Science » visent à souligner le travail et les efforts des femmes inscrites à un programme de formation professionnelle ou technique qui mène à l'exercice d'un métier traditionnellement masculin.

d) N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Campagne de publicités relative au Service d'immatriculation des armes à feu Automne 2021 Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec.	Centre d'acquisitions gouvernementales, Cossette Média, Traductions Terrance Hughes, Anne McBryde Traduction	21 219
Capsules de prévention des incendies sur les médias sociaux 10 à 12 capsules de prévention par année Objectif général : Sensibiliser la population québécoise à avoir un rôle préventif aux risques d'incendies en étant vigilants et responsables dans leurs comportements.	Centre d'acquisitions gouvernementales, Facebook, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 752

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Semaine de la prévention des incendies 2021 – « Le premier responsable c'est toi! » 3 au 9 octobre 2021 Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies.	Geneviève O'Gleman, Peter MacLeod, Anaïs Favron, Victoria Charlton, Louis-François Marcotte, Christian Parent, Hôtel Normandin	10 907
Campagne sur la sensibilisation aux risques d'inondation du plan d'action sur les inondations (Mesure 12) Mai 2021, placements publicitaires réalisés et mars 2022 placements publicitaires à venir Objectif général : Sensibiliser la population à la nécessité de se préparer à faire face aux sinistres, entre autres, aux inondations et à adopter des comportements responsables face aux différents aléas.	Centre d'acquisitions gouvernementales	149 729
Campagne sur la sensibilisation à l'exploitation sexuelle des mineurs Au 28 février 2022 Objectif général : Sensibiliser les jeunes et leurs parents aux pièges et aux conséquences de l'exploitation sexuelle.	Marketing Léger, MP Repro, Graphica Impression, Centre Jacques-Cartier, Nicolas Gilbert, Pierre Senéchal, Mac Design, Impression Rive-Sud, Anne McBryde Traduction, Encore, Clémentine Talbot, Anglocom, Traductions Terrance Hughes	33 486

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Semaine de la prévention de la criminalité – « 20 ans de partenariats pour des milieux de vie plus sécuritaires » 7 au 13 novembre 2021 Objectif général : Sensibiliser la population à la prévention de la criminalité et de mieux faire connaître les initiatives de ceux qui se consacrent quotidiennement à l'amélioration de la sécurité des citoyens, qu'ils soient policiers ou intervenants communautaires.	Cossette Média et Facebook	1 776
Campagne d'attraction de recrutement de policiers autochtones Printemps 2021 Objectif général : Promouvoir la formation AECen technique policière autochtone	Anne McBryde (Traduction) Marie-Michèle Bacon-Jourdain	654
Campagne Feu vert clignotant Printemps, été et automne 2021 Objectif général : Campagne visant à rendre les pompiers plus visibles lors d'un déplacement d'urgence avec leur véhicule personnel. Campagne pour informer les automobilistes d'un besoin de courtoisie afin de céder le passage à un pompier lorsque les circonstances l'exigent.	Samuel Tessier, photographe Centre d'acquisitions gouvernementales Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	8 760

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Campagne d'attraction du personnel Novembre 2021 Objectif général : Campagne de recrutement d'agents en services correctionnels	Facebook	160

Au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. 32 membres du personnel sont affectés à la Direction des communications pour le MSP.
- b)** Le montant dépensé par la direction est de 235 357 \$.
- c)** Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.
- d)** I.C.I. Influence Communications inc.
- | | |
|--|-----------|
| Revue de presse électronique et les transcriptions : | 13 676 \$ |
| Revue de presse écrite : | 24 146 \$ |
- e)** Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

Au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 20 : Crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Pour l'année financière 2021-2022, un montant total de 4 845 143 \$ a été octroyé pour mettre en œuvre les recommandations du Rapport Viens et ENFFADA.

Les mesures annoncées le 4 décembre 2020 prévoient un montant de 3 733 055\$:

Concertation, accompagnement et renforcement des corps de police autochtones, un montant de 967 825\$;

Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les corps de police autochtones au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, un montant de 898 353\$;

Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations en perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec, un montant de 925 000\$;

Intervention et formation policière à l'intention des corps de police autochtones en matière de violence conjugale, agression sexuelle et violence intrafamiliale, un montant de 612 682\$;

Embaucher des agents de liaison autochtones au bureau du Commissaire à la déontologie policière et au Laboratoire de science judiciaire et de médecine légale, un montant de 223 395\$;

Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels, un montant de 105 800\$.

Deux nouvelles mesures ont été annoncées en décembre 2021, pour un investissement supplémentaire de 1 112 088\$:

Mise en place d'un poste de conseiller en développement communautaire autochtone à la Division de la prévention et de la sécurité urbaine du Service de police de Montréal, un montant de 38 347\$;

Mise en place d'équipes mixtes appelées à intervenir auprès des personnes en situation de vulnérabilité, dans quatre municipalités (Roberval, Chibougamau, Joliette, Maniwaki) caractérisées par une forte présence autochtone et desservies par la Sûreté du Québec, un montant de 1 073 741\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 21 : Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport Rebâtir la confiance.

Le 23 avril 2021, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de deux des mesures prioritaires annoncées:

Mesure	Crédits alloués en 2021-2022 en M\$
Ajouter des effectifs aux sein des corps de police et des services correctionnels	3,32
Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police autochtones	0,90

Le 1er décembre 2021, la ministre de la Sécurité publique a annoncé l'implantation progressive des bracelets antirapprochements afin de mieux prévenir les crimes violents en contexte conjugal. Des investissements de 41 M\$ sur cinq ans sont prévus pour cette mesure.

De même, le 21 février 2022, la ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi d'aide financière à onze corps de police municipaux additionnels pour l'ajout d'effectifs spécialisés en violence conjugale. Cette aide financière totalise 3,1M\$ sur trois ans.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 22 : Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

Afin de mettre en oeuvre les recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, le gouvernement du Québec a dévoilé le 3 décembre 2021 son Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs - Briser le cycle de l'exploitation sexuelle.

Dans celui-ci, une somme de 29 450 000 \$ a été allouée pour la mise en oeuvre des mesures en 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Indiquer les sommes dépensées par le ministère en 2021-2022 pour la refonte du système de mission des services correctionnels Dacor (maintenant Programme Horizon). Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du nouveau système.

La phase d'exécution du premier projet du programme (Horizon-Initial) ainsi que la phase de planification du deuxième projet (Horizon-Logistique) ont été autorisées le 19 octobre 2021 par le Secrétariat du Conseil du trésor. Il est prévu que les travaux de réalisation de l'ensemble du programme soient complétés en 2027.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	66 266 589 \$
---	----------------------

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	
VOLET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	2 008 157 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (secteur nord)	49 886 \$
En Marge 12-17	49 318 \$
Le Projet Harmonie	32 829 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	42 224 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Saint-Léonard)	39 312 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue (Rosemont)	39 312 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	39 723 \$
Travail de rue action communautaire (Le Sud-Ouest)	50 000 \$
Travail de rue action communautaire (Quartier Saint-Pierre)	33 626 \$
Travail de rue action communautaire (Lachine Est)	28 400 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	50 000 \$
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement	36 631 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec	50 000 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides (nord de Charlesbourg)	48 699 \$
SQUAT Basse-Ville	38 553 \$
Table de quartier l'Engrenage de Saint-Roch	26 000 \$
TRIP Jeunesse Beauport	42 161 \$
En tout C.A.S. (Concertation, Aide, Soutien)	25 000 \$
Tandem-Jeunesse	50 000 \$
Répît Jeunesse	46 024 \$
LaRue Bécancour inc.	33 551 \$
Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	46 322 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	48 627 \$
Maison des Jeunes de Rivière-au-Renard inc.	40 163 \$
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska (secteur Trois-Rivières)	47 299 \$
Macadam Sud (secteur Longueuil)	48 982 \$
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	45 448 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
SOS Contact Al-To inc.	36 767 \$
Centre Le S.P.O.T.	38 363 \$
Toxic-Actions	46 780 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (secteur sud)	45 980 \$
La Grande Porte	44 162 \$
Plein Milieu	49 757 \$
Spectre de rue inc.	41 074 \$
YMCA du Québec (Premier Arrêt)	42 300 \$
YMCA du Québec (Programme Dialogue)	43 100 \$
Pilier Jeunesse	37 385 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides (sud de Charlesbourg)	39 175 \$
L'Écluse des Laurentides	33 943 \$
La Piaule du Centre-du-Québec inc.	37 333 \$
L'Évasion St-Pie X	45 744 \$
Motivaction Jeunesse	41 323 \$
TRAIC Jeunesse	36 595 \$
Macadam Sud (secteur Brossard)	47 520 \$
Original tatoué, café de rue	39 811 \$
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska (secteur Nicolet)	38 535 \$
Réseau D'Entraide des Appalaches	37 500 \$
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	25 000 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	31 920 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

VOLET POLICIER	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	1 379 927 \$
Gendarmerie royale du Canada	283 \$
Ville de Montréal	360 846 \$
Conseil de La Nation Anishnabe de Lac-Simon	221 \$
Ville de Blainville	8 085 \$
Ville de Châteauguay	33 275 \$
Ville de Deux-Montagnes	5 147 \$
Gouvernement de la Nation Crie	1 805 \$
Ville de Gatineau	34 454 \$
Ville de Granby	6 775 \$
Conseil des Mohawks de Kahnawake	288 \$
Administration régionale Kativik	4 555 \$
Ville de L'Assomption	1 038 \$
Ville de Laval	112 363 \$
Ville de Lévis	119 119 \$
Ville de Longueuil	96 510 \$
Régie de police de Memphrémagog	484 \$
Ville de Mercier	156 \$
Ville de Mont-Tremblant	183 \$
Municipalité régionale de comté des Colines-de-l'Outaouais	199 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	107 \$
Ville de Québec	41 362 \$
Régie intermunicipale de police de Richelieu - Saint-Laurent	21 499 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	41 462 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	8 360 \$
Ville de Repentigny	10 704 \$
Ville de Saguenay	9 841 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Ville de Saint-Eustache	16 126 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	53 409 \$
Ville de Saint-Jérôme	9 550 \$
Ville de Sherbrooke	22 703 \$
Ville de Terrebonne	11 384 \$
Ville de Thetford Mines	7 734 \$
Ville de Trois-Rivières	19 580 \$
Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	320 \$
Info-Crime	160 000 \$
Échec au crime	160 000 \$

PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE - BONIFICATION 2021-2022	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022(\$)
SOUS-TOTAL	750 000 \$
POSA / Source des Monts	50 000 \$
Fondation Evens Guercy	50 000 \$
Action Jeunesse St-Pie X	50 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	50 000 \$
Fondation Santé Urbaine	50 000 \$
Maison d'Haïti	50 000 \$
Conseil des Atikamewk d'Opiticiwan	50 000 \$
DOD Basketball	50 000 \$
Les YMCA du Québec	50 000 \$
Maison des Jeunes Le Chemin Faisant	50 000 \$
Travail de rue Île de Laval	50 000 \$
Ville de Montréal - Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	50 000 \$
Les Ballons Intensifs	50 000 \$
Coopérative de Solidarité Multisports Plus	50 000 \$
Ville de Montréal - Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (Prévention par le sport)	50 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME PRÉVENTION JEUNESSE	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022(\$)
SOUS-TOTAL	1 500 000 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	125 000 \$
C.A.C.T.U.S. Montréal	125 000 \$
Mesures alternatives jeunesse de Laval	125 000 \$
Les Services de main-d'œuvre L'Appui	125 000 \$
Justice alternative du Suroît	250 000 \$
Action jeunesse Côte-Sud (ACJS)	100 000 \$
Centre international pour la prévention (CIPC)	90 000 \$
Concert'Action Lachine	100 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	110 000 \$
Montréal Autochtone	100 000 \$
Waskaganish Prevention Committee	125 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ (FONDS COVID-19)	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022(\$)
SOUS-TOTAL	1 000 000 \$
Évasion St-Pie X	25 000 \$
La Maison Marie-Frédéric	25 000 \$
Projet L.U.N.E	25 000 \$
RAP jeunesse des Laurentides	25 000 \$
TRAIC jeunesse	25 000 \$
TRIP jeunesse Beauport	25 000 \$
Le Trâsh - Travail de rue Shawinigan	50 000 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	25 000 \$
Dopamine	50 000 \$
En marge 12-17	25 000 \$
L'Anonyme	25 000 \$
Le Projet Harmonie	25 000 \$
PACT de rue	25 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	25 000 \$
RAP Jeunesse	25 000 \$
Travail de rue action communautaire	25 000 \$
YMCA Premier Arrêt	25 000 \$
Le TRÎL	50 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Association des jeunes de la rue de Joliette	25 000 \$
Orignal tatoué, café de rue	25 000 \$
Travail de rue - Secteur Brandon	25 000 \$
Travail de rue le Trajet	25 000 \$
Écluse des Laurentides	25 000 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	25 000 \$
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	25 000 \$
Macadam Sud	25 000 \$
La Piaule	25 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	50 000 \$
SQUAT Basse-Ville	25 000 \$
Tandem-Jeunesse	25 000 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	25 000 \$
La maison des jeunes St-Rémi inc.	25 000 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	25 000 \$
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	25 000 \$
La Rue Bécancour	25 000 \$
Point de rue de Trois-Rivières et Nicolet-Yamaska	25 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022(\$)
SOUS-TOTAL	1 375 000 \$
Ville de Mirabel	50 000 \$
Ville de l'Épiphanie ¹	0 \$
Municipalité régionale de comté de La Matanie	25 000 \$
Conseil de la nation huronne wendat	50 000 \$
Ville de Varennes	37 500 \$
Ville de Saint-Pie	25 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	30 000 \$
Ville de Victoriaville	37 500 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies	58 500 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	37 500 \$
Ville de Joliette	37 500 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
Ville de Cowansville	37 500 \$
Ville de Saint-Colomban	50 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	30 000 \$
Ville de Sainte-Julie	61 500 \$
Ville de Boisbriand	50 000 \$
Municipalité régionale de comté d'Avignon	50 000 \$
Ville de Saint-Gabriel	37 500 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	27 500 \$
Municipalité régionale de comté de Bécancour	52 500 \$
Ville de Gaspé	25 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	30 000 \$
Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette	37 500 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	50 000 \$
Municipalité régionale de comté de Témiscouata ¹	0 \$
Municipalité régionale de comté de La Matapédia	37 500 \$
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	13 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	50 000 \$
Conseil des Innus de Pakua Shipi ¹	0 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci ¹	0 \$
Ville de Val-des-Sources (Asbestos)	62 000 \$
Municipalité régionale de comté Robert-Cliche	25 000 \$
Ville de Belœil	37 500 \$
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	50 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	60 000 \$
Ville de Granby	25 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$

¹ Aucune demande financière formulée pour 2021-2022. Les bénéficiaires poursuivent leurs activités avec les sommes reçues en 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹
SOUS-TOTAL	2 629 963 \$
Association des directeurs de police du Québec	82 500 \$
Blainville	8 189 \$
Bromont	8 620 \$
Châteauguay	13 792 \$
Deux Montagnes	7 758 \$
École nationale de police du Québec	60 000 \$
Gatineau	63 788 \$
Granby	18 102 \$
Laval	84 476 \$
Lévis	27 584 \$
Longueuil	89 217 \$
Memphrémagog	17 240 \$
Mirabel	12 068 \$
MRC Les Collines de l'Outaouais	12 930 \$
Québec	181 882 \$
Repentigny-L'Assomption-Mascouche	31 463 \$
Richelieu-St-Laurent	42 238 \$
Roussillon	17 671 \$
Saguenay	43 531 \$
Saint-Eustache	14 654 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 584 \$
Saint-Jérôme	18 964 \$
Sherbrooke	45 686 \$
Montréal	1 594 000 \$
Terrebonne	31 032 \$
Thérèse-De Blainville	21 119 \$
Thetford-Mines	10 775 \$
Trois-Rivières	43 100 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS CANNABIS	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹
SOUS-TOTAL	13 092 500 \$
Association des directeurs de police du Québec	82 500 \$
Gatineau	552 000 \$
Granby	368 000 \$
Laval	552 000 \$
Lévis	368 000 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	368 000 \$
Repentigny	368 000 \$
Terrebonne	368 000 \$
Blainville	125 000 \$
Longueuil	552 000 \$
Memphrémagog	184 000 \$
Québec	1 420 000 \$
Richelieu-St-Laurent	368 000 \$
Saguenay	368 000 \$
Saint-Jérôme	368 000 \$
Sherbrooke	368 000 \$
Roussillon	345 000 \$
Montréal	5 600 000 \$
Trois-Rivières	368 000 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME ACCEF (ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹ (\$)
SOUS-TOTAL	2 787 800 \$
Montréal	2 787 800 \$

¹ Montant maximal qui sera en principe autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PROGRAMME ACCÈS TABAC	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹ (\$)
SOUS-TOTAL	8 555 900 \$
Association des directeurs de police du Québec	82 500 \$
École nationale de police du Québec	66 700 \$
Gatineau	375 000 \$
Laval	375 000 \$
Longueuil	375 000 \$
Québec	375 000 \$
Richelieu-St-Laurent	375 000 \$
Roussillon	6 000 \$
Saguenay	375 000 \$
Memphrémagog	160 000 \$
St-Jérôme	375 000 \$
Sherbrooke	375 000 \$
Montréal	4 865 700 \$
Trois-Rivières	375 000 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
AUTRES BUDGET DE TRANSFERT	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	473 864 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	85 000 \$
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme (mesure SEXTO du Plan intimidation 2020-2025)	36 000 \$
École nationale de police du Québec (mesure SEXTO du Plan intimidation 2020-2025)	150 000 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (budget de fonctionnement)	202 864 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
PARTAGE DES REVENUS PROVENANT DES COTISATIONS DE REVENU QUÉBEC	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	629 700 \$
Blainville	8 000 \$
Deux-Montagnes	100 \$
Gatineau	600 \$
Granby	100 \$
Laval	50 400 \$
Lévis	100 \$
Longueuil	252 000 \$
Montréal	147 900 \$
Québec	34 800 \$
Roussillon	92 300 \$
Thérèse-De Blainville	500 \$
Repentigny	4 800 \$
Saguenay	200 \$
Saint-Eustache	6 900 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	100 \$
Saint-Jérôme	1 100 \$
Sherbrooke	100 \$
Terrebonne	12 000 \$
Trois-Rivières	17 700 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 :		La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.
PROGRAMME DE SOUTIEN À L'INNOVATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE PRATIQUES EXEMPLAIRES EN MATIÈRE POLICIÈRE		
ORGANISMES		MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL		2 732 900 \$
Montréal		1 757 700 \$
Longueuil		975 200 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

<u>AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE</u>	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 ¹ (S)
SOUS-TOTAL	3 582 513 \$
Blainville	38 700 \$
Bromont	49 950 \$
Châteauguay	36 250 \$
Gatineau	174 000 \$
Granby	84 195 \$
Lac des Deux-Montagnes	7 111 \$
L'Assomption	34 920 \$
Laval	174 000 \$
Lévis	79 569 \$
Longueuil	174 000 \$
Mascouche	12 913 \$
Memphrémagog	42 480 \$
Mercier	44 550 \$
Mirabel	57 870 \$
Montréal	1 160 000 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	55 080 \$
Québec	261 000 \$
Richelieu Saint-Laurent	87 000 \$
Roussillon	87 000 \$
Saguenay	43 200 \$
Saint-Eustache	49 140 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	42 660 \$
Saint-Jérôme	73 530 \$
Sherbrooke	81 345 \$
Terrebonne	145 000 \$
Thérèse-de-Blainville	87 000 \$
Thetford Mines	32 220 \$
Trois-Rivières	86 580 \$
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (mise en place et fonctionnement structure partagée)	281 250 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ET LE TRAFIC D'ARMES À FEU	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	3 406 500 \$
Laval	400 000 \$
Longueuil	348 900 \$
Montréal	2 657 600 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

BUDGET - FONDS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU ET AUX GANGS (FACVAEG)	
PROGRAMME DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR LES SPORTS, LES ARTS ET LA CULTURE	
ORGANISMES ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	1 500 000 \$
Le Projet Harmonie	75 000 \$
Événements Prima Danse	75 000 \$
Ville de Montréal : Arrondissement Villieray – Saint-Michel – Parc-Extension (Un pont entre tous)	75 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce	75 000 \$
Maison de Jeunes L'Ouverture	75 000 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	75 000 \$
Centre des jeunes L'Escale de Montréal-Nord Inc.	75 000 \$
Maison de jeunes de Saint-Léonard	75 000 \$
Cirque Hors Piste	75 000 \$
Office municipal d'habitation de Montréal	75 000 \$
Motivaction Jeunesse	75 000 \$
L'Évasion St-Pie X	75 000 \$
Justice alternative du Suroît	75 000 \$
Macadam Sud	75 000 \$
Répît jeunesse	75 000 \$
Maison des jeunes Drummondville	75 000 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	75 000 \$
Nurrait Jeunes Karibus	75 000 \$
Fondation Nouveaux Sentiers	75 000 \$
Centre Mihawoso	75 000 \$
Nation naskapie de Kawawachikamach ¹	0 \$

¹ Aucune demande financière formulée pour 2021-2022. Les bénéficiaires poursuivent leurs activités avec les sommes reçues en 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRES BUDGETS DE TRANSFERT - FONDS D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU ET AUX GANGS (FACVAFG)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	4 083 267 \$
Service de police de la Ville de Québec (FACVAFG)	1 345 317 \$
Service de police de la Ville de Montréal (FACVAFG)	1 173 450 \$
Université de Montréal (FACVAFG)	50 000 \$
Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants - Programme Innovation et développement d'expertise (PIDE)	200 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité - Programme innovation et développement d'expertise (PIDE)	200 000 \$
Administration régionale Kativik - Mesure Campagne de sensibilisation	214 500 \$
Financement Ville de Montréal – Bonification du Programme de prévention de la violence	500 000 \$
M361 - Programme de mobilisation communautaire autochtone	200 000 \$
Regroupement des centres amitié autochtones du Québec - Programme Witcihitotan : intervention par le sport, le plein air et le travail de rue en contexte autochtone.	200 000 \$

BUDGET COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESME)	
PRÉVENTION JEUNESSE - VOLET TABLES RÉGIONALES DE CONCERTATION EN EXPLOITATION SEXUELLE (TRC-ES)	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	225 000 \$
La Maison ISA-CALACS Saguenay / Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	75 000 \$
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	75 000 \$
En marge 12-17	75 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	2 000 000 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	62 310 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	70 000 \$
CALACS La Chrysalide (projet 1)	65 216 \$
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	72 337 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	70 000 \$
CALACS Agression Estrie	50 373 \$
Maison Marie Frédéric	74 260 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	73 707 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	33 440 \$
CALACS Coup de coeur	75 000 \$
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	55 755 \$
En Marge 12-17	75 000 \$
Action Nouvelle Vie (le 2159)	74 320 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	53 421 \$
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	70 000 \$
SQUAT Basse-ville	75 000 \$
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	51 770 \$
YWCA Québec	37 500 \$
Sphère santé sexuelle globale	52 644 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	75 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
CALACS de Granby	62 520 \$
Projet L.U.N.E	75 000 \$
Travail de rue le Trajet	73 500 \$
Action prévention Verdun	25 788 \$
CALACS La Chrysalide (projet 2)	51 000 \$
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	70 494 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	69 380 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	68 535 \$
La CLES	61 016 \$
LaSortie	63 500 \$
Répît jeunesse	53 729 \$
YMCA Premier Arrêt	58 485 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES - VOLET AUTOCHTONE	
CORPS DE POLICE ET ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	250 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
Conseil des innu de Ekuanishit ¹	0 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	75 000 \$
Femmes autochtones du Québec	25 000 \$

¹ Aucune demande financière formulée pour 2021-2022. Les bénéficiaires poursuivent leurs activités avec les sommes reçues en 2020-2021.

ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP)	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹
SOUS-TOTAL	5 215 500 \$
Montréal	2 325 300 \$
Gatineau	469 800 \$
Laval	244 000 \$
Longueuil	239 800 \$
Québec	1 936 600 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	
<u>ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J)</u>	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022¹
SOUS-TOTAL	594 300 \$
Montréal	169 800 \$
Gatineau	84 900 \$
Laval	84 900 \$
Longueuil	84 900 \$
Québec	169 800 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

AUTRES BUDGETS DE TRANSFERT - CSESM

ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	3 027 500 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc. - Projet pilote d'intervention dans le cyberspace	187 500 \$
Projet SPHÈRES	880 000 \$
Fonds de recherche du Québec Société et culture - Projets de recherche sur l'exploitation sexuelle au Québec	1 500 000 \$
Fonds de recherche du Québec Société et culture - Projets de recherche sur l'exploitation sexuelle au Québec - volet autochtone	460 000 \$

PROGRAMME DE CONTRIBUTION POUR COMBATTRE LES CRIMES GRAVES ET LE CRIME ORGANISÉ (PCCCGCO)

CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 ¹ (\$)
SOUS-TOTAL	97 000 \$
Montréal	45 000 \$
Gatineau	12 000 \$
Laval	8 000 \$
Longueuil	12 000 \$
Québec	20 000 \$

¹ Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

ORGANISATIONS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	681 000 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	600 000 \$
Université de Sherbrooke-Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents*	36 000 \$
Cégep Édouard-Montpetit - Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation	45 000 \$

* À noter que le montant de 36 000\$ pour la Chaire UNESCO-PREV a déjà été approuvé par les autorités du MSP, mais la somme n'a pas encore été versée puisque l'entente n'a pas encore été officiellement signée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

FINANCEMENT POUR LA PARTICIPATION DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À LA RÉALISATION DES VISIOCOMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	
CORPS DE POLICE MUNICIPAUX	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022
SOUS-TOTAL	703 732 \$
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	3 255 \$
Service de police de la Ville de Blainville	7 402 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 306 \$
Service de police de Châteauguay	8 328 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	6 325 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	6 155 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	34 911 \$
Service de police de la Ville de Granby	8 330 \$
Service de police de Laval	53 150 \$
Service de police de la Ville de Lévis	17 988 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	52 281 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	6 068 \$
Régie de police de Memphrémagog	4 402 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 765 \$
Service de police de Mirabel	9 286 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	249 442 \$
Service de police de la Ville de Québec	70 547 \$
Service de police de Repentigny	11 136 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	25 853 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	13 770 \$
Service de police de Saguenay	17 920 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	20 544 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	5 468 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	11 892 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	9 602 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	17 418 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	9 313 \$
Service de police de Thetford Mines	3 084 \$
Service de police de Trois-Rivières	16 791 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

Financement pour la participation des corps de police municipaux à la réalisation d'opérations de surveillance liées à la COVID-19 en 2021-2022

CORPS DE POLICE MUNICIPAUX	OPÉRATIONS				
	Rappel	Parcs	Passeport 1	Passeport2	Total
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	2 864 \$		4 625 \$	3 237 \$	10 726 \$
Service de police de la Ville de Blainville	2 305 \$		10 518 \$	7 362 \$	20 185 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 069 \$		1 856 \$	1 299 \$	4 224 \$
Service de police de Châteauguay	7 312 \$		11 400 \$	- \$	18 712 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	3 368 \$		2 300 \$	- \$	5 668 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	4 706 \$		5 300 \$	6 122 \$	16 128 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	29 033 \$		49 609 \$	34 300 \$	112 942 \$
Service de police de la Ville de Granby	7 334 \$		11 837 \$	8 286 \$	27 457 \$
Service de police de Laval	47 012 \$	75 000 \$	75 525 \$	50 900 \$	248 437 \$
Service de police de la Ville de Lévis	14 517 \$		25 560 \$	8 700 \$	48 778 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	29 908 \$		67 900 \$	9 400 \$	107 208 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	5 288 \$		5 700 \$	2 100 \$	13 088 \$
Régie de police de Memphrémagog	3 868 \$		6 256 \$	3 900 \$	14 024 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 512 \$		2 508 \$	1 756 \$	5 776 \$
Service de police de Mirabel	7 978 \$		7 400 \$	5 600 \$	20 978 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	300 000 \$	125 000 \$	285 400 \$	24 300 \$	734 700 \$
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant					- \$
Service de police de la Ville de Québec	59 042 \$		100 247 \$	31 100 \$	190 389 \$
Service de police de Repentigny	9 826 \$		15 824 \$	10 500 \$	36 151 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	13 338 \$		12 000 \$	11 500 \$	36 838 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	11 741 \$		19 568 \$	9 100 \$	40 408 \$
Service de police de Saguenay	15 709 \$		25 465 \$	12 900 \$	54 074 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	14 676 \$		14 600 \$	7 100 \$	36 376 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	4 835 \$		7 770 \$	5 439 \$	18 045 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	10 481 \$		16 899 \$	5 500 \$	32 880 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	8 385 \$		13 600 \$	7 200 \$	29 185 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	4 730 \$		23 300 \$	- \$	28 030 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	8 429 \$		13 234 \$	9 264 \$	30 926 \$
Service de police de Thetford Mines	2 673 \$		4 383 \$	3 068 \$	10 123 \$
Service de police de Trois-Rivières	9 712 \$		14 600 \$	7 800 \$	32 112 \$
TOTAL	641 651 \$	200 000 \$	855 182 \$	287 733 \$	1 984 566 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VUS REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.		
ORGANISMES	TITRE DU PROJET	MOTIF DE REFUS
Centre communautaire Jean-Guy Drolet	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées.
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Emphase	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Centre communautaire petite côte	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
Centre de famille latino américaine	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Centre des femmes Montréal-Est	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
Hoodstock	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
L'Ancre des jeunes	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
L'Anonyme	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Le PlaMP	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		
Spectre de rue	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
YWCA de Montréal	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Jeunesse sans frontière	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.
Le bras	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
CALACS l'espoir des îles	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
Justice alternative de suroît	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Maison des jeunes le Dôme	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
LaRue Bécancour	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées
Maison des jeunes Saint-Léonard	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.
Maison kekpart	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Le projet présente certaines faiblesses. Il pourra toutefois être considéré pour financement en 2022-2023 si des améliorations sont apportées.
Corporation de développement communautaire ICI Montmagny/L'Islet	Prévention jeunesse	Le projet ne permet pas l'atteinte des objectifs du programme.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 :	34 271 758 \$
---	----------------------

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK)	361 476
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	5 000
Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ)	41 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	7 000
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	50 000
Centre d'avalanche de la Haute-Gaspésie	30 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excelle – Science	2 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant le budget additionnel octroyé pour l'érosion côtière, les inondations et les projets en collaboration avec la Société du Plan nord)

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
Aganish - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	25 000
Baie-Johan-Beetz - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	25 000
Bastiscan – Travaux de stabilisation de talus visant la prévention des risques liés aux glissements de terrain fortement rétrogressifs dans la secteur de la rue des Brumes	450 000
Bastiscan – Travaux de stabilisation de talus visant la prévention des risques liés aux glissements de terrain fortement rétrogressifs dans la secteur du ruisseau Veillet	3 570 000
Blainville – Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du secteur sud du ruisseau " sans nom ", compris entre la rue de Clervaux au nord et l'autoroute 640 au sud	653 422
Consultants Ropars inc. – Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports du Québec (MTQ)	72 000
Fermont - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (localité de Radisson) - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Îles-de-la-Madeleine – Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion côtière dans le secteur du chemin du Gros-Cap	2 600 000
Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Mouvement de terrain dans les sols argileux au Québec	123 626
Institut des sciences de la mer de Rimouski – Modélisation numérique de surcotes et de vagues - Phase 2	89 748

¹ Ces budgets excluent les frais de fonctionnement pour la Direction du soutien à la réduction des risques de sinistres et la Direction de la planification gouvernementale en sécurité civile de la Direction générale adjointe de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) (5 600 \$), ceux du budget érosion et submersion côtières

(17 800 \$) et ceux du budget inondation (8 000 \$) ainsi que la rémunération en date du 31 janvier 2021 pour le budget érosion et submersion côtières (287 784 \$) et pour le budget inondation (132 580 \$).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
L'Isle-aux-Coudres – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières d'une section du chemin des Coudriers	1 371 587
Lasalle NHC inc. – Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires	100 000
Maria – Mise en œuvre d'une mesure de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières au centre-ville	4 100 000
Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels - Phase 2	197 212
Ministère des Transports du Québec (MTQ) – Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	360 000
Natashquan - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot – Travaux de stabilisation de talus dans les secteurs de la rue Simone-De Beauvoir et de la 150e Avenue	719 999
Pointe-aux-Outardes – Travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Labrie	3 746 238
Rivière-au-Tonnerre - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Saint-Augustin - Mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Sainte-Catherine - Soutien financier pour la mise en place de comités mixtes de municipalités et industries sur la gestion des risques liés aux matières dangereuses	12 500
Sainte-Flavie – Déplacement ou versement d'une allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences pour la prévention des risques de sinistres associés à l'érosion et à la submersion côtières	549 773
Sainte-Flavie – Travaux de construction d'infrastructures d'accueil pour le déplacement ou la reconstruction de résidences principales menacées par l'érosion côtière	291 756

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2020 AU 31 MARS 2021 (\$)
Sainte-Flavie – Travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières au centre-ville	3 700 000
Sainte-Luce – Déplacement ou versement d'une allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences pour la prévention des risques de sinistres associés à l'érosion et à la submersion côtières	150 000
Saint-Raymond – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations	414 315
Sainte-Thérèse – Travaux préventifs de stabilisation de talus le long du secteur sud du ruisseau Charron, entre la rue du Ruisseau à l'ouest et la rue de la Renaissance à l'est	1 278 183
Terrebonne et Mascouche – Mise en oeuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations	346 625
Université de Montréal (UdeM) – Développement d'une approche multicritère pour l'évaluation de la résilience en zone inondable (AMERZI) : application à la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	100 000
Université de Montréal (UdeM) – Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - pôle société	170 000
Université de Montréal (UdeM) – Territoires, retours d'expérience et inondations en 2017 et 2019 : vers une gestion intégrée des risques reliés aux inondations au Québec (T-REX 2)	80 000
Université Laval (UL) – Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations	325 000
Université Laval (UL) – Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - volet génie civil - Phase 2 (ORACLE-1)	140 000
Université Laval (UL) – Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - volet géomatique - Phase 2 (ORACLE-2)	140 000
Université Laval (UL) – Développement de solutions géoinformatiques pour soutenir la mise en valeur et l'exploitation des données d'historiques de catastrophes naturelles au Québec	200 000
Université Laval (UL) – Diagnostic résidentiel de la capacité de résilience aux inondations	137 795

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
Université Laval (UL) – Estimation de la force d'impact des débris des glissements dans les sols argileux : Phase 2	178 000
Université Laval (UL) – Glissement fortement rétrogressifs : investigation et modélisation numérique	65 000
Université Laval (UL) – Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 1 : Terrain et laboratoire	35 000
Université Laval (UL) – Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 2 : Modélisation numérique	35 000
Université Laval (UL) – Problème de suffosion et formation de cavité naturelle dans sols naturels	100 000
Université Laval (UL) – Réduction du risque relié aux inondations à Saint-Raymond - Phase 2	50 000
Université Laval (UL) – Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - pôle physique	170 000
Université Laval (UL) – Risques liés aux inondations dans des municipalités	300 000
Université Laval (UL) – Suivi biologique des sites de recharge de plage	100 000
Université McGill – Le risque sismique résidentiel dans le Grand Montréal - Évaluation du dommage moyen annuel pour le risque sismique	184 150
Université de Sherbrooke – Études cônes alluviaux sur le territoire de la MRC de Coaticook : Caractérisation physique et évaluation de mesures possibles de gestion du risque	49 530

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISME	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Développement et validation d'une méthodologie pour l'évaluation des demandes municipales de soutien financier et technique au Cadre pour la prévention de sinistres	10 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Développement d'un Système Opérationnel de Prévision des niveaux d'Eau Côtiers dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - SOPEC	300 693
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations - EPRI 3	140 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Mouvements de sol – Analyse de stabilité à Saint-Fabien	10 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Outils d'aide automatisés pour l'identification des zones fluviales sujettes à l'obstruction et la constriction - Application à Rivière-du-Loup (CONSTRUCTOR)	66 000
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisés dans l'estuaire et le golf du Saint-Laurent	284 029
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi annuel de l'érosion côtière, des bâtiments et des infrastructures exposés du Québec maritime : 2019-2022	330 200
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2019-2022	615 412
Université du Québec à Rimouski (UQAR) – Travaux de recherche sur la modélisation et la cartographie des zones exposées à la submersion côtière dans la région de Sept-Îles	237 490
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) - Concertation des parties prenantes et acceptabilité sociale dans le contexte des projets d'atténuation des risques associés aux aléas côtiers	25 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS VOLONTAIRES OU À TEMPS PARTIEL¹

MRC	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	86 325
MRC d'Acton	29 941
MRC d'Antoine-Labelle	64 295
MRC d'Argenteuil	87 159
MRC d'Arthabaska	50 608
MRC de D'Autray	46 275
MRC d'Avignon	54 114
MRC de Beauce-Sartigan	46 592
MRC de Beauharnois-Salaberry	69 236
MRC de Bécancour	106 742
MRC de Bellechasse	81 302
MRC de Bonaventure	19 945
MRC de Brome-Missisquoi	82 930
MRC de Caniapiscau	34 461
MRC de Charlevoix	23 127

¹ Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
MRC de Charlevoix-Est	39 079
MRC de Coaticook	29 866
MRC de Drummond	27 693
MRC de Joliette	52 595
MRC de Kamouraska	66 664
MRC de La Côte-de-Beaupré	22 320
MRC de La Côte-de-Gaspé	32 368
MRC de La Haute-Côte-Nord	29 312
MRC de La Haute-Gaspésie	32 489
MRC de La Haute-Yamaska	28 190
MRC de La Jacques-Cartier	44 086
MRC de La Matanie	50 786
MRC de La Tuque	23 940
MRC de l'Abitibi	32 101
MRC de l'Abitibi-Ouest	39 012
MRC de l'Assomption	5 445
MRC de L'Érable	62 400
MRC Deux-Montagnes	6 315

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
MRC La Matapédia	8 838
MRC La Mitis	56 988
MRC La Nouvelle-Beauce	70 969
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	41 006
MRC La Vallée-de-l'Or	42 076
MRC La Vallée-du-Richelieu	48 252
MRC Lac-Saint-Jean-Est	23 148
MRC Le Domaine-du-Roy	62 933
MRC Le Fjord-du-Saguenay	90 048
MRC Le Granit	20 947
MRC Le Haut-Richelieu	75 325
MRC Le Haut-Saint-François	29 120
MRC Le Haut-Saint-Laurent	40 888
MRC Le Rocher-Percé	16 647
MRC Le Val-Saint-François	40 960
MRC Les Appalaches	53 254
MRC Les Basques	74 430

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
MRC Les Chenaux	52 678
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	79 801
MRC Les Etchemins	62 673
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	14 043
MRC Les Jardins-de-Napierville	44 398
MRC Les Laurentides	39 580
MRC Les Maskoutains	61 576
MRC Les Pays-d'en-Haut	14 520
MRC Les Sources	20 598
MRC L'Île-d'Orléans	30 220
MRC L'Islet	56 630
MRC Lotbinière	73 947
MRC Maguerite-D'Youville	26 671
MRC Manicouagan	20 775
MRC Maria-Chapdelaine	49 368
MRC Maskinongé	61 037
MRC Matawinie	144 066
MRC Mékinac	49 323

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

MRC	1^{ER} AVRIL 2021 AU 31 MARS 2022 (\$)
MRC Memphrémagog	53 310
MRC Minganie	21 434
MRC Montcalm	23 294
MRC Montmagny	55 646
MRC Nicolet-Yamaska	58 944
MRC Papineau	75 696
MRC Pierre-de-Saurel	23 542
MRC Pontiac	55 010
MRC Porneuf	48 270
MRC Rimouski-Neigette	34 399
MRC Rivière-du-Loup	55 210
MRC Robert-Cliche	41 626
MRC Rouville	31 540
MRC Rouyn-Noranda	45 791
MRC Sept-Rivières	14 520
MRC Témiscaming	24 963
MRC Témiscouata	32 200
MRC Thérèse-de-Blainville	16 486
MRC Vaudreuil-Soulanges	82 673

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 26 : Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :

- a) coûts pour l'exercice 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022;**
- b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;**
- c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;**
- d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.**

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses ¹ (\$)	Total (\$)
Coûts estimés pour l'exercice 2021-2022 ¹ :	-	274 730	4 974 707	21 265	-	5 270 702

¹ Les coûts représentent une projection au 31 mars 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 27 : Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2022

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	654 721
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF)	1 449 313

Au 28 février 2022

Note : Nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclut indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne ou par la poste.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 28 : Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu
--

Lors de la mise en place du Fichier d'immatriculation des armes à feu, le ministère de la Sécurité publique a fixé à au moins 1,3 million le nombre d'armes à feu à être immatriculées au 31 mars 2021. Cet objectif a été atteint en octobre 2020. Au 31 janvier 2022, 1,44 million d'armes à feu sans restriction étaient inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 29 : Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2022.

Notons que seules les armes à feu sans restriction, soit les armes d'épaule principalement utilisées pour la chasse, sont visées par la Loi sur l'immatriculation sur les armes à feu (LIAF).

Selon les données provenant du Système canadien d'information relativement aux armes à feu fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu au 28 février 2015, 1,6 million d'armes à feu sans restriction étaient enregistrées sur le territoire du Québec lors de la suppression de l'obligation d'enregistrer les armes sans restriction au Québec.

Dans ce contexte, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec en date d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) a été mis en place.

L'abolition du registre fédéral a créé une discontinuité dans la mesure du nombre d'armes à feu sans restriction en circulation au Québec. Cependant, plus les propriétaires d'armes à feu demandent l'immatriculation de leurs armes comme le prévoit la loi, plus le portrait se précise. Au 28 février 2022, 1 449 313 armes à feu sans restriction étaient inscrites au FIAF.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 30 : Nombre d'amendes remises et valeurs totales de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements. Toutefois, le Bureau des infractions et amendes du ministère de la Justice a été sollicité pour obtenir les données requises. Celui-ci rapporte que, depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, le 29 janvier 2018, jusqu'au 28 février 2022, 157 constats d'infractions ont été émis. Le total des montants réclamés se situe à 205 540 \$, lequel résulte de l'addition des montants inscrits aux constats, soit la peine, la contribution ainsi que les frais.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 31 : La ventilation des montants dépensés, le bilan et le plan de déploiement relativement à l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu.

L'annonce du 20 octobre 2020 comprenait des montants alloués pour plusieurs exercices financiers. Ces montants se déclinaient comme suit :

1. 27,6 M\$ sur trois ans pour la mise en œuvre de certaines mesures du Plan d'action québécois de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, dont le financement est assuré par le Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, répartis de la façon suivante :

- Près de 7,5 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
- Près de 12,0 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
- 4,2 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude et pour la mise en place de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui vise à lutter contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;
- 3,9 M\$ pour la création d'une équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) par le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

Pour les exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022, les sommes allouées s'élèvent à un peu plus de 16,6 M\$:

- 4,9 M\$ pour la mise en place d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu par la Sûreté du Québec (SQ);
- 6,5 M\$ pour la création d'équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions en lien avec le crime organisé par la SQ;
- 2,8 M\$ pour la poursuite des activités de l'équipe Quiétude/EMAF du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
- 2,4 M\$ pour le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

L'équipe mise en place en 2019 par la SQ afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) qui relève de la Sûreté du Québec (SQ). Les équipes d'enquêtes liées aux dossiers de meurtres et de disparitions poursuivent leurs activités tel que prévu, tout comme le projet MALSAIN du SPVQ. La réaffectation des membres de l'équipe Quiétude dans les différentes escouades du SPVM s'est fait parallèlement à la création de la nouvelle Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) qui a repris le mandat de l'équipe Quiétude d'intervenir de façon ciblée sur les individus à risque de recourir à la violence par armes à feu.

2. 32,5 M\$ sur cinq ans annoncés dans le Budget 2020-2021 | Un Québec ambitieux.
Vous référer aux cahiers de l'étude des crédits de la SQ pour connaître les détails.

3. 4,5 M\$ provenant de la distribution annuelle du produit des biens confisqués à la suite d'activités criminelles, versés dans le cadre de l'exercice 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 32 :	Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ; e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023. f. Les résultats des actions pour cet axe.
----------------------	---

- Le 24 septembre 2021, un investissement de 91,3 M\$ visant la mise en place de l'Opération CENTAURE-Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu a été annoncé.
- La premier axe de cette opération vise à renforcer les corps de police par le déploiement d'équipes spécialisées.
- En 2021-2022, le MSP a octroyé 1,4 M\$ pour les équipes suivantes :
 - Escouade crime organisée - armes à feu du Service de police de Laval;
 - Brigade d'Intervention Multidisciplinaire du Service de police de l'Agglomération de Longueuil;
 - Bonification du soutien aux équipes dédiées à la lutte contre le trafic d'armes à feu du Service de police de la Ville de Montréal : acquisition d'équipements et formation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 32 :	<p>Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :</p> <p>a. L'état d'avancement des travaux ;</p> <p>b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;</p> <p>c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;</p> <p>d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;</p> <p>e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.</p> <p>f. Les résultats des actions pour cet axe.</p>
	<p>• Ventilation des sommes :</p> <p>Service de police de Laval - 5,2 M\$ sur cinq ans :</p> <p>2021-2022 : 400 000 \$</p> <p>2022-2023 à 2025-2026 : 1,2 M\$/an</p> <p>Service de police de l'agglomération de Longueuil- 3 M\$ sur cinq ans :</p> <p>2021-2022 : 348 900 \$</p> <p>2022-2023 : 634 000 \$</p> <p>2023-2024 : 646 500 \$</p> <p>2024-2025 : 659 300 \$</p> <p>2025-2026 : 672 300 \$</p> <p>Service de police de la Ville de Montréal - 911 000 \$ sur 2 ans :</p> <p>2021-2022 : 657 600 \$</p> <p>2022-2023 : 253 400 \$</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 32 :

Concernant l'axe 1 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

a. L'état d'avancement des travaux ;

b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;

c. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;

d. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;

e. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

f. Les résultats des actions pour cet axe.

- La mise en place de l'Opération CENTAURE a débuté le 1er octobre 2021.
- Les organisations policières ont entamé la dotation des postes ainsi que la mise en place des équipes.

Corps de police	Montant octroyé 2021-2022	Montant dépensé 2021-2022
Service de police de Laval	400 000 \$	400 000 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	348 900 \$	42 011 \$
Service de police de la Ville de Montréal	657 600 \$	657 600 \$
Total	1 406 500 \$	1 099 611 \$

- Les organisations policières mettent beaucoup d'efforts dans la lutte contre la violence liée aux armes à feu. Des enquêtes sont en cours, plusieurs arrestations et saisies d'armes à feu ont eu lieu dans les derniers mois.

Données au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 33 : Concernant l'axe 2 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L'état d'avancement des travaux ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre de ressources embauchées en 2021-2022 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- d. Ventiler la somme de 74,7 M\$.**
- e. Les résultats des actions pour cet axe.**

- Le 24 septembre 2021, un investissement de 93,1 M\$ visant la mise en place de l'Opération CENTAURE-Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu a été annoncé.
- Le deuxième axe de cette opération vise à perturber l'approvisionnement illégal des armes à feu.
- En 2021-2022, le MSP a octroyé 11 325 100 \$ à la Sûreté du Québec (SQ) afin de bonifier les équipes de la stratégie de lutte contre le crime organisé.
- La mise en place de l'Opération CENTAURE a débuté le 1er octobre 2021.
- Les sommes dépensées en date du 28 février 2022 s'élèvent à 3 417 746\$.
- En date du 28 février 2022, 47 postes ont été dotés afin de bonifier la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ. Les postes qui ne pourront être comblés d'ici le 31 mars 2022, le seront en 2022-2023.

Ventilation du 74,7 M\$ sur 5 ans

2021-2022 : 11 325 100 \$
2022-2023 : 15 730 600 \$
2023-2024 : 15 697 900 \$
2024-2025 : 15 962 600 \$
2025-2026 : 15 933 200 \$

- Plusieurs enquêtes sont en cours au sein des différentes équipes. Les ressources de la Sûreté du Québec ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 34 : Concernant l'axe 3 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L'état d'avancement des travaux ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 5,1 M\$**
- d. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 2,4 M\$.**
- e. Les résultats des actions de cet axe.**

- Le 24 septembre 2021, un investissement de 91,3 M\$ visant la mise en place de l'Opération CENTAURE - Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, a été annoncé.
- Le troisième axe de cette opération vise à soutenir l'intervention et le développement des connaissances :

- Dans le contexte du rehaussement significatif des efforts en matière de lutte contre la violence faite par les armes à feu, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) doit demeurer au diapason des efforts fournis par les autorités ministérielles et, en ce sens, il est impératif qu'il dispose des ressources et de l'équipement scientifique nécessaires puisqu'il est partie intégrante du continuum d'actions et d'interventions de cette opération d'envergure. Les sommes allouées au Laboratoire permettront d'appuyer les forces policières sur les scènes ainsi qu'au niveau des expertises scientifiques, de stabiliser les délais de traitement et de répondre à l'augmentation des demandes qui découle des investissements additionnels pour lutter contre la violence par les armes à feu.

- Cette action permet également de renforcer la Direction du renseignement des Services correctionnels pour bonifier les connaissances et le partage de renseignements avec les corps policiers.

Ventilation du 5,1 M\$ sur 5 ans pour le LSJ ML

2021-2022 : 151 800 \$
2022-2023 : 1 135 000 \$
2023-2024 : 1 163 700 \$
2024-2025 : 1 380 400 \$
2025-2026 : 1 320 200 \$

- Le Laboratoire a embauché une ressource en 2021-2022.
- Le Laboratoire a dépensé 51 445 \$ de la somme octroyée pour l'année 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 34 : Concernant l'axe 3 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :

- a. L'état d'avancement des travaux ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 5,1 M\$**
- d. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et ventiler la somme de 2,4 M\$.**
- e. Les résultats des actions de cet axe.**

Ventilation du 2,4 M\$ annoncés sur 5 ans pour la Direction du renseignement des Services correctionnels

Il est à noter qu'au final, en vertu du budget du gouvernement du Québec 2022-2023, le montant accordé pour cette mesure est de 2,6 M\$ sur 6 ans, ventilés comme suit :

2021-2022 : 140 000 \$

2022-2023 : 475 000 \$

2023-2024 : 485 000 \$

2024-2025 : 495 000 \$

2025-2026 : 505 000 \$

2026-2027 : 515 000 \$

• Trois ressources ont été embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels en 2021-2022 et 44 000 \$ ont été dépensés au 28 février 2022.

Données au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 35 : Concernant l'axe 4 de l'Opération CENTAURE issue de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, indiquer :
a. L'état d'avancement des travaux ;
b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;
c. Les résultats des actions pour cet axe.

- Le quatrième axe de l'Opération CENTAURE vise à prévenir la criminalité en intervenant en amont auprès des personnes à risques et en poursuivant la collaboration avec le milieu communautaire.
- Afin de bonifier ces efforts de prévention de la criminalité et de la récidive, le MSP a annoncé, le 5 décembre 2021, un investissement supplémentaire de 52 M\$ sur cinq ans.
- En 2021-2022, un total de 1788 347 M\$ a été octroyé.
 - 750 k\$ pour bonifier le Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture. Cette somme a permis le financement de 15 nouveaux projets.
 - 1 M\$ pour le financement supplémentaire en prévention de la criminalité dans le contexte de la pandémie. Ce montant a permis de soutenir 36 nouveaux projets.
 - 38 347 \$ pour l'embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone à la Ville de Montréal

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 36 : Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer :

- a. Le budget alloué pour cette équipe ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre d'arrestations en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- d. Le nombre d'enquêtes en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.**

- Le 25 mars 2021, lors du discours sur le budget, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 5 M\$ sur deux ans pour soutenir la mise en place d'une Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA) au sein du Service de police de la Ville de Montréal.
- Le MSP a alloué 2 M\$ en 2021-2022 et 3 M\$ en 2022-2023.
- La somme de 2 M\$ octroyée en 2021-2022 a été dépensée en totalité.
- Du 1^{er} avril au 30 septembre 2021, l'ELTA a procédé à 11 arrestations. Durant cette période, 21 nouveaux dossiers d'enquêtes ont été entamés.

Rappelons que le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par la Sûreté du Québec. À partir du 1er octobre 2021, les données de l'ELTA ont été comptabilisées par la Sûreté du Québec dans le cadre de l'EILTA.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 37 : Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), indiquer :

- a. Le budget alloué pour cette équipe ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre d'arrestations en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- d. Le nombre d'enquêtes en 2021-2022 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.**

• Le 25 mars 2021, lors du discours sur le budget, le gouvernement du Québec a annoncé un investissement de 5 M\$ sur deux ans pour soutenir la mise en place d'une Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA) au sein du Service de police de la Ville de Montréal.

- Ventilation ELTA :
 - 2021-2022 : 2 M\$
 - 2022-2023 : 3 M\$

• La somme de 2 M\$ octroyée en 2021-2022, a été dépensée en totalité.

• Le 4 août 2021, la mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) a été annoncée et mise en place à partir du 1er octobre. Cette équipe est le prolongement de l'ELTA du SPVM avec une portée provinciale, et est coordonnée par le Sûreté du Québec.

• L'EILTA a procédé à 23 arrestations du 1er octobre 2021 au 28 février 2022.

• Pour la même période, 9 nouveaux dossiers d'enquêtes ont été ouverts. Enfin, 5 sites de production d'armes à feu ont été démantelés.

Dans le cadre de l'annonce du déploiement de l'Opération CENTAURE, le 24 septembre 2021, un investissement de 74 649 300 M\$ sur 5 ans a été accordé à la Sûreté du Québec. Ces sommes visent à financer l'ajout de 78 ressources dont certaines sont dédiées à l'EILTA.

• Le suivi de ce budget est fait de façon globale. Les données budgétaires sont les suivantes :

-Budget 2021-2022 : 11 325 100 \$

-Sommes dépensées au 28 février 2022 : 3 417 746 \$

• Les règles applicables en matière de dotation policière et les délais qui en découlent, en plus des postes qui demeurent à doter à ce jour, permettent d'expliquer la différence entre les sommes dépensées et le budget alloué.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 38 : Concernant la mesure 1 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :
a. La ventilation de la somme de 11,3 M\$ allouée à cette mesure ;
b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
c. L'avancement des travaux.

Dans le cadre de l'annonce de 52 M\$ pour lutter contre les armes à feu et la criminalité, 11,3 M\$ sur cinq ans ont été alloués à la prévention dans le cadre du *Programme de prévention de la délinquance par le sport, les arts et la culture*.

Pour 2021-2022, ce sont 15 nouveaux projets financés, pour un total de 750 k\$.

Année	Montant
2021-2022	750 k\$
2022-2023	1,5 M\$
2023-2024	3 M\$
2024-2025	3 M\$
2025-2026	3 M\$
Total	11,3 M\$¹

¹ Ce montant est arrondi aux centaines de milliers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 39 : Concernant la mesure 2 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :
a. La ventilation de la somme de 9 M\$ allouée à cette mesure ;
b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
c. L'avancement des travaux.

Les conséquences de la pandémie sur l'organisation des services en milieu communautaire et sur leur clientèle, y compris les communautés des Premières Nations et inuites, sont demeurées importantes en 2021-2022. Aussi, le MSP souhaite augmenter sa capacité de soutien pour des initiatives et des besoins qui ne sont pas couverts par ses programmes normés découlant d'enjeux spécifiques et de situations inédites. C'est pourquoi un financement d'un montant de 9 millions de dollars, réparti sur 5 ans, a été octroyé à des organismes oeuvrant en prévention de la criminalité afin de mettre en place des mesures de maintien du personnel et de bonifier le soutien envers celui-ci. Ce montant se ventile comme suit :

Année	Montant
2021-2022	1M\$
2022-2023	2 M\$
2023-2024	2 M\$
2024-2025	2 M\$
2025-2026	2 M\$
Total	9 M\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 40 : Concernant la mesure 3 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :

- a.** La ventilation de la somme de 20,2 M\$ allouée à cette mesure ;
- b.** Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
- c.** L'avancement des travaux.

Afin de bonifier les efforts de prévention notamment dans la lutte contre les armes à feu, une somme de 20,2 M\$ sur 4 ans, débutant en 2022-2023 a été accordé pour soutenir le *Programme de financement de la mission des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité*. La somme se répartit comme suit :

Année	Montant
2022-2023	4,6 M\$
2023-2024	4,6 M\$
2024-2025	5,2 M\$
2025-2026	5,8 M\$
Total	20,2 M\$

Aucune somme n'a été allouée en 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 41 : Concernant la mesure 4 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :
a. La ventilation de la somme de 8 M\$ allouée à cette mesure ;
b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
c. L'avancement des travaux.

Afin de bonifier et améliorer l'offre de services aux jeunes montréalais dans le cadre des travaux du Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal, une somme de 8 M\$ sur quatre ans a été allouée et se ventile comme suit :

Année	Montant
2022-2023	2 M\$
2023-2024	2 M\$
2024-2025	2 M\$
2025-2026	2 M\$
Total	8 M\$

- Aucune somme n'a été allouée en 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 42 : Concernant la mesure 5 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :

- a. La ventilation de la somme de 3,1 M\$ allouée à cette mesure ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. Le nombre de ressources embauchées pour cette mesure, préciser leur poste ;**
- d. L'avancement des travaux.**

a) 3,1 M\$ sur 5 ans pour l'ajout de 7 effectifs dans la région de Montréal.

b) 0\$

c) La période d'affichage a eu lieu, le processus d'embauche est en cours.

d) Le processus d'embauche se termine sous peu et l'offre de service auprès de la clientèle carcérale de la région métropolitaine débutera dans les prochaines semaines.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 43 : Concernant la mesure 6 de l'annonce de 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu, indiquer :

- a. La ventilation de la somme de 366 000 M\$ allouée à cette mesure ;**
- b. Les sommes dépensées à ce jour, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.**
- c. Le nombre de ressources embauchées pour cette mesure, préciser leur poste ;**
- d. L'avancement des travaux.**

La mesure 6 prévoit l'embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone. Une subvention de 366 247 \$ sur quatre ans est octroyée à la Ville de Montréal pour la création d'un poste de conseiller en développement communautaire autochtone à la Division de la prévention et de la sécurité urbaine du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Ce conseiller travaillera de concert avec l'agent de liaison autochtone policier du SPVM.

A. La ventilation de la somme de 366 247 \$ allouée à cette mesure est :

- 38 347 \$ en 2021-2022,
- 107 190 \$ en 2022-2023,
- 109 400 \$ en 2023-2024,
- 111 310 \$ en 2024-2025.

B. Au 28 février 2022, aucune somme n'avait été dépensée.

C. Une ressource est en cours d'embauche pour combler le poste de conseiller en développement communautaire autochtone au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

D. À la suite de la signature de l'entente entre le ministère de la Sécurité publique et le SPVM le 12 janvier 2022, le SPVM a entamé le processus de dotation. Son entrée en fonction est prévue d'ici la fin avril 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 44 : Concernant l'annonce de l'octroi de 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité, indiquer :
a. Le nombre total de projets reçus ;
b. Le nombre de projets refusés, indiquer le motif du refus ;
c. Les 37 projets retenus, le montant accordé

Le Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité (PSM) vise à soutenir les organisations municipales et les communautés autochtones dans la mise en oeuvre de mesures adaptées à leurs propres réalités afin d'assurer des milieux de vie plus sécuritaires à leurs citoyens.

a. En 2021-2022, le ministère de la Sécurité publique a reçu un total de 33 projets à financer dans le cadre du PSM. À ces projets s'ajoute le financement du Centre international pour la prévention de la criminalité qui collabore avec le MSP dans son soutien à diverses organisations municipales et autochtones.

b. Aucun projet n'a été refusé. En sus des 33 projets reçus se trouvent quatre demandes de reconduction sans financement en raison de sommes non utilisées en 2020-2021.

c. Voici les montants accordés pour chacun des projets en 2021-2022:

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	1 375 000 \$
Ville de Mirabel	50 000 \$
Ville de l'Épiphanie ¹	0 \$
Municipalité régionale de comté de La Matanie	25 000 \$
Conseil de la nation huronne wendat	50 000 \$
Ville de Varennes	37 500 \$
Ville de Saint-Pie	25 000 \$
Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	30 000 \$
Ville de Victoriaville	37 500 \$
Municipalité de Notre-Dame-des-Prairies	58 500 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 44 : Concernant l'annonce de l'octroi de 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité, indiquer :
a. Le nombre total de projets reçus ;
b. Le nombre de projets refusés, indiquer le motif du refus ;
c. Les 37 projets retenus, le montant accordé

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	37 500 \$
Ville de Joliette	37 500 \$
Ville de Dorval	37 500 \$
Ville de Cowansville	37 500 \$
Ville de Saint-Colomban	50 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	30 000 \$
Ville de Sainte-Julie	61 500 \$
Ville de Boisbriand	50 000 \$
Municipalité régionale de comté d'Avignon	50 000 \$
Ville de Saint-Gabriel	37 500 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	27 500 \$
Municipalité régionale de comté de Bécancour	52 500 \$
Ville de Gaspé	25 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	30 000 \$
Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette	37 500 \$
Municipalité régionale de comté des Maskoutains	50 000 \$
Municipalité régionale de comté de Témiscouata ¹	0 \$
Municipalité régionale de comté de La Matapédia	37 500 \$
Municipalité régionale de comté de la Côte-de-Gaspé	13 000 \$
Municipalité de Saint-Prime	50 000 \$
Conseil des Innus de Pakua Shipi ¹	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 44 : Concernant l'annonce de l'octroi de 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité, indiquer :

- a. Le nombre total de projets reçus ;**
- b. Le nombre de projets refusés, indiquer le motif du refus ;**
- c. Les 37 projets retenus, le montant accordé**

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ	
ORGANISME ET MUNICIPALITÉS	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
Conseil des Atikamekw de Wemotaci ¹	0 \$
Ville de Val-des-Sources (Asbestos)	62 000 \$
Municipalité régionale de comté Robert-Cliche	25 000 \$
Ville de Beloeil	37 500 \$
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	50 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	60 000 \$
Ville de Granby	25 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	50 000 \$

¹Aucune demande financière formulée pour 2021-2022. Les bénéficiaires poursuivent leurs activités avec les sommes reçues en 2020-2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 45 : Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2021-2022 et 2022-2023

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2021-2022 et 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 47 : Pour l'année 2021-2022, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones

Pour l'année 2021-2022, il y a eu des échanges du ministère avec le Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA) concernant le Fichier d'immatriculation des armes à feu et la clientèle autochtone.

Un projet d'entente est en cours d'élaboration relative à l'octroi d'une subvention pour la mise en oeuvre de mesures visant à favoriser l'immatriculation des armes à feu sans restriction ainsi que la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu avec la communauté Naskapie de Kawawachikamach. La signature de l'entente est attendue pour le début de l'exercice financier 2022-2023.

La communauté Mi'gmaq de Gesgapegiag a démontré de l'intérêt sur la possibilité de mettre en place des mesures d'assistance pour faciliter les demandes d'immatriculation faites au Service d'immatriculation des armes à feu du Québec (SIAF). Une rencontre entre les représentants de la communauté, du MSP et du SAA est prévue d'ici les prochaines semaines.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 48 : Pour l'année 2021-2022, tout document et crédit demandés au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones

Pour l'année 2021-2022, il n'y a pas eu de document et de crédit demandés au Conseil du trésor concernant l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu pour les communautés autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 49 : Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

Le projet de loi 25, intitulé Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, a été sanctionné le 30 octobre 2019. Cette loi permet notamment aux agents de protection de la faune d'appliquer l'ensemble de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Ils peuvent également donner un avis enjoignant le propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de 14 jours et d'en fournir la preuve. Ces pouvoirs sont effectifs depuis le 1er décembre 2019.

Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022, 33 avis demandant une immatriculation dans les 14 jours et 8 constats d'infraction général ont été émis.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 50 : Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, nous conseillons de référer au cahier de la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 51 : Détails et bilan de la campagne de sensibilisation à l'enregistrement des armes à feu.

Afin d'inciter les propriétaires d'armes à feu du Québec à se conformer à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, des placements publicitaires ont été réalisés dans les magazines spécialisés en chasse et pêche à l'automne 2021 et à l'hiver 2022. Une campagne publicitaire sur le Web par ciblage comportemental en lien avec la chasse, la pêche et le plein air a été réalisé à l'automne 2021.

En raison des restrictions imposées pour limiter la propagation de la pandémie de la COVID-19, la tenue des salons et d'événements liés à la chasse et la pêche a été reportée à l'an prochain. Notons qu'aucune présence de représentants du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) n'a été possible lors de tels événements depuis le 13 mars 2020. Le site web du SIAF demeure le principal outil d'information pour les propriétaires d'armes à feu du Québec.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 52 : État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2021-2022. Sommes totales prévues en subvention pour 2022-2023.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP.

La mesure 2.2 du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 intitulé : « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », a permis d'établir un partenariat avec le CPRMV, créé par la Ville de Montréal, afin de rendre disponibles les services offerts à l'ensemble de la population québécoise. En outre, précisons que le Conseil des ministres a décidé de reconduire le plan d'action gouvernemental en juin 2018 pour une durée d'un an et que celui-ci a pris fin au 31 mars 2019. En mars 2019, la Ville de Montréal et le MSP ont demandé un exercice de repositionnement du CPRMV afin de recadrer son mandat en fonction des ressources disponibles et d'assurer la complémentarité de l'organisme avec les acteurs du milieu. Rappelons que les services offerts par le CPRMV visent à lutter contre la radicalisation, et ce, sous toutes ses formes.

Au regard de cette mesure, le MSP a offert quatre contributions financières au CPRMV depuis 2015 pour un montant cumulatif de 4 825 000 \$. Cela inclut une subvention de 600 000 \$ pour l'année 2021-2022*. Grâce au financement, une ligne téléphonique sans frais, et opérée par le CPRMV, est accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Elle permet à ceux qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène, de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme pour l'année civile 2021. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2021 : 913

- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2021 : 203 (inclus dans le nombre total de 913 demandes)

* Le montant correspond à la dépense réelle du MSP pour la période s'échelonnant du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 53 : Concernant l'annonce de 1,75 M\$ octroyé à 29 organismes dans le cadre du programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes, indiquer :
a. Le nombre total de demandes reçues ;
b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ;
c. La liste des 29 projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.

Le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes (PPI) soutient des initiatives d'importance ou des actions structurantes auprès des jeunes vulnérables âgés de 12 à 25 ans, à risque d'exploitation sexuelle ou qui en ont été victimes.

a) L'annonce de juin 2021 concerne 29 organismes financés pour un total de 1,75 M\$ à partir du budget 2020-2021.

b) Aucun projet n'a été refusé. La totalité de l'enveloppe budgétaire a été attribué en reconduction de projet.

c) Liste des 29 projets retenus :

PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES

ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
SOUS-TOTAL	1 750 000 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	65 000 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	70 000 \$
CALACS La Chrysalide (projet 1)	70 000 \$
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	65 940 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	60 000 \$
CALACS Agression Estrie	51 760 \$
Maison Marie Frédéric	70 000 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	63 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	39 400 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 53 : Concernant l'annonce de 1,75 M\$ octroyé à 29 organismes dans le cadre du programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes, indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des 29 projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.	
CALACS Coup de coeur	70 000 \$
PROGRAMME DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES	
ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS EN 2021-2022 (\$)
Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	53 787 \$
En Marge 12-17	75 000 \$
Action Nouvelle Vie (le 2159)	70 000 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	43 593 \$
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	60 000 \$
SQUAT Basse-ville	75 000 \$
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	40 000 \$
YWCA Québec	38 500 \$
Sphère santé sexuelle globale	54 020 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	70 000 \$
CALACS de Granby	60 000 \$
Projet L.U.N.E	65 000 \$
Travail de rue le Trajet	55 000 \$
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	75 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal	75 000 \$
Femmes autochtones du Québec	75 000 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	75 000 \$
Conseil des Innu de Ekuanishit	25 000 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	40 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 4.01 - 4.02 - 4.03 - 4.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :

- a. Les représentants sur ce comité ;**
- b. Les dates des rencontres ;**
- c. La liste des participants ;**
- d. Les ordres du jour ;**
- e. Les procès-verbaux.**
- f. Le budget alloué à ce comité.**

a) Directeur des poursuites criminelles et pénales; ministère de l'Économie et de l'Innovation; ministère des Finances; ministère de la Justice; ministère de la Sécurité publique; Sûreté du Québec; Université de Montréal

Les détails des rencontres selon b) c) d) sont présentées dans un document en annexe (8 rencontres au total).

e) Les procès verbaux de ce comité demeurent confidentiels car, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes et sur la protection des renseignements personnels, ils s'inscrivent dans un processus décisionnel en cours.

f) Un montant total de 50 000 \$ a été alloué dont 25 000 \$ a été utilisé jusqu'à présent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants;
Les ordres du jour; Les procès-verbaux;

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
1	2021-05-27	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Mise en contexte des travaux du groupe de travail 4. Présentation des mandats et des livrables <ul style="list-style-type: none"> ○ État de situation ○ Mesures préventives et répressives ○ Recommandation 13 du rapport CSESM 5. Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Thèmes à couvrir ○ Consultation à mener 6. Fonctionnement du groupe de travail et plan de travail 7. Date de la prochaine rencontre et préparation 8. Varia <ul style="list-style-type: none"> ○ Proposition d'un calendrier de rencontres ○ Engagement à la confidentialité
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
2	2021-07-14	<ul style="list-style-type: none"> • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Commentaires ou modifications du compte-rendu 4. Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation du mandat révisé ○ Présentation du rapport du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique 5. Présentation répertoire TEAMS 6. Avancement des travaux <ul style="list-style-type: none"> ○ État de situation (premier livrable) ○ Table des matières (projet) ○ Liste des personnes/organismes à consulter 7. Expertise et contribution attendue des partenaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants;
Les ordres du jour; Les procès-verbaux;

			<ul style="list-style-type: none"> ○ Confirmation des contributions des partenaires ○ Sous-groupe de travail <p>8. Date de la prochaine rencontre</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 25 août 2021 <p>9. Varia</p>
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
3	2021-08-25	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Commentaires ou modifications du compte-rendu 4. Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ Formulaire de confidentialité ○ Suivi canal TEAMS ○ Présentation répertoire TEAMS 5. Avancement des travaux <ul style="list-style-type: none"> ○ Définition des entreprises ciblées/objectifs visés (MFQ) 6. Présentation Sûreté du Québec <ul style="list-style-type: none"> ○ Lt. Responsable de division (division des enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet) ○ Présentation UdeM (état de situation) 7. Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Discussion sur les livrables attendus des partenaires 8. Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ 29 septembre 2021 9. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
4	2021-09-29	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants;
Les ordres du jour; Les procès-verbaux;

		<ul style="list-style-type: none"> ministère de l'Économie et de l'Innovation ministère des Finances ministère de la Sécurité publique Sûreté du Québec Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> Commentaires ou modifications du compte-rendu Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> Liste des entreprises Document organisme la CLES Suivi canal TEAMS Présentation DPCP <ul style="list-style-type: none"> PPCP, coordinatrice provinciale du Comité de concertation en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet Suivi des travaux (UdeM) Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> Suivi et discussion sur les livrables attendus des partenaires Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> 17 novembre 2021 Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
5	2021-11-17	<ul style="list-style-type: none"> Directeur des poursuites criminelles et pénales ministère de l'Économie et de l'Innovation ministère des Finances ministère de la Sécurité publique Sûreté du Québec Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> Mot de bienvenue et présentation des membres Lecture et adoption de l'ordre du jour Commentaires ou modifications du compte-rendu Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> Retour sur les rencontres pour les contributions Présentation du rapport préliminaire Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> Recension des pistes de solution Contribution – rapport final Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> 15 décembre 2021 Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants;
Les ordres du jour; Les procès-verbaux;

6	2021-12-15	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Centre Canadien de Protection de l'Enfance • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Commentaires ou modifications du compte-rendu 4. Présentation du Centre Canadien de protection de l'enfance <ul style="list-style-type: none"> ○ Directeur de recherche et représentant du CCPE pour le Québec 5. Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ Retour sur le rapport préliminaire 6. Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Recension des pistes de solution 7. Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ 2 février 2022 8. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			
RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
7	2022-02-02	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Direction du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelle • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Commentaires ou modifications du compte-rendu 4. Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ Remise du rapport préliminaire (1^{er} livrable) <ul style="list-style-type: none"> a. Rappel recommandation 13 5. Présentation DDTIPI <ul style="list-style-type: none"> ○ Direction du droit des technologies de l'information et de la propriété intellectuelle 6. Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Recension des pistes de solutions ○ Contributions rapport final (2^e livrable) 7. Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ 16 mars 2022 8. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENT PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 54 : Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer :
Les dates des rencontres; Les listes des participants;
Les ordres du jour; Les procès-verbaux;

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)
8	2022-03-16	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • Direction du droit des technologies et l'information et de la propriété intellectuelle • ministère de l'Économie et de l'Innovation • ministère des Finances • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Sécurité publique • Sûreté du Québec • Université de Montréal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mot de bienvenue et présentation des membres 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour 3. Commentaires ou modifications du compte-rendu 4. Mise à jour depuis la dernière rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ Présentation MJQ (prochaine rencontre) ○ Présentation tableau pistes de solutions 5. Expertise et contribution attendue des partenaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Priorisation des pistes de solutions ○ Rencontres de parties prenantes 6. Date de la prochaine rencontre <ul style="list-style-type: none"> ○ À confirmer 7. Varia
PROCÈS-VERBAUX (d)			
Tel qu'indiqué dans la fiche QP1-054, les procès-verbaux demeurent confidentiels considérant que les travaux sont toujours en cours.			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 55 : Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a. Les dates des rencontres ;**
- b. Les listes des participants ;**
- c. Les ordres du jour ;**
- d. Les procès-verbaux.**

Voir "Tableau des rencontres du Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle" présenté en annexe.

Tableau des rencontres du Comité interministériel du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle*

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
1	2021-01-15	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère des Affaires municipales et de l'habitation • ministère de la Famille • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Santé et des Services sociaux • ministère de la Sécurité publique • ministère de l'Éducation • ministère de l'Enseignement supérieur • ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • ministère des Relations internationales • ministère du Tourisme • ministère du travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine • Secrétariat à la jeunesse • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. Présentation du plan de travail sommaire et de l'échéancier 4. Prochaines étapes importantes <ol style="list-style-type: none"> a. Fiche sommaire b. Fiche prébudgétaire 5. Partage des responsabilités interministérielles 6. Échanges 7. Période de questions et varia 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>
2	2021-02-16	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère des Affaires municipales et de l'habitation • ministère de la Famille • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Santé et des Services sociaux • ministère de la Sécurité publique • ministère de l'Éducation • ministère de l'Enseignement supérieur • ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • ministère des Relations internationales • ministère du Tourisme • ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine • Secrétariat à la jeunesse 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. Retour sur la démarche prébudgétaire et le suivi du partage des responsabilités 4. Prochaines étapes importantes <ol style="list-style-type: none"> a. Fiche mesure détaillée b. Note d'information du Conseil des ministres 5. Formation d'un sous-comité sur la formation 6. Volet communications 7. Volet autochtone 8. Varia 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>

QP1-055 ANNEXE

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
		<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 		
3	2021-04-21	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère des Affaires municipales et de l'habitation • ministère de la Famille • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Santé et des Services sociaux • ministère de la Sécurité publique • ministère de l'Éducation • ministère de l'Enseignement supérieur • ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • ministère des Relations internationales • ministère du Tourisme • ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale • Secrétariat à la Condition féminine • Secrétariat à la jeunesse • Secrétariat aux affaires autochtones • Secrétariat aux communications gouvernementales • Secrétariat québécois aux relations canadiennes • Société d'habitation du Québec 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Retour sur la démarche prébudgétaire 2. Action de sensibilisation (volet communication) 3. Mesure de soutien à la recherche FRQSC 4. Mesures autochtones 5. Tour de table – Avancement des travaux sur les fiches mesures détaillées 6. Bulletin de veille du CRUJeF sur l'exploitation sexuelle. 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>
4	2021-06-14	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur des poursuites criminelles et pénales • ministère des Affaires municipales et de l'habitation • ministère de la Famille • ministère de la Justice du Québec • ministère de la Santé et des Services sociaux • ministère de la Sécurité publique • ministère de l'Éducation • ministère de l'Enseignement supérieur • ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration • ministère des Relations internationales • ministère du Tourisme 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre 2. Tour de table 3. État d'avancement des travaux 4. Prochaines étapes importantes 5. Présentation du plan de communication et échanges 6. Période de questions 	<i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i>

QP1-055 ANNEXE

RENCONTRE	DATE (a)	PARTICIPANTS (b)	ORDRE DU JOUR (c)	PROCÈS-VERBAUX (d)
		<ul style="list-style-type: none"> ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale Secrétariat à la Condition féminine Secrétariat à la jeunesse Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat aux communications gouvernementales Secrétariat québécois aux relations canadiennes Société d'habitation du Québec 		
5	2022-01-27	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de la Sécurité publique Directeur des poursuites criminelles et pénales ministère des Affaires municipales et de l'habitation ministère de l'Éducation ministère de l'Enseignement supérieur ministère de la Justice du Québec ministère de la Santé et des Services sociaux ministère du Tourisme ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat à la Condition féminine Secrétariat à la jeunesse. 	<ol style="list-style-type: none"> Présentation de l'ordre du jour et des objectifs de la rencontre Points d'information <ol style="list-style-type: none"> Retour sur le lancement du plan d'action Volet financier Suivi et reddition de comptes Campagne de sensibilisation Tour de table sur la mise en œuvre des mesures Retour sur les prochaines étapes importantes Varia 	<p><i>Aucun procès-verbal n'a été rédigé lors de cette rencontre.</i></p>

À noter que le nombre de participants a été réduit à la suite de l'annonce du Plan d'action le 3 décembre 2021 de manière que seulement les ministères et organismes directement impliqués dans la mise en œuvre des actions soient présents.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Concernant l'annonce de 100 M\$ dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a. La ventilation du montant de 79,2 M\$ pour le renforcement de la capacité d'action de l'EILP et les résultats de cette action**
- b. La ventilation du montant de 12,6 M\$ pour la création de la première escouade virtuelle pour contrer la pornographie juvénile au Québec et les résultats de cette action ;**
- c. La ventilation du montant de 8,1 M\$ pour la bonification des ressources au DPCP et les résultats de cette action.**

a) Renforcer la capacité d'action de l'équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP)

Le montant de 79,2 M\$ est réparti comme suit :

Sûreté du Québec	4 852 800 \$
Service de police de la Ville de Montréal	2 325 300 \$
Service de police de la Ville de Québec	1 936 600 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	469 800 \$
Service de police de Laval	244 000 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	239 800 \$
Ministère de la Sécurité publique	71 650 \$
Montants pour des besoins ponctuels	250 000 \$
Total 2021-2022	10 389 950 \$

¹Sommes approuvées par le SCT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Concernant l'annonce de 100 M\$ dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. La ventilation du montant de 79,2 M\$ pour le renforcement de la capacité d'action de l'EILP et les résultats de cette action b. La ventilation du montant de 12,6 M\$ pour la création de la première escouade virtuelle pour contrer la pornographie juvénile au Québec et les résultats de cette action ; c. La ventilation du montant de 8,1 M\$ pour la bonification des ressources au DPCP et les résultats de cette action.	
Sommes prévues en 2022-2023	16 760 700 \$
Sommes prévues en 2023-2024	16 965 700 \$
Sommes prévues en 2024-2025	17 438 800 \$
Sommes prévues en 2025-2026	17 669 700 \$
<p>Les résultats de l'EILP : <input type="checkbox"/></p> <p>Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, il y a eu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 49 perquisitions; - 34 arrestations; - 112 chefs d'accusation. 	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Concernant l'annonce de 100 M\$ dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a.** La ventilation du montant de 79,2 M\$ pour le renforcement de la capacité d'action de l'EILP et les résultats de cette action
- b.** La ventilation du montant de 12,6 M\$ pour la création de la première escouade virtuelle pour contrer la pornographie juvénile au Québec et les résultats de cette action ;
- c.** La ventilation du montant de 8,1 M\$ pour la bonification des ressources au DPCP et les résultats de cette action.

b) Créer la première escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J)

Le montant de 12,6 M\$ est réparti comme suit :

Organisations	Sommes investies en 2021-2022 ¹
Sûreté du Québec	1 057 300 \$
Service de police de la Ville de Montréal	169 800 \$
Service de police de la Ville de Québec	169 800 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	84 900 \$
Service de police de Laval	84 900 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	84 900 \$
Total 2021-2022	1 651 600\$

¹Sommes approuvées par le SCT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 56 : Concernant l'annonce de 100 M\$ dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. La ventilation du montant de 79,2 M\$ pour le renforcement de la capacité d'action de l'EILP et les résultats de cette action b. La ventilation du montant de 12,6 M\$ pour la création de la première escouade virtuelle pour contrer la pornographie juvénile au Québec et les résultats de cette action ; c. La ventilation du montant de 8,1 M\$ pour la bonification des ressources au DPCP et les résultats de cette action.	
Sommes prévues en 2022-2023	2 704 300 \$
Sommes prévues en 2023-2024	2 722 000 \$
Sommes prévues en 2024-2025	2 764 300 \$
Sommes prévues en 2025-2026	2 733 000 \$
<p>Résultats de l'EILP-J :</p> <p>Pour la période du 1er octobre 2021 au 28 février 2022, il y a eu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 perquisitions; - 36 arrestations; - 30 dossiers avec accusations de distribution de pornographie juvénile; 1 dossier avec accusations de production de pornographie juvénile; 1 dossier avec autres accusations (leurre informatique). <p>c) La réponse à cette question sera transmise par le Directeur aux poursuites criminelles et pénales.</p>	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 57 : Concernant l'annonce de 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

- a. La ventilation du montant de 8,16 M\$ pour soutenir la mission des organismes communautaires ;
- b. La ventilation du montant de 6 M\$ pour reconduire le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes ;
- c. La ventilation du montant de 562 500 \$ pour documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberespace ;
- d. La ventilation du montant de 4,03 M\$ pour favoriser la consolidation des tables régionales de concertation ;
- e. La ventilation du montant de 500 000 \$ pour former différents types de ressources pour contrer l'exploitation sexuelle.

Le MSP a annoncé en octobre 2021, un investissement de près de 19,3 M\$ sur 5 ans afin de poursuivre son engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Les sommes versées seront consacrées à la mise en œuvre des cinq mesures en prévention et en intervention auprès des victimes actuelles et potentielles.

a. Soutien à la mission des organismes communautaires

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
Rémunération	71 650 \$	95 400 \$	95 400 \$	95 400 \$	95 400 \$	453 250 \$
Subventions aux organismes	0 \$	2 038 900 \$	2 265 900 \$	3 397 900 \$	0 \$	7 702 700 \$
				Total		8 155 950 \$

b. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Total
Subventions aux organismes	2 000 000 \$	2 000 000 \$	2 000 000 \$	6 000 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 57 : Concernant l'annonce de 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. La ventilation du montant de 8,16 M\$ pour soutenir la mission des organismes communautaires ; b. La ventilation du montant de 6 M\$ pour reconduire le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes ; c. La ventilation du montant de 562 500 \$ pour documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberespace ; d. La ventilation du montant de 4,03 M\$ pour favoriser la consolidation des tables régionales de concertation ; e. La ventilation du montant de 500 000 \$ pour former différents types de ressources pour contrer l'exploitation sexuelle.					
c. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberespace					
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total
Subvention au Projet intervention prostitution Québec	187 500 \$	175 000 \$	175 000 \$	25 000 \$	562 500 \$
d. Consolidation des tables régionales de concertation					
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total
Subventions aux organismes	250 000 \$	1 025 000 \$	1 250 000 \$	1 500 000 \$	4 025 000 \$
e. Formation de ressources en exploitation sexuelle					
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total
Subventions au CIUSSS-CN	200 000 \$	200 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	500 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 58 : Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer l'état d'avancement.

Voir "Tableau synthèse par recommandation" présenté en annexe.

ÉTAT D'AVANCEMENT PAR RECOMMANDATION

Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 1</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare formellement et solennellement que la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs constitue une priorité nationale.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec élabore un plan d'action à partir des présentes recommandations de la Commission. Que ce plan d'action soit révisé périodiquement par un comité interministériel qui devra faire rapport à l'Assemblée nationale tous les deux ans sur la mise en œuvre des actions et que ce rapport soit étudié par la commission compétente.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 2</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare le 4 mars de chaque année comme étant la Journée de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et qu'il souligne, en association avec l'ONU, la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains le 30 juillet de chaque année.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 3</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare la première semaine du mois de mars de chaque année la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 4</p> <p>La Commission recommande que soit créée, et soutenue financièrement, une chaire de recherche de stature internationale en partenariat avec l'UNESCO se penchant sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des mineurs et les réponses à y apporter.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 5</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec confie à des experts le mandat de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 6</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec élabore de vastes campagnes de sensibilisation multiplateformes et récurrentes visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer sur l'exploitation sexuelle des mineurs en s'adressant à l'ensemble de la population et que des volets spécifiques s'adressent aux familles et aux jeunes, aux organismes communautaires (par exemple les maisons des jeunes ou les maisons de la famille), aux intervenants sociaux, aux milieux de la restauration et de l'hôtellerie et aux organisateurs de grands événements. • Rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels. 	En cours
<p>Recommandation n° 7</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation pour les visiteurs à l'entrée de leurs territoires.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 8</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation ciblant les jeunes Autochtones et leurs communautés sur l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 9</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, avec le soutien du gouvernement fédéral, mène une campagne de sensibilisation, spécifiquement aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontière, s'adressant à tous les voyageurs, quel que soit leur statut, visant à rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels et de la traite des personnes sur le territoire canadien.</p>	Non réalisé
<p>Recommandation n° 10</p> <p>La Commission recommande que le ministère de l'Éducation intègre un contenu adapté, spécifique à la prévention et aux risques de l'exploitation sexuelle des personnes mineures au cours d'éducation à la sexualité au primaire et au secondaire.</p> <p>La Commission recommande que les thèmes suivants soient abordés au cours d'éducation à la sexualité, notamment le consentement, le respect, l'accomplissement personnel, l'estime de soi, les relations interpersonnelles saines, l'exploitation sexuelle, les méthodes de recrutement, un usage sécuritaire des médias sociaux et des technologies de l'information.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 11</p> <p>La Commission recommande que les cours d'éducation à la sexualité soient donnés par du personnel enseignant formé à cet effet et appuyé par des sexologues ou autres professionnels qualifiés.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 12</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une vaste campagne de sensibilisation pour les enfants et leurs parents afin de faire connaître les conséquences liées à un usage risqué des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les outiller pour reconnaître les situations à risque d'exploitation sexuelle dans l'univers virtuel.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 13</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place un système d'avis sur Internet qui cible directement les personnes recherchant des services sexuels de mineurs et des sites d'annonces de services sexuels.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 14</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec soutienne des initiatives visant la prévention et le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs dans l'ensemble des lieux fréquentés par les jeunes.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 15</p> <p>La Commission recommande, en s'inspirant d'initiatives développées localement, de créer et de généraliser des programmes d'éducation à la sexualité adaptés directement aux jeunes en centre jeunesse.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 16</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une campagne d'information multilingue pour les victimes afin de leur faire connaître leurs droits, particulièrement lorsqu'elles sont liées à un crime et qu'elles sont manipulées par ce fait.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 17</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée avec les organismes du milieu, au cours de la prochaine année, une plateforme unique et interactive dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que cette plateforme offre de l'information et un registre interactif regroupant toutes les ressources d'aide en matière d'exploitation sexuelle des mineurs sur l'ensemble du territoire québécois.</p> <p>Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec recense tous les outils éducatifs, les initiatives et les organismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineurs déployés au Québec.</p>	En cours

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 18</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée et offre aux parents, à même la plateforme unique et interactive, les outils nécessaires afin de les conscientiser, de les accompagner et de les instruire à la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et à un usage sécuritaire des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les soutenir dans les interventions auprès de leurs enfants, et ce, dès le jeune âge.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 19</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 20</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que sera désignée dans chaque région administrative une table de concertation composée des différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que le mandat, la mission et l'appellation de ces tables soient uniformisés. Que la réalité de chaque région soit prise en compte dans la composition des tables avec la participation des acteurs des milieux institutionnels et communautaires. Que le partage d'information entre ces tables de concertation soit établi.</p> <p>La Commission recommande de reconduire les mandats des projets du programme Prévention Jeunesse en assurant le financement récurrent ainsi que d'en élargir la portée partout au Québec.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 21</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec uniformise un protocole approprié de partage des renseignements personnels et d'information entre les intervenants des services sociaux et des services policiers dans l'optique de prévenir et d'intervenir pour protéger les mineurs de situations d'exploitation sexuelle.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 22</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec bonifie la formation initiale et la formation continue des intervenantes et des intervenants susceptibles d'être impliqués dans les dossiers d'exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que les différents corps d'emploi ciblés comprennent entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (incluant les services préhospitaliers) • Le personnel de première ligne dans les communautés autochtones • Les pharmaciennes et les pharmaciens • L'ensemble du personnel enseignant et les intervenants des niveaux primaires et secondaires • La magistrature de la Chambre criminelle et pénale ainsi que de la Chambre de la jeunesse • Les procureurs et les procureures aux poursuites criminelles et pénales ainsi qu'aux cours municipales • Le personnel policier et civil au sein des organisations policières • Les autres intervenantes et les intervenants auprès des jeunes (les organismes de loisirs, etc.) • Les agentes et les agents des services correctionnels et de probation. <p>Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s'assure que l'ensemble des professionnels œuvrant auprès des jeunes connaissent l'obligation de dénoncer des situations à risque d'exploitation sexuelle en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.</p> <p>Que le contenu de la formation soit développé en partenariat entre les tables régionales et la Chaire de recherche.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 23</p> <p>La Commission recommande que l'École nationale de police du Québec développe et diffuse une formation sur l'accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle des mineurs dans le processus judiciaire.</p>	À débiter

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 24</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un sceau « Non à l'exploitation sexuelle des mineurs » et en fasse la promotion notamment en partenariat avec l'industrie hôtelière, les festivals, les grands événements, l'industrie du transport de personnes, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec.</p> <p>Que le sceau soit disponible pour l'ensemble des commerces et que son obtention repose sur des conditions dont la formation obligatoire du personnel concernant le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs et l'affichage au sein du commerce d'une publicité sensibilisant à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 25</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec impose aux plateformes locatives numériques, aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas l'obligation d'un affichage bien en vue rappelant le caractère criminel de l'achat de services sexuels.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 26</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exige que les plateformes locatives numériques, les établissements hôteliers, les propriétaires de lieux d'hébergement touristique, les salons de massage érotique et les saunas affichent de manière visible les coordonnées pour rapporter un crime d'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 27</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende les subventions ou autres incitatifs fiscaux aux grands événements, représentés par le Regroupement des événements majeurs internationaux, conditionnels à la mise en œuvre de mesures de sensibilisation, de formation de leur personnel et de prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs.</p> <p>Que la formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs soit admissible en tant que dépense de formation pour les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi du 1 %).</p> <p>Que cette démonstration d'actions concrètes (par exemple la sensibilisation du public) contre l'exploitation sexuelle des mineurs soit élaborée de concert avec la table de concertation régionale et qu'elle soit validée par la Chaire de recherche.</p> <p>Que les promoteurs déposent obligatoirement un rapport faisant état des mesures mises en place pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 28</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande formellement au gouvernement fédéral de prendre le décret permettant l'entrée en vigueur de la disposition autorisant l'imposition de peines consécutives pour les trafiquants de la traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 29</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification au Code criminel afin d'ajouter l'ensemble des crimes liés au proxénétisme aux activités visées par la confiscation des produits de la criminalité.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 30</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement du Canada de proposer une modification au Code criminel afin de diminuer la pression sur les victimes en retirant l'étape de l'enquête préliminaire lors d'accusations d'exploitation sexuelle des mineurs et de traite de personnes.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 31</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que les clients abuseurs reconnus coupables sont inscrits au Registre national des délinquants sexuels.</p>	Réalisé

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 32</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rappelle aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas leur obligation de signaler toute situation à risque d'exploitation sexuelle de mineurs.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 33</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice examine la possibilité de modifier le Code civil du Québec afin d'accorder aux victimes d'exploitation sexuelle un recours en dommages et intérêts imprescriptible contre un établissement hôtelier qui n'a pas agi ou alerté la police alors qu'il savait ou devait savoir qu'une personne mineure y était sexuellement exploitée.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 34</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec exerce son leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales et au sein du Conseil de la fédération afin d'assurer une plus grande collaboration entre les provinces dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, dans l'arrimage des différentes lois en matière de protection de la jeunesse et dans les interventions interprovinciales.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 35</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification afin de mettre à jour les définitions de « lieu », d'« endroit public » et d'« endroit quelconque » dans les définitions inscrites au Code criminel afin d'y inclure le cyberspace privé ou public.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 36</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec développe avec le soutien de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités une stratégie provinciale visant à recenser la réglementation municipale liée à l'industrie du sexe, notamment en ce qui a trait à l'octroi de permis, et à l'uniformiser afin de mieux sévir en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, et ce, dans l'ensemble des municipalités et des arrondissements.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 37</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d'effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 38</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un poste de procureur coordonnateur désigné à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme afin de faciliter l'arrimage des poursuites liées aux dossiers de marchandisation de services sexuels de mineurs</p>	En cours
<p>Recommandation n° 39</p> <p>La Commission recommande que le Directeur des poursuites criminelles et pénales désigne des procureurs attirés aux dossiers sur l'exploitation sexuelle, dans les régions, afin d'assurer une expertise et une uniformité dans le traitement des dossiers au sein du système judiciaire.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 40</p> <p>Afin de mettre la victime mineure au centre des interventions, de faciliter la coordination et le partage d'expertise, la Commission recommande que soient greffés à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une agente ou un agent de liaison interprovinciale • Un ou des membres des services de police autochtones 	En cours

Recommandation	État d'avancement
<ul style="list-style-type: none"> • Une procureure ou un procureur coordonnateur désigné • Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels • Le programme Les Survivantes du Service de police de la Ville de Montréal. <p>Et que l'Équipe agisse en partenariat avec les intervenants des tables de concertation régionales et qu'un lien soit établi avec la Chaire de recherche.</p>	
<p>Recommandation n° 41</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, évalue les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	À débiter
<p>Recommandation n° 42</p> <p>La Commission recommande de bonifier les ressources humaines et financières afin de renforcer les équipes spécialisées dans l'analyse des nouvelles technologies et des médias sociaux et que ces ressources appuient l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dans ses enquêtes.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 43</p> <p>La Commission recommande que le ministre de la Justice développe des orientations et des mesures permettant de déjudiciariser les victimes d'exploitation sexuelle lorsqu'elles déposent une plainte contre un proxénète ou un client-abuseur et qu'elles reçoivent de l'information complète sur leurs droits.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 44</p> <p>La Commission recommande que les services de police augmentent les patrouilles mixtes, associant policiers et intervenants psychosociaux, ou misent sur une approche de type « police communautaire » centrée sur les victimes afin de favoriser l'efficacité des opérations, d'assurer la sécurité des victimes et de renforcer la confiance des personnes marginalisées envers les autorités.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 45</p> <p>La Commission recommande d'étendre à l'ensemble du Québec des mesures pour faciliter le témoignage des victimes au tribunal, leur assurer un soutien et un accompagnement, par exemple en les préparant à rendre témoignage.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 46</p> <p>La Commission recommande que le ministère de la Justice finance et développe, en collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et la Chaire de recherche, un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Le programme doit exclure les clients de services sexuels de mineurs, les récidivistes et ceux qui en ont déjà bénéficié.</p> <p>Que ce programme comprenne les éléments suivants : une contribution volontaire des contrevenants, une formation et un suivi avec un organisme qui offre une aide psychosociale aux contrevenants.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 47</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'accorder l'aide sociale aux victimes mineures d'exploitation sexuelle et aux personnes sans statut • De réduire le délai d'obtention d'un premier chèque • De revoir l'allocation afin qu'elle s'accorde davantage au coût de la vie • D'exclure l'indemnité accordée par le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels du calcul des revenus considéré pour établir le montant des prestations d'aide sociale • De modifier le processus d'enquête dans les cas de fraude en raison de revenus de prostitution non déclarés (en excluant le proxénète) • De reconnaître les séquelles de l'exploitation sexuelle comme une contrainte sévère à l'emploi • De tenir compte des réalités régionales dans l'attribution des ressources financières. 	Réalisé

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 48</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec révise les dossiers d'aide sociale des personnes exploitées sexuellement qui ont fait l'objet d'enquêtes pour fraude commise par un proxénète ou en raison des gains provenant de la prostitution et, le cas échéant, d'effacer leurs dettes et le remboursement des intérêts.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 49</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec instaure un programme spécial de sortie de la prostitution ayant pour objet le versement de prestations d'aide financière à toutes les victimes en processus de reconstruction leur assurant notamment un revenu, un accès aux services de santé physique et psychologique et un logement, tout en tenant compte des spécificités régionales. Que ce programme soit simple en matière de critères d'admissibilité.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 50</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin d'ajouter le proxénétisme et la traite des personnes à la liste des crimes indemnisés, de reconnaître les victimes d'exploitation sexuelle des mineurs, d'abolir le délai de prescription, et ce, même si le crime a été commis ailleurs au Canada.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 51</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende accessibles aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique dès que requis, remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, et que l'accès à ces soins se poursuive après l'atteinte de la majorité.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 52</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec interdise la mixité des clientèles dans les centres jeunesse afin d'optimiser le rétablissement des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 53</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée sur l'ensemble de son territoire, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des victimes d'exploitation sexuelle.</p>	Réalisé
<p>Recommandation n° 54</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un fonds dédié destiné à soutenir les initiatives visant l'offre d'hébergement aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs. Que ce fonds soit alimenté, entre autres, par l'entière des sommes saisies dans les affaires d'exploitation sexuelle des mineurs et les contributions volontaires des personnes condamnées pour l'achat de services sexuels.</p>	Non réalisé
<p>Recommandation n° 55</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose les modifications législatives qui auraient pour effet de forcer les fournisseurs et toutes les plateformes du Web (existantes, passées et à venir) à effacer et déréférencier les renseignements sur les victimes d'exploitation sexuelle et à collaborer de façon étroite avec les services de police.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 56</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette sur pied des équipes spécialisées d'aide et d'accompagnement des parents dont un ou une enfant est victime d'exploitation sexuelle.</p>	En cours
<p>Recommandation n° 57</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende disponibles des programmes de réhabilitation qui s'adressent spécifiquement aux clients-abuseurs et aux proxénètes afin d'éviter la récidive.</p>	Réalisé

Recommandation	État d'avancement
<p>Recommandation n° 58</p> <p>La Commission recommande que le gouvernement du Québec, tel qu'adopté dans une motion unanime de l'Assemblée nationale, dépose dans les plus brefs délais son nouveau plan d'action en santé et bien-être des femmes. Que ce plan mette de l'avant des mesures contribuant à une sortie durable des situations d'exploitation sexuelle.</p>	<p>Réalisé</p>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 59 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

TABLEAU : NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2019 ^a	2020 ^p
TOTAL	9 243	9 435
Agressions sexuelles graves	26	33
Agressions sexuelles armées	108	111
Agressions sexuelles simples	5 540	5 603
Total des agressions sexuelles	5 674	5 747
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	3 569	3 688

Données 2021 non disponibles. Le traitement des données 2021 sera effectué en mai 2022.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans (infraction abrogée le 21 juin 2019), la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le fait qu'un parent ou tuteur serve d'entremetteur pour qu'un enfant commette des actes sexuels interdits et enfin, toute infraction sexuelle survenue avant le 4 janvier 1983.

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Les statistiques annuelles concernant les infractions sexuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouv/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 59 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chacune des dix dernières années :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (NOMBRE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2019 ^a	2020 ^p
TOTAL	9 243	9 435
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	4 454	3 450
Classées sans mise en accusation	1 240	955
Total des infractions classées	5 694	4 405
Infractions non classées	3 549	5 030

TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (POURCENTAGE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2019 ^a	2020 ^p
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Classées par mise en accusation ou accusation recommandée	48,2 %	36,6 %
Classées sans mise en accusation	13,4 %	10,1 %
Total des infractions classées	61,6 %	46,7 %
Infractions non classées	38,4 %	53,3 %

¹Les statistiques concernent toutes les infractions enregistrées par la police durant l'année correspondante (2019 ou 2020) selon leur état de classement lors de l'extraction des données en mai 2021.

Données 2021 non disponibles. Le traitement des données 2021 sera effectué en mai 2022.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données du Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces renseignements.

QP1-059_Crimes-sexuels_04.01-04.02-04.03-04.04_DGAP.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 60 : 22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d'hébergement à l'occasion du budget 2021-2022, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer :

- a. Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ;**
- b. Le montant reçu ;**
- c. La date de réception du financement.**
- d. Les prévisions pour 2022-2023**

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 61 : 92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d'aide et d'hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer :
a. Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ;
b. Le montant reçu ;
c. La date de réception du financement.
d. Les prévisions pour 2022-2023.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 62 : 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes. Ventiler les coûts pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La question relève du Secrétariat à la condition féminine

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 63 : Concernant l'annonce de 19,8 M\$ pour mieux soutenir les organismes intervenant auprès des conjoints violents, indiquer :
a. La liste des organismes ayant reçu un financement, la date du financement et le montant accordé.
b. Les résultats quant à la réduction des délais en vue d'obtenir des services pour les hommes en crise ;
c. Les résultats quant à l'augmentation de l'offre de service.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 64 : Concernant l'annonce de 13,2 M\$ pour augmenter le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielles et accroître l'accès au programme Supplément au loyer, indiquer :

- a. La ventilation du montant de 9,1 M\$ pour les cellules d'intervention rapide intersectorielles ;**
- b. Le nombre d'unités de logement ajoutées ;**
- c. La ventilation du montant de 4,1 M\$ pour quelque 100 unités du programme Supplément au loyer**

La question relève du Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04-01 - 04-02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 65 : **Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ;**
a. La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ;
b. La ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.

a. Pour la ventilation du montant de 44 M\$, vous référer au DPCP.

b. Afin d'assurer un meilleur accompagnement des victimes de violence conjugale et d'accroître la surveillance accrue des contrevenants, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a accordé un montant total de 27 M\$ sur 5 ans pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, soit 24,225 M\$ pour les ressources au sein de corps de police au Québec et 2,77 M\$ pour les ressources oeuvrant au sein des services correctionnels.

Les investissements de 24,22 M\$ sur 5 ans pour les corps de police sont répartis ainsi :

	Contribution réelle du MSP (\$)					
Corps de police	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
SQ	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Gatineau	174 000	247 860	252 450	257 220	261 990	1 193 520
Laval	174 000	290 000	290 000	290 000	290 000	1 334 000
Lévis	79 569	140 715	144 540	145 000	145 000	654 824
Longueuil	174 000	284 850	290 000	290 000	290 000	1 328 850
Québec	261 000	435 000	435 000	435 000	435 000	2 001 000
Roussillon	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Sherbrooke	81 345	142 058	144 899	145 000	145 000	658 302
Trois-Rivières	86 580	143 280	144 090	145 000	145 000	663 950
Collines-de-l'Outaouais	55 080	94 590	94 590	94 590	94 590	433 440

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04-01 - 04-02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 65 : Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ; a. La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ; b. La ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.						
Saint-Eustache	49 140	75 960	77 490	79 110	80 730	362 430
Thérèse-De Blainville	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Mirabel	57 870	94 770	97 020	99 270	101 610	450 540
Saint-Jérôme	73 530	145 000	145 000	145 000	145 000	653 530
Montréal	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Terrebonne	145 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Granby	84 195	107 370	110 250	81 450	83 700	466 965
Richelieu Saint-Laurent	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Saguenay	43 200	108 531	110 340	112 230	114 120	488 421
Total	3 133 509	5 209 984	5 235 669	5 218 870	5 231 740	24 029 772
<p>*La différence entre le montant annoncé de 24,22 M\$ et celui de la contribution réelle prévue de 24,030 M\$ (total du tableau) s'explique par le fait que certains corps de police ont proposé des projets à coûts moindres que le maximum accordé par le MSP.</p> <p>Un montant de 2,77 M\$ ventillé sur 5 ans pour l'ajout de 6 effectifs spécialisés en matière de violence conjugale pour les services correctionnels.</p>						

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 66 : Le nombre de lits supplémentaires ajoutés pendant les périodes de confinement pour les victimes de violence conjugale. Veuillez ventiler cette information par région.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 67 : Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2021 pour les maisons d'hébergement de 1re étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 68 : Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1er avril 2021 pour les maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 69 : Les sommes investies pour les campagnes de publicité pour la violence conjugale pendant la pandémie. Veuillez ventiler les sommes.

La question relève du Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 70 :	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2021-2022 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.
----------------------	--

6. Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions.

Voir réponse à la QP1-065 b).

A4. Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones, afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes de continuum d'intervention

- Le MSP dispose d'une enveloppe de 9,8 M\$ pour mettre en œuvre la mesure A4. Il est prévu qu'une partie de cette enveloppe soit utilisée pour verser une subvention à l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (ADPPNIQ) pour la mise en place d'une structure de services partagés pour les corps de police autochtones (CPA). Une entente à cet effet a été approuvée par le conseil des ministres le 15 décembre 2021. Le premier paiement d'un montant de 281 250 \$ a été effectué le 29 janvier 2022. Il s'agit du seul montant versé en 2021-2022.
- L'ADPPNIQ a embauché deux conseillers (coordonnateurs de projet) attitrés aux relations avec les CPA, un conseiller aux communications et une adjointe administrative.
- Un formulaire de demande a été développé ainsi qu'une procédure d'évaluation des projets.
- De la promotion a été effectué auprès des CPA : rencontre avec l'ADPPNIQ, appel de projets aux conseils de bande et aux CPA, rencontres personnalisées, visites dans les communautés, colloque des directeurs de police des Premières Nations et des Inuits, etc.
- À ce jour, le MSP a reçu 10 projets des CPA. De ce nombre, cinq ont été jugés complets, ont été évalués par le comité d'évaluation et recommandés pour approbation.
- L'objectif à court terme est de signer les ententes avec les cinq conseils de bande .
- Il est prévu de conclure d'autres ententes en 2022-23.
- Aucune subvention à un CPA n'a été accordée en 2021-22.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 71: Concernant le projet de loi no 24, loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve, indiquer les organisations ou toutes autres personnes ayant été rencontrées pour la rédaction de ce projet de loi.

Ministère de l'Économie et de l'Innovation
Ministère de la Justice du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 72 : État de situation concernant le projet de déploiement des bracelets antirapprochements au Québec

<p>Entente conclue avec le Corps canadien des commissionnaires (Division du Québec) à titre de prestataire du service et poursuite de la paramétrisation du système informatique.</p> <p>Finalisation des travaux portant sur les rôles et responsabilités des intervenants des milieux policier et correctionnel auprès des auteurs de violence, des victimes et des autorités décisionnelles.</p> <p>Organisation de rencontres auprès des partenaires institutionnels et communautaires avant le lancement du préprojet dans la ville de Québec pour recueillir leurs commentaires et préoccupations.</p> <p>En collaboration avec l'École de criminologie de l'Université de Montréal, préparation des protocoles de recherche portant sur le suivi de l'implantation du bracelet antirapprochement (BAR).</p> <p>Les démarches concernant l'implantation du BAR à compter du printemps 2022 suivent donc la séquence de déroulement prévue et aucun enjeu majeur n'a été identifié jusqu'à présent.</p>
--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 73 : Tout avis, commentaires, recommandations ou correspondances émis par le ministère relativement au projet de loi no 92, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Le ministère de la Sécurité publique n'a formulé aucun commentaire au regard du projet de loi no 92.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 74 : État de situation au 28 février 2022 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années* :

- a) Le budget pour chacune des années;
- b) L'évolution du nombre d'employés;
- c) Une liste des interventions pour chacune des années;
- d) Tout autre document pertinent.

	2021-2022 ¹
a) Budget :	1 956 732 \$
b)	
Techniciens et assimilés	0
Professionnels	9
Personnel de bureau	10
Cadres	1
TOTAL	20
c)	
Points d'information produits	101
Rapports d'événement produits	97
Bulletins de l'opération déglacage produits	13
Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	4
Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	111
Bilan des événements signalés à la sécurité civile	279
Nombre total d'appels traités par le COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	29 708
Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	14 293
d) Aucun autre document pertinent	

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

¹ Au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 76 : Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022

Aucune étude ou analyse n'a été réalisée pour l'année 2021-2022 par le ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 77 : Le nombre d'effectifs (ETC) attitré à la gestion du Fonds vert au sein du ministère en 2021-2022, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Cependant, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a sous sa responsabilité sept sous-actions, incluant une sous-action portée conjointement par le MSP et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)¹, dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attitré à ces sous-actions au MSP se ventile ainsi :

Corps d'emploi	ETC
Agent de recherche et de planification socio-économique	1,50
Gestionnaire cadre	0,25
Technicien en administration	0,25
Total des ETC	2,00

Masse salariale (en \$)	171 086
-------------------------	---------

¹ Le suivi et la reddition de comptes de cette mesure en développement seront effectués par le MAMH.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 78 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds d'électrification et de changements climatiques, par année, pour les cinq dernières années.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne gère pas de programme associé au Fonds d'électrification et de changements climatiques. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP, dont une sous la responsabilité conjointe du MSP et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) : la sous-action 2.3. Il est à noter que la mise en œuvre de ces sous-actions a débuté en 2014-2015, excepté pour la sous-action 2.3, qui a été mise en œuvre en 2019.

Pour les six sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 375 636\$ a été déboursé en 2021-2022 .

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 79: La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds d'électrification et de changements climatiques en 2021-2022 avec mention :

- a) de la description du projet;**
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaires;**
- c) du programme concerné, le cas échéant;**
- d) du montant déboursé;**
- e) de la date du déboursement;**
- f) de l'objectif poursuivi en matière de réductions des GES.**

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.
Pour chacun de ces projets, fournir, le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.

Dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), les sous-actions sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Dans ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative, conclue entre le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des sept sous-actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité sur la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du MELCC, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Concernant la sous-action 2.3, sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH, elle a été mise en oeuvre au cours de l'année 2019. Par ailleurs, le suivi de cette action est effectué par le MAMH.

La liste des projets sous la responsabilité du MSP ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds est présenté à la **question des renseignements particuliers du 3^E groupe de l'opposition officielle numéro 25.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 80 : Concernant la gestion du Fonds d'électrification et de changements climatiques par le Ministère, fournir pour 2021-2022 :

- a) Le cadre de gestion utilisé;**
- b) La grille d'évaluation des projets;**
- c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds d'électrification et de changements climatiques est une responsabilité du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Ainsi, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP), le fonctionnement est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MELCC pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC 2013-2020 correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité pour la prévention de sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), du MELCC, du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMH, les projets ont été mis en oeuvre au cours de l'année 2019. Par contre, le suivi de cette action est effectué par le MAMH.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la question des renseignements particuliers du 3^E groupe l'opposition officielle numéro 25).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2020)

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1358-2020)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	10 858
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	69 265
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 576
	multiple			Magog	27 576
				Orford	4 815
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 637
				Lac-Tremblant-Nord	47
		Mont-Tremblant	Les Laurentides	Mont-Tremblant	10 510
	unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	98 883
	unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	79 838
	unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 644

Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2020)

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1358-2020)
2	unique multiple	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	61 543
		Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois Châteauguay Léry Saint-Isidore	13 441 50 626 2 361 2 820
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption Saint-Sulpice	23 623 3 395
	unique	Lévis	Hors MRC-Lévis	Lévis	149 564
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	50 455
	unique	Mercier	Roussillon	Mercier	14 675
	multiple	Mirabel	Hors MRC-Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel Saint-Colomban	59 612 17 597
	multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley Chelsea La Pêche L'Ange-Gardien Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	11 390 7 465 8 315 6 067 819 5 986 12 551
	multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux Montagnes	Deux Montagnes Pointe-Calumet Sainte-Marthe-sur-le-Lac Saint-Joseph-du-Lac	18 022 6 447 19 597 7 108

Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2020)

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1358-2020)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac Delson La Prairie Saint-Constant Sainte-Catherine Saint-Mathieu Saint-Philippe	22 803 8 258 26 474 29 915 17 403 2 327 7 318
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne Repentigny	6 175 86 419
	multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil Carignan Chambly McMasterville Mont-Saint-Hilaire Otterburn Park Saint-Basile-le-Grand Saint-Jean-Baptiste Saint-Mathieu-de-Beloeil	24 448 11 294 31 447 5 992 19 183 8 395 17 371 3 265 2 735
			Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée Contrecoeur Saint-Amable Sainte-Julie Varenes Verchères	532 9 406 13 145 30 391 21 478 5 790
			Rouville	Richelieu Saint-Mathias-sur-Richelieu	5 501 4 593

Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2020)

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1358-2020)
2 <i>(suite)</i>	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay	Larouche	1 643
			Hors MRC-Saguenay	Saguenay	147 361
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	45 467
		unique	Sherbrooke	Hors MRC-Sherbrooke	Sherbrooke
	multiple		Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion
		Les Moulins		Sainte-Anne-des-Plaines	15 425
		multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Terrebonne	119 360
				Boisbriand	27 296
	Lorraine			9 635	
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC-Trois-Rivières	Rosemère	14 129
Sainte-Thérèse				26 377	
				Trois-Rivières	139 618
3	unique	Gatineau	Hors MRC-Gatineau	Gatineau	290 283
	unique	Laval	Hors MRC-Laval	Laval	441 929
	multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil	Boucherville	42 730
				Brossard	90 161
				Longueuil	252 226
				Saint-Bruno-de-Montarville	26 982
				Saint-Lambert	22 612
4	multiple	Québec	Hors MRC-Québec	L'Ancienne-Lorette	16 723
				Québec	549 937
				Notre-Dame-des-Anges	311
				Saint-Augustin-de-Desmaures	19 618

Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 81 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2020)

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1358-2020)
5	multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Baie-D'Urfé	3 944
				Beaconsfield	19 942
				Côte-Saint-Luc	35 117
				Dollard-des-Ormeaux	50 302
				Dorval	19 907
				Hampstead	7 472
				Kirkland	20 046
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 825 208
				Montréal-Est	4 094
				Montréal-Ouest	5 300
				Mont-Royal	21 844
				Pointe-Claire	33 714
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 048
				Senneville	973
				Westmount	21 152

Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

Population totale desservie : 5 861 938
Nombre de municipalités desservies : 99
Nombre de CPM : 30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 82 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2022¹, répartis par corps de police municipal

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2020					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	77	28	105	77	28	105
Bromont	22	4	26	22	3	25
Châteauguay	98	20	118	98	21	119
Gatineau	386	141	527	386	131	517
Granby	80	27	107	80	27	107
L'Assomption	32	5	37	32	5	37
Laval	597	159	756	579	151	730
Lévis	156	46	202	156	43	199
Longueuil	617	197	814	610	191	801
Mascouche	63	17	80	62	17	79
Memphrémagog (régie)	45	12	57	45	12	57
Mercier	19	2	21	19	2	21
Mirabel	41	15	56	57	16	73
Montréal	4 507	850	5 357	4 295	770	5 065
Mont-Tremblant	34	13	47	34	11	45
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	63	17	80	63	16	79
Québec	823	201	1 024	874	201	1 075

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile.

¹ Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

Les effectifs autorisés (policiers et civils) d'un corps de police municipal sont ceux qu'une autorité compétente (municipalité, régie intermunicipale, MRC) autorise, sur la base des effectifs minimaux approuvés par le ministre de la Sécurité publique sur la base des plans d'organisation policière qui lui ont été soumis. Dans le cas de la Sûreté du Québec, ces effectifs sont autorisés par le Conseil du trésor.

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 82 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2022¹, répartis par corps de police municipal

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2020					
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Lac des Deux Montagnes (régie)	52	8	60	52	8	60
Région de Roussillon (régie)	115	37	152	115	37	152
Repentigny	118	28	146	118	28	146
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	214	44	258	212	44	256
Saguenay	188	40	228	186	40	226
Saint-Eustache	60	24	84	60	24	84
Saint-Jean-sur-Richelieu	108	27	135	108	27	135
Saint-Jérôme	116	37	153	116	37	153
Sherbrooke	211	45	256	211	45	256
Terrebonne	172	45	217	172	45	217
Thérèse-De Blainville (régie)	106	38	144	106	38	144
Thetford Mines	29	6	35	29	7	36
Trois-Rivières	162	37	199	162	37	199
TOTAL - CPM	9 311	2 170	11 481	9 136	2 062	11 198
Sûreté du Québec	5 828	2 085	7 913	5 768	1 819	7 587
GRAND TOTAL	15 139	4 255	19 394	14 904	3 881	18 785

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile.

¹ Il s'agit des données de 2020 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2021 seront traitées à partir de juillet 2022.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 83 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2020 p

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules																Total			
	Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹			Nombre	Infractions classées ¹						
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées				
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	87 553	49 793	16 755	76,0%	130 212	19 774	7 759	21,1%	30 722	24 686	2 042	87,0%	28 238	13 040	1 684	52,1%	276 725	107 293	28 240	49,0%	9 983	6 593	588	71,9%	474	384	33	88,0%	10 335	7 293	528	75,7%

Source : ministère de la Sécurité publique. Données 2020 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

^p: données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2020, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2020.

Données 2021 non disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2022.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 84 : Pour l'année 2021-2022, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ

Conservé un corps de police municipal :

- En mai 2021, l'entente intermunicipale de la Régie intermunicipale de police de Richelieu–Saint-Laurent a été prolongée jusqu'au 22 mai 2024.

Nouvelles ententes intermunicipales :

- Le 2 août 2021, le Service de police de Châteauguay informait la Régie intermunicipale de police de Roussillon de son intention de ne pas renouveler l'entente intermunicipale visant l'utilisation commune d'équipement (motoneiges et remorque).

- Le 30 août 2021, la Régie intermunicipale de police Thérèse-De-Blainville transmettait au ministère un projet d'entente de renouvellement modifiant l'entente intermunicipale relative à la constitution de la Régie. Cette entente a été approuvée par la ministre le 22 février 2022.

Opté pour la Sûreté du Québec (SQ) :

- Le 2 février 2021, la ministre de la Sécurité publique autorisait l'abolition du corps de police municipal de Mont-Tremblant et permettait, du même coup, que les territoires de Mont-Tremblant et Lac-Tremblant Nord soient desservis par la SQ. La desserte de ces deux villes est assurée par la SQ depuis le 22 juin 2021.

- Le 15 décembre 2021, le gouvernement du Québec décrète, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), que le territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette soit détaché de la Municipalité régionale de comté (MRC) des Collines-de-l'Outaouais et soit rattaché à celui de la MRC de Papineau. Suivant une consultation publique menée par la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette, le ministère de la Sécurité publique a autorisé ladite municipalité à être desservie par la SQ, et ce, à partir du 1er janvier 2022.

- Le 31 janvier 2022, la Ville de Thetford Mines informait le ministère de la Sécurité publique qu'elle était intéressée à débiter les démarches menant à l'abolition de son corps de police pour ensuite être desservie par la SQ. La Ville précisait qu'elle prendrait sa décision finale en considération de l'offre de service de la SQ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 85 : Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP

Le 2 février 2021, la ministre de la Sécurité publique autorisait l'abolition du corps de police municipal de Mont-Tremblant et permettait, du même coup, que les territoires de Mont-Tremblant et Lac-Tremblant Nord soient desservis par la SQ. Cette dernière dessert ces deux territoires depuis le 22 juin 2021.

Le 15 décembre 2021, le gouvernement du Québec décrète, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), que le territoire de la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette soit détaché de la Municipalité régionale de comté (MRC) des Collines-de-l'Outaouais et soit rattaché à celui de la MRC de Papineau. Suivant une consultation publique menée par la Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette, le ministère de la Sécurité publique a autorisé ladite municipalité à être desservie par la SQ, et ce, à partir du 1er janvier 2022.

Le 31 janvier 2022, la Ville de Thetford Mines informait le ministère de la Sécurité publique qu'elle était intéressée à débiter les démarches menant à l'abolition de son corps de police pour ensuite être desservie par la SQ. La Ville précisait qu'elle prendrait sa décision finale en considération de l'offre de service de la SQ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 86 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
QUESTION 90 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).
La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux est présentée ici bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Bureau des enquêtes indépendantes	2020
Corps de police des Abénakis	2018
Corps de police de Essipit	2020
Corps de police de Kitigan Zibi	2020
Corps de police de Manawan	2021
Corps de police de Pessamit	2021
Corps de police de Wendake	2021
Corps de police du village Naskapi	2021
Régie de police de Memphrémagog	2018
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2020
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2019
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2017
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2020

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 86 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
QUESTION 90 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Sécurité publique de Pakua Shipi	2019
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2018
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2018
Service de la sécurité publique de Saguenay	2021
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2017
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	2020
Service de police de la Ville de Blainville	2020
Service de police de la Ville de Bromont	2018
Service de police de la Ville de Châteauguay	2021
Service de police de la Ville de Gatineau	2019
Service de police de la Ville de Granby	2018
Service de police de la Ville de Lévis	2022
Service de police de la Ville de Mercier	2018
Service de police de la Ville de Montréal	2021
Service de police de la Ville de Québec	2019
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2021
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2019

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 86 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
QUESTION 90 :	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Dernières inspections des corps de police - Suite

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2018
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2021
Service de police de Lac Simon	2022
Service de police de Laval	2022
Service de police de Mirabel	2019
Service de police de Pikogan	2019
Service de police de Repentigny	2021
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2019
Service de police de Sherbrooke	2019
Service de police de Terrebonne	2020
Service de police de Wemotaci	2019
Sûreté du Québec	2020

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 87 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$) 2021-2022	DISTRICT COUVERT ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	7	700	509 424	17
Algonquins	Eagle Village	Corps de police	4	300	279 258	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	10	1 234	848 150	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	14	1 523	1 327 279	8
Algonquins	Pikogan	Corps de police	4	559	310 769	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	5	524	395 571	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	10	2 229	956 262	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	15	2 109	1 670 708	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	8	1 282	627 906	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	89	18 672	13 084 962	10
Hurons	Wendake	Corps de police	10	2 258	871 263	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Décret de population pour 2022 - Municipalités locales, arrondissements, villages nordiques et territoires non organisés du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2021-2022 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kativik, les sommes versées dans une entente bilatérale. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants pour l'ajout d'agents supplémentaires, les montants supplémentaires maximum accordés pour les dépenses liées à la COVID-19 (remboursés sous présentation de factures), le montant supplémentaire pour un projet d'immobilisation majeure (Cris) et le montant supplémentaire pour un système de répartition assistée par ordinateur (Uashat-Maliotenam).

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 87 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION AUTOCHTONE DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ (en \$) 2021-2022	DISTRICT COUVERT ⁴
Innus	Essipit	Corps de police	4	285	237 051	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 062	1 013 592	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	5	232	540 195	9
Innus	Pessamit	Corps de police	10	2 407	916 827	9
Innus	Uashat-Maliotenam	Corps de police	18	3 214	1 607 297	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	65	14 571	18 713 060	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	5	674	448 575	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	14	1 554	1 131 683	11
Mohawk	Akwesasne ⁵	Corps de police	24	2 403	1 224 147	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	36	10 210	2 631 116	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	8	628	788 390	9

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes (postes équivalents temps complets).

² Source : Décret de population pour 2022 - Municipalités locales, arrondissements, villages nordiques et territoires non organisés du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2021-2022 à laquelle s'ajoute, dans le cas de Kativik, les sommes versées dans une entente bilatérale. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants pour l'ajout d'agents supplémentaires, les montants supplémentaires maximum accordés pour les dépenses liées à la COVID-19 (remboursés sous présentation de factures), le montant supplémentaire pour un projet d'immobilisation majeure (Cris) et le montant supplémentaire pour un système de répartition assistée par ordinateur (Uashat-Maliotenam).

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

⁵ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 88 : Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %) (en \$)
Akwesasne	2 652 318
Eagle Village-Kipawa	302 529
Eeyou-Eenou (Cris)	14 175 377 ¹
Essipit	256 806
Gesgapegiag	485 956
Kahnawake	2 850 376
Kativik	12 233 822
Kawawachikamach	854 088
Kitigan Zibi	918 831
Lac-Simon	1 437 886
Listuguj	1 225 990
Manawan	1 035 950
Mashteuiatsh	1 098 058
Odanak-Wôlinak	551 875
Opitciwan	1 809 934
Pakua Shipi	585 211
Pessamit	993 229
Pikogan	336 666
Timiskaming	428 535
Uashat-Maliotenam	1 741 237 ²
Wemotaci	680 232
Wendake	943 868

Note : Cette information provient des ententes tripartites et bilatérales sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2021-2022 ainsi que les montants supplémentaires accordés aux avenants pour l'ajout d'agents supplémentaires, les montants supplémentaires maximum accordés aux avenants pour les dépenses liées à la COVID-19 (remboursés sous présentation de factures).

¹ Inclut un montant supplémentaire pour un projet d'immobilisation majeure

² Inclut un montant supplémentaire pour un projet de répartition assistée par ordinateur (RAO)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 89 : Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale

Le MSP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 91 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022

Événements criminels liés aux fraudes électroniques¹, Québec, 2018², 2019 et 2020 :

Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

CODE D'ÉVÉNEMENT	ANNÉE	NOMBRE DE DOSSIERS	SOMMES DES PERTES	VALEUR MAXIMUM ³	VALEUR MINIMUM ⁴
Fraudes par ordinateur (21613)	2018a	1 084	8 706 285 \$	1 683 778 \$	1 \$
	2019a	1 407	10 222 467 \$	952 808 \$	1 \$
	2020p	2 267	13 333 553 \$	2 374 101 \$	1 \$
	2021	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21614)	2018a	60	162 474 \$	41 489 \$	1 \$
	2019a	47	97 377 \$	58 551 \$	70 \$
	2020p	30	133 806 \$	78 000 \$	60 \$
	2021	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

a : données actualisées p : données provisoires

*Données 2021 non disponibles. Le traitement des données 2021 sera effectué en mai 2022.

Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Valeur estimée de la fraude la plus élevée parmi toutes les fraudes recensées

⁴ Valeur estimée de la fraude la plus basse parmi toutes les fraudes recensées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 92 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022.

NOM DU CORPS POLICIER	2019a	2020p	2021
Service de police de la Ville de Montréal ¹	172	182	N/D
Service de police de Laval	16	18	N/D
Service de police de la Ville de Gatineau	87	65	N/D
Service de police de l'agglomération de Longueuil	-	1	N/D
Service de police de la Ville de Sherbrooke	18	20	N/D
Service de police de la Ville de Granby	1	-	N/D
Service de police de la Ville de Terrebonne	1	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	-	-	N/D
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	-	1	N/D
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	1	-	N/D
Service de police de Châteauguay	-	-	N/D
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	4	-	N/D
Service de police de Repentigny	-	-	N/D
Régie intermunicipale de police Roussillon	-	-	N/D
Service de police de la Ville de Lévis	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Brome-Missisquoi	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	-	2	N/D
Service de la sûreté municipale de Thetford Mines	-	-	N/D
Service de police de Mirabel	-	2	N/D
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1	N/D
Sûreté du Québec, MRC de l'Islet	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Rivière-du-Loup	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	-	2	N/D
Corps de police de Wendake	-	-	N/D
Régie de police du Lac des Deux Montagnes	-	-	N/D

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 92 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022.

NOM DU CORPS POLICIER	2019a	2020p	2021
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	-	-	N/D
Service de la sécurité publique-Ville de Mascouche	-	-	N/D
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	3	1	N/D
Service de police de la Ville de Blainville	-	-	N/D
Service de police de la Ville de Bromont	-	-	N/D
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant	-	-	N/D
Service de police de la Ville de Québec	7	19	N/D
Service de police de l'Assomption-Saint-Sulpice	-	-	N/D
Service de sécurité publique de Saguenay	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC d'Antoine-Labelle	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC d'Arthabaska	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	-	2	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Bécancour	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Bellechasse	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Coaticook	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	-	1	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	1	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	-	2	N/D
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	-	2	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Montmagny	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Papineau	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	1	1	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Portneuf	-	-	N/D

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 92 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022.

NOM DU CORPS POLICIER	2019a	2020p	2021
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	1	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	1	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	1	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC des Pays-d'En-Haut	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Richelieu	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC du Haut-Saint-Laurent	-	-	N/D
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de Manicouagan	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC des Etchemins	-	-	N/D
Sûreté du Québec, MRC de La Rivière-du-Nord	-	-	N/D

•En 2020, le nombre d'infractions criminelles qui ont été identifiées par un corps de police comme étant reliées aux gangs de rue et au crime organisé s'élevait à 322 au Québec, dont 182 déclarés par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

•Notons que les statistiques du MSP regroupent indistinctement les événements impliquant les gangs de rue et le crime organisé de façon regroupée et ce, par année civile.

•Celles-ci sont colligées en vertu du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), un programme pancanadien servant à mesurer la fréquence des crimes au pays et auxquels participent l'ensemble des corps de police.

•Ainsi, toute comparaison avec des chiffres soumis par d'autres organisations ou dans un autre contexte doit être traitée avec précaution puisque les méthodes de collecte et de traitement de la donnée peuvent différer.

¹Il est à noter que le Service de police de la Ville de Montréal n'isole plus la variable « gang de rue » depuis plusieurs années. En effet, il combine les variables « gang de rue » et « crime organisé ».

a : données actualisées p : données provisoires

Données 2021 non disponibles.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 93 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2021-2022

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité liée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec ni leur rémunération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 94 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2021-2022 concernant le Taser

Baliatsas, C., Gerbecks, J., Dückers, M., & Yzermans, C. J. (2021). Human Health Risks of Conducted Electrical Weapon Exposure: A Systematic Review. JAMA network open, 4(2), e2037209.
<https://doi.org/10.1001/jamanetworkopen.2020.37209>

Delavar, B., & Thompson, M. A. (2021). Penetrating Intracranial Taser Injury. The Journal of emergency medicine, 61(5), 590–591. <https://doi.org/10.1016/j.jemermed.2021.07.071>

Hallett, N., Duxbury, J., McKee, T., Harrison, N., Haines, A., Craig, E., & O'Brien, A. J. (2021). Taser use on individuals experiencing mental distress: An integrative literature review. Journal of psychiatric and mental health nursing, 28(1), 56–71. <https://doi.org/10.1111/jpm.12594>

Kroll, M. W., Ross, D. L., Brave, M. A., & Williams, H. E. (2021). Police shootings after electrical weapon seizure: homicide or suicide-by-cop. International journal of legal medicine, 135(6), 2547–2554.
<https://doi.org/10.1007/s00414-021-02648-2>

Kroll, M. W., Witte, K. K., Ritter, M. B., Kunz, S. N., Luceri, R. M., & Criscione, J. C. (2021). Electrical weapons and rhabdomyolysis. Forensic science, medicine, and pathology, 17(1), 58–63.
<https://doi.org/10.1007/s12024-020-00311-7>

Kroll, M. W., Ross, D. L., Brave, M. A., & Williams, H. E. (2021). Police shootings after electrical weapon seizure: homicide or suicide-by-cop. International journal of legal medicine, 135(6), 2547–2554.
<https://doi.org/10.1007/s00414-021-02648-2>

Kroll, M. W., Melinek, J., Martin, J. A., Brave, M. A., & Williams, H. E. (2022). Confusion between firearms and electrical weapons as a factor in police shootings. Forensic science, medicine, and pathology, 10.1007/s12024-022-00457-6. Advance online publication. <https://doi.org/10.1007/s12024-022-00457-6>

Manhas, N. S., Stahl, D., Schellenberg, M., & Gholamrezanezhad, A. (2021). Non-lethal weapon: Injury patterns and imaging correlates for firearm alternatives. Clinical imaging, 79, 165–172.
<https://doi.org/10.1016/j.clinimag.2021.03.007>

Willoughby, L., Peyton, K., Gorgas, D., & Li-Sauerwine, S. (2022). Leveraging Resources to Remove a Taser Barb Embedded in Bone: Case Report. Clinical practice and cases in emergency medicine, 6(1), 29–31. <https://doi.org/10.5811/cpcem.2021.10.54196>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 94 : Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus en 2021-2022 concernant le Taser

Aucune pour l'année 2021-2022.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits antérieures.

QP1-094_Etudes-taser_04.01-04.02-04.03-04.04_DGAP.docx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 95 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années¹, et ce, par année

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES²

CORPS DE POLICE	2021⁴	2020³
Blainville	N/D	3
Bromont	N/D	6
Châteauguay	N/D	6
Gatineau	N/D	118
Granby	N/D	6
L'Assomption/Saint-Sulpice	N/D	3
Laval	N/D	42
Lévis	N/D	5
Longueuil	N/D	39
Mascouche	N/D	3
Memphrémagog (régie)	N/D	3
Mercier	N/D	2
Mirabel	N/D	5
Montréal	N/D	160
Mont-Tremblant	N/D	2
MRC des Collines-de-l'Outaouais	N/D	6
Québec	N/D	110
Lac des Deux-Montagnes (régie)	N/D	2

QP1-095_Nb-taser_04.01-04.02-04.03-04.04_DGAP.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 95 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années¹, et ce, par année

NOMBRE D'ARMES À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES DONT DISPOSENT LES ORGANISATIONS POLICIÈRES²

CORPS DE POLICE	2021⁴	2020³
Région de Roussillon (régie)	N/D	3
Repentigny	N/D	5
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	N/D	5
Saguenay	N/D	7
Saint-Eustache	N/D	4
Saint-Jean-sur-Richelieu	N/D	5
Saint-Jérôme	N/D	1
Sherbrooke	N/D	30
Terrebonne	N/D	8
Thérèse-De Blainville (régie)	N/D	5
Thetford Mines	N/D	-
Trois-Rivières	N/D	8
Sûreté du Québec	N/D	440

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁴ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2021 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 96 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

CORPS DE POLICE	2021²	2020
Blainville	N/D	17
Bromont	N/D	-
Châteauguay	N/D	13
Gatineau	N/D	75
Granby	N/D	7
L'Assomption/Saint-Sulpice	N/D	-
Laval	N/D	34
Lévis	N/D	3
Longueuil	N/D	57
Mascouche	N/D	11
Memphrémagog (régie)	N/D	13
Mercier	N/D	-
Mirabel	N/D	2
Montréal	N/D	351
Mont-Tremblant	N/D	2
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	N/D	1
Québec	N/D	227
Lac des Deux-Montagnes (régie)	N/D	6
Région de Roussillon (régie)	N/D	19
Repentigny	N/D	9
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	N/D	11

QP1-096_Nb-interventions-taser_04.01-04.02-04.03-04.04_DGAP.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 96 : Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année, par corps policier et par région

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

CORPS DE POLICE	2021²	2020
Saguenay	N/D	9
Saint-Eustache	N/D	11
Saint-Jean-sur-Richelieu	N/D	26
Saint-Jérôme	N/D	-
Sherbrooke	N/D	33
Terrebonne	N/D	28
Thérèse-De Blainville (régie)	N/D	55
Thetford Mines	N/D	-
Trois-Rivières	N/D	12
Sûreté du Québec	N/D	412

¹ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2021 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 97 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER	
	2021 ³	2020 ²
Akwesasne	N/D	11
Eagle Village	N/D	2
Eeyou-Eenou Police Force/9 communautés cries	N/D	10
Essipit	N/D	-
Gesgapegiag	N/D	2
Kahnawake	N/D	21
Nunavik Kativik/14 villages nordiques	N/D	47
Kawawachikamach	N/D	6
Kitigan Zibi	N/D	3
Lac Simon	N/D	9
Listuguj	N/D	8

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2021 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 97 : Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, pour les cinq dernières années¹.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER	
	2021 ³	2020 ²
Manawan	N/D	-
Mashteuiatsh	N/D	3
Odanak/Wôlinak	N/D	2
Opitciwan	N/D	6
Pakua Shipi	N/D	-
Pessamit	N/D	-
Pikogan	N/D	-
Timiskaming	N/D	3
Uashat-Maliotenam	N/D	9
Wemotaci	N/D	5
Wendake	N/D	-

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2021 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, pour les cinq dernières années¹

COMMUNAUTÉS	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS	
	2021 ³	2020 ²
Akwesasne	N/D	2
Eagle Village	N/D	-
Essipit	N/D	-
Eeyou-Eenou Police Force	N/D	ND
Gesgapegiag	N/D	2
Kahnawake	N/D	-
Nunavik	N/D	18
Lac Simon	N/D	7
Listuguj	N/D	8
Kawawachikamach	N/D	-
Kitigan Zibi	N/D	-
Manawan	N/D	-
Mashteuiatsh	N/D	2
Odanak/Wôlinak	N/D	-
Opitciwan	N/D	-
Pakua Shipi	N/D	-
Pessamit	N/D	-
Pikogan	N/D	-
Timiskaming	N/D	3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 98 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, pour les cinq dernières années¹

COMMUNAUTÉS	NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS	
	2021 ³	2020 ²
Uashat-Maliotenam	N/D	1
Wemotaci	N/D	-
Wendake	N/D	-

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2021 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 99 : Copie des études, scénarios ou analyses commandés, réalisés ou obtenus en 2021-2022 concernant les caméras portatives pour les policiers.

Aucune pour 2021-2022. Au terme du projet pilote présentement en cours, un rapport sera remis à la ministre de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 100 : Les résultats concernant les projets pilotes des caméras portatives sur les policiers.

Depuis avril 2021, le projet pilote de la Sûreté du Québec (SQ) a été déployé progressivement dans quatre municipalités régionales de comté (MRC) avec une sélection différente du type d'intervention où sera -activée la caméra. Chacune des phases de déploiement est d'une durée de six mois. Les résultats globaux seront connus au printemps 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 101 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2021-2022 ¹	
	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	37 910	2 502 060 \$
Sac de type Ziploc (200 cigarettes)	23 452	1 547 832 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	10	440 \$
Tabac en vrac (kilos)	77 835	3 595 977 \$
Chicha (kilos)	1 583	348 260 \$
Cigares et cigarillos ²	1 193 228	1 312 550 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2021-2022 sont calculées pour la période du 1er avril 2021 au 31 janvier 2022. Pour les quatre années précédentes, se référer aux études des crédits antérieures.

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

* Pour les quatre années antérieures, veuillez vous référer aux Études des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 102 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2021-2022

Le ministère de la Sécurité publique dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2021-2022¹
Amendes imposées (en M\$)	15,6

¹ Le montant des amendes pour l'exercice 2021-2022 est calculé pour la période du 1er avril au 31 décembre 2021.
Le ministère de la Sécurité publique ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 103 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années
--

Le ministère de la Sécurité publique compile ces renseignements uniquement depuis la mise en place, en octobre 2018, du comité ACCES Cannabis (Action concertée contre les économies souterraines).

- Pour la période comprise entre le 1er avril 2021 et le 14 février 2022, ils ont saisi l'équivalent de 17 731,6 kilogrammes de cannabis séché.

L'augmentation dans la quantité de cannabis saisie s'explique principalement par la reprise des activités d'ACCES Cannabis, suivant les ralentissements en raison de la pandémie de la COVID-19. La création de trois nouvelles équipes d'enquêtes locales en 2020-2021 a également eu un impact sur la quantité de cannabis saisi. Finalement, elle s'explique aussi par des dossiers d'envergure effectués entre autres par la Sûreté du Québec et le Service de police de l'agglomération de Longueuil. À noter que l'équivalence en cannabis séché des différentes formes de cannabis est calculée selon l'annexe 3 de la Loi sur le cannabis (L.C. 2018, ch. 16).

Le ministère de la Sécurité publique n'est pas en mesure de convertir cette donnée, puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 104 : Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ce renseignement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 105 : Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2020 p	444
2019 a	394
2018	379
2017	478

a : données actualisées p : données provisoires, extraction le 1 juillet 2021

Données 2021 non disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2022.

* Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Web du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles.

<http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 106: Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social

Un plan prévoyant des actions, notamment pour répondre aux recommandations du Groupe d'action contre le racisme (GACR), est présentement mis en œuvre au ministère. Des actions concernant l'interpellation policière sans fondement, la formation continue et les patrouilles mixtes y sont notamment prévues. Des travaux concernant la formation, les patrouilles mixtes et les interpellations policières ont été réalisés. Voici le détail des actions posées par le MSP en 2021-2022 : □

FORMATION

Des travaux sont en cours, de concert avec l'ENPQ afin d'offrir des capsules formatives sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en collaboration avec la CDPDJ ainsi que le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. De plus, dans le cadre des travaux menés par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social, la Journée d'actualisation des connaissances (JAC) a été présentée en deux demi-journées en septembre et en octobre 2021. Lors de ces journées, les organisations policières ont pu bonifier leurs actions, développer de nouveaux projets et créer des partenariats par l'entremise des outils et des conférences donnés lors de l'événement. Enfin, notons que le MSP mène d'autres dossiers dont les objectifs sont de répondre aux exigences de transparence des citoyens (ex. : caméra portative) et d'augmenter la sensibilité des policiers à la réalité des populations qu'ils desservent (recrutement de policiers autochtones, etc.). Enfin, soulignons que le ministère de l'Enseignement supérieur bonifie le programme d'études en Techniques policières par l'ajout de 45 heures dédiées aux interventions policières faites auprès des populations issues de communautés culturelles, ethniques et autochtones. Le programme bonifié devrait être intégré dès la session de l'automne 2022.

PATROUILLES MIXTES

Afin de mettre en œuvre les recommandations de l'ENFFADA, de la Commission Viens et parallèlement du GARC, le MSP a annoncé 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaire dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes seront formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (par ex. : la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance). De plus, dans le cadre du budget du gouvernement pour l'année 2021-2022, 25 M\$ sur trois ans ont été alloués pour soutenir les corps de police dans le développement et dans l'expérimentation de modèles d'intervention novateurs qui serviront de pratiques exemplaires pour la communauté policière du Québec. De cette somme, 5 M\$ ont été rendus disponibles pour l'année 2021-2022 pour le développement de nouveaux modèles de police de concertation avec les organismes de la communauté et dans la mise en œuvre de stratégies novatrices de police communautaire visant à favoriser une meilleure prise en charge des problèmes sociaux auxquels sont confrontés les policiers de première ligne (c.-à-d. : santé mentale, itinérance, toxicomanie, etc.). Certains de ces nouveaux modèles de concertation permettront notamment de lutter contre le profilage racial et social.

INTERPELLATIONS POLICIÈRES

Rappelons que dans un souci d'établir des balises claires pour prévenir toute interpellation policière sans fondement, d'améliorer les relations entre le policier et le citoyen, le ministère a mis en œuvre une pratique policière sur l'interpellation policière à l'été 2020. Cette pratique permet d'interdire l'interpellation policière fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale, la religion et la condition sociale. S'appuyant sur cette dernière, le MSP travaille à l'implantation d'un mécanisme de collecte de données concernant l'interpellation policière et soutient financièrement les corps de police qui en ont besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées. Enfin, advenant l'adoption du PL-18 déposé en décembre 2021 par le gouvernement du Québec, un message fort et clair de la ministre de la Sécurité publique sera transmis à l'ensemble des corps de police du Québec par l'émission d'une directive encadrant l'interpellation policière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 107 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2021-2022

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ).	Année 2021-2022*	1 402 167 \$	¹
---	------------------	--------------	--------------

* La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ce montant correspond à la dépense réelle du CGIS pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022. Il inclut une subvention de 600 000 \$ accordée au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, une de 36 000 \$ à la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (Université de Sherbrooke) et une autre de 45 000 \$ accordée au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (Cégep Édouard-Montpetit).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 108 : Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.
Sommes ventilées prévues pour 2021-2022. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis les cinq dernières années et effectif prévu cette année.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les gardiens ouvriers à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.
 Les sommes accordées (en \$) pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (7) :

	Salaires	Contrats	TOTAL
Secteur Est 4271	2 837 095	260 135	3 097 230
Secteur Centre du Québec 4272	1 852 795	250 410	2 103 205
Secteur Palais de justice Québec 4273	2 302 695	76 731	2 379 426
Secteur Sud 4274	2 233 455	490 515	2 723 971
Secteur Laval - Laurentides 4275	1 603 973	200 248	1 804 221
Secteur Abitibi - Outaouais 4279	1 488 789	237 443	1 726 232
Secteur Île de Montréal ¹ 4269	7 060 961	897 486	7 958 447

Au 28 février 2022

Effectif (constables spéciaux et gardiens) affecté à la sécurité des palais de justice :

2021-2022	349
-----------	-----

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 109 : État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en oeuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social.

- Une journée d'actualisation des connaissances sur le profilage racial et social destinée aux représentants policiers a eu lieu, répartie sur deux jours, les 28 septembre et 5 octobre 2021.
- Les représentants du Comité sectoriel ont agi à titre d'experts pour l'élaboration d'une offre de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social, destinée aux organisations policières, de concert avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'École nationale de police du Québec et le Commissaire à la déontologie policière. Cette initiative constitue une réponse à l'une des recommandations du Groupe d'action contre le racisme. La formation visera notamment à améliorer la compréhension des enjeux auxquels font face les policiers et les policières dans une société diversifiée et à situer le cadre légal des interventions policières au regard des droits de la personne. Elle permettra également d'outiller le personnel policier afin qu'il puisse détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne. Il est important de rappeler qu'en plus des actions menées par le Ministère, les corps de police entreprennent diverses actions auprès de leurs policiers et leurs communautés afin d'établir un lien et d'ouvrir le dialogue sur ce phénomène.
- Le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social s'est réuni de manière virtuelle 3 fois au cours de la période du 1er avril 2021 au 31 mars 2022. Il est à noter que, malgré la pandémie, les efforts ont été dirigés sur les diverses actions menées au sein des organisations policières. De plus, des suivis et des rencontres téléphoniques ont eu lieu avec les représentants policiers afin de poursuivre les actions entreprises.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 110 : Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social

Des travaux concernant la formation, les patrouilles mixtes et les interpellations policières ont été réalisés. Voici le détail des actions posées par le MSP en 2021-2022, ainsi que les sommes associées: □

FORMATION

Des travaux sont en cours, de concert avec l'ENPQ afin d'offrir des capsules formatives sur le profilage racial et social aux policiers. Ces travaux s'effectuent en collaboration avec la CDPDJ ainsi que le Commissaire à la déontologie policière. Le gouvernement a déjà annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. De cette somme, 82 000 \$ ont été rendus disponibles en 2021-2022. Une journée d'actualisation des connaissances sur le profilage racial et social, au coût de 2 874 \$, a été réalisée en septembre et octobre 2021.

PATROUILLES MIXTES

Afin de mettre en œuvre les recommandations de l'ENFFADA, de la Commission Viens et parallèlement du GARC, le MSP a annoncé 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaire dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes seront formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (par ex. : la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance). En 2021-2022, un montant de 1 073 741\$ était prévu pour ce projet. De plus, dans le cadre du budget du gouvernement pour l'année 2021-2022, 25 M\$ sur trois ans ont été alloués pour soutenir les corps de police dans le développement et dans l'expérimentation de modèles d'intervention novateurs qui serviront de pratiques exemplaires pour la communauté policière du Québec. De cette somme, 5 M\$ ont été rendus disponibles pour l'année 2021-2022 pour le développement de nouveaux modèles de police de concertation avec les organismes de la communauté et dans la mise en œuvre de stratégies novatrices de police communautaire visant à favoriser une meilleure prise en charge des problèmes sociaux auxquels sont confrontés les policiers de première ligne (c.-à-d. : santé mentale, itinérance, toxicomanie, etc.). Certains de ces nouveaux modèles de concertation permettront notamment de lutter contre le profilage racial et social.

INTERPELLATIONS POLICIÈRES

Le MSP travaille à l'implantation d'un mécanisme de collecte de données concernant l'interpellation policière. Pour ce faire, le MSP soutient financièrement les corps de police qui en ont besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées. Les sommes accordées, 300 000 \$ en 2021-2022, permettront la mise en place de la technologie nécessaire à cette cueillette de données.

Enfin, advenant l'adoption du PL-18 déposé en décembre 2021 par le gouvernement du Québec, un message fort et clair de la ministre de la Sécurité publique sera transmis à l'ensemble des corps de police du Québec par l'émission d'une directive encadrant l'interpellation policière. Cette mesure n'a nécessité aucune dépense.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 111 : État de situation des travaux du comité consultatif sur le document Réalité policière au Québec : modernité, confiance et efficience. Indique, l'échéancier des travaux, la liste de consultations effectuées, budget dédié et ventilé, et ce en date du 31 mars 2022

- En mai 2021, le Rapport final du Comité consultatif sur la réalité policière a été déposé à la ministre de la Sécurité publique. Le rapport propose une réforme majeure du système policier au Québec et présente une série de 138 recommandations.
- Rappelons que ce rapport est le fruit de la démarche que le CCRP s'est doté pour lui permettre de récolter l'information nécessaire, soit :
 - l'appropriation des 21 pistes de réflexion avancées dans le Livre vert sur la réalité policière au Québec;
 - la collecte du contenu relatif à plusieurs rapports publics découlant de mandats spéciaux ou de commissions d'enquête ayant interpellé les autorités policières. La législation en vigueur et les principaux documents de référence dans le domaine ont aussi été analysés;
 - la comparaison de la réalité policière québécoise avec celle ayant cours dans le reste du Canada et certains pays étrangers dont le cadre législatif et réglementaire s'apparente au Québec;
 - la tenue de rencontres auprès d'une vingtaine d'experts dans différents domaines (ex. : lutte contre la criminalité, la cybercriminalité, la santé psychologique des policiers, le profilage racial, les violences sexuelles et conjugales, etc.);
 - la tenue d'une série d'entrevues privées et confidentiels auprès d'une quarantaine d'organisations ou d'intervenants concernés par la question policière au Québec. Ces entretiens ont été complétés par la réception de 81 mémoires et la tenue de dix jours audiences publiques au cours desquelles 54 groupes ont pu être entendus;
 - la tenue de huit forums de discussion virtuels auprès des citoyens et des intervenants de première ligne, 147 participants au total, qui ont des contacts fréquents avec la police;
 - la tenue de trois différents sondages : un à l'intention de la population dans le cadre des forums citoyens, un autre spécifique à la perception du public et un dernier sondage auprès des policiers et policières en fonction au Québec.
- Les dépenses totales du CCRP au 31 mars 2022 se détaille comme suit :

- Fourniture, matériel et équipement	3 644 \$
- Droits d'auteur et licence	1 395 \$
- Frais de déplacement	5 483 \$
- Réceptions et frais d'accueil	1 919 \$
- Services professionnels	1 112 484 \$
- Services de nature technique	22 388 \$
- Frais de déplacement courant pour un titulaire d'emploi supérieur selon le règlement	587 \$
- Total général	1 147 899 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 112 : Les crédits nécessaires aux points de contrôle dans le contexte pandémique pour chaque région du Québec ventilé par mois.

Aucun contrôle routier n'a été mis en place pour faire respecter les règles sanitaires en vigueur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 113 : Les données disponibles et l'impact de l'intégration au Guide des pratiques policières de la nouvelle pratique portant sur l'interpellation policière.

Au 31 mars 2022, aucune donnée n'était disponible sur la pratique portant sur l'interpellation policière et ses impacts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 114 : Toute mesure ou action et budget octroyé pour rendre obligatoire l'interdiction des interpellations policières aléatoires.

Une disposition visant à accorder à la ministre de la Sécurité publique un pouvoir de directive a été introduite au projet de loi no 18, Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues. Advenant l'adoption du projet de loi, il sera possible pour la ministre de la Sécurité publique d'émettre des lignes directrices à tout sujet relatif à l'activité policière. Une première directive portera sur l'interdiction de l'interpellation policière sans motif ou discriminatoire. Ce pouvoir permettra aussi à la ministre d'intervenir sur d'autres activités policières, et ne se limite pas aux interpellations. Cette proposition répond à une des principales recommandations du Groupe d'action contre le racisme (GACR) et d'une recommandation du Comité consultatif sur la réalité policière.

Par ailleurs, notons que le MSP soutient financièrement les corps de police qui en ont besoin afin qu'ils développent leur capacité à documenter les interpellations policières réalisées. Les sommes accordées permettront la mise en place de la technologie nécessaire à cette cueillette de données.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 115 : Nombres d'intervenants en services sociaux ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.

Le MSP ne détient pas l'information exhaustive du nombre d'intervenants sociaux dans les équipes de patrouilles mixtes de l'ensemble des corps de police.

Toutefois, dans le cadre d'une annonce visant à soutenir les corps de police par la bonification d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, 11 intervenants sociaux ont été ajoutés aux corps policiers pour la création d'équipes de patrouilles mixtes.

Ces intervenants sociaux travaillent spécifiquement en violence conjugale en concertation avec les corps de police, les milieux de la justice, de la santé et des services sociaux, les organismes communautaires, etc.

De plus, afin de mettre en œuvre les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de la Commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics du Québec (Commission Viens) et pour répondre à une des recommandations du GACR, le MSP a annoncé que des équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires seront mises en place dans quatre municipalités caractérisées par une forte présence autochtone et desservies par la SQ, soit Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ce sont ainsi 8 intervenants sociaux qui seront ajoutés.

Ces équipes seront composées de policiers et d'intervenants communautaires formés pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques, par exemple la consommation d'alcool et de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 116 : Concernant l'annonce de 930 000 \$ pour la formation du personnel policier pour contrer le profilage racial et social, indiquer :

- a. La ventilation de la somme de 930 000 \$**
- b. Des sommes dépensées pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;**
- c. De nombre total d'organisations policières qui recevra cette formation ;**
- d. Des organisations policières ayant reçu la formation pour 2021-2022 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.**

a. La ventilation de la somme de 930 000 \$

An 1 (2021-2022) 82 000 \$

- o Construction du plan de formation et développement des contenus;
- o Création du réseau de répondants.

An 2 (2022-2023) 312 000 \$

- o Développement de deux capsules et de guides de déploiement à l'intention des répondants;
- o Développement de la journée de formation et pilote avec répondants;
- o Diffusion de la formation aux répondants.

An 3 (2023-2024) 316 000 \$

- o Diffusion par les répondants dans leur organisation des capsules 1 et 2;
- o Orientations et développement des capsules 3 et 4 (ciblage des clientèles);
- o Développement de la journée de formation et projet-pilote avec les répondants;
- o Diffusion de la formation aux répondants. □

An 4 (2024-2025) 220 000 \$

- o Diffusion par les répondants dans leur organisation des capsules 3 et 4;
- o Intégration des capsules dans les cours existants ENPQ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 116 : Concernant l'annonce de 930 000 \$ pour la formation du personnel policier pour contrer le profilage racial et social, indiquer :

a. La ventilation de la somme de 930 000 \$

b. Des sommes dépensées pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;

c. De nombre total d'organisations policières qui recevra cette formation ;

d. Des organisations policières ayant reçu la formation pour 2021-2022 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

b. Des sommes dépensées pour 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 ;

Dépensées en 2021-2022 : 82 000 \$. Prévues en 2022-2023 : 312 000 \$

c. De nombre total d'organisations policières qui recevra cette formation ;

Cette formation est destinée à toutes les organisations policières municipales.

d. Des organisations policières ayant reçu la formation pour 2021-2022 et les dates de formation, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Aucune organisation policière n'a reçu la formation en 2021-2022.

Le déploiement annuel exact de la formation est inconnu en date du 31 mars 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 117 : Fournir le bilan, les crédits alloués, les données, le nombre d'heure et de frais en temps supplémentaire concernant l'Opération Systématisée Comportements À Risque, en précisant :
a. Le nombre d'effectifs impliqués;
b. Le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;

L'opération policière Opération Systématisée Comportements À Risque (OSCAR) n'a pas été déployée entre le 1er avril 2021 et le 31 mars 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 119 : Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de mettre en œuvre le second rapport de l'observatrice civile indépendante;

Un tableau de bord sur l'avancement et la mise en place des propositions de l'observatrice civile indépendante est tenu à jour régulièrement.

- 10 (42 %) propositions sont réalisées ou en cours de réalisation à court terme

- 6 (25 %) propositions seront réalisées à moyen terme

- 8 (33 %) propositions n'ont pas été retenues par le BEI

Le BEI rendra compte des actions entreprises lors du dépôt à l'Assemblée nationale de son rapport annuel de gestion

Le BEI s'est également doté d'un poste d'agent de liaison autochtone.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 120 : Concernant Québec En Alerte, fournir :
a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles;
b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers;
c. Le coût pour chaque utilisation;
d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie;

Année civile	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Utilisation du système par le MSP ¹	3 messages d'essais	2 messages d'essais	2 messages d'essais	1 message d'essai	1 message d'essai	1 message d'essai	aucune alerte (de janvier à mars 2022)
		2 alertes AMBER	1 alerte AMBER	1 alerte de risque de rupture de barrage	2 alertes AMBER	6 alertes AMBER	
					1 alerte de santé publique	2 alertes de santé publique (couvre- feu)	
Crédits alloués au système	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Frais encourus par le MSP pour les rencontres biannuelles du Conseil de gouvernance de l'alerte pancanadien ²	0 \$	0 \$	1 050 \$	2 170 \$	650 \$ ²	407 \$ ²	0 \$ ²

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 120 : Concernant Québec En Alerte, fournir :

- a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles;**
- b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers;**
- c. Le coût pour chaque utilisation;**
- d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie;**

Année civile	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Coût pour chaque utilisation ³	sans frais	sans frais	sans frais	sans frais	sans frais	sans frais	sans frais
Taux d'erreur ou d'échec ⁴	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas

¹ Au Québec, seuls le ministère de la Sécurité publique (MSP) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) peuvent émettre des alertes au public par le biais du système Québec En Alerte. ECCC se charge de l'émission autonome des alertes concernant des événements météorologiques, comme les tornades.

² Annuellement, deux rencontres du comité de gouvernance de l'alerte pancanadien auquel le MSP siège sont prévues. Depuis l'automne 2018, le MSP assume les dépenses associées à ces rencontres. En raison de la pandémie de COVID-19, les rencontres de 2021-2022 ont été tenues en mode virtuel et sans frais. Toutefois, une rencontre en présentiel sur les nouvelles technologies d'alerte s'est tenue le 17 novembre 2021 à Ottawa pour laquelle le conseiller au dossier a participé. Aucun crédit n'est spécifiquement alloué au système Québec En Alerte. Le personnel du Centre des opérations gouvernementales (COG) ainsi que les équipements informatiques en place suffisent à émettre les alertes pour fin de diffusion à la population.

³ L'accès et l'utilisation du système national d'alerte au public - Québec En Alerte est sans frais pour le Québec. Ce système est développé et administré par la société Pelmorex Communications inc. (Pelmorex) qui possède un statut de chaîne obligatoire des canaux de base en vertu de l'alinéa 9(1)h) de la Loi sur la radiodiffusion du CRTC, lui permettant de recevoir un financement à même les canaux de base. L'accès sans frais à ce système ainsi que ses conditions d'utilisations sont régis par une entente établie entre le MSP et Pelmorex.

⁴ Les taux d'échec ou d'erreur ne sont pas répertoriés. Toutes les alertes émises par le COG ont été acheminées avec succès au système de Pelmorex et elles ont été par la suite relayées aux distributeurs de fin de lignes (DFL) pour diffusion (radio, télé et appareils cellulaires compatibles LTE). Les DFL (soit les radiodiffuseurs, télédiffuseurs et fournisseurs cellulaires) ont l'obligation à l'égard du CRTC de diffuser les alertes transmises par le système. Lorsque des problèmes techniques surviennent lors des essais annuels ou des alertes réelles, ils sont rapidement investigués et corrigés par les DFL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 121 : Concernant l'alerte AMBER, fournir :

- a. Les données relativement à cette alerte, notamment le nombre de fois utilisé et autres statistiques disponibles;**
- b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers;**
- c. Le coût pour chaque utilisation;**
- d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie;**
- e. Le taux d'efficacité de la diffusion;**

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas ces informations, qui relèvent de la Sûreté du Québec (SQ).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 122 : Travaux entourant la mise en place de l'alerte Silver :

- a) liste des rencontres entre le MSSS et le MSP;**
- b) plan de déploiement;**
- c) sommes prévues par année pour l'implantation de l'alerte Silver.**

a) Afin d'assurer la sécurité des personnes souffrant de troubles cognitifs et aider à les retrouver rapidement en cas de disparition, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Santé et des Services sociaux travaillent conjointement à mieux documenter la problématique et évaluer les meilleures solutions.

De nombreux échanges à différents niveaux dans les organisations ont eu lieu depuis 2021. Une structure de gouvernance a été mise en place. Le comité directeur et le comité opérationnel ont été mis sur pied en mars 2021. En date du 31 mars 2022, une rencontre pour chacun de ces comités s'est tenue.

b) Les discussions se poursuivent actuellement entre les différentes parties prenantes impliquées.

c) Aucune somme n'est actuellement prévue pour l'implantation de l'Alerte Silver.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 123 : Les crédits alloués au resserrement des mesures sanitaires dans les commerces et la présence policière accrue, notamment pendant le temps des fêtes en précisant :

- a. Les dates des missions policières;**
- b. Le nombre d'effectifs impliqués;**
- c. Les régions et services policiers impliqués;**
- d. Le nombre de contraventions et de sanctions de toutes sortes dans le cadre de cette intervention;**

- a)** L'Opération Passeport Vaccinal Fêtes a été déployée pour la période du 9 décembre 2021 au 4 janvier 2022.
- b)** Lors de l'Opération Passeport Vaccinal Fêtes, 3 053 visites ont eu lieu dans des établissements requérant le passeport vaccinal au Québec. Le coût de cette opération pour le MSP est de 287 733\$.
- c)** Tous les services de police au Québec ont participé à cette opération.
- d)** Considérant les autres mesures sanitaires également en place et le fait que les statistiques obtenues sont globales, il n'est pas possible d'isoler le nombre de constats d'infraction spécifiquement remis pour cette opération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 124 : Concernant le couvre-feu, veuillez préciser :

- a. Les conditions justifiant la gradation des amendes;**
- b. Le nombre d'interventions faites;**
- c. Le nombre d'avertissements;**
- d. Le nombre d'amendes rendues et de sanction de toutes sortes;**
- e. Les crédits alloués au respect de cette mesure ventilé par mois.**

Les statistiques compilées par les corps de police et recueillies par le MSP ne permettent pas d'isoler les interventions et les avertissements faits spécifiquement pour l'infraction liée au couvre-feu.
Aucune opération policière spéciale n'a été déployée en 2021-2022 pour cette mesure.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 125 : Tout crédits alloués à l'étude de l'abolition du service de police de Mont-Tremblant afin de permettre à la SQ de desservir la ville, en précisant les motifs et documentations légitimant cette autorisation.

Aucune somme n'a été allouée par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre de l'étude de l'abolition du Service de police de la Ville de Mont-Tremblant afin de permettre à la SQ de desservir la Ville durant l'exercice financier visé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 127 : Tout plan et crédit alloué dans l'amélioration et les mises à jour des procédures, notamment d'enquêtes et de mobilisation de recherches de personnes disparues depuis les événements tragiques entourant le décès de Norah et Romy Carpentier;

Suivant la recommandation 24 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) qui visait à "Inscrire dans la Loi sur la police l'obligation pour la Sûreté du Québec de créer et de maintenir une unité de coordination consacrée aux disparitions et de créer l'obligation pour tous les services policiers de signaler les disparitions à cette unité" et la recommandation 25 du CCRP visant à "Adopter une loi sur les personnes disparues encadrant l'assistance des fournisseurs de services de télécommunication afin de faciliter les recherches entreprises par les services de police et l'unité de coordination consacrée aux disparitions de la Sûreté du Québec", la ministre de la Sécurité publique a déposé le 8 décembre 2021 un projet de loi (le projet de loi 18) qui vise notamment à aider les corps de police à retrouver les personnes disparues en leur offrant de nouveaux moyens modernes et efficaces pour agir rapidement en cas de disparition. Cette loi permettrait aux policiers de demander une ordonnance d'accès à des renseignements personnels relatifs à une personne disparue à un juge de la Cour du Québec ou à un juge de paix magistrat, détenus par des personnes, des entreprises privées, des organismes publics ou des sociétés. Elle leur permettrait également de demander une ordonnance d'accès aux renseignements personnels d'une personne qui accompagnerait la personne disparue si celle-ci est mineure ou en situation de vulnérabilité. Enfin, elle permettrait de diffuser au public certains renseignements obtenus pour favoriser les recherches. Les renseignements visés par une ordonnance d'accès rendue par un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat pourraient être, par exemple, des données de géolocalisation, mais aussi des renseignements médicaux susceptibles d'aider les policiers à retrouver la personne disparue.

Par ailleurs, la somme de 10,1 M\$ sur cinq ans a été annoncée au budget 2022-2023 pour augmenter les efforts de recherche consacrés aux disparitions et aux enlèvements. Ces sommes permettront donc la mise en oeuvre de la recommandation 24 du CCRP visant la création d'une unité de coordination consacrée aux disparitions.

Aussi, en réponse à la recommandation 7 du CCRP qui visait à "Procéder à l'élaboration d'une directive conjointe du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Sécurité publique et du ministère de la Justice sur l'interprétation à donner au cadre législatif entourant le partage d'informations en contexte d'urgence" et aux rapports d'investigation du coroner du 3 novembre 2021 sur les causes et les circonstances des décès de M. Martin Carpentier, ainsi que de Romy et Norah Carpentier, le ministère de la Sécurité publique a également entrepris des travaux visant à optimiser le partage d'information entre les intervenants dans un contexte d'urgence, notamment entre les corps de police et le réseau de la santé et des services sociaux. Finalement, des consultations seront réalisées auprès de partenaires fédéraux et provinciaux concernant la révision des critères pour un déclenchement de l'alerte Amber pour qu'elle soit plus inclusive. À terme, une analyse de la pertinence de revoir ou non les critères pour un déclenchement sera réalisée par la SQ, et toute autre piste d'amélioration sera aussi évaluée en collaboration avec le MSP.

Mentionnons que le 23 mars 2022, la ministre de la Sécurité publique a demandé à la Coroner en chef la tenue d'une enquête publique sur les circonstances entourant les décès de Martin, Romy et Norah Carpentier. Cette enquête publique aura pour objectif de faire toute la lumière sur ces tragiques événements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 128 : **Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing notamment en précisant notamment :**
a. toutes initiatives législatives ou règlementaires afin d'interdire ce type d'arme;
b. bilan et état des lieux;
c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations;
d. effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou règlementaire n'a été mise en œuvre par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au cours de l'année 2021-2022 concernant l'interdiction des armes de poing. Il importe de préciser que le contrôle des armes à feu est de compétence fédérale.

Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, des sommes ont été consacrées en 2021-2022 pour la poursuite des activités d'équipes policières mise en place pour intervenir sur l'approvisionnement illégal en armes à feu et auprès d'individus à risque de recourir à la violence armée :

- L'équipe mise en place en 2019 par la SQ afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) qui relève de la Sûreté du Québec (SQ). Un financement de 2,5 M\$ a été accordé en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de quinze (15) ressources.
- Une somme de près de 1,2 M\$ a été octroyée en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de neuf (9) ressources au sein de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM.
- Une somme d'un peu plus de 1,3 M\$ a été octroyée en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de huit (8) ressources de l'équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) qui relève du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

Dans le cadre du Budget 2021-2022, l'équivalent de douze (12) ressources ont été financées (2 M\$) pour soutenir l'ELTA au sein du SPVM.

Dans le cadre de l'opération CENTAURE les sommes suivantes ont été investies en 2021-2022 :

- La bonification de la stratégie de lutte contre le crime organisé de la SQ par l'ajout de 78 ressources, dont dix (10) ressources provenant des corps de police municipaux – 11 325 100 \$
- Le financement de l'équivalent de cinq ressources dans l'escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL) – 400 000 \$;
- La bonification du soutien aux équipes dédiées à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM (acquisition d'équipements et formation) – 657 600 \$; □
- La bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) par l'ajout de quatre (4) ressources – 348 900 \$;
- Le rehaussement des capacités du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) par l'ajout d'équipements scientifiques et de 15 nouvelles ressources – 151 800 \$;
- Le renforcement de la Direction du renseignement des Services correctionnels pour bonifier les connaissances et le partage de renseignements avec les corps policiers - 140 000 \$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 129: Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant :
a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
b. bilan et état des lieux;
c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations;
d. effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre au cours de l'année 2021-2022.

Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement du Canada, des sommes ont été consacrées en 2021-2022 pour la poursuite des activités d'équipes policières mise en place pour intervenir sur l'approvisionnement illégal en armes à feu et auprès d'individus à risque de recourir à la violence armée, dont le crime organisé et les gangs de rue :

- Un financement de près de 4 M\$ a été accordé en 2021-2022 pour la poursuite des activités des équipes d'enquête liées aux dossiers de disparitions et de meurtres en lien avec le crime organisé, qui relève de la Sûreté du Québec (SQ) (équivalent de 16 effectifs);
- L'équipe mise en place en 2019 par la SQ afin de s'attaquer au trafic d'armes à feu a été intégrée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) qui relève de la Sûreté du Québec (SQ). Un financement de 2,5 M\$ a été accordé en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de quinze (15) ressources.
- Une somme de près de 1,2 M\$ a été accordé en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de neuf (9) ressources au sein de l'Équipe multisectorielle sur les armes à feu du SPVM.
- Une somme d'un peu plus de 1,3 M\$ a été accordé en 2021-2022 pour financer notamment l'équivalent de huit (8) ressources de l'équipe dédiée à la lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (projet MALSAIN) qui relève du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 129: Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant :
a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
b. bilan et état des lieux;
c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations;
d. effectifs dédiés.

Dans le cadre du Budget 2021-2022, l'équivalent de douze (12) ressources ont été financées (2 M\$) pour soutenir la mise en place de l'ELTA au sein du SPVM.

D'autres investissements ont par ailleurs été annoncés dans le cadre du Budget 2020-2021 pour le déploiement de nouvelles équipes d'intervention affectées à la lutte contre le crime organisé par la SQ. À noter que ces crédits ont été attribués à la SQ (voir le cahier de l'étude des crédits de la SQ).

Dans le cadre de l'opération CENTAURE les sommes suivantes ont été investies en 2021-2022 :

- La bonification de la stratégie de lutte contre le crime organisé de la SQ par l'ajout de 78 ressources, dont dix (10) ressources provenant des corps de police municipaux – 11 325 100 \$
- Le financement de l'équivalent de cinq ressources dans l'escouade du crime organisé (ECO-AF) du Service de police de la Ville de Laval (SPL) – 400 000 \$;
- La bonification du soutien aux équipes dédiées à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM (acquisition d'équipements et formation) – 657 600 \$; □
- La bonification de la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) par l'ajout de quatre (4) ressources – 348 900 \$;
- Le rehaussement des capacités du Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) par l'ajout d'équipements scientifiques et de 15 nouvelles ressources – 151 800 \$;
- Le renforcement de la Direction du renseignement des Services correctionnels pour bonifier les connaissances et le partage de renseignements avec les corps policiers - 140 000 \$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 130 : Concernant le règlement encadrant les chiens notamment ceux qui sont considérés comme dangereux veuillez fournir :
a. le nombre de municipalités qui n'ont pas encore mis en place un plan d'encadrement;
b. les pénalités et leur ventilation aux municipalités récalcitrantes;
c. toutes statistiques, études et notes pertinentes au sujet des chiens dangereux au Québec;

Cette question relève de la compétence du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 131 : Mesures prises, crédits et effectifs alloués afin de contrôler les voyageurs et les quarantaines obligatoires qui traversent la frontière canadienne de façon aérienne et surtout terrestre.

La Loi sur la mise en quarantaine permet aux autorités canadiennes de prendre différentes mesures pour assurer que les personnes qui se trouvent sur le territoire canadien respectent une quarantaine lorsqu'elles arrivent au pays.

L'application de cette loi était assumée par de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) jusqu'en janvier 2021. Depuis, les policiers du Québec ont pris en charge le mandat d'intervenir en vertu de cette loi et à délivrer des Rapport d'infractions général (RIG) aux contrevenants.

Le montant de l'amende suivant l'émission d'un RIG est de 3 500 \$ incluant les frais. Ce montant est récupéré comme suit : les frais de justice encourus par le Québec sont d'abord soustraits à 100 % (ces frais ne sont pas toujours les mêmes en fonction des procédures devant être prises et ils font l'objet d'une entente entre justice Canada, le ministère de la Justice du Québec et le DPCP). Ensuite, le résiduel est partagé moitié-moitié entre le provincial et le fédéral.

Depuis le 1er février 2021, les policiers du Québec effectuent des visites à domicile et s'assurent que les personnes devant respecter une quarantaine obligatoire s'y trouvent. Dans le cas contraire, un constat peut être remis.

Une correspondance a été envoyée au ministre de la Sécurité publique fédéral afin de demander que soient compensées les visites effectuées par les policiers du Québec en application de la loi fédérale sur la mise en quarantaine.

Aucune somme n'a été engagée par le MSP en lien avec l'application de la Loi sur la mise en quarantaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 132 : Concernant l'accès à l'information:

- a) Nombre d'effectifs supplémentaires affectés au traitement des demandes d'accès à l'information en 2021-2022.**
- b) Nombre de demandes d'accès à l'information reçues en 2021-2022**
- c) Nombre de demandes d'accès répondues dans le délai prescrit par la Loi en 2021-2022.**

Les réponses à ces questions seront dans le Rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 146 : Toute analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipal en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier

Aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté officiellement auprès du ministère de la Sécurité publique son intention de se départir de son corps de police municipal en 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 147 : Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal

Report des versements de la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec pour l'année 2021 :

-Le Règlement comportant des modifications a été publié à la Gazette officielle du Québec :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=74934.pdf>

Le fichier de la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec, pour l'année 2021 est disponible sur le site Internet du MSP :

https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/police_au_quebec/SQ/somme_payable_2021_sq_2.pdf

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 156 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile en 2021-2022

Publication du rapport statistique Criminalité au Québec – Exploitation sexuelle à des fins commerciales ou commise contre une personne mineure en 2019, par le ministère de la Sécurité publique, en janvier 2022.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/police/statistiques-criminalite/exploitation-sexuelle/stats_exploitation_sexuelle_personnes_mineures_2019.pdf?1642443198

Publication du rapport Proxénétisme et exploitation sexuelle à des fins commerciales – État de la situation, par le ministère de la Sécurité publique, au printemps 2021.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/police/statistiques-criminalite/proxenetisme_fins_commerciales.pdf?1645199855

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 157 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :

- a) au 31 mars 2022, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023;
- c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'eilp entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022;
- d) bilan des activités de l'EILP.

a) Ressources de l'EILP du Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) faisant l'objet d'un financement du gouvernement du Québec dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs :

	<i>Du 1^{er} avril au 30 septembre 2021</i>	<i>À partir du 1^{er} octobre 2021</i>
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	8 ressources	25 ressources prévues
Sûreté du Québec (SQ) :	4 ressources	29 ressources prévues
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	2 ressources	8 ressources prévues
Service de police de Laval (SPL) :	2 ressources	2 ressources prévues
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	2 ressources	4 ressources prévues
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	2 ressources	4 ressources prévues
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP): 7 ressources financées à partir du 1 ^{er} octobre 2021.		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 157 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :

- a) au 31 mars 2022, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023;
- c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'eilp entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022;
- d) bilan des activités de l'EILP.

b) Les subventions octroyées à l'EILP par le gouvernement du Québec se déclinent ainsi :

	2021-2022	2022-2023 ¹
SQ	4 852 800 \$	7 167 200 \$
SPVM	2 325 300 \$	4 322 400 \$
SPVQ	1 936 600 \$	2 736 900 \$
SPVG	469 800 \$	641 800 \$
SPL	244 000 \$	857 600 \$
SPAL	239 800 \$	689 400 \$
Besoins ponctuels	250 000 \$	250 000 \$
TOTAL	10 389 950 \$	16 760 700 \$

¹ À noter que les subventions pour 2022-2023 devront faire l'objet d'une demande d'autorisation au Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 157 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :

- a) au 31 mars 2022, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023;**
- c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'eilp entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022;**
- d) bilan des activités de l'EILP.**

c) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022

Perquisitions :	49
Arrestations :	34
Chefs d'accusations :	112

d) Bilan des activités de l'EILP

Afin de donner suite à la recommandation 37 de la *Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* qui proposait que « le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d'effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs » certaines modifications, prévues dans le plan d'action déposé par le gouvernement (action 25), ont été apportées au niveau de la structure de l'EILP. En effet, il a été convenu que la responsabilité de l'EILP serait transférée à la Sûreté du Québec à compter du 1^{er} octobre 2021. À cette fin, le Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP), composé de trois escouades intégrées (EILP Est, EILP Centre et EILP Ouest), a été créé.

Le SLP est une structure d'enquête unifiée au sein de laquelle des membres du SPVM, du SPVQ, du SPL, du SPAL, du SPVG, de la GRC et de la SQ travaillent de façon concertée afin de lutter efficacement contre le proxénétisme, la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile à l'échelle régionale, interrégionale, provinciale, interprovinciale et internationale. Ce modèle est comparable à celui, éprouvé, des escouades régionales mixtes. Tout comme ces dernières, les responsabilités financières sont partagées entre le gouvernement et les municipalités dont les corps de police participent à l'escouade intégrée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 157 : Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) :

- a) au 31 mars 2022, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif;**
- b) budget ventilé de l'EILP pour 2021-2022 et 2022-2023;**
- c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'eilp entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022;**
- d) bilan des activités de l'EILP.**

Les objectifs du SLP sont de :

- Protéger les victimes, les aider à quitter le milieu prostitutionnel ainsi que les accompagner et les supporter tout au long du processus judiciaire;
- Identifier les différentes ressources au niveau provincial afin d'orienter les victimes vers les services appropriés (hébergement, nourriture, vêtements, soins médicaux, soutien psychologique, etc.);
- Cibler les personnes ou les groupes qui permettent à ces formes d'exploitation sexuelle de prospérer, soit par l'achat de services sexuels, soit par les profits qu'ils en retirent;
- Réduire l'intérêt économique de l'exploitation sexuelle d'autrui par la récupération maximale des produits et des instruments issus de cette activité illégale.

En plus des travaux de mise en place du SLP et des résultats obtenus au niveau opérationnel (arrestations, perquisitions), les membres du SLP ont également contribué à d'autres réalisations significatives dont :

- L'établissement d'un nouveau partenariat afin de médiatiser de façon importante un dossier visant un prédateur sexuel qui recrutait des victimes sur les réseaux sociaux. Cette démarche a permis l'identification de plusieurs nouvelles victimes.
- La participation de trois (3) membres de l'EILP à une conférence tenue par Avocats sans frontières Canada, division du Guatemala, en novembre 2021.
 - Lors de cette conférence, les membres ont participé à une table ronde sur « L'approche victimologique dans la lutte contre l'exploitation sexuelle : expériences de l'Escouade intégrée de lutte au proxénétisme du Québec ».
 - Les participants étaient majoritairement des juges, des avocats, des policiers et des représentants du ministère de la Justice des pays du triangle Nord de l'Amérique centrale (Guatemala, El Salvador, Honduras), en plus de quelques invités de la Colombie.
- La formation de plus de 220 intervenants et 150 policiers relativement à l'intervention en matière d'exploitation sexuelle, de proxénétisme et de prostitution juvénile. La majorité de ces personnes ont été formées dans le cadre du programme Les Survivantes.
- La participation des agentes de concertation de l'EILP à la conférence de l'organisme *Montreal Justice for First Nations People* portant sur le phénomène de l'exploitation sexuelle, à laquelle 80 personnes issues de communautés autochtones ont participé

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 161 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2021.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2020	Richesse foncière	Facture 2021 (\$)
			uniformisée moyenne 2014-2019 (\$)	
46005	Abercorn	344	79 314 325	70 980
NR880	Abitibi	147	12 041 089	10 839
NR870	Abitibi-Ouest	89	2 472 156	2 166
48028	Acton Vale	7 733	631 977 231	940 924
31056	Adstock	2 768	404 631 975	361 544
98030	Aguanish	238	13 553 734	12 238
92030	Albanel	2 232	142 623 297	127 275
07025	Albertville	227	19 458 458	17 483
84050	Alleyn-et-Cawood	172	54 123 615	48 253
93042	Alma	30 831	3 260 608 738	4 854 622
78070	Amherst	1 459	334 043 750	298 256
88055	Amos	12 769	1 120 674 491	1 668 215
07047	Amqui	6 065	472 158 444	702 808
55008	Ange-Gardien	2 861	452 543 018	399 074
NR790	Antoine-Labelle	5	63 021 935	56 295
19037	Armagh	1 502	115 466 627	103 148
78060	Arundel	560	101 092 821	90 211
40043	Asbestos	6 837	375 925 178	559 799
41055	Ascot Corner	3 255	309 701 049	304 201
50013	Aston-Jonction	430	43 667 356	39 161
13045	Auclair	455	36 221 187	32 518
30055	Audet	757	64 866 483	58 043
83090	Aumond	766	80 503 722	72 029
87050	Authier	266	11 605 000	10 304
87100	Authier-Nord	292	12 805 294	10 983
NR060	Avignon	0	483 680	350
45035	Ayer's Cliff	1 131	195 443 226	174 478
96020	Baie-Comeau	21 082	1 990 530 067	2 995 743
08080	Baie-des-Sables	634	47 850 213	42 658
50100	Baie-du-Febvre	955	164 343 794	142 120
98035	Baie-Johan-Beetz	85	6 775 854	5 892
15065	Baie-Sainte-Catherine	197	17 346 042	15 385
16013	Baie-Saint-Paul	7 168	1 065 781 790	1 562 625
96005	Baie-Trinité	389	28 401 190	25 525
78050	Barkmere	57	80 433 172	72 683
44045	Barnston-Ouest	554	101 172 604	90 211
88022	Barraute	1 984	126 238 170	112 939
37210	Batiscan	899	121 053 595	108 044
85020	Béarn	711	49 217 680	39 855
27028	Beauceville	6 297	502 792 323	748 613
31008	Beaulac-Garthyby	972	199 846 865	178 674
19105	Beaumont	2 984	375 048 980	334 970
21025	Beaupré	3 847	685 358 690	792 670
38010	Bécancour	13 543	1 686 348 811	2 510 879
46035	Bedford	2 556	223 966 232	200 310
46040	Bedford	698	91 569 296	81 987
94250	Bégin	828	61 914 365	55 246
89050	Belcourt	217	8 981 793	8 042
85065	Belleterre	296	13 807 754	12 238
88070	Berry	542	36 274 986	32 492
18065	Berthier-sur-Mer	1 635	233 582 290	208 745
52035	Berthierville	4 346	402 548 668	507 351
48005	Béthanie	315	46 131 287	40 813
13055	Biencourt	434	29 072 191	24 637
98005	Blanc-Sablon	1 093	80 208 076	71 679
83045	Blue Sea	656	169 940 903	151 751
80115	Boileau	336	88 784 079	79 372
21045	Boischatel	8 103	960 525 411	1 425 539
83085	Bois-Franc	412	37 392 002	33 567
45095	Bolton-Est	1 028	270 822 293	241 962
46065	Bolton-Ouest	634	240 098 531	214 339
05045	Bonaventure	2 690	238 721 150	213 290
NR050	Bonaventure	35	12 981 319	11 539
98010	Bonne-Espérance	659	26 307 517	23 427
42040	Bonsecours	624	99 268 775	88 813
83050	Bouchette	667	131 018 868	117 135
80145	Bowman	670	117 734 522	105 246
78075	Brébeuf	1 037	108 695 761	97 510
46090	Brigham	2 318	258 002 055	230 423

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

84005	Bristol	1 042	208 164 795	184 996
46070	Brome	293	42 045 629	37 413
76043	Brownsburg-Chatham	7 269	754 077 230	1 122 745
84025	Bryson	700	32 513 407	29 021
41070	Bury	1 139	152 411 361	136 016
12057	Cacouna	1 834	189 974 390	169 583
84030	Campbell's Bay	735	41 921 428	37 413
04047	Cap-Chat	2 327	156 583 567	139 862
05060	Caplan	1 980	147 276 535	131 471
18045	Cap-Saint-Ignace	3 105	278 722 437	264 340
34030	Cap-Santé	3 457	341 958 394	358 048
06013	Carleton-sur-Mer	4 015	375 518 410	451 056
05077	Cascapédia--Saint-Jules	741	56 516 218	50 350
07018	Causapscal	2 273	121 771 005	108 743
83040	Cayamant	808	151 373 783	135 317
91020	Chambord	1 743	209 659 334	187 416
37220	Champlain	1 909	224 391 498	200 353
88005	Champneuf	135	3 922 489	3 497
02028	Chandler	7 441	458 741 219	682 878
99020	Chapais	1 609	78 699 704	70 281
51080	Charette	986	69 430 502	61 889
NR160	Charlevoix	0	30 178 660	26 833
NR150	Charlevoix-Est	188	105 222 498	94 057
41020	Chartierville	282	55 743 035	50 358
21035	Château-Richer	4 288	448 371 341	558 400
87095	Chazel	296	14 595 826	12 937
80103	Chénéville	768	84 554 405	75 526
62047	Chertsey	4 816	757 209 132	1 022 044
39030	Chesterville	939	105 758 996	94 407
99025	Chibougamau	7 559	616 120 921	917 497
84090	Chichester	345	36 989 782	32 498
96035	Chute-aux-Outardes	1 481	61 120 411	54 546
79065	Chute-Saint-Philippe	948	153 727 080	137 415
84015	Clarendon	1 234	199 247 038	172 454
15035	Clermont	3 053	250 891 164	235 236
87110	Clermont	519	32 220 707	28 672
87075	Clerval	391	33 692 594	30 070
42110	Cleveland	1 552	183 498 424	163 989
03010	Cloridorme	626	35 428 515	31 938
44037	Coaticook	8 909	865 217 025	1 288 132
95050	Colombier	674	32 001 196	28 672
44071	Compton	3 174	397 748 765	376 929
41038	Cookshire-Eaton	5 432	498 805 195	742 669
71040	Coteau-du-Lac	7 221	1 034 232 026	1 539 885
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	831	49 885 327	44 406
30090	Courcelles	782	64 063 363	57 344
46080	Cowansville	14 727	1 267 598 100	1 887 442
61013	Crabtree	4 079	345 156 265	414 692
40047	Danville	3 833	287 032 017	331 823
39152	Daveluyville	2 336	170 397 681	152 100
13005	Dégelis	2 826	202 161 636	180 422
83070	Déléage	1 862	120 076 746	107 344
83005	Denholm	489	108 587 140	96 855
93005	Desbiens	1 007	56 113 328	50 001
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	872	93 108 497	83 218
34058	Deschambault-Grondines	2 246	418 691 566	374 132
31015	Disraeli	2 374	157 980 426	141 261
31020	Disraeli	1 138	151 881 056	135 666
44023	Dixville	714	81 964 559	73 078
92022	Dolbeau-Mistassini	14 039	1 076 530 474	1 602 823
34025	Donnacoona	7 337	719 889 916	1 071 695
33040	Dosquet	982	97 511 208	88 013
49058	Drummondville	78 345	7 121 318 982	12 193 008
41117	Dudswell	1 794	233 466 671	208 395
80135	Duhamel	433	259 036 653	231 861
85030	Duhamel-Ouest	879	104 689 785	93 201
69075	Dundee	372	89 606 628	78 672
46050	Dunham	3 524	511 763 123	551 058
87005	Duparquet	688	53 515 301	47 903
87085	Dupuy	907	45 952 514	40 910
49015	Durham-Sud	1 082	100 308 494	89 512
41060	East Angus	3 826	251 387 746	290 564
31122	East Broughton	2 192	110 301 326	97 899
46085	East Farnham	576	53 627 943	47 903
44010	East Hereford	264	43 590 773	38 812
45093	Eastman	2 069	509 386 494	454 902
83075	Egan-Sud	502	44 694 369	39 861
69050	Elgin	399	82 272 915	73 812
62053	Entrelacs	916	251 122 125	224 479
06025	Escuminac	539	43 859 125	39 161
10005	Esprit-Saint	326	20 758 020	18 532
77011	Estérel	205	309 885 324	276 927
46112	Farnham	9 604	823 780 079	1 226 593

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

80005	Fassett	448	46 343 795	41 259
94220	Ferland-et-Boilleau	565	60 503 492	52 999
79097	Ferme-Neuve	2 740	265 581 773	237 416
97035	Fermont	2 455	796 741 888	752 277
95045	Forestville	2 929	161 686 452	144 408
84060	Fort-Coulonge	1 382	57 938 622	51 749
38047	Fortierville	651	58 702 515	52 448
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 092	401 974 256	359 097
26005	Frampton	1 301	152 050 007	135 666
69010	Franklin	1 678	247 401 877	220 983
96015	Franquelin	290	16 752 100	15 003
46010	Frelighsburg	1 144	233 174 696	208 395
30025	Frontenac	1 763	215 857 415	192 660
85055	Fugèreville	316	25 109 996	20 368
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 079	470 590 676	420 286
87020	Gallichan	490	34 137 995	30 420
03005	Gaspé	15 179	1 334 429 510	1 986 745
92055	Girardville	986	67 835 912	60 490
96010	Godbout	254	14 838 058	13 206
69060	Godmanchester	1 423	210 210 701	185 970
76025	Gore	1 969	379 206 429	338 817
83032	Gracefield	2 458	459 117 658	416 694
02015	Grande-Rivière	3 429	194 311 377	203 500
35040	Grandes-Piles	445	88 763 873	79 601
03020	Grande-Vallée	1 060	76 414 150	68 183
09060	Grand-Métis	210	26 451 253	23 777
83095	Grand-Remous	1 147	113 227 605	101 051
50065	Grand-Saint-Esprit	484	55 444 473	49 651
76055	Grenville	1 787	134 237 528	119 932
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 841	402 381 277	359 446
98014	Gros-Mécatina	424	22 054 867	20 053
01042	Grosse-Île	469	30 261 627	27 517
08015	Grosses-Roches	381	25 832 054	23 077
85095	Guérin	332	24 495 937	21 492
39010	Ham-Nord	872	80 286 071	71 679
41075	Hampden	181	26 163 759	23 427
40005	Ham-Sud	232	49 050 090	42 996
76065	Harrington	840	286 950 425	256 298
45043	Hatley	689	234 165 691	209 094
45055	Hatley	2 188	402 306 697	359 446
69005	Havelock	747	129 012 584	115 967
98040	Havre-Saint-Pierre	3 395	411 881 836	427 268
93020	Hébertville	2 564	227 896 436	203 500
93025	Hébertville-Station	1 301	79 521 861	70 980
68010	Hemmingford	797	64 464 361	57 693
68015	Hemmingford	2 003	304 147 691	271 683
56042	Henryville	1 436	266 658 467	232 216
35035	Hérouxville	1 311	106 443 564	95 106
69045	Hinchinbrooke	2 141	239 578 234	213 989
19070	Honfleur	882	112 032 355	100 002
05025	Hope	580	35 269 260	31 469
05020	Hope Town	363	23 474 779	20 979
69025	Howick	817	61 638 535	54 896
78065	Huberdeau	889	96 742 509	86 365
71110	Hudson	5 292	1 141 501 151	1 649 693
69055	Huntingdon	2 511	161 105 210	144 058
32058	Inverness	902	154 401 374	136 921
31040	Irlande	869	90 843 845	81 120
78042	Ivry-sur-le-Lac	370	263 196 477	235 801
61025	Joliette	21 136	2 067 205 555	3 077 671
14050	Kamouraska	609	121 335 073	108 393
NR140	Kamouraska	10	4 515 461	3 787
83015	Kazabazua	978	146 867 474	131 121
79025	Kiamika	791	100 362 649	89 512
42070	Kingsbury	139	11 151 553	9 790
39097	Kingsey Falls	1 902	218 561 481	195 108
31105	Kinnear's Mills	359	56 247 535	50 350
85010	Kipawa	484	58 816 771	52 448
90017	La Bostonnais	605	44 644 634	39 861
78115	La Conception	1 370	307 808 267	274 830
88030	La Corne	749	85 246 127	75 827
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	78 876 670	69 958
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 095 912	4 546
91050	La Doré	1 386	90 514 043	80 771
19090	La Durantaye	781	86 820 511	77 624
29030	La Guadeloupe	1 774	118 425 764	105 946
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	47 345 467	42 308
NR040	La Haute-Gaspésie	192	25 044 609	22 378
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 507 766	5 944
79047	La Macaza	1 087	215 313 202	192 311
15013	La Malbaie	8 164	826 228 126	1 230 089
04030	La Martre	216	12 752 576	11 086
NR080	La Matanie	0	10 507 747	9 441

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NR070	La Matapédia	27	60 266 424	53 847
78130	La Minerve	1 231	393 140 853	351 055
NR090	La Mitis	0	26 174 370	23 427
88015	La Morandière	204	11 426 836	9 995
88045	La Motte	444	40 179 676	36 015
41027	La Patrie	793	96 120 649	86 299
14085	La Pocatière	4 040	400 390 257	480 777
54035	La Présentation	2 463	434 207 858	383 835
09005	La Rédemption	429	24 994 853	22 378
87080	La Reine	351	13 994 271	12 588
87090	La Sarre	7 319	555 949 038	827 635
10010	La Trinité-des-Monts	229	20 391 955	18 182
90012	La Tuque	10 933	974 438 787	1 450 722
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	26 741 580	23 794
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	630	82 510 334	73 777
50085	La Visitation-de-Yamaska	325	74 285 093	65 065
78120	Labelle	2 423	411 888 681	369 178
93055	Labrecque	1 350	112 072 980	99 718
22040	Lac Beauport	7 905	1 319 261 962	1 964 367
22030	Lac Delage	696	95 602 187	86 617
22015	Lac Saint-Joseph	262	332 026 087	296 508
07057	Lac-au-Saumon	1 400	75 752 831	67 833
35010	Lac-aux-Sables	1 283	229 900 103	205 248
91005	Lac-Bouchette	1 165	113 567 952	101 400
46075	Lac-Brome	5 595	1 380 547 049	2 055 627
13060	Lac-des-Aigles	517	32 372 668	29 021
79078	Lac-des-Écorces	2 775	247 944 515	221 332
80130	Lac-des-Plages	431	134 331 121	119 932
77055	Lac-des-Seize-Îles	158	96 090 265	85 666
30080	Lac-Drolet	1 033	110 072 024	98 253
79015	Lac-du-Cerf	482	108 238 813	96 855
90027	Lac-Édouard	184	54 941 378	48 952
28053	Lac-Etchemin	3 892	371 924 115	430 077
18010	Lac-Frontière	176	19 798 362	17 832
76020	Lachute	13 427	1 238 534 575	1 844 085
30030	Lac-Mégantic	5 601	523 646 919	779 733
56023	Lacolle	2 655	325 266 824	290 564
29095	Lac-Poulin	146	52 395 689	46 854
79060	Lac-Saguay	456	85 583 301	76 575
83020	Lac-Sainte-Marie	601	260 994 920	233 220
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 417 462	12 937
79105	Lac-Saint-Paul	477	77 782 714	70 704
34120	Lac-Sergent	505	122 386 480	109 442
80095	Lac-Simon	969	401 347 890	358 397
78095	Lac-Supérieur	1 906	541 357 158	483 574
85070	Laforce	550	12 104 578	10 839
93060	Lamarche	481	51 978 492	46 504
30095	Lambton	1 607	258 897 308	231 123
88035	Landrienne	934	65 291 543	58 393
21040	L'Ange-Gardien	3 807	430 060 515	497 211
52017	Lanoraie	5 017	542 155 751	746 812
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 242	155 691 630	139 163
78015	Lantier	903	239 501 906	213 989
79050	L'Ascension	824	122 103 877	109 093
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 044	174 091 764	155 597
06060	L'Ascension-de-Patapédia	163	10 208 911	9 091
85060	Latulipe-et-Gaboury	290	19 116 953	15 906
88080	Launay	217	12 864 746	11 224
33060	Laurier-Station	2 576	261 508 204	233 570
32072	Laurierville	1 322	128 992 852	115 386
52007	Lavaltrie	14 157	1 293 445 983	1 925 905
49025	L'Avenir	1 388	138 082 909	123 813
85052	Laverlochère-Angliers	958	73 025 494	63 632
42045	Lawrenceville	632	53 316 887	47 553
NR910	Le Domaine-du-Roy	36	72 110 945	64 337
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	48	552 382 271	492 960
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 180 177	1 049
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 156	128 414 972	115 568
33123	Leclercville	479	68 730 228	61 539
49020	Lefebvre	948	81 886 577	73 078
13050	Lejeune	266	23 041 640	19 905
38020	Lemieux	303	31 716 987	28 322
60037	L'Épiphanie	8 899	766 602 297	977 638
NR110	Les Basques	0	691 169	699
95018	Les Bergeronnes	640	52 121 036	46 061
71050	Les Cèdres	7 076	816 708 714	1 216 103
71033	Les Coteaux	5 477	503 326 975	749 313
16048	Les Éboulements	1 327	256 804 286	229 374
95025	Les Escoumins	1 845	137 854 777	123 079
09015	Les Hauteurs	478	28 188 833	25 215
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 146	968 400 934	1 441 981
08005	Les Méchins	940	75 454 313	67 484
71095	L'Île-Cadieux	129	72 006 834	64 337

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

98020	L'île-d'Anticosti	199	37 986 776	33 917
84035	L'île-du-Grand-Calumet	634	89 039 771	79 372
71060	L'île-Perrot	11 281	1 139 694 691	1 696 880
41085	Lingwick	456	82 504 194	73 777
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 316	290 978 623	259 794
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 106	167 445 531	149 653
17078	L'Islet	3 787	313 927 714	358 951
12043	L'Isle-Verte	1 279	121 708 644	108 743
84040	Litchfield	459	96 237 487	85 732
80055	Lochaber	431	48 936 730	43 707
80060	Lochaber-Partie-Ouest	888	103 198 676	92 309
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	428	31 106 731	28 231
95032	Longue-Rive	966	47 469 776	42 574
85037	Lorrainville	1 233	86 563 665	77 274
33115	Lotbinière	791	156 278 178	139 513
51015	Louiseville	7 176	597 575 511	889 874
83010	Low	1 022	175 488 167	156 646
32065	Lyster	1 621	152 541 410	136 366
87058	Macamic	2 717	155 571 989	138 813
39165	Maddington Falls	430	28 911 547	25 875
89015	Malartic	3 274	317 618 360	312 243
52095	Mandeville	2 194	323 206 440	288 816
NR960	Manicouagan	86	64 153 748	57 344
83065	Maniwaki	3 832	243 414 828	283 488
38028	Manseau	807	74 733 127	66 784
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 353	223 383 055	199 654
06005	Maria	2 683	234 561 205	209 444
NR920	Maria-Chapdelaine	237	114 119 781	102 100
42065	Maricourt	430	61 240 286	53 468
55048	Marieville	11 179	1 113 694 368	1 658 068
04025	Marsoui	273	12 544 258	11 189
30035	Marston	720	96 719 064	86 365
44060	Martinville	445	45 762 853	40 910
51008	Maskinongé	2 347	216 166 212	190 945
53010	Massueville	525	36 147 684	32 168
99015	Matagami	1 418	95 080 459	84 966
08053	Matane	14 142	1 212 191 841	1 807 193
06045	Matapédia	618	50 550 427	45 106
NR620	Matawinie	103	83 200 275	74 477
80065	Mayo	665	101 156 096	90 211
NR350	Mékinac	5	74 234 496	66 384
42075	Melbourne	1 064	160 205 210	143 009
83060	Messines	1 641	207 248 273	184 968
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 928	370 879 466	438 119
09048	Métis-sur-Mer	551	101 581 284	90 911
30040	Milan	312	48 101 225	43 008
76030	Mille-Isles	1 622	271 011 968	243 240
85075	Moffet	191	19 878 419	17 340
78055	Montcalm	625	132 531 100	118 533
14005	Mont-Carmel	1 123	89 908 677	80 421
83088	Montcerf-Lytton	628	56 008 234	50 001
80010	Montebello	949	109 994 192	98 900
09077	Mont-Joli	6 213	480 392 882	715 396
79088	Mont-Laurier	14 149	1 337 981 099	1 991 990
18050	Montmagny	11 078	1 009 481 392	1 502 821
80090	Montpellier	1 012	123 335 930	110 142
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 203	471 876 796	445 129
79110	Mont-Saint-Michel	585	61 003 409	54 546
04015	Mont-Saint-Pierre	162	10 928 334	9 977
77050	Morin-Heights	4 333	880 785 262	1 110 157
80085	Mulgrave-et-Derry	359	148 576 654	132 869
03025	Murdochville	594	18 627 358	16 783
80110	Namur	571	55 675 396	49 651
30045	Nantes	1 413	115 462 948	103 148
68030	Napierville	4 110	400 977 530	490 824
98025	Natashquan	270	16 635 756	15 194
85100	Nédélec	339	27 270 788	24 285
34007	Neuville	4 440	554 089 902	709 452
05040	New Carlisle	1 410	101 267 202	90 561
05070	New Richmond	3 709	287 921 812	325 879
41037	Newport	743	132 013 571	120 467
50072	Nicolet	8 454	846 273 981	1 260 160
79030	Nomingue	2 095	458 897 859	409 797
92040	Normandin	3 017	226 932 729	207 346
87115	Normétal	779	19 217 367	17 133
45050	North Hatley	651	186 191 013	167 484
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	757	92 380 408	82 519
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	293	92 564 161	82 519
39015	Notre-Dame-de-Ham	416	31 507 774	27 972
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	937	283 109 079	252 801
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	644	71 836 087	66 524
71065	Notre-Dame-de-l'île-Perrot	11 214	1 438 161 527	2 141 293
92060	Notre-Dame-de-Lorette	179	13 917 135	12 143

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32080	Notre-Dame-de-Lourdes	697	85 673 146	75 710
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 909	247 551 560	220 983
35005	Notre-Dame-de-Montauban	740	125 358 281	111 890
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	796	177 132 313	158 394
30010	Notre-Dame-des-Bois	960	116 488 015	104 197
15025	Notre-Dame-des-Monts	806	47 878 820	42 658
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 044	148 536 903	132 520
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 718	134 223 664	118 229
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 454	887 275 808	1 321 000
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	35	34 835 179	31 119
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	668	109 885 790	98 180
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 624	105 926 800	93 011
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 000	125 570 539	112 240
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 568	390 702 298	348 957
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 970	405 171 710	603 156
85090	Notre-Dame-du-Nord	994	83 883 277	74 826
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 159	185 089 470	165 387
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	377	43 961 018	39 415
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudou	886	106 169 577	94 757
06020	Nouvelle	1 712	131 909 260	117 834
56015	Noyan	1 448	218 150 021	192 818
45020	Ogden	736	227 391 758	203 150
72032	Oka	5 852	528 589 097	787 075
69037	Ormstown	3 682	449 273 326	497 211
84055	Otter Lake	929	200 159 311	178 674
13015	Packington	597	49 878 270	45 601
09040	Padoue	236	14 812 911	13 287
87025	Palmarolle	1 408	103 461 580	94 028
80037	Papineauville	2 092	210 407 313	188 115
38055	Parisville	518	51 437 973	45 805
05032	Paspébiac	3 096	220 747 757	206 802
02005	Percé	3 051	230 532 189	210 493
92010	Péribonka	497	122 521 350	109 442
16005	Petite-Rivière-Saint-François	851	366 045 905	326 928
03015	Petite-Vallée	174	11 158 424	10 140
94205	Petit-Saguenay	614	45 941 599	40 910
77030	Piedmont	3 129	666 066 524	631 479
50113	Pierreville	2 192	206 246 265	184 269
46025	Pike River	512	92 221 720	82 018
71070	Pincourt	14 968	1 644 011 290	2 447 591
30020	Piopolis	348	89 699 807	80 071
80045	Plaisance	1 102	93 213 561	83 218
32040	Plessisville	6 583	449 681 304	669 591
32045	Plessisville	2 628	255 416 154	228 325
13095	Pohénégamook	2 495	208 300 249	186 017
06030	Pointe-à-la-Croix	1 386	82 579 756	73 777
96030	Pointe-aux-Outardes	1 305	99 479 895	88 813
71055	Pointe-des-Cascades	1 738	148 710 373	127 351
71140	Pointe-Fortune	582	62 117 065	55 595
96025	Pointe-Lebel	1 861	122 143 241	109 093
NR840	Pontiac	5	20 911 863	17 883
34017	Pont-Rouge	9 874	876 902 981	1 305 615
84020	Portage-du-Fort	215	19 201 739	17 133
97022	Port-Cartier	6 574	715 942 016	1 066 101
02047	Port-Daniel-Gascons	2 236	136 211 512	108 585
34048	Portneuf	3 240	291 129 181	291 888
NR340	Portneuf	0	56 387 225	50 350
95040	Portneuf-sur-Mer	613	33 406 721	30 549
45030	Potton	1 817	702 787 715	627 982
87035	Poularies	692	31 973 821	28 672
88090	Preissac	900	140 089 279	125 177
75040	Prévost	13 328	1 422 882 336	2 118 565
09065	Price	1 751	74 331 387	66 435
32033	Princeville	6 230	491 145 894	731 130
42032	Racine	1 372	230 169 505	205 598
96040	Ragueneau	1 324	58 315 565	52 099
87010	Rapide-Danleur	336	32 730 618	29 312
84100	Rapides-des-Joachims	149	19 404 187	16 664
62037	Rawdon	11 402	1 174 886 148	1 749 328
85105	Rémigny	265	26 072 793	21 651
42098	Richmond	3 265	229 035 222	225 178
71133	Rigaud	7 970	1 075 180 547	1 600 725
10043	Rimouski	49 507	4 719 874 099	7 027 384
NR100	Rimouski-Neigette	10	7 961 886	7 142
80078	Ripon	1 617	203 997 449	182 171
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	164	11 996 793	10 839
04020	Rivière-à-Claude	125	9 101 802	8 042
34135	Rivière-à-Pierre	550	125 015 026	111 540
98055	Rivière-au-Tonnerre	264	23 697 786	21 069
71005	Rivière-Beaudette	2 321	268 821 862	240 214
13025	Rivière-Bleue	1 198	74 908 552	66 784
12072	Rivière-du-Loup	20 017	1 905 314 613	2 836 758
94215	Rivière-Éternité	412	35 034 459	31 469

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

89010	Rivière-Héva	1 496	137 057 509	122 380
14065	Rivière-Ouelle	967	144 657 339	129 373
79037	Rivière-Rouge	4 430	554 106 077	719 299
98050	Rivière-Saint-Jean	211	13 031 152	11 853
91025	Roberval	9 886	833 385 689	1 240 929
88010	Rochebaucourt	130	5 858 159	5 245
87015	Roquemaure	405	25 662 156	25 083
55037	Rougemont	2 819	349 283 012	311 893
86042	Rouyn-Noranda	43 011	4 324 119 494	6 438 214
48015	Roxton	1 091	160 132 390	143 009
48010	Roxton Falls	1 310	94 654 872	84 617
47047	Roxton Pond	4 092	447 492 432	537 421
95010	Sacré-Coeur	1 790	125 190 458	111 890
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	536	63 868 824	56 994
17015	Saint-Adalbert	485	53 316 939	47 553
08030	Saint-Adelme	505	33 417 934	29 721
35015	Saint-Adelphe	945	107 048 080	95 456
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 526	997 012 532	1 073 793
40010	Saint-Adrien	515	54 291 850	47 386
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	396	41 524 608	37 064
33045	Saint-Agapit	4 457	392 439 645	502 456
53015	Saint-Aimé	458	137 358 082	108 553
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 112	121 713 241	108 743
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	785	91 479 544	81 819
34097	Saint-Alban	1 199	150 432 546	133 991
39085	Saint-Albert	1 675	152 665 335	135 093
56055	Saint-Alexandre	2 540	352 218 260	292 453
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 217	174 420 263	155 947
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	284	16 268 840	14 391
63023	Saint-Alexis	1 322	192 242 766	168 993
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	498	26 643 808	23 777
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 901	366 935 858	327 628
27015	Saint-Alfred	517	49 920 706	44 756
05065	Saint-Alphonse	707	39 823 724	35 665
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 269	404 705 240	397 559
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 248	463 303 013	455 252
94255	Saint-Ambroise	3 996	320 359 236	378 178
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 951	430 728 855	508 749
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 064	243 562 734	222 968
14040	Saint-André	679	65 228 352	58 393
80027	Saint-André-Avellin	3 744	341 239 992	386 020
76008	Saint-André-d'Argenteuil	2 976	362 071 575	323 432
06040	Saint-André-de-Restigouche	155	10 435 809	9 441
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	466	34 970 909	31 071
69070	Saint-Anicet	2 669	541 203 732	483 574
19062	Saint-Anselme	4 000	407 699 568	481 476
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	136	40 632 437	36 364
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 640	285 583 384	255 249
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 706	282 281 511	252 102
12015	Saint-Antonin	4 219	307 015 789	382 524
33090	Saint-Apollinaire	7 093	687 865 733	1 016 896
46017	Saint-Armand	1 227	221 466 469	197 905
12065	Saint-Arsène	1 221	97 597 711	87 064
13100	Saint-Athanase	306	20 880 784	18 532
17055	Saint-Aubert	1 453	186 371 319	166 436
92005	Saint-Augustin	339	22 696 020	20 228
98012	Saint-Augustin	668	28 627 759	25 903
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	696	79 059 225	70 630
51025	Saint-Barnabé	1 192	103 739 716	91 685
54105	Saint-Barnabé-Sud	875	195 831 225	165 838
52055	Saint-Barthélemy	2 030	225 625 064	195 794
34038	Saint-Basile	2 674	262 898 350	234 969
28025	Saint-Benjamin	1 009	82 597 034	73 777
29100	Saint-Benoît-Labre	1 623	173 719 796	155 247
26055	Saint-Bernard	2 470	272 571 368	243 360
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 600	292 747 776	244 624
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	598	141 705 324	120 835
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 113	336 231 433	296 956
49125	Saint-Bonaventure	1 030	138 991 276	112 113
51085	Saint-Boniface	4 994	371 565 748	507 001
93030	Saint-Bruno	2 937	237 066 334	211 891
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 125	106 555 350	93 657
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	534	45 530 980	40 560
63055	Saint-Calixte	6 402	555 220 022	826 587
40025	Saint-Camille	536	58 595 619	52 448
28070	Saint-Camille-de-Lellis	727	64 126 145	57 344
34078	Saint-Casimir	1 435	113 796 054	101 750
50030	Saint-Célestin	862	61 404 993	54 896
50035	Saint-Célestin	598	101 913 027	89 829
55023	Saint-Césaire	5 922	690 026 213	1 025 923
61035	Saint-Charles-Borromée	14 575	1 305 822 816	1 944 087
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 492	273 531 137	244 409
94260	Saint-Charles-de-Bourget	775	68 686 203	61 190

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

09010	Saint-Charles-Garnier	232	15 832 995	13 986
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 720	319 596 836	285 611
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 095	284 282 449	259 445
69017	Saint-Chrysostome	2 721	298 339 203	264 598
42100	Saint-Claude	1 190	149 460 437	133 569
11005	Saint-Clément	470	33 208 113	29 585
07090	Saint-Cléophas	333	19 812 290	17 832
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	219	28 354 315	25 175
71045	Saint-Clet	1 797	235 401 518	207 854
62065	Saint-Côme	2 277	443 858 789	396 510
29057	Saint-Côme-Linière	3 256	234 381 895	230 423
52062	Saint-Cuthbert	1 869	254 489 495	221 869
12005	Saint-Cyprien	1 079	72 969 605	65 036
28040	Saint-Cyprien	488	41 595 185	37 064
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	729	82 691 911	73 777
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 896	408 390 102	551 407
07105	Saint-Damase	347	28 423 521	24 829
54017	Saint-Damase	2 521	395 904 434	352 191
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	535	54 267 455	48 602
62075	Saint-Damien	2 175	307 968 475	275 179
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 877	182 618 063	163 289
53005	Saint-David	861	170 027 420	134 896
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 880	883 358 361	795 216
14055	Saint-Denis-De La Boutellerie	510	93 521 266	83 568
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 385	661 194 357	833 580
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 303	367 011 079	330 543
52090	Saint-Didace	682	123 877 022	110 491
54060	Saint-Dominique	2 600	341 106 059	303 041
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	445	27 936 479	24 649
09030	Saint-Donat	841	72 493 456	64 686
62060	Saint-Donat	4 002	1 428 059 933	1 715 062
77022	Sainte-Adèle	13 495	1 872 410 455	2 787 806
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 130	160 489 286	143 359
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	10 832	1 606 387 063	2 391 646
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	940	57 203 445	51 050
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 770	232 616 400	205 248
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	612	45 719 991	40 910
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 889	284 872 098	254 549
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 953	197 436 078	177 802
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 606	140 541 111	125 526
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	632	78 287 735	69 931
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 138	295 867 961	261 248
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 633	753 695 547	834 279
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 766	265 170 783	236 717
79115	Sainte-Anne-du-Lac	558	75 225 296	67 516
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	536	65 941 009	58 742
28015	Sainte-Aurélien	832	90 425 953	80 771
69065	Sainte-Barbe	1 424	232 954 601	208 045
62020	Sainte-Béatrix	2 137	251 598 324	224 829
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 414	294 650 273	254 756
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 059	768 883 041	1 144 773
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	708	109 061 970	97 161
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	8 047	871 475 312	1 297 573
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	382	39 746 075	35 665
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 229	242 136 275	216 437
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	865	92 899 014	82 868
48020	Sainte-Christine	712	98 840 889	87 069
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	594	137 596 346	121 390
19055	Sainte-Claire	3 484	355 054 852	371 684
68020	Sainte-Clotilde	2 386	265 884 285	237 416
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	558	65 919 771	58 780
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 582	148 252 278	132 520
33102	Sainte-Croix	2 513	317 503 987	283 571
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	768	97 877 058	87 414
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	375	20 494 117	18 182
68045	Saint-Édouard	1 373	216 573 472	189 285
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	609	50 833 035	43 776
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 192	153 766 063	137 415
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	716	58 576 552	52 448
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	542	86 851 035	77 624
52030	Sainte-Élisabeth	1 441	218 910 152	195 458
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	377	55 069 953	49 301
62070	Sainte-Émilie-de-l'Énergie	1 638	186 819 674	166 786
50005	Sainte-Eulalie	944	119 532 255	106 121
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	329	28 274 391	25 175
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	962	151 710 126	135 666
08023	Sainte-Félicité	1 106	67 552 444	60 490
17025	Sainte-Félicité	364	26 521 474	23 102
09085	Sainte-Flavie	886	89 074 986	79 722
07010	Sainte-Florence	366	18 002 223	16 084
11030	Sainte-Françoise	395	31 299 339	27 972
38035	Sainte-Françoise	451	52 675 195	47 204
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	996	131 608 713	117 484

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 346	260 413 179	232 521
87030	Sainte-Germaine-Boulé	963	50 676 685	45 106
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	777	48 366 384	42 850
91030	Sainte-Hedwidge	873	58 389 123	52 099
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 691	259 358 468	231 167
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	401	54 247 830	48 602
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	893	65 972 930	59 092
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	382	22 574 251	20 397
26040	Sainte-Hénédine	1 328	134 981 745	120 631
07040	Sainte-Irène	320	39 269 461	34 950
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	285	22 962 581	20 630
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 043	74 989 112	67 134
63060	Sainte-Julienne	10 678	862 790 246	1 284 636
28045	Sainte-Justine	1 811	126 541 581	112 939
71115	Sainte-Justine-de-Newton	971	201 132 922	169 436
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 878	204 660 293	182 870
11035	Saint-Éloi	296	29 034 451	25 875
17060	Sainte-Louise	679	56 340 286	50 350
50095	Saint-Elphège	273	65 210 490	53 099
09092	Sainte-Luce	2 771	266 560 416	238 116
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	271	24 889 556	22 378
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 376	200 453 869	179 108
05050	Saint-Elzéar	440	26 990 327	24 126
26022	Saint-Elzéar	2 530	239 657 906	213 989
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	324	22 051 935	19 581
54025	Sainte-Madeleine	2 265	214 504 210	191 611
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madelei	277	24 263 827	21 679
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 672	190 285 497	169 933
26035	Sainte-Marguerite	1 133	128 647 092	115 037
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 079	582 506 150	529 708
07005	Sainte-Marguerite-Marie	168	10 974 112	9 790
26030	Sainte-Marie	13 606	1 286 211 485	1 993 573
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	456	47 120 097	41 959
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 914	392 347 471	347 737
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 213	113 008 565	101 051
71110	Sainte-Marthe	1 030	232 323 758	201 522
70012	Sainte-Martine	5 640	613 223 046	912 952
61050	Sainte-Mélanie	3 142	342 432 899	324 481
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	480	71 332 651	63 637
50057	Sainte-Monique	518	92 164 297	80 759
93075	Sainte-Monique	863	144 609 540	129 023
08040	Sainte-Paule	245	30 598 711	27 001
17030	Sainte-Perpétue	1 588	99 207 423	88 463
50050	Sainte-Perpétue	981	145 360 747	123 798
20030	Sainte-Pétronille	1 086	196 576 664	175 527
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 381	211 422 602	188 814
12030	Saint-Épiphanie	839	57 423 917	51 399
31050	Sainte-Praxède	315	103 629 933	92 659
11015	Sainte-Rita	294	22 564 225	20 280
28030	Sainte-Rose-de-Watford	730	65 844 281	58 742
94230	Sainte-Rose-du-Nord	414	52 654 717	47 204
28065	Sainte-Sabine	353	35 115 371	31 245
46105	Sainte-Sabine	1 103	148 998 127	133 219
39105	Sainte-Séraphine	372	53 008 808	47 204
75028	Sainte-Sophie	17 184	1 451 436 119	2 160 873
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	698	72 271 274	64 686
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	584	79 070 059	69 550
63030	Saint-Esprit	2 014	299 895 684	267 836
35050	Sainte-Thècle	2 429	218 622 940	195 458
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	995	54 124 614	48 253
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	558	101 197 524	90 561
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	957	151 580 036	134 163
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	735	164 572 420	146 855
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 636	345 285 411	454 203
49105	Saint-Eugène	1 138	158 978 705	141 960
92065	Saint-Eugène-d'Argenteau	457	33 657 110	30 070
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	456	46 560 214	40 761
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	393	43 375 061	38 812
51040	Sainte-Ursule	1 345	120 099 154	107 344
13030	Saint-Eusèbe	587	43 821 271	39 008
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	566	83 902 141	74 826
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 478	272 942 588	243 710
10070	Saint-Fabien	1 799	169 547 561	154 537
18015	Saint-Fabien-de-Panet	925	72 898 931	65 036
78047	Saint-Faustin--Lac-Carré	3 584	634 518 439	686 213
91042	Saint-Félicien	10 266	928 064 193	1 381 840
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	939	64 918 305	57 854
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 468	174 499 331	155 947
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 682	644 142 768	959 106
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 009	137 294 945	122 729
32013	Saint-Ferdinand	2 050	269 572 165	240 913
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 462	659 472 659	678 714
33052	Saint-Flavien	1 624	168 176 574	150 352

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31030	Saint-Fortunat	262	39 192 947	34 966
06055	Saint-François-d'Assise	631	31 734 175	28 322
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 627	173 938 384	159 072
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	569	137 992 858	123 429
91015	Saint-François-de-Sales	628	41 341 732	37 064
50128	Saint-François-du-Lac	1 966	189 722 385	169 583
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 387	220 448 131	196 856
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	249	19 195 898	17 133
27065	Saint-Frédéric	1 076	99 361 244	88 813
94235	Saint-Fulgence	2 113	181 973 865	162 590
52080	Saint-Gabriel	2 673	161 237 362	144 058
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 654	318 668 789	284 620
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 149	86 737 980	77 624
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 560	405 184 571	427 214
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	695	38 399 164	34 266
93035	Saint-Gédéon	2 164	294 155 108	262 941
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 157	158 348 517	141 611
29073	Saint-Georges	33 348	2 828 074 954	4 210 556
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 160	220 586 689	197 206
40032	Saint-Georges-de-Windsor	958	96 632 932	86 365
53085	Saint-Gérard-Majella	230	52 532 198	42 284
14045	Saint-Germain	283	33 226 441	29 721
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 979	506 998 149	691 969
19075	Saint-Gervais	2 197	229 923 030	205 248
34060	Saint-Gilbert	297	26 748 432	23 572
33035	Saint-Gilles	2 686	270 815 826	241 962
05015	Saint-Godefroi	335	21 823 915	19 581
49113	Saint-Guillaume	1 486	184 967 337	165 387
11020	Saint-Guy	53	12 302 025	11 367
19068	Saint-Henri	5 705	665 033 451	990 225
93070	Saint-Henri-de-Taillon	877	127 855 546	114 337
44015	Saint-Herménégilde	704	128 475 485	114 320
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	42 180 984	37 763
16050	Saint-Hilarion	1 118	113 799 094	101 354
75045	Saint-Hippolyte	9 886	1 330 235 854	1 980 451
94240	Saint-Honoré	6 026	509 649 088	758 753
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 548	165 370 820	147 555
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	736	47 883 233	41 404
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 350	140 124 955	125 177
54100	Saint-Hugues	1 352	227 893 088	197 539
54048	Saint-Hyacinthe	56 886	6 307 586 949	10 799 717
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 054	204 509 104	182 520
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	699	117 888 994	105 246
15005	Saint-Irénée	652	132 565 334	118 533
26063	Saint-Isidore	3 072	364 955 791	333 222
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	666	101 323 006	92 244
63013	Saint-Jacques	4 148	435 397 189	520 992
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	681	76 129 624	68 183
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	178	36 291 399	32 179
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 922	266 193 367	233 445
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 043	105 531 878	94 407
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	363	47 913 458	42 658
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	168	10 077 000	8 913
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 596	90 943 019	81 120
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	240	27 459 897	24 729
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 253	253 563 998	226 577
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 517	550 961 070	716 445
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 418	329 355 033	342 342
21020	Saint-Joachim	1 415	145 014 143	129 373
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 369	171 201 338	152 800
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 891	386 518 262	521 687
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 718	200 044 107	178 674
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	391	32 840 142	29 371
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	539	45 435 401	40 560
27050	Saint-Joseph-des-Érables	412	46 061 226	41 259
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 608	197 135 990	176 569
54110	Saint-Jude	1 352	193 990 633	168 215
27055	Saint-Jules	550	53 515 146	47 903
31035	Saint-Julien	368	51 501 922	45 770
18005	Saint-Just-de-Bretenières	656	50 050 081	45 176
13040	Saint-Juste-du-Lac	574	47 216 555	41 916
51045	Saint-Justin	994	118 973 117	105 430
87120	Saint-Lambert	197	6 336 882	5 594
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 762	724 265 251	1 078 339
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 812	329 851 871	294 760
71105	Saint-Lazare	21 250	2 720 483 872	4 050 414
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 319	127 695 570	113 988
08065	Saint-Léandre	366	29 985 347	26 924
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 449	252 500 966	222 456
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 132	128 360 549	114 687
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 110	108 134 617	97 286
07030	Saint-Léon-le-Grand	946	54 323 104	48 602
51035	Saint-Léon-le-Grand	923	119 578 431	103 326

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

54072	Saint-Liboire	3 066	361 670 796	318 979
63065	Saint-Liguori	2 017	238 674 283	211 161
63048	Saint-Lin--Laurentides	22 663	1 770 540 689	2 632 411
54120	Saint-Louis	717	116 245 144	100 673
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 139	115 863 355	103 498
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	362	42 332 540	37 763
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 669	240 862 174	215 038
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 248	71 737 371	63 987
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	435	56 699 327	50 654
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	558	53 028 376	47 204
49030	Saint-Lucien	1 749	175 582 908	156 995
30072	Saint-Ludger	1 045	93 273 312	83 218
93080	Saint-Ludger-de-Milot	631	57 252 321	51 050
28075	Saint-Magloire	656	76 324 509	68 183
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 391	139 152 854	124 477
19025	Saint-Malachie	1 527	152 796 779	136 366
44003	Saint-Malo	480	74 526 698	66 689
88040	Saint-Marc-de-Figuery	891	79 057 140	69 601
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 936	223 985 944	200 003
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	385	38 131 831	33 127
17020	Saint-Marcel	418	48 561 565	43 357
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	519	120 126 222	102 985
10025	Saint-Marcellin	345	43 935 183	40 276
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 187	364 630 635	325 879
29045	Saint-Martin	2 550	187 597 143	167 485
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	663	87 496 496	78 323
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	779	83 380 867	74 420
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 358	233 191 353	208 395
37230	Saint-Maurice	3 410	265 075 619	277 627
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 088	60 197 855	53 847
11025	Saint-Médard	194	11 314 338	9 989
68050	Saint-Michel	3 454	458 374 821	480 078
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 804	271 204 645	242 717
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 365	480 512 432	429 377
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 059	71 503 816	63 987
12020	Saint-Modeste	1 163	96 080 167	85 666
07095	Saint-Moïse	568	35 457 841	32 606
37240	Saint-Narcisse	1 812	157 032 236	140 212
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 126	149 796 069	133 918
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 008	92 993 622	83 218
93045	Saint-Nazaire	2 073	151 424 398	135 317
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	852	141 818 813	124 193
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	355	35 876 067	32 168
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	737	76 213 538	68 183
07100	Saint-Noël	401	18 180 653	16 084
52070	Saint-Norbert	1 038	126 686 993	113 289
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 205	136 022 244	121 680
09055	Saint-Octave-de-Métis	516	34 139 304	30 420
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 379	127 399 271	113 638
17005	Saint-Omer	268	30 705 019	26 823
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	554	38 252 150	34 266
53032	Saint-Ours	1 693	261 489 677	233 570
14070	Saint-Pacôme	1 555	110 850 746	98 953
17010	Saint-Pamphile	2 358	146 522 495	130 771
14018	Saint-Pascal	3 468	259 669 211	272 032
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 062	136 384 284	124 413
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 309	350 956 332	313 641
61005	Saint-Paul	6 331	545 909 133	810 119
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	3 019	397 156 357	362 593
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	306	26 317 749	23 427
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 108	294 953 796	263 641
18030	Saint-Paul-de-Montminy	779	88 960 436	79 372
51060	Saint-Paulin	1 514	124 241 410	110 846
19005	Saint-Philémon	709	97 360 395	87 064
29065	Saint-Philibert	352	43 110 595	38 462
14060	Saint-Philippe-de-Néri	807	55 016 247	49 301
54008	Saint-Pie	5 782	679 760 917	1 006 256
49130	Saint-Pie-de-Guire	448	78 621 130	66 523
61020	Saint-Pierre	293	44 067 138	39 511
32050	Saint-Pierre-Baptiste	523	84 144 104	75 176

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31135	Saint-Pierre-de-Broughton	887	104 763 515	93 944
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	109	14 102 191	12 588
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	913	99 002 170	88 463
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	2 102	248 954 475	222 381
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 090	120 201 088	107 344
72043	Saint-Placide	1 753	284 799 017	254 549
71020	Saint-Polycarpe	2 388	319 230 029	285 319
91035	Saint-Prime	2 768	215 422 925	192 311
28020	Saint-Prosper	3 579	233 122 668	251 053
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	536	67 613 960	60 490
19082	Saint-Raphaël	2 345	225 960 638	201 751
34128	Saint-Raymond	10 758	1 185 880 438	1 765 762
68055	Saint-Rémi	8 847	991 971 574	1 476 946
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	456	65 546 453	58 393
29050	Saint-René	799	66 680 725	58 647
08035	Saint-René-de-Matane	985	58 165 434	52 099
53020	Saint-Robert	1 772	195 097 567	174 129
30070	Saint-Robert-Bellarmin	568	53 207 016	47 553
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 373	647 441 340	944 090
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	306	61 463 267	54 896
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 300	225 511 276	201 402
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	938	111 942 456	100 002
63040	Saint-Roch-Ouest	279	72 893 922	62 255
30100	Saint-Romain	713	94 348 332	84 267
39145	Saint-Rosaire	862	118 763 156	105 946
39130	Saint-Samuel	773	69 778 702	62 239
26010	Saints-Anges	1 176	121 779 740	108 743
77043	Saint-Sauveur	10 874	2 324 400 160	3 460 894
30085	Saint-Sébastien	651	63 968 518	56 994
56050	Saint-Sébastien	707	209 537 789	176 486
51030	Saint-Sévère	318	40 958 553	35 266
27070	Saint-Séverin	276	42 864 249	38 462
35020	Saint-Séverin	839	63 048 886	56 295
05055	Saint-Siméon	1 163	83 846 592	74 826
15058	Saint-Siméon	1 157	116 445 876	104 197
11055	Saint-Simon	425	55 397 997	49 651
54090	Saint-Simon	1 425	218 957 807	190 919
29125	Saint-Simon-les-Mines	598	52 818 628	47 204
80070	Saint-Sixte	483	50 803 298	45 455
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	265	94 102 030	83 917
37245	Saint-Stanislas	1 013	114 572 326	102 449
92070	Saint-Stanislas	381	27 418 099	24 476
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 745	258 429 494	230 773
38005	Saint-Sylvère	784	80 637 336	72 029
33007	Saint-Sylvestre	1 033	139 460 062	124 477
71015	Saint-Télesphore	783	162 086 370	140 171
07070	Saint-Tharcisius	422	23 555 876	20 942
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 519	181 412 219	158 131
29005	Saint-Théophile	703	100 807 451	90 211
61027	Saint-Thomas	3 481	430 473 654	450 706
92045	Saint-Thomas-Didyme	669	58 647 140	52 448
34085	Saint-Thuribe	290	34 445 404	30 709
35027	Saint-Tite	3 699	347 935 226	384 971
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 445	178 108 425	159 093
34090	Saint-Ubalde	1 372	211 630 397	189 164
08073	Saint-Ulric	1 571	126 498 080	112 939
16055	Saint-Urbain	1 370	140 686 821	125 526
70005	Saint-Urbain-Premier	1 294	195 451 734	172 898
56030	Saint-Valentin	437	117 676 525	103 137
39135	Saint-Valère	1 254	134 759 742	120 282
10060	Saint-Valérien	852	73 245 359	65 386
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 807	276 161 299	243 466
19117	Saint-Vallier	1 085	139 934 908	125 177
44005	Saint-Venant-de-Paquette	96	26 543 433	23 777
07075	Saint-Vianney	433	28 051 231	24 795
27008	Saint-Victor	2 442	234 618 005	209 444
50023	Saint-Wenceslas	1 165	137 548 990	120 023
28005	Saint-Zacharie	1 658	126 221 575	112 589
62080	Saint-Zénon	1 116	206 978 445	184 968
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	352	30 264 603	26 924
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	694	124 628 484	99 571
71025	Saint-Zotique	8 952	904 147 885	1 346 175
70052	Salaberry-de-Valleyfield	42 410	4 028 167 023	5 997 298
07085	Sayabec	1 752	139 414 443	124 477

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

97040	Schefferville	157	44 693 467	39 861
41080	Scotstown	479	25 998 621	23 096
26048	Scott	2 649	250 781 277	224 129
89040	Senneterre	2 753	178 924 911	159 793
89045	Senneterre	1 151	85 826 259	76 575
97007	Sept-Îles	25 083	3 181 768 797	4 748 566
NR971	Sept-Rivières	106	27 872 432	24 826
22020	Shannon	6 273	538 401 348	801 352
36033	Shawinigan	49 571	3 555 117 070	5 293 091
84010	Shawville	1 552	143 150 393	127 974
84095	Sheenboro	120	78 263 842	69 685
47035	Shefford	7 307	915 623 083	1 363 308
05010	Shigawake	275	16 076 706	14 336
53052	Sorel-Tracy	34 933	3 008 877 226	4 479 791
46045	Stanbridge East	867	107 068 105	95 806
46030	Stanbridge Station	275	49 143 854	44 057
45008	Stanstead	2 788	209 782 055	187 416
45025	Stanstead	963	594 302 836	530 778
44050	Stanstead-Est	605	120 292 477	107 344
68035	St-Cyprien-de-Napierville	2 041	358 453 924	318 139
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 273	426 781 691	635 325
42005	Stoke	3 057	337 994 782	307 564
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 088	1 294 525 207	1 927 303
30105	Stornoway	527	62 640 601	55 945
30110	Stratford	933	233 437 715	208 395
45105	Stukely-Sud	1 111	140 185 941	125 177
46058	Sutton	4 093	1 072 800 156	1 288 482
95005	Tadoussac	785	103 454 775	92 309
87042	Taschereau	926	35 981 410	32 168
85005	Témiscaming	2 353	251 773 674	224 829
NR850	Témiscamingue	103	84 979 892	71 181
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 922	452 004 259	428 406
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 965	196 464 145	175 773
84045	Thorne	465	124 662 056	111 191
80050	Thurso	2 916	245 079 661	218 885
39025	Tingwick	1 430	177 736 268	158 744
17035	Tourville	579	30 962 527	25 753
88075	Trécesson	1 241	105 875 976	94 407
71125	Très-Saint-Rédempteur	970	112 942 457	100 952
69030	Très-Saint-Sacrement	1 229	236 293 797	211 192
27060	Tring-Jonction	1 422	96 868 968	86 365
11040	Trois-Pistoles	3 150	205 794 950	199 618
35055	Trois-Rives	390	155 374 152	138 813
42078	Ulverton	418	59 850 627	53 497
48038	Upton	2 152	252 536 500	219 739
33070	Val-Alain	985	99 978 986	89 162
07080	Val-Brillant	900	71 600 891	63 987
42055	Valcourt	2 142	212 420 887	189 863
42060	Valcourt	1 034	135 009 315	120 631
78010	Val-David	5 306	669 405 562	983 232
80140	Val-des-Bois	874	171 833 547	153 499
78100	Val-des-Lacs	719	201 181 954	181 076
89008	Val-d'Or	32 932	3 154 930 489	4 697 277
42095	Val-Joli	1 654	180 371 715	161 191
NR890	Vallée-de-l'Or	270	3 138 917	2 272
26015	Vallée-Jonction	1 862	156 636 438	139 862

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

78005	Val-Morin	2 997	443 562 828	396 160
30015	Val-Racine	167	34 586 636	30 770
87105	Val-Saint-Gilles	171	6 911 350	6 294
71083	Vaudreuil-Dorion	41 019	5 448 407 913	8 112 017
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 369	238 630 277	213 290
56005	Venise-en-Québec	1 741	268 198 563	239 514
39062	Victoriaville	47 516	3 823 942 536	5 693 447
85025	Ville-Marie	2 483	215 993 172	193 010
32085	Villeroie	467	62 800 712	55 945
84070	Waltham	375	57 518 194	51 399
47030	Warden	365	25 041 235	22 378
39077	Warwick	4 783	452 260 730	601 360
47025	Waterloo	4 632	341 389 432	448 958
44080	Waterville	2 213	207 857 728	185 667
41098	Weedon	2 637	279 837 922	250 004
76035	Wentworth	560	262 504 122	234 619
77060	Wentworth-Nord	1 418	510 312 314	455 951
41065	Westbury	1 055	111 158 163	99 302
49040	Wickham	2 562	241 183 717	214 972
42088	Windsor	5 323	467 055 756	692 097
40017	Wotton	1 380	129 164 721	114 642
51020	Yamachiche	2 877	279 016 469	249 305
<u>53082</u>	<u>Yamaska</u>	<u>1 715</u>	<u>173 128 708</u>	<u>154 548</u>
1039		2 613 092	287 300 543 047	352 280 574 \$
78127 ²	Lac-Tremblant-Nord	44	169 131 310	127 395
78102 ²	Mont-Tremblant	10 113	3 748 454 517	3 406 915

La Ville de Mont-Tremblant et la municipalité de Lac-Tremblant-Nord ont intégré la desserte SQ le 22 juin 2021. Par conséquent, la donnée de la facture 2021 est celle pour une desserte de 193 jours.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² La facture de ces municipalités est calculée en fonction certaines données dont la valeur diffère soit celle du coût moyen d'un policier et du taux de partage. En effet, le Règlement prévoit certaines dispositions transitoires applicables entre 2020 et 2024 qui s'adressent uniquement aux municipalités desservies avant l'année 2020. À compter de 2025, toutes les municipalités seront facturées en fonction des mêmes valeurs de données utilisées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 161 : Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.¹

La facture des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2022.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2021	Richesse foncière uniformisée moyenne 2015-2020 (\$)	Facture 2022 (\$)
46005	Abercorn	359	79 742 259	72 400
NR880	Abitibi	156	12 188 747	11 056
NR870	Abitibi-Ouest	88	2 493 822	2 209
48028	Acton Vale	7 790	660 358 504	993 621
31056	Adstock	2 869	419 376 872	378 522
98030	Aguanish	232	13 746 382	12 483
92030	Albanel	2 258	145 688 686	131 676
07025	Albertville	217	20 232 236	18 339
84050	Alleyn-et-Cawood	176	56 093 409	50 616
93042	Alma	30 915	3 329 236 428	5 009 920
78070	Amherst	1 509	337 767 705	304 799
88055	Amos	12 721	1 180 748 637	1 776 708
07047	Amqui	6 119	488 498 728	735 038
55008	Ange-Gardien	2 862	484 768 521	427 009
NR790	Antoine-Labelle	5	64 723 875	58 319
19037	Armagh	1 468	119 486 560	107 835
78060	Arundel	577	103 259 556	93 163
41055	Ascot Corner	3 286	322 784 106	320 570
50013	Aston-Jonction	443	45 774 911	41 447
13045	Auclair	444	38 715 517	34 794
30055	Audet	765	66 405 735	59 786
83090	Aumond	759	83 336 560	75 191
87050	Authier	271	12 553 893	11 025
87100	Authier-Nord	282	13 440 125	11 752
NR060	Avignon	0	540 040	367
45035	Ayer's Cliff	1 161	200 035 115	180 458
96020	Baie-Comeau	20 951	1 957 899 741	3 055 658
08080	Baie-des-Sables	617	49 074 831	44 381
50100	Baie-du-Febvre	975	178 838 065	152 069
98035	Baie-Johan-Beetz	83	6 899 991	6 235
15065	Baie-Sainte-Catherine	191	17 993 314	16 139
16013	Baie-Saint-Paul	7 217	1 130 195 266	1 672 009
96005	Baie-Trinité	380	29 244 678	26 409
78050	Barkmere	59	81 728 012	74 137
44045	Barnston-Ouest	570	104 784 229	94 631
88022	Barraute	2 008	130 494 228	117 738
37210	Batiscan	905	121 034 993	110 205
85020	Béarn	706	53 913 517	42 645
27028	Beauceville	6 292	516 675 247	777 585
31008	Beaulac-Garthby	994	210 247 174	189 995
19105	Beaumont	3 015	388 897 248	358 418
21025	Beaupré	3 870	697 306 704	814 997
38010	Bécancour	13 827	1 729 058 518	2 601 975
46035	Bedford	2 581	225 366 948	204 316
46040	Bedford	704	93 405 194	84 361
94250	Bégin	836	63 385 636	57 219
89050	Belcourt	218	9 177 042	8 436
85065	Belleterre	298	14 599 079	13 095
88070	Berry	534	38 007 621	34 478
18065	Berthier-sur-Mer	1 717	242 619 742	218 971
52035	Berthierville	4 348	410 738 989	523 403
48005	Béthanie	320	48 885 544	43 670
13055	Biencourt	432	30 448 979	26 362
98005	Blanc-Sablon	1 090	84 192 578	75 925
83045	Blue Sea	671	176 224 621	159 185
80115	Boileau	348	89 845 421	81 060
21045	Boischatel	8 315	1 010 662 268	1 520 692
83085	Bois-Franc	408	38 566 163	34 845
45095	Bolton-Est	1 041	283 281 623	255 649

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46065	Bolton-Ouest	666	243 644 121	220 071
05045	Bonaventure	2 710	247 275 375	223 372
NR050	Bonaventure	35	13 798 701	12 347
98010	Bonne-Espérance	652	27 895 722	25 067
42040	Bonsecours	636	102 845 783	92 797
83050	Bouchette	677	135 411 065	122 139
80145	Bowman	673	122 495 352	110 769
78075	Brébeuf	1 052	110 056 673	99 461
46090	Brigham	2 325	265 433 638	239 511
84005	Bristol	1 030	219 016 763	197 697
46070	Brome	277	42 965 710	38 879
76043	Brownsburg-Chatham	7 316	770 863 130	1 160 142
84025	Bryson	690	32 918 430	29 710
41070	Bury	1 159	153 874 393	139 012
12057	Cacouna	1 855	193 620 489	174 957
84030	Campbell's Bay	729	42 807 372	38 512
04047	Cap-Chat	2 341	157 865 728	142 679
05060	Caplan	2 015	152 016 493	137 178
18045	Cap-Saint-Ignace	3 058	286 992 229	269 627
34030	Cap-Santé	3 465	351 093 045	371 553
06013	Carleton-sur-Mer	4 043	384 903 347	467 284
05077	Casapédia--Saint-Jules	746	58 467 814	52 817
07018	Causapscal	2 269	125 018 689	112 970
83040	Cayamant	844	158 157 536	142 679
91020	Chambord	1 766	214 254 050	193 296
37220	Champlain	1 862	230 609 148	208 334
88005	Champneuf	135	4 113 872	3 668
02028	Chandler	7 350	471 739 494	709 730
99020	Chapais	1 552	80 680 207	72 990
51080	Charette	987	75 136 742	66 221
NR160	Charlevoix	0	31 730 004	28 609
NR150	Charlevoix-Est	186	108 025 819	97 565
41020	Chartierville	294	57 362 315	51 717
21035	Château-Richer	4 414	466 631 369	597 488
87095	Chazel	286	15 279 093	13 843
80103	Chénéville	778	87 532 624	78 859
62047	Chertsey	4 926	769 949 417	1 062 210
39030	Chesterville	922	109 926 028	99 399
99025	Chibougamau	7 388	635 378 704	956 209
84090	Chichester	347	39 790 616	34 772
96035	Chute-aux-Outardes	1 444	62 867 313	56 852
79065	Chute-Saint-Philippe	982	156 908 038	141 579
84015	Clarendon	1 237	210 072 821	184 526
15035	Clermont	3 061	252 213 254	239 940
87110	Clermont	505	33 483 745	30 076
87075	Clerval	407	34 892 191	31 544
42110	Cleveland	1 551	189 803 025	171 289
03010	Cloridorme	611	34 943 199	32 577
44037	Coaticook	8 907	889 236 772	1 338 033
95050	Colombier	671	33 037 948	29 710
44071	Compton	3 191	411 846 572	394 661
41038	Cookshire-Eaton	5 447	511 403 655	769 516
71040	Coteau-du-Lac	7 413	1 068 309 003	1 607 620
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	796	50 831 124	45 848
30090	Courcelles	781	66 916 271	60 520
46080	Cowansville	15 057	1 328 684 047	1 999 347
61013	Crabtree	4 104	357 865 876	443 443
40047	Danville	3 889	293 916 577	343 678
39152	Daveluyville	2 386	174 894 429	158 084

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13005	Dégelis	2 848	207 987 856	187 794
83070	Déléage	1 877	122 786 976	110 769
83005	Denholm	485	110 646 496	99 766
93005	Desbiens	1 002	58 383 274	52 817
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	883	95 571 916	86 195
34058	Deschambault-Grondines	2 257	419 243 962	381 615
31015	Disraeli	2 379	162 898 014	147 081
31020	Disraeli	1 141	160 176 192	144 513
44023	Dixville	710	84 904 634	76 658
92022	Dolbeau-Mistassini	14 024	1 107 841 903	1 667 039
34025	Donnacoona	7 563	748 987 366	1 127 131
33040	Dosquet	974	101 143 111	91 330
49058	Drummondville	79 153	7 462 062 098	12 913 079
41117	Dudswell	1 822	237 500 592	214 569
80135	Duhamel	469	264 820 869	239 144
85030	Duhamel-Ouest	887	109 677 628	99 032
69075	Dundee	378	96 313 314	84 179
46050	Dunham	3 609	528 194 857	589 632
87005	Duparquet	711	56 234 361	50 616
87085	Dupuy	904	47 885 515	43 281
49015	Durham-Sud	1 076	98 917 997	91 302
41060	East Angus	3 868	260 206 220	304 065
31122	East Broughton	2 223	113 180 433	102 333
46085	East Farnham	568	56 085 146	50 616
44010	East Hereford	274	44 750 674	40 346
45093	Eastman	2 156	528 650 116	477 188
83075	Egan-Sud	497	44 753 824	40 658
69050	Elgin	413	88 114 950	78 979
62053	Entrelacs	967	260 493 098	235 109
06025	Escuminac	521	45 648 226	41 080
10005	Esprit-Saint	325	21 231 969	19 073
77011	Estérel	231	320 732 918	289 760
46112	Farnham	10 036	860 671 157	1 295 119
80005	Fassett	459	47 248 636	42 547
94220	Ferland-et-Boilleau	575	61 926 910	55 751
79097	Ferme-Neuve	2 727	269 383 360	243 179
97035	Fermont	2 439	804 095 223	767 322
95045	Forestville	2 912	164 138 508	148 181
84060	Fort-Coulonge	1 363	59 849 786	53 917
38047	Fortierville	661	61 033 260	55 018
22010	Fossambault-sur-le-Lac	2 224	417 963 439	377 422
26005	Frampton	1 313	158 931 612	143 413
69010	Franklin	1 680	259 096 528	234 009
96015	Franquelin	302	17 739 975	16 054
46010	Freighsburg	1 178	238 547 726	215 303
30025	Frontenac	1 758	224 235 871	202 465
85055	Fugèreville	311	28 358 327	21 794
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	1 045	495 495 597	447 478
87020	Gallichan	486	35 619 604	32 277
03005	Gaspé	15 182	1 349 338 484	2 030 523
92055	Girardville	994	69 129 283	62 353
96010	Godbout	258	15 674 974	14 131
69060	Godmanchester	1 446	225 200 285	198 988
76025	Gore	2 069	392 900 711	354 681
83032	Gracefield	2 518	466 734 415	425 028
02015	Grande-Rivière	3 423	201 377 333	213 102
35040	Grandes-Piles	446	93 441 914	84 361
03020	Grande-Vallée	1 051	78 429 669	70 790
09060	Grand-Métis	212	26 385 691	24 253
83095	Grand-Remous	1 158	116 775 545	105 267
50065	Grand-Saint-Esprit	490	57 630 129	52 084
76055	Grenville	1 783	136 621 202	123 240
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 834	417 631 157	377 055
98014	Gros-Mécatina	412	21 967 199	20 455
01042	Grosse-Île	470	31 379 068	28 242
08015	Grosses-Roches	380	27 415 993	24 575
85095	Guérin	323	26 121 395	22 996
39010	Ham-Nord	884	82 406 428	74 457
41075	Hampden	188	26 586 511	23 896
40005	Ham-Sud	233	50 430 751	45 481
76065	Harrington	860	292 709 926	264 452
45043	Hatley	709	241 519 398	218 237
45055	Hatley	2 267	406 974 158	367 519
69005	Havelock	805	135 820 488	122 506
98040	Havre-Saint-Pierre	3 380	416 699 623	435 813
93020	Hébertville	2 566	237 424 482	214 203
93025	Hébertville-Station	1 311	83 094 981	75 191
68010	Hemmingford	795	67 073 780	60 520
68015	Hemmingford	2 002	320 928 802	289 760
56042	Henryville	1 477	291 427 206	248 471
35035	Hérouxville	1 332	109 137 581	98 665
69045	Hinchinbrooke	2 184	251 076 020	226 673
19070	Honfleur	907	116 159 823	104 901
05025	Hope	589	35 866 064	32 277
05020	Hope Town	389	24 226 577	22 007
69025	Howick	825	64 383 332	57 952
78065	Huberdeau	886	98 025 825	88 395
71110	Hudson	5 419	1 173 838 748	1 765 171

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

69055	Huntingdon	2 545	165 319 516	149 282
32058	Inverness	906	160 232 060	144 513
31040	Irlande	891	93 894 629	84 727
78042	Ivry-sur-le-Lac	359	264 082 543	240 517
61025	Joliette	21 571	2 118 442 070	3 187 731
14050	Kamouraska	612	122 046 120	110 561
NR140	Kamouraska	10	4 290 663	4 035
83015	Kazabazua	976	151 157 231	136 444
79025	Kiamika	795	104 540 452	94 264
42070	Kingsbury	141	11 509 048	10 270
39097	Kingsey Falls	1 932	225 347 413	203 566
31105	Kinnear's Mills	377	58 488 334	52 817
85010	Kipawa	460	61 664 411	55 751
90017	La Bostonnais	600	46 898 098	42 180
78115	La Conception	1 431	325 366 917	293 795
88030	La Corne	757	88 864 971	80 326
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	80 727 427	72 990
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 189 163	4 768
91050	La Doré	1 383	94 061 083	85 094
19090	La Durantaye	796	89 217 071	80 693
29030	La Guadeloupe	1 774	122 955 700	111 136
NR950	La Haute-Côte-Nord	5	48 190 043	43 647
NR040	La Haute-Gaspésie	182	26 953 355	23 944
NR220	La Jacques-Cartier	0	6 882 277	6 235
79047	La Macaza	1 111	220 087 052	198 798
15013	La Malbaie	8 264	849 739 457	1 278 613
04030	La Martre	210	13 863 625	11 862
NR080	La Matanie	0	10 489 493	9 630
NR070	La Matapédia	29	61 407 377	55 385
78130	La Minerve	1 294	391 562 890	358 076
NR090	La Mitis	0	27 806 847	24 941
88015	La Morandière	207	12 173 353	10 695
88045	La Motte	447	42 182 701	38 146
41027	La Patrie	789	97 465 907	88 028
14085	La Pocatière	4 024	405 023 516	491 492
54035	La Présentation	2 547	463 291 413	410 703
09005	La Rédemption	428	25 262 050	22 826
87080	La Reine	340	14 852 318	13 469
87090	La Sarre	7 277	575 638 830	866 347
10010	La Trinité-des-Monts	227	21 162 546	19 073
90012	La Tuque	10 905	1 009 927 524	1 519 591
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	2	27 369 862	24 575
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	643	86 673 008	78 125
50085	La Visitation-de-Yamaska	332	79 168 316	69 619
78120	Labelle	2 479	415 819 329	376 562
93055	Labrecque	1 346	117 737 525	106 368
22040	Lac Beauport	8 098	1 359 971 767	2 046 295
22030	Lac Delage	719	98 640 424	89 129
22015	Lac Saint-Joseph	259	336 418 611	303 698
07057	Lac-au-Saumon	1 400	76 560 846	69 190
35010	Lac-aux-Sables	1 294	240 086 413	216 770
91005	Lac-Bouchette	1 171	118 639 320	107 101
46075	Lac-Brome	5 639	1 436 854 414	2 162 199
13060	Lac-des-Aigles	509	33 076 397	29 710
79078	Lac-des-Écorces	2 829	256 722 255	231 808
80130	Lac-des-Plages	444	137 999 239	124 707
77055	Lac-des-Seize-Îles	144	99 894 720	90 229
30080	Lac-Drolet	1 054	112 585 535	101 600
79015	Lac-du-Cerf	498	111 029 800	100 132
90027	Lac-Édouard	199	58 091 675	52 379
28053	Lac-Etchemin	3 867	387 547 157	452 980
18010	Lac-Frontière	182	20 665 518	18 706
76020	Lachute	13 653	1 272 455 020	1 914 619
30030	Lac-Mégantic	5 568	534 616 888	804 360
56023	Lacolle	2 730	342 835 745	309 567
29095	Lac-Poulin	145	54 542 187	49 149
79060	Lac-Saguay	490	88 657 067	79 959
83020	Lac-Sainte-Marie	600	269 547 146	243 545
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	14 694 766	13 204
79105	Lac-Saint-Paul	486	79 859 464	72 257
34120	Lac-Sergent	526	124 302 560	112 236
80095	Lac-Simon	991	412 451 972	372 287
78095	Lac-Supérieur	1 942	547 913 517	494 793
85070	Laforce	556	12 340 300	11 056
93060	Lamarche	471	54 378 516	49 149
30095	Lambton	1 628	267 547 662	241 711
88035	Landrienne	900	67 849 177	61 253
21040	L'Ange-Gardien	3 875	445 776 390	520 835
52017	Lanoraie	5 239	570 240 607	799 088
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 235	162 966 493	147 081
78015	Lantier	892	243 449 746	219 704
79050	L'Ascension	845	124 284 785	112 236
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 027	181 673 680	163 953
06060	L'Ascension-de-Patapédia	155	10 756 525	9 536
85060	Latulipe-et-Gaboury	288	20 523 618	17 019
88080	Launay	217	13 728 576	12 010
33060	Laurier-Station	2 601	267 385 982	241 345
32072	Laurierville	1 335	135 590 514	122 506

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52007	Lavaltrie	14 495	1 340 144 540	2 016 585
49025	L'Avenir	1 387	138 843 709	126 289
85052	Laverlochère-Angliers	943	78 535 891	68 086
42045	Lawrenceville	644	54 252 681	49 149
NR910	Le Domaine-du-Roy	35	74 193 199	67 122
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	52	576 669 423	520 835
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 209 522	1 100
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 085	131 208 916	118 472
33123	Leclercville	479	70 664 138	63 821
49020	Lefebvre	941	85 908 060	77 392
13050	Lejeune	258	24 968 341	21 299
38020	Lemieux	300	33 207 398	30 076
60037	L'Épiphanie	8 920	788 542 725	1 016 362
NR110	Les Basques	0	712 822	734
95018	Les Bergeronnes	641	53 880 577	48 782
71050	Les Cèdres	7 162	872 372 585	1 301 230
71033	Les Coteaux	5 593	526 568 012	792 256
16048	Les Éboulements	1 376	265 775 622	239 878
95025	Les Escoumins	1 849	142 093 851	128 375
09015	Les Hauteurs	471	28 776 146	26 042
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 320	990 512 044	1 490 615
08005	Les Méchins	952	76 947 906	69 322
71095	L'Île-Cadieux	128	74 146 284	67 122
98020	L'Île-d'Anticosti	196	39 308 941	35 578
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	635	92 062 638	83 260
71060	L'Île-Perrot	11 455	1 176 433 672	1 770 106
41085	Lingwick	454	83 661 113	75 558
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 319	300 522 728	271 421
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 084	171 127 142	154 417
17078	L'Islet	3 791	324 449 919	371 187
12043	L'Isle-Verte	1 313	126 644 996	114 437
84040	Litchfield	454	101 560 202	91 696
80055	Lochaber	434	51 085 931	46 215
80060	Lochaber-Partie-Ouest	894	105 544 022	95 364
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	423	31 788 859	28 796
95032	Longue-Rive	958	48 515 807	43 647
85037	Lorrainville	1 220	92 117 816	82 683
33115	Lotbinière	802	160 446 488	144 880
51015	Louiseville	7 158	616 972 102	928 334
83010	Low	1 030	178 966 754	161 752
32065	Lyster	1 592	159 602 340	144 147
87058	Macamic	2 721	162 845 843	147 081
39165	Maddington Falls	436	30 281 480	27 509
89015	Malartic	3 233	327 283 767	324 972
52095	Mandeville	2 286	331 246 570	298 930
NR960	Manicouagan	86	65 631 777	59 419
83065	Maniwaki	3 814	248 497 549	290 494
38028	Manseau	817	77 894 415	70 423
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 363	232 233 071	209 801
06005	Maria	2 653	243 435 574	219 704
NR920	Maria-Chapdelaine	238	121 905 214	109 247
42065	Maricourt	423	64 756 168	57 211
55048	Marieville	11 249	1 155 243 152	1 738 562
04025	Marsoui	272	12 790 644	11 413
30035	Marston	726	99 957 736	90 229
44060	Martinville	440	47 594 191	42 914
51008	Maskinongé	2 333	225 308 957	203 566
53010	Massueville	528	37 448 111	33 744
99015	Matagami	1 374	94 113 587	86 665
08053	Matane	14 178	1 228 560 016	1 848 598
06045	Matapédia	608	51 282 550	46 215
NR620	Matawinie	104	88 668 278	79 690
80065	Mayo	632	103 804 651	93 897
NR350	Mékinac	5	77 829 423	70 423
42075	Melbourne	1 087	167 722 703	151 482
83060	Messines	1 653	213 140 528	192 562
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	3 904	385 843 321	460 682
09048	Métis-sur-Mer	562	104 704 421	94 631
30040	Milan	316	50 072 585	45 115
76030	Mille-Isles	1 696	275 832 236	249 047
85075	Moffet	188	22 032 115	18 554
78055	Montcalm	628	138 168 246	124 707
14005	Mont-Carmel	1 137	93 271 778	84 361
83088	Montcerf-Lytton	631	56 353 496	51 001
80010	Montebello	977	111 929 393	101 233
09077	Mont-Joli	6 242	483 584 801	729 704
79088	Mont-Laurier	14 243	1 381 613 901	2 078 939
18050	Montmagny	11 031	1 038 657 524	1 562 872
80090	Montpellier	1 055	126 530 894	114 070
56097	Mont-Saint-Grégoire	3 269	501 220 057	476 288
79110	Mont-Saint-Michel	597	61 881 436	55 751
04015	Mont-Saint-Pierre	159	11 060 269	10 177
77050	Morin-Heights	4 545	903 707 035	1 187 651
80085	Mulgrave-et-Derry	378	150 980 720	136 444
03025	Murdochville	607	18 819 109	17 119
80110	Namur	595	57 489 465	52 084
30045	Nantes	1 434	120 548 740	108 935
68030	Napierville	4 137	414 836 367	513 866

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

98025	Natashquan	274	17 318 860	15 772
85100	Nédélec	342	29 197 900	25 984
34007	Neuveville	4 515	563 189 424	740 173
05040	New Carlisle	1 404	102 271 031	92 430
05070	New Richmond	3 767	296 835 431	339 643
41037	Newport	747	135 694 918	122 876
50072	Nicolet	8 472	882 915 653	1 328 496
79030	Nominigüe	2 116	462 078 835	417 993
92040	Normandin	3 029	233 567 635	215 670
87115	Normétal	777	19 892 656	17 972
45050	North Hatley	682	187 543 837	170 834
19010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	754	93 678 647	84 727
80015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	299	97 434 701	88 028
39015	Notre-Dame-de-Ham	415	32 870 490	29 710
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	973	294 174 018	265 553
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	679	74 274 689	67 854
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 366	1 496 599 983	2 252 062
92060	Notre-Dame-de-Lorette	183	15 180 516	12 993
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	744	89 554 783	80 693
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 969	257 873 075	232 909
35005	Notre-Dame-de-Montauban	765	129 588 409	117 005
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	785	182 188 521	164 320
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 000	121 165 466	109 302
15025	Notre-Dame-des-Monts	800	50 432 679	45 481
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 049	152 135 969	137 178
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 761	145 240 981	126 505
61030	Notre-Dame-des-Prairies	9 496	928 350 124	1 397 085
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	36	35 961 483	32 644
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	673	115 549 150	104 167
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 635	111 625 932	99 521
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 008	138 299 351	120 097
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 604	405 349 250	366 052
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 091	416 551 262	626 836
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 011	88 862 627	80 064
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 192	190 021 993	171 656
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	379	44 309 255	40 203
33085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	879	108 308 739	97 932
06020	Nouvelle	1 686	135 662 160	122 506
56015	Noyan	1 492	232 653 730	206 316
45020	Ogden	742	234 050 825	211 268
72032	Oka	5 988	542 709 801	816 831
69037	Ormstown	3 818	479 541 532	532 016
84055	Otter Lake	929	207 556 239	187 427
13015	Packington	598	50 675 679	46 513
09040	Padoue	251	15 296 735	13 938
87025	Palmarolle	1 387	108 110 417	97 565
80037	Papineauville	2 150	216 825 576	195 863
38055	Parisville	516	53 708 882	48 416
05032	Paspébiac	3 120	227 712 251	218 237
02005	Percé	3 038	235 279 626	217 137
92010	Péribonka	511	129 171 853	116 638
16005	Petite-Rivière-Saint-François	862	386 857 412	349 180
03015	Petite-Vallée	168	11 238 862	10 343
94205	Petit-Saguenay	609	47 610 372	42 914
77030	Piedmont	3 330	681 579 747	675 683
50113	Pierreville	2 143	218 256 783	196 964
46025	Pike River	516	97 914 829	87 759
71070	Pincourt	15 109	1 693 164 870	2 547 691
30020	Piopolis	351	92 172 881	83 260
80045	Plaisance	1 128	94 923 804	85 828
32040	Plessisville	6 642	467 486 783	703 494
32045	Plessisville	2 646	268 369 120	242 445
13095	Pohénégamook	2 469	211 137 509	190 728
06030	Pointe-à-la-Croix	1 371	84 799 293	76 658
96030	Pointe-aux-Outardes	1 297	100 920 956	90 963
71055	Pointe-des-Cascades	1 758	161 014 330	136 266
71140	Pointe-Fortune	584	64 245 579	57 952
96025	Pointe-Lebel	1 862	126 456 182	114 070
NR840	Pontiac	5	22 960 493	19 135
34017	Pont-Rouge	9 971	920 704 118	1 385 348
84020	Portage-du-Fort	204	19 896 755	17 972
97022	Port-Cartier	6 544	705 074 122	1 087 423
02047	Port-Daniel-Gascons	2 237	173 742 386	116 186
34048	Portneuf	3 280	305 560 315	303 331
NR340	Portneuf	0	57 668 129	52 084
95040	Portneuf-sur-Mer	604	34 388 298	31 177
45030	Potton	1 883	725 486 383	655 078
87035	Poularies	687	33 507 658	30 076
88090	Preissac	926	147 607 645	133 143
75040	Prévost	13 670	1 463 312 924	2 201 812
09065	Price	1 754	74 784 731	67 764
32033	Princeville	6 356	525 067 996	782 309
42032	Racine	1 394	237 316 047	214 203
96040	Ragueneau	1 294	60 154 377	54 284
87010	Rapide-Danleur	350	34 579 227	31 177
84100	Rapides-des-Joachims	154	20 110 626	17 830
62037	Rawdon	11 748	1 214 145 630	1 826 957
85105	Rémigny	272	29 079 415	23 166

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42098	Richmond	3 267	233 037 579	231 442
71133	Rigaud	8 104	1 107 828 966	1 667 039
10043	Rimouski	49 733	4 847 477 951	7 294 259
NR100	Rimouski-Neigette	10	8 365 586	7 642
80078	Ripon	1 682	208 354 419	188 161
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	161	12 391 311	11 370
04020	Rivière-à-Claude	128	9 532 490	8 436
34135	Rivière-à-Pierre	557	129 069 822	116 638
98055	Rivière-au-Tonnerre	255	24 583 594	22 374
71005	Rivière-Beaudette	2 469	279 365 544	252 348
13025	Rivière-Bleue	1 211	76 509 112	68 956
12072	Rivière-du-Loup	20 050	1 960 975 714	2 950 788
94215	Rivière-Éternité	419	35 894 680	32 277
89010	Rivière-Héva	1 503	140 668 386	126 908
14065	Rivière-Ouelle	956	146 442 487	132 043
79037	Rivière-Rouge	4 467	557 474 804	733 685
98050	Rivière-Saint-Jean	215	13 349 923	12 104
91025	Roberval	9 874	867 538 079	1 305 389
88010	Rochebaucourt	129	6 106 919	5 502
87015	Roquemaure	410	26 826 096	25 584
55037	Rougemont	2 829	355 629 889	320 937
86042	Rouyn-Noranda	43 182	4 480 349 714	6 741 880
48015	Roxton	1 115	168 778 624	152 216
48010	Roxton Falls	1 340	98 270 095	88 762
47047	Roxton Pond	4 195	468 791 381	575 040
95010	Sacré-Coeur	1 769	127 540 494	115 171
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	539	65 795 740	59 419
17015	Saint-Adalbert	489	55 608 796	50 250
08030	Saint-Adelme	497	35 367 715	31 801
35015	Saint-Adelphe	956	109 163 317	98 665
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 661	1 022 840 478	1 144 003
40010	Saint-Adrien	538	55 367 425	49 883
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	412	42 381 219	38 146
33045	Saint-Agapit	4 463	406 426 816	525 970
53015	Saint-Aimé	461	160 923 996	116 151
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 103	130 180 716	116 355
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	778	94 114 577	85 094
34097	Saint-Alban	1 191	160 473 281	143 370
39085	Saint-Albert	1 715	162 310 565	144 550
56055	Saint-Alexandre	2 609	387 356 638	312 925
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 268	179 798 896	162 486
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	279	17 245 145	15 398
63023	Saint-Alexis	1 382	204 722 731	180 822
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	490	27 476 857	24 941
51065	Saint-Alexis-des-Monts	2 931	377 739 964	341 110
27015	Saint-Alfred	525	51 950 998	46 949
05065	Saint-Alphonse	702	41 286 006	37 412
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 314	426 814 639	425 388
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 280	471 525 515	468 385
94255	Saint-Ambroise	3 954	325 972 770	389 159
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 072	457 405 462	544 361
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 045	246 074 188	227 427
14040	Saint-André	689	65 424 325	59 561
80027	Saint-André-Avellin	3 799	349 278 363	399 429
76008	Saint-André-d'Argenteuil	2 964	370 282 919	334 141
06040	Saint-André-de-Restigouche	159	10 824 742	9 903
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	473	37 009 939	33 245
69070	Saint-Anicet	2 733	562 143 254	507 631
19062	Saint-Anselme	4 035	425 257 533	515 179
18070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	140	41 379 790	37 412
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 655	291 480 952	262 985
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 760	295 662 341	267 020
12015	Saint-Antoine	4 233	319 705 228	402 363
33090	Saint-Apollinaire	7 442	730 445 935	1 088 079
46017	Saint-Armand	1 231	224 512 764	202 832
12065	Saint-Arsène	1 267	101 145 170	91 330
13100	Saint-Athanase	306	21 634 650	19 440
17055	Saint-Aubert	1 468	192 520 982	173 856
92005	Saint-Augustin	346	23 636 654	21 274
98012	Saint-Augustin	675	28 604 190	26 421
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	681	81 725 681	73 724
51025	Saint-Barnabé	1 190	108 685 174	98 103
54105	Saint-Barnabé-Sud	863	216 412 566	177 447
52055	Saint-Barthélemy	2 069	243 643 806	209 500
34038	Saint-Basile	2 702	271 503 705	245 013
28025	Saint-Benjamin	1 041	85 896 232	77 392
29100	Saint-Benoît-Labre	1 619	178 405 465	161 019
26055	Saint-Bernard	2 538	287 133 444	259 317
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 606	318 944 954	261 747
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	594	155 592 703	129 294
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 101	365 999 981	317 743
49125	Saint-Bonaventure	1 044	145 094 282	119 961
51085	Saint-Boniface	5 096	387 046 290	541 742
93030	Saint-Bruno	2 895	244 762 584	220 805
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 124	115 114 145	100 213
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	519	48 057 639	43 281
63055	Saint-Calixte	6 629	575 249 801	865 613
40025	Saint-Camille	554	60 815 022	55 018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28070	Saint-Camille-de-Lellis	715	65 983 884	59 419
34078	Saint-Casimir	1 437	118 386 593	106 735
50030	Saint-Célestin	886	62 184 573	56 118
50035	Saint-Célestin	616	108 445 536	96 117
55023	Saint-Césaire	5 945	731 562 581	1 097 738
61035	Saint-Charles-Borromée	14 683	1 355 420 952	2 039 693
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 566	278 359 267	251 248
94260	Saint-Charles-de-Bourget	799	68 622 875	62 414
09010	Saint-Charles-Garnier	223	16 652 795	14 965
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 788	335 194 507	302 598
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 085	294 631 339	271 788
69017	Saint-Chrysostome	2 692	317 856 379	283 120
42100	Saint-Claude	1 186	155 291 123	140 112
11005	Saint-Clément	468	34 613 518	31 177
07090	Saint-Cléophas	331	20 652 663	18 706
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	224	28 951 412	26 042
71045	Saint-Clet	1 826	247 829 399	222 403
62065	Saint-Côme	2 358	454 776 413	410 433
29057	Saint-Côme-Linière	3 245	243 291 893	241 711
52062	Saint-Cuthbert	1 840	274 467 519	237 400
12005	Saint-Cyprien	1 069	75 168 290	67 855
28040	Saint-Cyprien	498	43 112 380	38 879
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	731	85 247 881	77 025
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 907	431 816 509	590 005
07105	Saint-Damase	355	29 453 518	26 567
54017	Saint-Damase	2 560	422 625 967	376 844
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	523	56 175 410	50 616
62075	Saint-Damien	2 190	319 750 844	288 660
19030	Saint-Damien-de-Buckland	1 864	186 668 594	168 354
53005	Saint-David	861	196 197 926	144 339
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 883	898 095 283	811 121
14055	Saint-Denis-De La Boutellerie	515	93 580 756	85 239
42025	Saint-Denis-de-Brompton	4 514	688 012 610	891 931
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 384	389 188 828	351 380
52090	Saint-Didace	686	128 656 772	116 271
54060	Saint-Dominique	2 677	359 638 500	324 253
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	427	29 841 268	26 374
09030	Saint-Donat	846	74 209 107	67 122
62060	Saint-Donat	4 159	1 475 441 241	1 828 058
77022	Sainte-Adèle	13 893	1 907 954 287	2 871 195
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 149	160 644 992	146 226
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	11 045	1 628 917 223	2 451 226
09035	Sainte-Angèle-de-Méridi	957	58 738 663	53 184
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 773	248 514 302	219 616
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	613	47 921 281	43 281
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 864	290 686 602	262 618
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 063	204 587 071	184 860
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 591	143 419 226	129 475
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	617	79 407 965	71 523
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 151	318 460 165	279 535
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 787	781 431 493	892 679
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 800	276 339 041	249 414
79115	Sainte-Anne-du-Lac	564	76 699 962	69 322
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	532	67 935 993	61 253
28015	Sainte-Aurélien	860	95 025 225	85 828
69065	Sainte-Barbe	1 460	242 380 443	218 971
62020	Sainte-Béatrix	2 194	259 456 670	234 376
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 439	321 996 740	272 589
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 173	790 081 862	1 188 751
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	730	116 858 389	103 963
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	8 277	905 737 329	1 362 974
38060	Sainte-Cécile-de-Lévis	367	41 481 838	37 412
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 232	254 979 264	230 341
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	850	95 694 671	86 561
48020	Sainte-Christine	734	108 823 218	93 164
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	598	144 969 275	129 887
19055	Sainte-Claire	3 510	367 233 089	397 702
68020	Sainte-Clotilde	2 466	278 784 266	251 615
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	587	65 729 189	59 956
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 619	153 047 510	138 278
33102	Sainte-Croix	2 546	324 708 503	293 061
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	767	101 541 798	91 696
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	378	21 432 562	19 440
68045	Saint-Édouard	1 354	235 021 424	202 535
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	626	53 172 899	46 840
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 216	160 339 108	144 880
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	712	60 775 373	55 018
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	530	90 391 300	81 793
52030	Sainte-Élisabeth	1 472	238 404 685	209 140
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	379	56 831 019	51 350
62070	Sainte-Émilie-de-l'Énergie	1 703	190 487 573	172 022
50005	Sainte-Eulalie	979	126 768 026	113 550
18035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	330	28 589 168	25 679
20010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	948	154 020 099	139 012
08023	Sainte-Félicité	1 098	67 906 487	61 700
17025	Sainte-Félicité	364	27 851 559	24 719
09085	Sainte-Flavie	870	89 477 101	81 316
07010	Sainte-Florence	371	19 001 325	17 210

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11030	Sainte-Françoise	389	31 737 383	28 609
38035	Sainte-Françoise	447	53 914 030	48 782
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 011	136 830 283	123 607
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 348	264 504 456	238 777
87030	Sainte-Germaine-Boulé	973	52 321 546	47 315
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	788	51 362 378	45 850
91030	Sainte-Hedwidge	877	61 289 688	55 385
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 675	270 533 286	244 279
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	388	56 420 027	50 983
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	898	68 594 539	61 987
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	385	23 597 366	21 274
26040	Sainte-Hénédine	1 390	141 043 070	127 274
07040	Sainte-Irène	323	41 464 249	37 396
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	284	23 380 521	21 274
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 059	76 604 517	69 322
63060	Sainte-Julienne	11 086	898 295 094	1 351 604
28045	Sainte-Justine	1 809	131 499 475	118 838
71115	Sainte-Justine-de-Newton	964	217 299 681	181 296
51075	Saint-Élie-de-Caxton	1 881	213 315 190	192 562
11035	Saint-Éloi	286	30 412 363	27 509
17060	Sainte-Louise	682	57 838 214	52 084
50095	Saint-Elphège	267	70 282 765	56 816
09092	Sainte-Luce	2 773	270 274 488	243 912
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	255	25 830 992	23 474
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 384	202 544 519	183 026
05050	Saint-Elzéar	449	27 917 574	25 308
26022	Saint-Elzéar	2 591	251 485 514	227 040
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	313	22 865 244	20 540
54025	Sainte-Madeleine	2 289	219 173 155	198 064
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	274	25 724 596	23 107
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 745	194 734 587	175 690
26035	Sainte-Marguerite	1 174	131 937 378	119 205
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 212	605 086 912	566 787
07005	Sainte-Marguerite-Marie	176	11 329 546	10 270
26030	Sainte-Marie	13 153	1 335 294 769	2 033 445
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	455	48 845 063	44 014
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 947	414 786 629	372 079
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 200	117 262 981	106 001
71110	Sainte-Marthe	1 053	251 047 191	215 628
70012	Sainte-Martine	5 678	650 944 741	976 859
61050	Sainte-Mélanie	3 208	357 278 083	347 195
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	503	74 413 399	67 122
50057	Sainte-Monique	513	98 035 240	86 412
93075	Sainte-Monique	867	150 764 161	136 077
08040	Sainte-Paule	239	31 867 912	28 609
17030	Sainte-Perpétue	1 625	102 097 574	92 063
50050	Sainte-Perpétue	986	152 377 563	132 464
20030	Sainte-Pétronille	1 088	197 241 714	179 038
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 417	217 906 701	196 597
12030	Saint-Épiphanie	843	59 818 821	53 917
31050	Sainte-Praxède	329	106 749 834	96 465
11015	Sainte-Rita	280	24 352 776	21 700
28030	Sainte-Rose-de-Watford	749	68 225 864	61 620
94230	Sainte-Rose-du-Nord	440	54 422 071	49 149
28065	Sainte-Sabine	346	35 817 858	32 277
46105	Sainte-Sabine	1 096	153 868 913	139 012
39105	Sainte-Séraphine	381	54 541 372	49 149
75028	Sainte-Sophie	17 726	1 519 477 780	2 286 539
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	710	75 109 157	67 855
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	600	84 892 386	74 418
63030	Saint-Esprit	2 033	316 119 952	285 359
35050	Sainte-Thècle	2 442	226 269 643	204 299
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 015	56 573 628	50 983
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	568	105 217 200	94 997
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 011	159 354 168	143 555
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	786	170 541 223	154 050
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 589	357 718 264	470 219
49105	Saint-Eugène	1 142	174 834 940	151 897
92065	Saint-Eugène-d'Argenteau	468	35 009 148	31 544
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	462	50 912 267	43 614
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	396	45 416 973	41 080
51040	Sainte-Ursule	1 311	127 218 867	114 804
13030	Saint-Eusèbe	589	45 082 217	40 713
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	570	87 541 424	78 859
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 510	290 136 046	260 770
10070	Saint-Fabien	1 773	172 334 624	157 628
18015	Saint-Fabien-de-Panet	902	76 714 000	69 322
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 684	641 990 683	718 166
91042	Saint-Félicien	10 259	964 009 646	1 450 636
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	948	68 047 471	61 620
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 505	184 155 573	166 154
62007	Saint-Félix-de-Valois	6 799	675 861 516	1 017 096
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 031	142 439 248	128 742
32013	Saint-Ferdinand	2 097	281 459 074	254 182
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 502	691 235 811	726 224
33052	Saint-Flavien	1 610	170 203 094	153 683
31030	Saint-Fortunat	264	41 894 158	37 414
06055	Saint-François-d'Assise	636	32 977 187	29 710

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 633	179 015 128	162 253
20005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	587	140 468 900	126 908
91015	Saint-François-de-Sales	616	42 778 763	38 512
50128	Saint-François-du-Lac	1 959	195 909 097	176 791
42020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 442	232 778 050	210 168
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	240	20 283 842	18 332
27065	Saint-Frédéric	1 082	101 882 909	92 063
94235	Saint-Fulgence	2 113	188 373 871	170 188
52080	Saint-Gabriel	2 693	166 367 696	150 382
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 673	330 312 469	298 196
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 161	90 058 667	81 426
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 635	419 878 690	457 119
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	690	39 728 672	35 945
93035	Saint-Gédéon	2 201	307 454 006	277 656
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 177	164 375 202	148 548
29073	Saint-Georges	33 496	2 944 428 104	4 430 766
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 195	234 001 328	211 010
40032	Saint-Georges-de-Windsor	961	101 180 615	91 330
53085	Saint-Gérard-Majella	238	60 325 460	45 244
14045	Saint-Germain	296	35 618 405	31 801
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 963	524 512 347	723 667
19075	Saint-Gervais	2 155	239 840 321	216 403
34060	Saint-Gilbert	296	28 133 015	25 222
33035	Saint-Gilles	2 716	278 353 317	251 248
05015	Saint-Godefroi	334	22 444 182	20 173
49113	Saint-Guillaume	1 480	188 496 144	170 188
11020	Saint-Guy	51	12 974 400	11 737
19068	Saint-Henri	5 808	682 262 654	1 026 632
93070	Saint-Henri-de-Taillon	881	132 077 161	119 205
44015	Saint-Herménégilde	737	135 221 022	122 139
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	43 432 360	39 246
16050	Saint-Hilarion	1 130	118 919 893	107 468
75045	Saint-Hippolyte	10 367	1 379 233 421	2 075 271
94240	Saint-Honoré	6 178	529 646 370	797 024
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 521	170 912 746	154 417
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	739	51 816 452	44 303
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 343	147 317 880	133 143
54100	Saint-Hugues	1 351	247 462 324	211 367
54048	Saint-Hyacinthe	57 302	6 555 829 483	11 344 816
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 101	211 376 175	190 728
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	716	123 751 328	111 870
15005	Saint-Irénée	669	136 997 593	123 607
26063	Saint-Isidore	3 118	381 465 921	356 548
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	670	102 854 215	94 089
63013	Saint-Jacques	4 280	460 080 947	557 462
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	690	78 377 395	70 790
31025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	187	38 273 992	34 432
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	2 026	285 677 035	249 786
33065	Saint-Janvier-de-Joly	1 069	107 523 782	97 198
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	378	49 591 559	44 748
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	167	10 556 017	9 536
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 647	94 369 527	85 094
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	231	28 189 712	25 308
20015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 228	256 567 045	231 808
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 601	570 055 961	757 778
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 414	341 017 977	360 917
21020	Saint-Joachim	1 419	150 517 399	136 077
47040	Saint-Joachim-de-Sheffield	1 386	182 385 255	163 496
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 918	396 359 036	546 877
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 727	208 877 444	188 528
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	392	34 076 398	30 810
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	552	44 644 258	41 371
27050	Saint-Joseph-des-Érables	413	47 232 328	42 547
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 625	197 294 077	180 101
54110	Saint-Jude	1 507	212 205 860	179 990
27055	Saint-Jules	545	55 312 455	49 883
31035	Saint-Julien	371	53 849 661	48 782
18005	Saint-Just-de-Bretenières	655	50 934 978	46 079
13040	Saint-Juste-du-Lac	575	48 815 308	44 014
51045	Saint-Justin	969	125 979 706	112 810
87120	Saint-Lambert	195	6 783 665	5 986
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 862	745 002 568	1 120 896
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 864	332 633 263	300 655
71105	Saint-Lazare	22 022	2 825 555 863	4 251 775
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 342	133 810 810	120 672
08065	Saint-Léandre	351	31 215 421	28 242
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 477	266 744 510	238 027
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 126	131 619 316	118 838
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 088	109 930 148	99 399
07030	Saint-Léon-le-Grand	956	57 649 308	52 004
51035	Saint-Léon-le-Grand	921	128 306 961	110 558
54072	Saint-Liboire	3 064	380 730 338	341 308
63065	Saint-Liguori	2 040	249 571 869	225 206
63048	Saint-Lin--Laurentides	23 299	1 868 398 586	2 811 409
54120	Saint-Louis	722	123 995 698	107 720
39170	Saint-Louis-de-Blandford	1 154	121 108 050	109 302
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	378	44 225 628	39 980
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 731	253 995 021	229 241

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 237	73 811 648	66 755
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	443	59 817 665	53 917
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	557	54 328 006	49 149
49030	Saint-Lucien	1 763	185 122 520	167 254
30072	Saint-Ludger	1 043	95 164 967	85 828
93080	Saint-Ludger-de-Milot	619	59 417 473	53 551
28075	Saint-Magloire	639	79 443 387	71 890
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 403	146 936 080	132 776
19025	Saint-Malachie	1 559	156 915 779	141 579
44003	Saint-Malo	482	77 011 366	69 689
88040	Saint-Marc-de-Figuery	898	83 386 253	74 473
34065	Saint-Marc-des-Carrières	2 979	232 052 245	209 434
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	382	39 214 646	35 446
17020	Saint-Marcel	420	50 335 675	45 481
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	524	131 023 516	110 194
10025	Saint-Marcellin	357	46 158 200	41 814
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 253	376 237 959	339 643
29045	Saint-Martin	2 552	192 825 090	174 223
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	671	90 349 525	81 426
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	778	84 063 825	75 925
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 379	245 002 774	221 172
37230	Saint-Maurice	3 445	273 784 684	289 760
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 084	61 503 613	55 385
11025	Saint-Médard	191	12 005 407	10 689
68050	Saint-Michel	3 553	480 938 249	513 683
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 808	278 656 734	251 615
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 418	493 954 196	446 011
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 043	74 414 454	67 122
12020	Saint-Modeste	1 166	97 856 191	88 395
07095	Saint-Moïse	551	36 621 148	33 258
37240	Saint-Narcisse	1 841	159 258 486	143 780
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 126	153 268 875	138 278
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 047	97 056 225	87 662
93045	Saint-Nazaire	2 062	158 750 617	143 413
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	880	155 149 085	132 887
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	357	37 003 154	33 377
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	741	79 703 776	71 890
07100	Saint-Noël	405	18 512 524	16 872
52070	Saint-Norbert	1 051	130 660 575	118 105
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 217	142 237 852	128 375
09055	Saint-Octave-de-Métis	518	35 655 486	32 277
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 384	130 566 489	117 738
17005	Saint-Omer	276	32 310 259	28 700
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	521	39 935 206	35 945
53032	Saint-Ours	1 710	269 292 687	243 179
14070	Saint-Pacôme	1 558	113 166 598	102 333
17010	Saint-Pamphile	2 337	152 473 550	137 544
14018	Saint-Pascal	3 455	268 586 360	284 259
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 050	137 285 632	126 901
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 323	370 405 312	334 508
61005	Saint-Paul	6 477	578 782 039	866 827
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 928	412 749 420	372 654
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	308	27 299 884	24 575
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 165	310 039 521	279 857
18030	Saint-Paul-de-Montminy	783	93 066 765	83 994
51060	Saint-Paulin	1 545	126 053 429	113 703
19005	Saint-Philémon	705	99 491 356	89 862
29065	Saint-Philibert	358	44 772 853	40 346
14060	Saint-Philippe-de-Néri	805	56 930 332	51 350
54008	Saint-Pie	5 729	720 931 650	1 076 694
49130	Saint-Pie-de-Guire	459	83 392 773	71 179
61020	Saint-Pierre	301	45 819 059	41 447
32050	Saint-Pierre-Baptiste	529	89 645 450	80 438
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	892	108 336 964	97 932
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	117	14 704 992	13 204
18055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	913	105 790 982	94 655
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 985	255 000 691	230 341
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 122	123 198 179	111 136
72043	Saint-Placide	1 746	294 230 486	265 553
71020	Saint-Polycarpe	2 468	351 667 867	305 291
91035	Saint-Prime	2 755	223 818 457	202 099
28020	Saint-Prosper	3 564	241 932 331	263 352
37250	Saint-Prosper-de-Champlain	508	71 185 443	64 187
19082	Saint-Raphaël	2 356	236 741 458	213 836
34128	Saint-Raymond	11 001	1 236 104 265	1 859 968
68055	Saint-Rémi	8 968	1 037 839 941	1 561 772
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	451	67 992 367	61 253
29050	Saint-René	830	71 087 025	62 752
08035	Saint-René-de-Matane	936	59 344 631	53 551
53020	Saint-Robert	1 795	206 710 535	186 318
30070	Saint-Robert-Bellarmin	553	55 067 142	49 883
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 492	683 944 271	1 010 176
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	308	64 169 791	57 952
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 375	238 544 044	215 303
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	960	114 210 862	103 067
63040	Saint-Roch-Ouest	282	78 038 875	66 613
30100	Saint-Romain	704	99 892 071	90 166
39145	Saint-Rosaire	892	126 959 419	113 362

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39130	Saint-Samuel	779	73 905 512	66 596
26010	Saints-Anges	1 161	126 303 424	114 070
77043	Saint-Sauveur	11 112	2 379 926 037	3 581 291
30085	Saint-Sébastien	664	66 132 183	59 786
56050	Saint-Sébastien	725	232 993 006	188 840
51030	Saint-Sévère	317	43 764 849	37 734
27070	Saint-Séverin	278	45 355 058	41 080
35020	Saint-Séverin	841	64 777 942	58 319
05055	Saint-Siméon	1 196	85 812 710	77 392
15058	Saint-Siméon	1 128	120 508 872	108 935
54090	Saint-Simon	1 436	233 546 177	204 284
11055	Saint-Simon-de-Rimouski	431	58 096 650	52 450
29125	Saint-Simon-les-Mines	611	55 734 733	50 250
80070	Saint-Sixte	506	52 675 103	47 682
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	280	95 901 112	86 561
37245	Saint-Stanislas	995	117 431 659	106 001
92070	Saint-Stanislas	374	29 081 508	26 189
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 769	267 144 108	241 345
38005	Saint-Sylvère	782	83 848 109	75 558
33007	Saint-Sylvestre	1 023	143 697 366	129 842
71015	Saint-Télesphore	786	175 005 564	149 983
07070	Saint-Tharcisius	426	24 484 289	22 007

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 565	198 018 634	169 200
29005	Saint-Théophile	695	103 434 586	93 530
61027	Saint-Thomas	3 495	454 752 233	481 222
92045	Saint-Thomas-Didyme	669	60 934 023	55 018
34085	Saint-Thuribe	279	36 059 843	32 644
35027	Saint-Tite	3 680	357 344 929	399 796
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 436	182 912 220	165 053
34090	Saint-Ubalde	1 413	223 418 663	201 732
08073	Saint-Ulric	1 523	128 223 115	115 904
16055	Saint-Urbain	1 357	145 923 224	131 676
70005	Saint-Urbain-Premier	1 312	215 718 942	185 001
56030	Saint-Valentin	451	128 896 782	110 356
39135	Saint-Valère	1 251	141 382 855	127 641
10060	Saint-Valérien	840	74 035 996	66 755
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 788	290 635 619	260 508
19117	Saint-Vallier	1 086	144 855 561	130 942
44005	Saint-Venant-de-Paquette	100	27 003 553	24 253
07075	Saint-Vianney	453	29 097 012	26 409
27008	Saint-Victor	2 441	241 103 541	217 504
50023	Saint-Wenceslas	1 147	145 775 541	128 425
28005	Saint-Zacharie	1 678	132 371 917	119 572
62080	Saint-Zénon	1 181	213 593 526	192 929
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	348	31 340 321	28 242
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	696	132 267 405	106 541
71025	Saint-Zotique	9 306	947 617 377	1 426 061
70052	Salaberry-de-Valleyfield	42 957	4 174 188 890	6 281 198
07085	Sayabec	1 747	141 278 509	127 641
97040	Schefferville	157	41 874 635	40 658
41080	Scotstown	498	26 538 505	23 841
26048	Scott	2 590	264 670 274	239 144
89040	Senneterre	2 759	185 354 292	167 254
89045	Senneterre	1 152	89 538 301	80 693
97007	Sept-Îles	25 081	3 152 487 452	4 843 537
NR971	Sept-Rivières	128	28 653 890	26 042
22020	Shannon	6 293	566 429 136	852 409
36033	Shawinigan	49 802	3 611 620 609	5 434 657
84010	Shawville	1 557	148 004 101	133 510
84095	Sheenboro	113	79 244 804	71 523
47035	Shefford	7 409	951 541 892	1 431 930
05010	Shigawake	271	16 476 658	15 038
53052	Sorel-Tracy	35 160	3 097 066 163	4 660 374
46045	Stanbridge East	857	112 270 199	101 233
46030	Stanbridge Station	278	51 330 299	46 215
45008	Stanstead	2 804	212 739 278	192 195
45025	Stanstead	969	608 707 321	549 444
44050	Stanstead-Est	619	125 640 200	113 337
68035	St-Cyprien-de-Napierville	2 065	378 539 589	340 409
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 309	436 626 846	656 912
42005	Stoke	3 114	351 564 276	329 093
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 367	1 353 167 038	2 036 392
30105	Stornoway	529	66 437 816	59 861
30110	Stratford	938	244 589 850	220 805
45105	Stukely-Sud	1 187	144 679 963	130 576
46058	Sutton	4 221	1 102 932 748	1 378 676
95005	Tadoussac	806	103 622 907	94 155
87042	Taschereau	919	37 698 000	34 111
85005	Témiscaming	2 339	262 289 813	236 943
NR850	Témiscamingue	99	94 621 761	76 164
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	4 935	459 919 448	458 394
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 985	199 476 395	180 092
84045	Thorne	456	128 519 434	115 904
80050	Thurso	2 940	243 096 381	223 263
39025	Tingwick	1 440	183 502 962	165 787
17035	Tourville	593	32 298 721	27 556
88075	Trécesson	1 241	111 339 900	100 499
71125	Très-Saint-Rédempteur	1 005	121 056 827	108 019
69030	Très-Saint-Sacrement	1 241	254 637 697	225 975
27060	Tring-Jonction	1 431	100 460 539	90 596
11040	Trois-Pistoles	3 128	207 949 898	203 610
35055	Trois-Rives	381	162 666 848	146 714
42078	Ulverton	429	62 703 361	56 485

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48038	Upton	2 221	271 252 196	235 121
33070	Val-Alain	973	101 270 506	91 330
07080	Val-Brillant	916	75 279 856	67 855
42055	Valcourt	2 169	213 873 547	193 660
42060	Valcourt	1 046	138 314 087	124 707
78010	Val-David	5 441	680 889 811	1 024 431
80140	Val-des-Bois	879	177 391 591	160 285
78100	Val-des-Lacs	741	201 811 693	184 698
40043	Val-des-Sources	6 823	382 700 264	575 853
89008	Val-d'Or	33 024	3 277 100 138	4 931 428
42095	Val-Joli	1 686	184 360 152	166 521
NR890	Vallée-de-l'Or	262	3 621 805	2 431
26015	Vallée-Jonction	1 856	161 939 087	146 347
78005	Val-Morin	3 040	452 311 327	417 402
30015	Val-Racine	177	35 887 956	32 277
87105	Val-Saint-Gilles	168	7 278 111	6 602
71083	Vaudreuil-Dorion	42 053	5 772 153 617	8 679 858
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 369	244 960 476	221 172
56005	Venise-en-Québec	1 839	280 415 313	253 082
39062	Victoriaville	47 796	3 985 351 073	5 996 939
85025	Ville-Marie	2 475	226 316 562	204 299
32085	Villeroy	473	66 309 177	59 786
84070	Waltham	381	60 504 737	54 651
47030	Warden	368	26 213 537	23 841
39077	Warwick	4 766	471 695 653	634 172
47025	Waterloo	4 816	355 640 330	480 385
44080	Waterville	2 270	213 239 426	192 562
41098	Weedon	2 634	285 536 990	257 850
76035	Wentworth	572	269 630 251	243 545
77060	Wentworth-Nord	1 510	521 578 697	470 952
41065	Westbury	1 066	113 596 333	102 700
49040	Wickham	2 629	255 488 993	230 020
42088	Windsor	5 419	471 236 345	708 996
40017	Wotton	1 425	131 731 141	118 838
51020	Yamachiche	2 902	295 900 904	266 756
53082	Yamaska	<u>1 737</u>	<u>180 936 448</u>	<u>163 219</u>
1039		2 640 615	297 691 505 423	369 044 675
78127 ²	Lac-Tremblant-Nord	47	170 676 260	223 891
78102 ²	Mont-Tremblant	10 510	3 844 429 300	6 361 847
80XXX ^{2,3}	Notre-Dame-de-la-Salette	819	102 719 788	160 427

L'écart total de 16,8 M\$ entre la facture des 1039 municipalités pour l'année 2022 et celle de 2021 (352 280 574 \$) est lié à une hausse du coût moyen d'un policier utilisé dans le calcul et l'imposition d'un plancher-plafond à la facturation.

La municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette a intégré à la desserte SQ le 1^{er} janvier 2022.

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² La facture de ces municipalités est calculée en fonction certaines données dont la valeur diffère de celles considérées pour les 1039 autre municipalités, soit lecoût moyen d'un policier et le taux de partage. En effet, le Règlement prévoit certaines dispositions transitoires applicables entre 2020 et 2024 s'adressant uniquement aux municipalités desservies avant l'année 2020.

³ Cette municipalité a changé de MRC le 1^{er} janvier 2022 causant ainsi un impact au niveau de son code géographique. En date de la mise à jour de cette fiche (02-02-2022), le code géographique officiel n'est pas connu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 167 : La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2021-2022.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE ¹	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE ²	POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE ³	TAUX D'OCCUPATION ⁴	COÛT/JOUR ⁵ (\$)	DÉPENSES RÉELLES ⁶ (k\$)
Amos	195	222	182	82 %	503	33 433
Baie-Comeau	35	41	37	90 %	483	6 525
Hull	188	213	169	79 %	325	20 028
Leclerc de Laval	322	366	176	48 %	518	33 282
Montréal	1 234	1 402	958	68 %	311	108 749
New Carlisle et Havre-Aubert	87	99	65	66 %	385	9 131
Percé	40	46	33	72 %	548	6 595
Québec (hommes et femmes)	585	665	541	81 %	316	62 364
Rimouski	106	121	87	72 %	404	12 836
Rivière-des-Prairies	420	477	403	84 %	356	52 294
Roberval	216	246	186	76 %	456	30 968
Sept-Îles	48	55	32	58 %	1 463	17 090
Sherbrooke	222	252	211	84 %	268	20 677
Sorel-Tracy	304	345	304	88 %	415	46 097
St-Jérôme	348	396	348	88 %	285	36 167
Trois-Rivières	234	266	208	78 %	289	21 928

¹ La capacité opérationnelle moyenne correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.

² La capacité disponible moyenne correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 (projection en date de février 2022).

³ Population moyenne quotidienne en institution du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022 (projection en date de février 2022).

⁴ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible moyenne.

⁵ Coût/jour : = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours).

⁶ Les dépenses probables sont une projection au 30 novembre 2021.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 168 : Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque établissement de détention pour l'année financière 2021-2022¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	TAUX D'OCCUPATION ²
Amos	92%
Baie-Comeau	117%
Hull*	96%
Leclerc de Laval	57%
Montréal*	80%
New Carlisle	89%
Percé	85%
Québec (homme et femme)	89%
Rimouski	83%
Rivière-des-Prairies	98%
Roberval*	84%
Sept-Îles	87%
Sherbrooke	93%
Sorel*	95%
St-Jérôme	96%
Trois-Rivières	88%

¹ Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022.

² Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

* Ces établissements de détention présentent des places fixes pour peines discontinues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 170 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour l'année 2021-2022. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ² DES TRANSFERTS
	2021-2022 ¹	2021-2022 ¹ (en \$)
Amos	498	142 984
Baie-Comeau	111	97 407
Montréal ⁴	221	22 746
Rivière-des-Prairies ³	486	
Leclerc de Laval ⁴	62	15 304
Québec (femmes)	102	119 179
Québec (hommes)	195	
Hull	287	50 507
New Carlisle	75	65 372
Havre-Aubert	-	
Percé	39	35 562
Rimouski	149	112 142
Roberval	164	169 140
Saint-Jérôme	274	195 758
Sept-Îles	54	21 244
Sherbrooke	260	91 684
Sorel	191	73 538
Trois-Rivières	217	77 819

¹ Données disponibles au 28 février 2022.

² La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

³ Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁴ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 171 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) en 2021-2022. Ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ² DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2021-2022 ¹	2021-2022 ¹ (en \$)
Amos	160	82 917
Baie-Comeau ³	55	4 573
Montréal ⁴	2 580	1 430 660
Rivière-des-Prairies ⁴	1 504	
Leclerc de Laval ⁴	331	
Québec (femmes)	497	308 249
Québec (hommes)		
Hull	88	1 145
New Carlisle	156	98 979
Havre-Aubert	-	
Percé ⁵	4	
Rimouski	67	13 636
Roberval	163	59 409
Saint-Jérôme	821	321 740
Sept-Îles	83	3 161
Sherbrooke	174	20 334
Sorel	209	3 362
Trois-Rivières	270	150 855

¹ Données disponibles au 28 février 2022.

² La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

³ Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère presque aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

⁴ Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

⁵ Les comparutions sont effectuées par l'Établissement de détention de New-Carlisle, dans la majorité des cas.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 172 : État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.

Depuis juillet 2018, l'Établissement de détention d'Amos accueille la clientèle prévenue inuite en provenance du Nunavik selon l'entente signée avec l'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivik.

L'entente sur le financement complémentaire des services policiers entre l'ARK et le Québec du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2023 prévoit que le Service de police du Nunavik mettra et maintiendra en place un pont aérien afin d'effectuer le transport des prévenus.

Entre le 1^{er} avril 2021 et le 28 février 2022, ce sont 365 prévenus qui ont été transportés vers l'Établissement de détention d'Amos. Comparativement à l'année dernière, le nombre de prévenus transportés a augmenté et le nombre de ponts aériens est resté stable.

Il y a eu 58 ponts aériens du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, pour un total de 115 ponts aériens entre le Nunavik et l'Établissement de détention d'Amos depuis le 1^{er} avril 2020.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 173 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2022; ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	44	155
Baie-Comeau	10	31
Hull	79	103
Leclerc de Laval	80	102
Montréal	382	701
New Carlisle	41	26
Percé	34	-
Québec (femme)	11	15
Québec (homme)	224	302
Rimouski	47	43
Rivière-des-Prairies	64	394
Roberval	88	113
Sept-Îles	9	17
Sherbrooke	107	118
Sorel	131	172
St-Jérôme	192	170
Trois-Rivières	88	117

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinuées à 23h59 le 31 janvier 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 174 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2022.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2021-2022¹																	
SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Armes à feu	7	-	-	15	4	55	-	11	3	10	3	4	3	7	11	15	6
Autres délits au code criminel	61	11	39	156	129	260	1	60	22	71	49	87	6	62	153	88	38
Autres infractions aux lois québécoises	-	-	-	3	1	3	-	2	-	-	-	2	1	1	4	1	2
Autres infractions aux règlements municipaux	5	-	2	26	43	72	-	104	-	10	-	6	4	18	29	16	6
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres infractions contre la personne	24	3	4	76	16	103	3	20	9	24	15	32	13	27	50	38	30
Autres infractions contre la propriété	-	-	-	3	-	3	-	-	-	-	-	1	-	1	2	1	1
Complot, complicité, tentative	6	-	1	13	6	25	-	1	1	5	3	4	1	4	11	13	14
Conservation de la faune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Extorsion	2	-	-	5	1	9	-	2	1	2	1	1	-	2	6	2	1
Fraude, corruption et escroquerie	1	1	3	14	16	27	-	7	2	5	4	2	-	8	17	10	8
Homicide involontaire	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-
Immigration	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Infractions à la circulation routière (code criminel)	-	1	-	8	2	15	-	3	-	1	-	1	1	2	3	4	2
Infractions contre l'état	8	-	1	22	12	69	-	17	3	11	2	15	-	4	15	13	4
Infractions d'ordre sexuel	8	3	2	33	3	55	24	11	5	4	1	14	3	14	35	28	6
Infractions fédérales (boissons & circulation)	38	12	28	142	57	180	-	35	21	12	26	53	6	49	80	83	46
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	3	-	-	-
Introduction par effraction	17	4	14	98	39	134	-	30	12	25	10	58	4	30	60	39	31
Loi sur les indiens	-	-	-	-	1	7	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-
Méfait, incendie, dommage	17	4	3	34	30	89	-	20	6	29	3	20	1	17	20	9	19
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	40	5	15	103	63	293	-	32	2	108	10	27	16	36	98	71	21
Paris, prostitution, mœurs	3	-	-	19	1	54	6	5	5	4	1	11	-	17	20	6	7
Recel	2	1	2	5	5	46	-	7	2	6	1	3	-	9	11	19	2
Stupéfiants	23	13	32	140	89	402	-	72	16	60	20	37	1	65	102	80	61
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Voies de fait	77	11	13	192	90	303	-	53	28	74	30	77	23	49	181	87	45
Vol qualifié	2	1	1	13	7	67	-	4	1	6	1	6	1	10	11	6	6
Vol simple	5	-	9	29	32	87	-	14	1	34	5	10	3	10	51	31	15
Vol simple de moins de 1000\$	4	1	5	12	30	59	-	16	2	6	5	7	3	5	8	11	6

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	10,60	108,77	3 869	399 790	1 912 991	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	7,00	114,70	2 555	278 406	1 383 985	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	8,00	134,81	2 920	373 963	1 884 418	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	20,00	105,80	7 300	733 723	3 425 981	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,99	107,14	3 646	371 136	1 414 050	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	12,84	109,63	4 687	520 921	2 580 772	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	109,48	5 106	531 091	2 582 672	2018-04-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	30,58	109,49	11 162	1 160 990	5 278 323	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	17,50	105,11	6 388	637 821	3 020 623	2018-04-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	115,20	3 816	417 623	1 245 095	2021-09-01	2023-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	115,20	2 754	301 398	650 000	2020-11-01	2021-08-31
La Maison Painchaud	15,25	103,25	5 566	545 980	2 460 705	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	30,00	109,54	10 950	1 139 490	5 317 361	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,99	109,62	2 551	265 695	1 319 389	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,50	112,50	3 468	370 589	1 819 010	2018-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	17,00	104,69	6 205	617 121	2 944 680	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	25,99	108,69	9 486	979 518	4 685 393	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	15,75	107,81	5 749	588 784	2 678 301	2018-04-01	2023-03-31
Résidence Carpe Diem inc., La	11,00	113,47	4 015	432 803	2 036 201	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre l'Étape	0,99	114,74	361	56 218	234 165	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	108,24	4 198	431 621	2 057 292	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	14,01	107,71	5 114	523 252	2 401 531	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	11,99	113,32	4 376	471 132	2 373 913	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	109,01	8 943	926 081	4 389 964	2018-04-01	2023-03-31
Waseskun	8,00	111,95	2 920	310 549	1 393 759	2019-04-01	2023-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,0	91,51	1 095	95 193	420 207	2018-04-01	2023-03-31
Point de rencontre inc.	2,5	91,51	920	79 962	352 974	2018-04-01	2023-03-31
Répit du Passant inc., Le	1,0	91,51	365	31 731	140 069	2018-04-01	2023-03-31

¹ Projection selon les données au 31 janvier 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	2,0	35,29	730	-	82 951	2019-04-01	2022-03-31
Aiguillage, L'	1,5	35,29	548	5 258	52 954	2019-04-01	2022-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	2,5	35,29	913	41 254	70 965	2020-04-01	2022-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,0	34,61	730	39 040	70 296	2020-04-01	2022-03-31
Hébergement d'urgence Lanaudière	1,3	35,29	456	7 411	35 483	2020-04-01	2022-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	1,0	35,29	365	18 386	21 847	2021-04-01	2022-03-31
Hébergement Fleur de Macadam	1,0	35,29	365	25 232	52 977	2019-04-01	2022-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,0	36,06	365	1 911	29 591	2020-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,1	35,29	774	27 667	87 929	2019-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,5	35,29	183	2 329	14 193	2020-04-01	2022-03-31
Point de rencontre inc.	0,2	34,61	88	138	6 816	2020-04-01	2022-03-31
Tandem-Jeunesse	0,5	36,06	183	-	14 795	2020-04-01	2022-03-31
Transit Sept-Îles	1,1	34,61	402	6 853	31 238	2020-04-01	2022-03-31

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,30	36,06	110	4 508	8 705	2020-04-01	2022-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	7,40	36,06	2 701	23 403	214 722	2020-04-01	2022-03-31
Bercail de St-Georges, Au	1,35	36,06	493	9 340	39 172	2020-04-01	2022-03-31
Centre Accalmie	0,50	36,06	183	2 344	14 508	2020-04-01	2022-03-31
Centre Émilie Gamelin	0,40	36,06	146	9 556	40 000	2020-04-01	2022-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	2,00	36,06	730	0	58 033	2020-04-01	2022-03-31
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts inc.	0,37	36,06	135	1 082	10 736	2020-04-01	2022-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	36,06	730	18 751	58 033	2020-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maison à Damas inc., La	0,30	36,06	110	721	8 705	2020-04-01	2022-03-31
Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc. (La)	0,86	36,06	314	11 395	24 955	2020-04-01	2022-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	36,06	500	4 940	39 753	2020-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	2,25	36,06	821	19 220	97 254	2019-04-01	2022-03-31

¹ Projection selon les données au 31 janvier 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie							
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	2,50	22,53	913	45 443	158 320	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	22,14	1 825	32 435	145 814	2019-04-01	2022-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	22,53	2 300	19 624	114 205	2020-04-01	2022-03-31
Centre régional ADH "le Tremplin" Maison de transition pour hommes	1,50	36,06	548	18 859	43 524	2020-04-01	2022-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	22,53	548	8 426	40 489	2019-04-01	2022-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	36,06	183	180	14 508	2020-04-01	2022-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	3,00	36,06	1 095	8 799	43 976	2021-04-01	2022-03-31
Maison Carignan inc.	10,00	22,53	3 650	81 491	181 277	2020-04-01	2022-03-31
Maison de Job	2,05	22,53	748	6 872	37 161	2020-04-01	2022-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	2,50	22,53	913	32 195	62 820	2020-04-01	2022-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	22,53	175	1 622	8 701	2020-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	1,00	36,06	365	3 029	29 017	2020-04-01	2022-03-31
Maison Jean Lepage inc.	5,82	22,53	2 124	10 589	105 504	2020-04-01	2022-03-31
Maison La Passerelle	1,50	22,53	548	15 839	67 814	2019-04-01	2022-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	5,00	22,53	1 825	49 341	90 639	2020-04-01	2022-03-31
Pavillon de l'Assuétude - St-Guillaume	1,61	22,53	588	37 535	109 218	2019-04-01	2022-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	3,00	22,53	1 095	2 816	80 979	2019-04-01	2022-03-31

¹ Projection selon les données au 31 janvier 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	144,00	4,114	52 560	205 420	1 118 633	2018-04-01	2023-03-31
Centre l'Entre-Toit inc.	100,00	4,114	36 500	142 653	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	140,00	4,240	51 100	205 831	1 121 801	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	169,00	4,481	61 685	262 590	1 430 055	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	482,00	4,201	175 930	702 128	4 224 209	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	210,00	4,438	76 650	434 036	1 412 290	2019-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,289	30 660	124 926	680 117	2018-04-01	2023-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	609,00	4,152	222 285	890 239	4 580 888	2018-04-01	2023-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	4,130	140 890	552 782	3 012 946	2018-04-01	2023-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	4,114	67 525	263 908	1 437 133	2018-04-01	2023-03-31
Conseil des Mohawks de Akwesasne	32,00	4,114	11 680	45 649	177 586	2019-12-01	2023-03-31
CRC le Pavillon inc.	509,00	4,133	185 785	729 457	3 973 616	2018-04-01	2023-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	390,00	4,206	142 350	568 788	3 097 442	2018-04-01	2023-03-31
La Maison Painchaud	262,00	4,114	95 630	373 751	2 035 291	2018-04-01	2023-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	168,00	4,408	61 320	269 646	1 122 048	2019-04-01	2023-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	293,00	4,114	106 945	417 973	2 276 107	2018-04-01	2023-03-31
Maison Charlemagne	264,00	4,114	96 360	376 604	2 050 827	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	4,182	78 840	339 695	1 706 875	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,00	4,128	221 920	870 281	4 745 315	2018-04-01	2023-03-31
Maison d'hébergement le Séjour inc., La	72,00	4,114	26 280	102 710	559 317	2018-04-01	2023-03-31
Maison l'Intervalle	100,00	4,114	36 500	142 653	776 828	2018-04-01	2023-03-31
Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement certifiée)	50,00	4,201	18 250	77 210	186 000	2021-04-01	2023-03-31
Maison Radisson inc.	405,00	4,240	147 825	595 439	3 245 211	2018-04-01	2023-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	238,00	4,114	86 870	339 514	1 848 852	2018-04-01	2023-03-31
Pavillon de l'Assuétude - Shawinigan	70,00	4,114	25 550	130 574	543 780	2018-04-01	2023-03-31
Réhab	426,55	4,194	155 691	620 319	3 379 124	2018-04-01	2023-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 A) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Résidence Carpe Diem inc., La	265,00	4,114	96 725	378 030	2 058 595	2018-04-01	2023-03-31
Service Relance Saguenay - Lac-St-Jean	72,00	4,118	26 280	102 810	559 399	2018-04-01	2023-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	349,00	4,173	127 385	504 999	2 751 096	2018-04-01	2023-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	4,906	13 140	63 484	295 300	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	250,00	4,114	91 250	356 632	1 942 071	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	4,199	35 040	139 776	761 821	2018-04-01	2023-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	54,00	4,114	19 710	77 033	400 969	2018-04-01	2023-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	261,00	4,114	95 265	372 324	2 027 522	2018-04-01	2023-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	85,00	4,281	31 025	126 177	605 821	2018-04-01	2023-03-31

¹ Projection selon les données au 31 janvier 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - Basses Laurentides	12 228	36 476	2019-04-01	2022-03-31
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle - MRC Antoine-Labelle	12 760	38 062	2019-04-01	2022-03-31
Accueil d'Amos (L')	Accompagnement auprès des inuits	63 931	316 966	2019-04-01	2022-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale	18 135	54 097	2019-04-01	2022-03-31
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	Sensibilisation aux toxicomanies	5 986	17 856	2019-04-01	2022-03-31
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	La violence j'y renonce	14 355	42 820	2019-04-01	2022-03-31
Au cœur de l'il, Centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	Suivi et encadrement clinique spécifique à la clientèle correctionnelle	9 038	26 961	2019-04-01	2022-03-31
Auberge chez mon père	Centre de jour (soutien et accueil de personnes incarcérées)	10 647	297 567	2019-04-01	2022-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones	55 415	218 260	2018-04-01	2022-03-31
Bérubé, Andréanne	Programme d'ateliers du Centre de formation de l'Établissement de détention de Montréal (PAC de l'EDM)	3 227	3 267	2021-04-01	2022-03-31
Centre de prévention du suicide C.P.S.	Prévention du suicide chez la population incarcérée	2 093	6 243	2019-04-01	2022-03-31
Centre de prévention du suicide C.P.S.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Québec (femmes et hommes)	0	22 500	2021-07-19	2022-03-31
Centre de prévention du suicide Côte-Nord	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Baie-Comeau	1 140	4 000	2021-07-19	2022-03-31
Centre de ressources pour hommes Drummond	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	9 821	29 295	2019-04-01	2022-03-31
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay Lac-St-Jean	Promotion et sensibilisation à la non-violence en milieu carcéral	10 062	30 014	2019-04-01	2022-03-31
Centre de services de justice réparatrice	Ateliers en communication constructive dans une perspective réparatrice pour femmes en milieu carcéral	6 308	6 386	2021-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	La Boussole	16 678	49 751	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	Programme hommes violentés - Travail d'un jour	3 386	10 101	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Programme de rencontres pré-traitement et sensibilisation aux problématiques sexuelles	23 286	69 464	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Service d'accueil, d'évaluation et de référence	28 490	84 985	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles CETAS	Programme de conscientisation pour auteurs de délits sexuels - Établissement de détention de St-Jérôme	8 187	24 423	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille CIASF	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant	47 424	94 999	2020-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	28 659	85 490	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	24 098	71 886	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Détention Montréal	29 568	88 202	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Milieu ouvert	38 929	116 124	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie - CIVAS Estrie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	43 234	128 968	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie CIVAS	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	21 692	64 706	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais CIPTO	Programme de prévention et de sensibilisation en toxicomanie	9 304	27 754	2019-04-01	2022-03-31
Centre d'intervention le Rond Point	Briser l'isolement - Ed de Sept-Îles	2 114	7 300	2021-04-01	2022-03-31
Centre EX-EQUO	Services aux agresseurs (SAS)	49 880	148 791	2019-04-01	2022-03-31
Centre Femmes aux 3-A de Québec inc.	Centre de réinsertion sociale (programme de base)	30 316	90 433	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'aide aux agresseurs sexuels	10 465	31 216	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - BSL	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle	20 720	61 808	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	Ateliers sur la connaissance de soi et la gestion de l'impulsivité en milieu carcéral	13 342	39 801	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	Programme d'accompagnement pour la clientèle correctionnelle suivie en milieu ouvert	4 709	9 433	2020-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	PSGA - Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité	3 365	10 039	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme en toxicomanie, prévention de la rechute	10 846	32 353	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Vers ma communauté, préparer la clientèle Inuit incarcérée à retourner dans leur communauté de façon sécuritaire ED Amos	3 388	13 572	2020-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive	7 325	14 673	2020-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Émotions et violence - milieu ouvert	7 443	22 203	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie - Établissement de détention de St-Jérôme	3 403	10 150	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés	17 082	50 956	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Drogue, conséquence et société	4 368	13 030	2019-04-01	2022-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-vie	2 621	7 819	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Sensibilisation aux toxicomanies	4 545	13 557	2019-04-01	2022-03-31
Chaudronnée de l'Estrie inc. (La)	Tout compte fait	12 760	38 062	2019-04-01	2022-03-31
CHOC Carrefour d'hommes en changement	La violence j'y renonce	21 640	64 554	2019-04-01	2022-03-31
CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal, Institut universitaire en santé mentale de	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale	203 337	203 337	2021-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute (secteur protection)	3 139	9 365	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies	4 186	12 486	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute (secteur régulier)	6 279	18 730	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de prévention de la rechute - ED Sept-Îles	7 587	22 569	2019-04-01	2022-03-31
Clinique Motivation	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies - ED de Baie-Comeau	5 494	16 342	2019-04-01	2022-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Continuité famille auprès des détenus, Programme mère-enfants (volet coordination)	45 218	134 885	2019-04-01	2022-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Atelier : Je communique avec mon enfant	3 699	7 409	2020-04-01	2022-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Continuité famille auprès des détenus. Programme mère-enfants (volet intervention)	38 168	89 252	2019-04-01	2022-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Volet Atelier «Être parent, toute une expérience»	3 872	3 872	2021-06-01	2022-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciaisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté - milieu ouvert	9 261	27 626	2019-04-01	2022-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Sensibilisation à la violence - Établissement de détention de New-Carlisle	14 012	39 465	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Contrecoup	13 777	41 096	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Entrée libre	14 750	43 999	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Délinquant parce que	11 511	34 338	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Force 7	71 727	213 961	2019-04-01	2022-03-31
CRC le Pavillon inc.	Conduire et se conduire	2 093	6 243	2019-04-01	2022-03-31
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	Programme d'intervention de groupe (Mû et Vie)	7 325	21 851	2019-04-01	2022-03-31
Descroisselles-Savoie, Valérie	Programme d'ateliers d'art-thérapie (Leclerc de Laval)	29 089	86 773	2019-04-01	2022-03-31
D'Hommes à Hommes inc.	Programme d'aide aux usagers référés par la probation de Thetford Mines et les intervenants communautaires	3 663	10 926	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Diogène, Suivi communautaire	Diogène, Suivi communautaire	16 059	47 904	2019-04-01	2022-03-31
Diogène, Suivi communautaire	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Leclerc-de-Laval	8 300	67 500	2021-07-19	2022-03-31
Donnes-toi une chance	Programme de sensibilisation pour les hommes judiciarisés	28 826	85 989	2019-04-01	2022-03-31
Donnes-toi une chance	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Hull	19 320	21 000	2021-07-19	2022-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Vivre sans violence (secteur protection) - Établissement de détention de Baie-Comeau	2 093	6 243	2019-04-01	2022-03-31
Équijustice Haute Côte-Nord / Manicouagan	Vi-Sa-Vi -Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	4 186	12 486	2019-04-01	2022-03-31
Fournet, Béatrice	Suivi sexologique pour la clientèle autochtone	16 464	32 928	2021-04-01	2022-03-31
Groupe Amorce	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels pédophiles)	42 144	125 717	2019-04-01	2022-03-31
Halte Bois-Francs	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme	13 709	40 893	2019-04-01	2022-03-31
Homme aide Manicouagan	Être ou ne pas être... un homme et soutien psychosocial pour les hommes - Établissement de détention de Baie-Comeau	4 395	13 111	2019-04-01	2022-03-31
Hommes Sept-Îles, Centre d'entraide pour hommes inc.	Soutien psychosocial pour les hommes	7 791	23 240	2019-04-01	2022-03-31
Impact - Rivière Gatineau, L'	Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence	9 889	58 997	2019-04-01	2022-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	2 335	2 335	2021-04-01	2021-06-19
Kapatakan Gilles Jourdain	La spiritualité autochtone et les cercles de partage	3 139	9 365	2019-04-01	2022-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Les substances et les psychotropes	3 695	11 022	2019-04-01	2022-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	Briser l'isolement - ED Sept-Îles	1 000	3 700	2021-04-01	2022-03-31
La Croisée, un organisme de justice alternative	Vivre sans violence - Offert en détention (Sept-Îles)	7 325	21 851	2019-04-01	2022-03-31
La Maison Painchaud	Emprise (dépendance affective)	11 511	23 058	2020-04-01	2022-03-31
La Maison Painchaud	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes	11 511	23 058	2020-04-01	2022-03-31
L'Accord Mauricie inc.	Thérapie pour détenus à comportements violent à l'intérieur de leur relation conjugale	20 929	62 432	2019-04-01	2022-03-31
LARAKI, Mohamed Lotfi	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)	15 000	15 000	2021-04-01	2022-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Coup de pouce	4 572	4 572	2021-04-01	2022-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	8 677	25 882	2019-04-01	2022-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Sherbrooke	8 960	17 000	2021-07-19	2022-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Services en réinsertion sociale Espadrille	453 367	1 352 399	2019-04-01	2022-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM)	20 168	20 420	2021-04-01	2022-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Service de fin de semaine (peines intermittentes)	43 135	43 674	2021-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Maison Charlemagne	Programme spécialisé en délinquance sexuelle	44 601	133 046	2019-04-01	2022-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain	10 633	31 719	2019-04-01	2022-03-31
Maison le Passeur	Sensibilisation à la violence et amorce au changement personnel	8 225	24 535	2019-04-01	2022-03-31
Maison le Passeur	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Sorel-Tracy	9 240	16 000	2021-07-19	2022-03-31
Maison l'Intervalle	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme-Justice	24 379	72 723	2019-04-01	2022-03-31
Maison Radisson inc.	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)	10 868	32 418	2019-04-01	2022-03-31
Maison Radisson inc.	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)	10 524	31 394	2019-04-01	2022-03-31
Maison Radisson inc.	Gestion et traitement de la délinquance sexuelle - GTDS	32 769	97 750	2019-04-01	2022-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle (MITAS)	Programme Accueil - Conscientisation du cycle de l'agression sexuelle et sensibilisation aux conséquences	25 519	76 125	2019-04-01	2022-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en agression sexuelle (MITAS)	Programme d'accueil spécialisé pour déficience intellectuelle	10 295	10 423	2021-04-01	2022-03-31
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet - Yamaska	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Trois-Rivières	12 480	22 500	2021-07-19	2022-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert	50 989	152 100	2019-04-01	2022-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Suivi communautaire d'intensité variable	106 430	317 483	2019-04-01	2022-03-31
Ranger, Nicole	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Saint-Jérôme	12 300	22 000	2021-07-19	2022-03-31
Réhab	Azimet	682	1 500	2022-01-03	2022-03-31
Réhab	L'Azimet - Chaudière-Appalaches	26 460	78 930	2019-04-01	2022-03-31
Réhab	L'Azimet - Québec	26 941	80 366	2019-04-01	2022-03-31
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	8 506	25 375	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes (clientèle francophone)	3 332	19 881	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme d'intervention auprès des conjoints ayant des comportements violents	32 963	98 328	2019-04-01	2022-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de sensibilisation à la violence sous toutes ses formes pour clientèle Inuit anglophone à l'ED Amos	3 335	13 362	2020-04-01	2022-03-31
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de références dans les lieux de regroupement naturels et les milieux de vie des personnes	5 965	17 793	2019-04-01	2022-03-31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 B) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense ¹ 2021-2022 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Service d'intervention de proximité Domaine-du-Roy	Briser l'isolement - Prévention du suicide ED Roberval	0	7 500	2021-07-19	2022-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Appartement supervisé pour les femmes judiciarisées	70 497	210 295	2019-04-01	2022-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	Parrainage social	20 203	60 265	2019-04-01	2022-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Visites d'Aînés des Premières Nations en établissement de détention	53 000	106 000	2020-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E)	57 943	172 845	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)	45 594	136 006	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Gestion de la colère pour les services externes	10 720	31 979	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme face à face - EDLL	7 303	21 784	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à la découverte de soi	12 022	12 172	2021-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme Moi d'abord (programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle)	3 852	3 852	2021-12-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Ateliers thématiques ED Hull	3 243	9 674	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Centre Elizabeth Fry de l'Outaouais - Programmes externes	44 308	132 172	2019-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Gestion de la colère	4 996	5 058	2021-04-01	2022-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Autonome et libre	4 811	9 484	2021-04-01	2022-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	137 500	230 000	2020-08-01	2022-03-31
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance	9 945	19 921	2020-04-01	2022-03-31
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	Programme coup de main, interventions en groupe	5 232	15 608	2019-04-01	2022-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier	2 852	8 506	2019-04-01	2022-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Secteur régulier	4 270	12 736	2019-04-01	2022-03-31
Via l'Anse	Via l'Anse - Interventions	15 944	47 562	2019-04-01	2022-03-31
Waseskun	Waseya pour délinquants autochtones abusifs	15 950	31 950	2020-04-01	2022-03-31

¹ Projection selon les données au 31 janvier 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 175 C) : La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

AUTRES (SUBVENTIONS)	2021-2022 (en \$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec (A.S.R.S.Q.)	74 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la S.C.Q. financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 176 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention en 2021-2022¹.

Établissements de détention	2021-2022 (10 mois)		
	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	200	899	1 099
Baie-Comeau	53	131	184
Hull	319	732	1 051
Leclerc de Laval	209	950	1 159
Montréal	1 399	3 709	5 108
New Carlisle	32	178	210
Percé	2	10	12
Québec (femmes)	160	232	392
Québec (hommes)	710	1 684	2 394
Rimouski	122	293	415
Rivière-des-Prairies	31	2 612	2 643
Roberval	267	650	917
Sept-Îles	30	164	194
Sherbrooke	253	847	1 100
Sorel	341	901	1 242
St-Jérôme	513	1 327	1 840
Trois-Rivières	195	889	1 084

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 177 : Le nombre de détenus et prévenus libérés par erreur en 2021-2022; ventilation par établissement de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	2021-2022 ¹	
	Détenus	Prévenus
Amos		1
Baie-Comeau		
Hull	1	1
Leclerc de Laval		4
Montréal	1	2
New Carlisle		
Québec (Femmes)		
Québec (Hommes)		1
Rimouski		
Rivière-des-Prairies	1	
Roberval	1	1
Sept-Îles		
Sherbrooke		
Sorel	1	3
Saint-Jérôme		1
Trois-Rivières		

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	12,1
--	------

¹ Les données sont au 31 mars 2022.

* La répartition des détenus et des prévenus a été faite sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.

** Le motif lié à la gestion de l'horaire de libération pour les peines discontinues est exclu.

*** Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 178 : Le nombre d'évasions¹ pour chaque établissement de détention en 2021-2022.

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2021-2022²	0	0	0

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Les données sont au 31 mars 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 179 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2022 et pour chacune des cinq dernières années.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵	NB ⁶	REPRIS ⁵	TAUX REPRIS ⁵
2021-2022	-	-	-	5	5	100 %	665	452	68 %

¹Libertés illégales : Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

²Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³Évasion d'une garde légale : Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴Absence illégale : Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine

⁵Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées au 31 janvier 2022. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement de détention. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

⁶Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Ainsi, il se peut que les données des cahiers d'étude des crédits des années précédentes ne correspondent pas à celles du cahier de cette année.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS
- 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 180 : Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par établissement de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.

Répartition des octrois¹ de permissions de sortir par établissement - année 2021-2022²

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							Total
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC ³⁻⁴	Réins. sociale	Visite famille	
Amos	-	551	11	2	5	6	-	575
Baie-Comeau	-	236	21	-	12	29	-	298
Hull	-	479	18	1	12	46	-	556
Leclerc de Laval	-	2 180	8	3	27	62	-	2 280
Montréal	-	3 888	-	4	64	889	-	4 845
New Carlisle	-	161	105	1	14	22	-	303
Percé	-	11	4	-	1	4	-	20
Québec (Femmes)	-	848	9	-	12	48	-	917
Québec (Hommes)	-	2 625	9	4	41	422	-	3 101
Rimouski	-	593	13	-	10	74	-	690
Rivière-des-Prairies	-	605	20	-	6	18	-	649
Roberval	-	1 817	20	-	24	56	-	1 917
Sept-Îles	-	196	2	-	2	18	-	218
Sherbrooke	-	1 127	5	2	29	30	-	1 193
Sorel	-	1 976	1	3	30	43	-	2 053
St-Jérôme	-	2 176	5	1	41	244	-	2 467
Trois-Rivières	-	2 214	19	-	14	25	-	2 272

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022.

³ Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

⁴ (PSPLC) Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 181 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par établissement de détention et par année financière en 2021-2022.

Établissements de détention	2021-2022				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	89%	5%	2%	4%	100 %
Baie-Comeau	87%	5%	4%	4%	100 %
Hull	80%	5%	6%	9%	100 %
Leclerc de Laval	94%	4%	1%	1%	100 %
Montréal	97%	2%	1%	0%	100 %
New Carlisle	67%	24%	5%	4%	100 %
Percé	13%	13%	50%	25%	100 %
Québec(Femmes)	94%	2%	1%	3%	100 %
Québec(Hommes)	80%	7%	3%	10%	100 %
Rimouski	91%	4%	1%	4%	100 %
Rivière-des-Prairies	65%	22%	8%	6%	100 %
Roberval	95%	2%	1%	2%	100 %
Sept-Îles	86%	7%	3%	4%	100 %
Sherbrooke	90%	5%	3%	2%	100 %
Sorel	95%	3%	1%	1%	100 %
St-Jérôme	85%	5%	2%	8%	100 %
Trois-Rivières	98%	1%	0%	0%	100 %

Au 28 février 2022

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 182 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels.
Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2021-2022 (6 mois)		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	1 323	25	1 348
BAIE-COMEAU	491	66	557
HULL	775	423	1 198
LECLERC DE LAVAL	1 358	714	2 072
MONTRÉAL	4 414	2 665	7 079
NEW CARLISLE	757	192	949
PERCÉ	370	183	553
QUÉBEC	4 477	1 111	5 588
RIMOUSKI	516	125	641
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	4 877	2 166	7 043
ROBERVAL	1 876	98	1 974
SEPT-ÎLES	430	151	581
SHERBROOKE	1 039	279	1 318
SOREL	1 410	472	1 882
ST-JÉRÔME	2 550	437	2 986
TROIS-RIVIÈRES	1 292	334	1 626

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 183 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2021-2022 (6 mois)		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
AMOS	80	-	80
BAIE-COMEAU	98	-	98
HULL	63	-	63
LECLERC DE LAVAL	357	-	357
MONTRÉAL	784	10	794
NEW-CARLISLE	111	108	219
PERCÉ	152	-	152
QUÉBEC	453	196	649
RIMOUSKI	48	-	48
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	544	55	599
ROBERVAL	490	131	621
SEPT-ÎLES	252	131	383
SHERBROOKE	441	131	572
SOREL	291	-	291
ST-JÉRÔME	362	-	362
TROIS-RIVIÈRES	113	-	113

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures.

Source : SCT- MEDIA - MODULE INDICATEURS T2 - Septembre 2021

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 184 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2021-2022	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS ² (en \$)
AMOS	35 090	1 631 696
BAIE-COMEAU	8 760	407 353
HULL	14 364	667 925
LECLERC DE LAVAL	40 169	1 867 857
MONTREAL	207 274	9 638 260
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	11 074	514 924
PERCÉ	7 575	352 227
QUÉBEC	56 598	2 631 808
RIMOUSKI	13 578	631 368
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	84 568	3 932 419
ROBERVAL	24 505	1 139 478
SEPT-ÎLES	14 478	673 227
SHERBROOKE	26 355	1 225 501
SOREL	29 535	1 373 391
ST-JÉRÔME	44 314	2 060 603
TROIS-RIVIÈRES	36 497	1 697 084

¹ Le nombre d'heures est calculé avec un taux horaire moyen estimé en temps supplémentaire.

² Données réelles au 28 février 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 185 : Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres			Professionnels			PBTA			ASC			Ouvriers			Total		
	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²	Effectifs ¹		Masse salariale ²
	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
Amos	9	8	1 518	-	3	185	1	8	388	59	59	8 764	2	10	524	71	88	11 379
Baie-Comeau	1	7	693	-	2	158	-	3	126	24	17	2 763	3	5	320	28	34	4 060
Hull	12	4	1 340	2	1	184	-	10	361	80	33	7 791	8	5	675	102	53	10 351
Leclerc de Laval	13	14	2 161	3	9	821	3	9	588	68	100	11 701	12	5	743	99	137	16 014
Montréal	35	22	5 925	6	23	2 086	15	32	2 071	318	218	43 070	23	7	1 482	397	302	54 634
New Carlisle & Havre Aubert	5	4	953	-	2	186	-	4	205	29	18	3 507	3	12	358	37	40	5 209
Percé	4	2	543	1	-	78	1	1	92	20	13	2 578	-	-	-	26	16	3 291
Québec	24	22	3 932	4	18	1 666	6	23	1 306	183	150	22 147	22	4	1 189	239	217	30 240
Rimouski	8	5	1 102	-	2	151	-	5	290	49	25	5 100	4	7	339	61	44	6 982
Rivière-des-Prairies	32	18	4 386	3	6	751	8	27	1 354	191	160	22 729	23	6	1 132	257	217	30 352
Roberval	8	13	1 637	-	3	111	-	9	335	89	50	9 426	7	8	597	104	83	12 106
Sept-Îles	3	5	567	1	1	165	-	4	152	35	17	4 106	4	3	298	43	30	5 288
Sherbrooke	15	6	1 631	2	4	419	1	6	359	81	45	8 468	10	5	602	109	66	11 479
Sorel	18	6	2 245	1	10	733	1	10	510	99	70	11 434	6	10	667	125	106	15 589
St-Jérôme	17	13	2 626	3	11	1 220	2	15	785	113	103	14 992	11	11	824	146	153	20 447
Trois-Rivières	14	5	1 572	2	2	325	-	12	417	85	37	8 787	9	13	773	110	69	11 874
Autres que les établissements de détention	12	22	4 225	82	376	32 524	12	98	4 760	24	53	5 097	-	-	-	130	549	46 606
Sous-total effectifs	230	176		110	473		50	276		1 547	1 168		147	111	-	2 084	2 204	-
TOTAL EFFECTIFS ET MASSE SALARIALE:	406		37 056	583		41 763	326		14 099	2 715		192 460	258		10 523	4 288		295 901

¹ Le nombre d'effectifs fait référence aux employés réguliers et occasionnels en affectation active à une date donnée.

² La masse salariale est la dépense probable au 31 mars 2022 évaluée le 30 novembre 2021.

³ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 186 : Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2021-2022¹

Répartition des rapports présenticiels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présenticiels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	42	462		-	13	13	188	1 692	48	48	43	387	334	2 602
Bas-St-Laurent	81	891	2	8	4	4	261	2 349	34	34	76	684	458	3 970
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	371	4 081	8	32	15	15	833	7 497	191	191	313	2 817	1 731	14 633
Côte-Nord	33	363	1	4	4	4	75	675	25	25	32	288	170	1 359
Estrie	199	2 189	2	8	20	20	416	3 744	75	75	135	1 215	847	7 251
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25	275	1	4	8	8	89	801	30	30	58	522	211	1 640
Laval, Laurentides, Lanaudière	274	3 014	3	12	24	24	778	7 002	145	145	229	2 061	1 453	12 258
Montréal	298	3 278	3	12	23	23	871	7 839	461	461	531	4 779	2 187	16 392
Montréal	253	2 783	4	16	29	29	863	7 767	111	111	172	1 548	1 432	12 254
Mauricie/Centre-du-Québec	115	1 265	3	12	13	13	309	2 781	68	68	117	1 053	625	5 192
Outaouais	115	1 265	21	84	19	19	361	3 249	90	90	98	882	704	5 589
Saguenay-/Lac-Saint-Jean	109	1 199	2	8	17	17	228	2 052	73	73	104	936	533	4 285

¹ Les données sont pour 10 mois (1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présenticiel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 187 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

	2021-2022							
	Surveillance¹						Effectifs²	
Régions correctionnelles³	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
					seul	mixte⁴		
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	112	18	813	2	282	215	18	5
Bas-St-Laurent	42	12	419	2	66	123	14	0
Côte-Nord	12	6	140	3	83	40	11	2
Estrie	72	45	695	6	320	233	19	3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	34	14	150	3	36	32	9	1
Laval-Lanaudière-Laurentides	163	78	1 445	12	677	364	44	9
Mauricie	66	34	494	3	147	100	17	5
Montréal	137	60	1 474	11	821	439	41	8
Montréal	138	94	1 443	15	844	374	60	20
Outaouais	80	24	499	4	82	92	20	4
Québec, Chaudière-Appalaches	67	69	1 402	12	478	319	44	10
Saguenay-Lac-Saint-Jean	34	36	404	7	265	121	16	3
TOTAL	957	490	9 378	80	4 101		313	70
GRAND TOTAL	15 006 ⁵					2 452	383	

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale.

L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active à une date donnée. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert.

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour la Direction générale des services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.

⁵ Le grand total exclut les travaux communautaires mixtes, car ces derniers sont déjà ventilés sur l'ensemble des activités de surveillance.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 188 : Le coût des roulottes dans les établissements de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2021-2022
Amos	276 117 \$
Québec	1 040 747 \$
Sherbrooke	661 705 \$
Trois-Rivières	779 253 \$

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention.

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 189 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 et prévues en 2022-2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2021-2022 (en \$)
Moi d'abord	Programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle offert aux femmes incarcérées.	3 852

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 189 : Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 et prévues en 2022-2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées en 2021-2022 ¹ (\$)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes ²	Le budget annuel de ce programme de financement est de 2 M\$ (volet général). Ce programme soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou par la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes. Depuis 2018-2019, et ce, jusqu'en 2021-2022, un montant de 250 k\$ provenant du Plan gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits (PAGDSCPNI) permet de financer des initiatives autochtones, autant en milieu urbain qu'en communauté. Dans le cadre du renouvellement du PAGDSCPNI, un montant de 500 k\$ a été demandé pour 2022-2023.	2,25 M\$
Prévention Jeunesse ²	L'objectif du programme Prévention Jeunesse est de mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes afin de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite. En 2021-2022, 16 projets sont financés dans le cadre de ce programme. Ceux-ci visent à améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné et à accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes. De plus, trois des projets permettent de mettre en oeuvre le volet exploitation sexuel du programme.	1,725 M\$
Mesure d'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale dans les corps de police	L'ajout d'effectifs en matière de violence conjugale s'inscrit dans les actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et prévenir les féminicides. En 2021-2022, 29 corps de police municipaux ont été financés afin d'ajouter 41 ressources à leurs effectifs. La mesure consiste à ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes de continuum d'intervention.	3,475 M\$

¹ Sous réserve de l'approbation des recommandations de financement par les autorités du ministère de la Sécurité publique.

² Pour le détail des organismes financés, veuillez vous référer à la question numéro 21 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 190 : Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2021-2022 ¹
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	13
Leclerc de Laval	6
Montréal	586
New Carlisle	-
Percé	-
Québec	49
Rimouski	8
Rivière-des-Prairies	119
Roberval	3
Saint-Jérôme	40
Sept-Îles	-
Sherbrooke	10
Sorel	36
Trois-Rivières	16

¹ Données du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 191 : Pour les cinq dernières années, le nombre de drones signalés¹ dans les établissements de détention ou à proximité, par réseau correctionnel et par année.

RÉSEAU CORRECTIONNEL	2021-2022²
Est	95
Montréal	421
Ouest	126

¹ Comprend le nombre d'observation et de saisies.

² Données du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 192 : Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.

Il y a 21 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. D'autres cours grillagées seront également installées en fonction des priorités établies. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 193A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Problématiques																	
Violence																	
- conjugale					✓	✓					✓		✓		✓		✓
- générale	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance économique				✓				✓	✓								
Délinquance sexuelle		✓	✓		✓	✓	✓		✓		✓		✓				
Victimes d'abus sexuels				✓		✓					✓				✓		
Alcoolisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Toxicomanie		✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dépendance affective				✓		✓		✓	✓		✓		✓			✓	✓
Jeu compulsif				✓	✓	✓				✓	✓			✓			
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Résolution de problèmes		✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓		✓			✓	✓
Habiletés sociales et parentales		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Relations interpersonnelles		✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓					✓	✓
Motivation				✓		✓	✓			✓	✓		✓				✓
Santé																	
Physique ²	✓		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Mentale ²	✓			✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
ITSS	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Loisirs																	
Activités socioculturelles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Activités sportives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Arts	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓			✓				

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2019-2020. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 193A : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	✓	✓	✓			✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓
Francisation			✓	✓	✓	✓				✓	✓		✓			✓	✓
Présecondaire	✓	✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Secondaire et préparation au postsecondaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Intégration sociale	✓			✓		✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓
Intégration socioprofessionnelle	✓	✓	✓		✓	✓	✓			✓			✓				✓
Autre formation	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
Employabilité																	
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Formation préalable à l'emploi		✓		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Postes de travail rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Postes de travail non rémunérés			✓		✓						✓				✓	✓	
Cantine	✓		✓		✓					✓							✓
Postes de stages			✓			✓											✓
Autres		✓	✓						✓				✓	✓		✓	
Divers																	
Accueil	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Parcours	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Prévention du suicide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Programme préparatoire à la sortie		✓		✓		✓		✓	✓	✓	✓		✓			✓	✓
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autres		✓		✓	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	✓	✓	✓	✓	✓	✓			✓			✓	✓	✓	✓	✓	
Femmes			✓														
Gangs de rue					✓												
Indigente											✓						
Itinérante			✓		✓										✓	✓	
Psychiatrie					✓						✓						

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2019-2020. Il s'agit des plus récentes disponibles.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 193 B : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2020	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2020	208 545	66 703	267 283	610 571	984 691	175 510	67 258	90 389	518 092	158 796	103 302	304 629	818 958	79 763	221 640	273 771	224 964
Rémunération des personnes incarcérées	104 414	33 291	126 697	260 640	573 588	78 343	29 023	36 566	474 700	93 055	36 242	96 602	363 532	53 681	150 910	126 553	76 116
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	42 751	35 783	148 821	95 451	217 135	20 813	17 211	19 376	168 849	36 899	34 988	39 966	125 301	17 490	54 453	42 747	101 134

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2020 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2021 ne seront disponibles qu'à l'automne 2022. Les fonds fonctionnent en année civile (janvier à décembre).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 194 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2020-2021 et 2021-2022.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2021-2022 (10 mois)
Amos	136
Baie-Comeau	41
Hull	350
Leclerc de Laval	154
Montréal	1 059
New Carlisle	67
Percé	9
Québec (femmes)	60
Québec (hommes)	430
Rimouski	120
Rivière-des-Prairies	140
Roberval	261
Sept-Îles	47
Sherbrooke	212
Sorel	257
St-Jérôme	292
Trois-Rivières	145

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 195 : État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.

La Direction générale des services correctionnels a investi beaucoup d'efforts au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations de la clientèle correctionnelle. En ce qui a trait à la production des évaluations pour la clientèle détenue, le taux de production totale a connu une légère baisse d'un point de pourcentage par rapport à 2020-2021, soit à 97%. Par ailleurs, on observe cette année une baisse de 7% du taux de production avant le 1/6 de la peine pour les personnes purgeant une sentence d'incarcération de six mois et plus par rapport à l'année dernière. Cette baisse importante peut s'expliquer en partie par une augmentation du nombre total d'évaluations à produire par rapport à 2020-2021. Toutefois, d'autres facteurs peuvent avoir également contribué à cette baisse de production, notamment un manque de personnel professionnel dans certains établissements. Les performances actuelles se situent tout de même très au-dessus de la cible de 71% fixée au Plan stratégique 2019-2023 en ce qui a trait à la proportion de personnes purgeant une sentence de plus de 6 mois évaluées dans les délais. Cette situation favorise la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec en leur permettant de se prévaloir des différentes mesures de libération anticipée, en fonction des critères prescrits dans la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus¹

2020-2021	2021-2022	Variation
98%	97%	-1%

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus¹

2020-2021	2021-2022	Variation
88%	81%	-7%

¹ Données du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 196 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

En 2018, à la suite de la révision des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* pour les personnes contrevenantes purgeant une courte peine, l'ensemble des agents des services correctionnels (ASC) a été formé. Depuis, les nouveaux outils sont utilisés pour évaluer l'ensemble de la clientèle purgeant une peine de moins de six mois.

Aussi, en réponse aux recommandations du Vérificateur général du Québec, la Direction générale des services correctionnels a mis en place un mécanisme de contrôle de la qualité pour les évaluations produites par les ASC dès l'automne 2018. Ainsi, des exercices de contrôle de la qualité des évaluations produites sont effectués depuis 2018, et ce, tant en milieu ouvert, qu'en milieu fermé. La mise en place de ce mécanisme de contrôle a contribué à l'uniformisation des pratiques dans l'ensemble du réseau correctionnel, tout en s'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue, et ce, tant au niveau des pratiques, que des outils utilisés.

Après quelques années de cet exercice de contrôle de qualité et la mise en place de moyens concrets visant à améliorer la qualité des évaluations et leur production dans les délais, on observe que certaines faiblesses semblent se maintenir et que les niveaux de conformités stagnent. Une vaste réflexion mettant à contribution l'ensemble du réseau est donc présentement en cours pour mieux comprendre les difficultés qui demeurent et pour identifier les meilleurs moyens pour les dépasser.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 197 : Pour 2021-2022, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds de soutien à la réinsertion sociale¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2021 ²
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	-
Leclerc de Laval	2
Montréal	3
New Carlisle	1
Percé	-
Québec (femmes)	2
Québec (hommes)	17
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	-
Sept-Îles	-
Sherbrooke	3
Sorel	-
St-Jérôme	6
Trois-Rivières	-

¹ Notons que chaque Fonds de soutien à la réinsertion sociale (FSRS) traite directement avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), malgré que les FSRS soient reconnus comme « un seul employeur » aux fins de leur adhésion au régime rétrospectif de la CNESST.

² Janvier à décembre 2021. Les renseignements sont disponibles par année civile seulement.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 198 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2021-2022.

Établissement	2021-2022 (6 mois)	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	306 058	11,4 %
AMOS	10 782	8,9
BAIE-COMEAU	4 458	12,1
HULL	9 582	8,2
LECLERC DE LAVAL	16 577	10,3
MONTRÉAL	56 635	10,7
NEW-CARLISLE	7 589	16,2
PERCÉ	4 426	12,4
QUÉBEC	44 700	13,8
RIMOUSKI	5 131	6,7
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	56 345	16,7
ROBERVAL	15 794	12,0
SEPT-ÎLES	4 651	8,5
SHERBROOKE	10 546	8,5
SOREL	15 056	9,0
ST-JÉRÔME	23 891	11,3
TROIS-RIVIÈRES	13 006	10,8

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

Source : Média, modèle ABSENCE-T2, Septembre 2021

QP1-198_Nb_heures_taux_absenteisme_03.01 – 03.02_DGSC_DRH.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 199 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2021-2022. Ventilé par établissement de détention.

La Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention (ED), un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des ED. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis.

Depuis 2018, la Direction générale des services correctionnels a travaillé à l'implantation d'outils permettant de standardiser les pratiques et la compilation des données relatives aux activités de fouille. Néanmoins, les méthodes de comptabilisation des activités de fouille et la compréhension quant à la façon de comptabiliser les activités de fouille peuvent expliquer les écarts significatifs observés ci-dessous.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE ¹
	2021-2022 ²
Amos	832
Baie-Comeau	277
Hull	447
Leclerc de Laval	574
Montréal	2 057
New Carlisle	373
Percé	63
Rimouski	306
Québec	1 324
Rivière-des-Prairies	1 236
Roberval	489
Saint-Jérôme	1 513
Sept-Îles	255
Sherbrooke	321
Sorel	1 619
Trois-Rivières	555

¹ L'hétérogénéité du type d'activité de fouille répertorié ne permet pas d'établir de comparatif entre les différents ED. Depuis l'introduction de nouveaux outils permettant de standardiser les méthodes de comptabilisation, plusieurs interventions ont eu lieu auprès des ED afin de standardiser la saisie de données. À cet effet, de nouveaux outils de comptabilisation ont été introduits durant l'année 2020-2021 afin d'uniformiser les pratiques, et un suivi mensuel des activités de fouille est maintenant effectué auprès des ED.

² Les données inscrites pour l'année 2021-2022 sont celles comptabilisées en date du 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 199 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2021-2022. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention³ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	cendrier artisanal	épingle à couche	mandat poste	plexiglas	tige de métal
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de	cendrier modifié	espadrille avec semelle décollée	manette de Xbox	poids haltère artisanal	timbre de nicotine (Nicoderm)
accumulation de journaux	batterie modifiée	chandelle artisanale	exacto artisanal	marqueur sharpie	poignée artisanale	tondeuse à cheveux
accumulation de literie	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	chargeur (booster pack)	fil de chargeur	mèche pour perceuse	poivrière	tournevis
accumulation de livres	bijou artisanal	chargeur artisanal	fil de chargeur modifié	médicament nécessitant une	porte-serviette artisanal	tube de colle
accumulation de médicaments	bijou	chargeur solaire	foret	ordonnance (Séroquel,	pot de calamine	tube Orajel
accumulation de nourriture	bobine de fil	chaudière	fouet de cuir artisanal	méthadone, stéroïde, etc.)	poudre explosive	tube de Voltarin
accumulation de papier	bobine de fil de cuivre	cigarettes	fronde	microphone mains libres	poudre pour bébé	soulier à cap d'acier
accumulation de produits	boîte de conserve non conforme	ciseaux	gant de cuir	monnaie (pièce de)	produit nettoyant (Old	vaporisateur de nitroglycérine
hygiéniques	boîte de Q-Tips	clé	gant de fouille	montre téléphone cellulaire	Dutch/Comet)	ventilateur
accumulation de vaisselle	boucle de ceinture non conforme	clé à molette	gant de latex	montre-bracelet	protéine	ventilateur altéré
accumulation de vêtements	boulon	clé de menotte	gommette	morceau de ciment	radio	vibrateur artisanal
accumulation d'ordures	bouteille vide	clé de menotte artisanale	grille-pain abîmé	morceau de cuivre	radio (morceau)	vis
adaptateur	briquet	clou	haut-parleur artisanal	morceau de fer	rallonge électrique	
affiche	briquet à gaz type Gun	colle contact	huile à massage	morceau de grillage	rasoir	
agrafeuse	briquet artisanal	collier de perles	image obscène	morceau de métal	réveil matin	
aiguille	broche	contenant de gel à raser	inhalateur pour l'asthme	morceau de serpillère	revue pornographique	
aiguiseur	brosse à cheveux modifiée	corde à linge artisanale	iPad	moteur de lecteur CD	rideaux	
aimant	brosse à dents	corde artisanale	iPod	objet cylindrique	rince-bouche	
alcool frelaté	cabaret de plastique (cuisine)	coupe-ongles	jeu de société	ordinateur portable	roche/caillou	
allume-cigarette	câble électrique	couteau à beurre	lame de grattoir	ouvre-boîte	ruban adhésif	
allumettes	câble USB	couteau de poche	lame de rasoir	papier à rouler	ruban électrique vert	
antenne artisanale	cadenas	couvre batterie de cellulaire	lampe portable	papier aluminium	sac de plastique	
appareil Bluetooth	cagoule	craies	lecteur CD	papier Mika	seringue	
argent en papier (billet de banque)	cahier à spirale	crayon surligneur	lecteur MP3	papier sablé	seringue artisanale	
arme artisanale	calculatrice	créatine	lien artisanal (bois, métal, corde,	peinture	soie dentaire	
baguette artisanale	contenant de vernis	décapant à peinture	tissus) servant à passer des	perche artisanale	substance s'apparentant à des	
baladeur	carte d'appel	dentifrice	articles d'une cellule à une autre	petit moteur rotatif	tabac en vrac	
balance	carte mémoire	DVD	(cheval)	photo de nudité	taraud (outil)	
balance électronique	carte SIM pour cellulaire	eau de Javel	liste de clients	pic artisanal	télécommande	
banc de toilette	cartouche d'arme à feu	écouteurs	liste de transactions	pince à cils	télécommande artisanale	
bandage élastique	cassette audio	égraineuse	livre à couverture rigide	pince-notes	téléphone cellulaire	
barre de métal	CD	encre	machine à rouler les cigarettes	pipe	télévision	
	ceinture non conforme	enregistreur	machine à tatouage artisanale	plante	thermomètre de réfrigérateur	

³La présente liste est extraite du Bilan annuel de fouille qui regroupe les objets saisis en différentes catégories, facilitant ainsi l'uniformisation et la standardisation de la compilation (ex. : dérivés d'alcool ou de tabac; articles de tatouage; cellulaires et accessoires, etc.)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 200 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021-2022¹ et ².

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M \$)	ÉTAPE EN COURS
Sécurisation des établissements de détention (équipement de sécurité)	Multi sites	Printemps 2023	9,2	Travaux en cours
Agrandissement du stationnement	St-Jérôme	Automne 2021	3,6	Projet terminé
Agrandissement et réfection des services alimentaires	Trois-Rivières	Été 2022	17,0	Travaux en cours
Agrandissement du quartier cellulaire	Puvirnituq	Printemps 2022	23,1	Travaux en cours
Remplacement des bâtiments modulaires temporaires	Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières	Automne 2024	43,8	En conception

¹Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

² Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 201: Crédits alloués en mesures sanitaires, gestion d'éclosion de la COVID-19 dans le milieu carcéral.

- Depuis le début de la crise sanitaire, des établissements de détention (ED) ont été déclarés en éclosion par la Direction de la santé publique (DSP) :
 - Ces éclosions ont été chaque fois prises en charge rapidement par la DSP en collaboration avec la direction des ED concernés.
 - Plusieurs procédures de travail sécuritaire ont été mises en place conformément aux recommandations du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).
- Dès mars 2020, des échanges ont lieu avec la Santé publique et le MSSS et des mesures sont appliquées et ajustées pour prévenir des éclosions de la COVID-19 dans les ED notamment :
 - Port d'équipement de protection individuel par les membres du personnel déterminé selon le contexte et suivi rigoureux des inventaires (masques de procédure, visières, lunettes, gants médicaux, couvretout).
 - Système de gradation des mesures approuvées par le MSSS.
 - Détermination des zones chaudes, tièdes et froides dans les ED.
 - Depuis le 10 août 2020, le port du couvre-visage ou du masque de procédure (selon le contexte) par les personnes incarcérées hors de leur secteur d'hébergement.
- En cas d'éclosion, différentes mesures sont prises :
 - Rencontres régulières sont tenues avec la Direction régionale de la Santé publique.
 - Mesures de prévention – Contrôle des entrées et outils pour assurer le contrôle des entrées en ED.
 - Un confinement préventif en cellule est imposé dans les secteurs touchés.
 - Depuis le 1^{er} mars 2021, le port du masque de procédure est obligatoire en tout temps (sauf en cellule) pour les ED en éclosion.
 - Un dépistage massif est réalisé.
 - Le directeur général adjoint assiste aux rencontres avec la Santé publique et informe la sous-ministre associée des différentes mesures prises.
 - La sous-ministre associée intervient au besoin avec ses vis-à-vis du MSSS et de la Santé publique.
- Les mesures déterminées avec la Santé publique sont appliquées rigoureusement. Toutes ces mesures ont été prises à même les crédits de la Direction générale des services correctionnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 202: Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.

Il n'y a pas de crédits alloués spécifiquement aux activités de prévention du suicide en milieu carcéral. Les sommes prévues proviennent du budget d'opération courant.

Contrat de 89,9 k\$ conclu avec l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) pour la formation des chefs d'unité et des agents des services correctionnels membres des équipes d'intervention spécialisée.

La somme prévue a permis d'assurer la formation en prévention du suicide de 140 chefs d'unité (14 groupes) et de 71 agents des services correctionnels (7 groupes) ce qui a représenté une dépense totale, au 17 février 2022, de 44,1 k\$ pour l'année 2021-2022.

Contrat de 34,0 k\$ conclu avec l'Association québécoise de prévention du suicide pour procéder à l'évaluation qualitative des grilles d'estimation de la dangerosité du passage à l'acte suicidaire.

Les représentantes de l'AQPS affectées à cette recherche ont réalisé une collecte de données à partir de 60 copies de dossiers sociaux inactifs de personnes incarcérées choisies aléatoirement dans tous les établissements de détention du Québec. Elles ont conçu une grille d'analyse spécifique au mandat reçu et ont procédé à l'analyse critique des grilles d'estimation de la dangerosité d'un passage à l'acte suicidaire dans chacun des 60 dossiers remis. La rédaction du rapport final est en cours. Il doit être remis à la Direction générale des services correctionnels en mars 2022.

Dans le contexte de la crise sanitaire, 11 contrats ont été conclus avec des ressources communautaires afin de briser l'isolement des personnes incarcérées. Ces interventions sont effectuées dans 12 établissements de détention. Le montant maximal autorisé pour l'ensemble de ces contrats pour l'année 2021-2022 est de 207,0 k\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 203 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2021-2022	BUDGET INITIAL ² 2021-2022 (\$)
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 4	519 055
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean 3950, boulevard Harvey, RC-03, Saguenay (Québec) G7X 8L6 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 5	410 460
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik 1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 2	689 009
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 3	629 334
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional 165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	3 1 6 3	720 060

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 203 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2021-2022	BUDGET INITIAL ² 2021-2022 (\$)
Direction régionale de Montréal et de Laval 5100, rue Sherbrooke Est, 23 ^e étage, Montréal (Québec) H1V 3R9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 5	491 860
Direction régionale des Laurentides et de Lanaudière 55, rue Castonguay, bureau 105, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 2	771 179
Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 170, avenue Principale, 2 ^e étage, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 1	378 859
Direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	410 560
Direction régionale de la Côte-Nord 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 2	304 949
Direction régionale de l'Outaouais 817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 3	491 160

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 203 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2021-2022	BUDGET INITIAL ² 2021-2022 (\$)
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) 125, chemin du Parc, bureau B108, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1B3 (N'inclut pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)	6	1 496 329

¹ L'effectif correspond aux postes autorisés.

² Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget du Plan d'action inondation).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 204 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2021-2022¹

Voir document ci-joint.

Le montant total versé pour cette période est de : 32 005 903 \$.

¹ Au 28 février 2022.

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2012-12-06G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang du Bord-de-l'Eau, dans la municipalité de Saint-Aimé, à la suite d'un mouvement de sol			
	09	CÔTE-NORD	M	459 009 \$
		Sous-total		459 009 \$
2014-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2014, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	M	1 052 \$
		Sous-total		1 052 \$
116-2014 2014-01-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux mesures de rétablissement déployées à la suite d'un incendie mortel survenu le 23 janvier 2014 dans une résidence pour personnes âgées de la municipalité de L'Isle-Verte			
	06	MONTRÉAL	O	8 861 \$
		Sous-total		8 861 \$
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	8 665 \$
	06	MONTRÉAL	O	9 900 \$
		Sous-total		18 565 \$
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec			
	16	MONTÉRÉGIE	M	123 652 \$
		Sous-total		123 652 \$
2014-05-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Sainte-Louise Ouest, dans la municipalité de Saint-Jean-de-Matha, à la suite d'un glissement de terrain survenu le 29 mai 2014			
	14	LANAUDIÈRE	M	66 931 \$
		Sous-total		66 931 \$
2015-06-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	6 083 \$
	05	ESTRIE	M	41 393 \$
		Sous-total		47 475 \$
2015-08-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 août 2015, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	68 690 \$
		Sous-total		68 690 \$
2016-06-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 28 juin 2016, dans la ville de Saint-Sauveur			
	15	LAURENTIDES	M	10 284 \$
		Sous-total		10 284 \$
2016-07-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents et survenus le 14 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	2 700 \$
		Sous-total		2 700 \$
2016-10-21G	Programme général d'aide financières lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 21 et 22 octobre 2016, dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	M	181 726 \$
		Sous-total		181 726 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
748-2017 2016-12-30G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	10 839 \$
	09	CÔTE-NORD	P	6 954 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	460 727 \$
		Sous-total		478 520 \$
742-2017 2017-02-23S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 23 au 26 février 2017 dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	P	64 142 \$
		Sous-total		64 142 \$
495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril 2017 au 16 mai 2017 dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	E	708 \$
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	25 911 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	316 096 \$
	04	MAURICIE	P	20 657 \$
	04	MAURICIE	M	110 713 \$
	06	MONTREAL	P	299 422 \$
	06	MONTREAL	E	191 820 \$
	07	OUTAOUAIS	P	46 736 \$
	07	OUTAOUAIS	E	256 173 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	11 711 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	4 599 \$
	13	LAVAL	P	230 182 \$
	13	LAVAL	E	20 969 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	174 920 \$
	15	LAURENTIDES	P	338 007 \$
	15	LAURENTIDES	E	49 963 \$
	15	LAURENTIDES	M	188 110 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P	45 284 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	117 472 \$
		Sous-total		2 449 454 \$
93-2018 2017-10-11G	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue des Saules, dans la municipalité de Val-des-Monts			
	07	OUTAOUAIS	P	261 990 \$
		Sous-total		261 990 \$
377-2018 2017-10-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	81 422 \$
		Sous-total		81 422 \$
732-2018 2018-01-11S	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2018, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	P	52 191 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P	14 382 \$
	16	MONTÉRÉGIE	E	116 227 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	4 053 \$
		Sous-total		186 852 \$
26-2019 2018-02-21G	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues les 21 et 22 février 2018 dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	P	235 323 \$
	16	MONTÉRÉGIE	E	8 994 \$
		Sous-total		244 317 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2018-03-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations, pluies et dégel printanier survenus du 28 mars au 30 avril 2018, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	11 566 \$
	05	ESTRIE	P	6 973 \$
	09	CÔTE-NORD	P	164 372 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	75 221 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	8 701 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	160 000 \$
	15	LAURENTIDES	P	8 798 \$
	Sous-total			435 630 \$
2018-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 18 juin 2018, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	M	216 054 \$
	Sous-total			216 054 \$
2018-08-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises rue Alfred-Desrochers, dans la ville de Sherbrooke			
	05	ESTRIE	P	42 818 \$
	Sous-total			42 818 \$
2018-08-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents et pluies abondantes survenus le 29 août 2018, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	34 138 \$
	Sous-total			34 138 \$
2018-09-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 5 septembre 2018, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	1 655 \$
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	E	1 127 \$
	Sous-total			2 782 \$
2018-09-20G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments sis rue Saint-Joseph, dans la municipalité de Sainte-Martine			
	16	MONTÉRÉGIE	P	4 787 \$
	16	MONTÉRÉGIE	BL	31 537 \$
	Sous-total			36 323 \$
2018-10-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 10 et 11 octobre 2018, dans des municipalités du Québec			
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	21 660 \$
	Sous-total			21 660 \$
2018-12-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 28 décembre 2018 au 31 janvier 2019, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	2 756 \$
	Sous-total			2 756 \$
2019-01-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondation survenue le 24 janvier 2019, dans la municipalité d'Austin			
	05	ESTRIE	P	21 950 \$
	Sous-total			21 950 \$
2019-02-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue du 24 au 26 février 2019, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	1 106 \$
	Sous-total			1 106 \$
403-2019 2019-04-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	BL	18 032 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	144 845 \$
	04	MAURICIE	P	99 924 \$
	04	MAURICIE	E	68 791 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
		04 MAURICIE	M	126 523 \$
		05 ESTRIE	M	25 732 \$
		06 MONTRÉAL	P	442 340 \$
		06 MONTRÉAL	BL	39 370 \$
		06 MONTRÉAL	M	3 292 \$
		06 MONTRÉAL	O	750 000 \$
		07 OUTAOUAIS	P	2 769 449 \$
		07 OUTAOUAIS	BL	972 770 \$
		07 OUTAOUAIS	E	464 301 \$
		07 OUTAOUAIS	M	651 262 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	77 447 \$
		08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	14 481 \$
		11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	398 594 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 709 847 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	2 234 256 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	894 575 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	433 435 \$
		13 Laval	P	426 206 \$
		13 Laval	BL	84 649 \$
		14 LANAUDIÈRE	P	222 492 \$
		14 LANAUDIÈRE	BL	138 404 \$
		14 LANAUDIÈRE	E	15 635 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	70 826 \$
		15 LAURENTIDES	P	2 095 495 \$
		15 LAURENTIDES	BL	940 222 \$
		15 LAURENTIDES	E	404 339 \$
		15 LAURENTIDES	M	604 598 \$
		15 LAURENTIDES	O	178 600 \$
		16 MONTÉRÉGIE	P	381 087 \$
		16 MONTÉRÉGIE	BL	51 098 \$
		16 MONTÉRÉGIE	E	2 301 \$
		16 MONTÉRÉGIE	M	534 135 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	5 353 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	30 269 \$
		Sous-total		18 524 976 \$
2019-09-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Vents violents et pluies abondantes survenus le 4 septembre 2019, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	29 971 \$
		Sous-total		29 971 \$
2019-09-07G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec			
		11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	560 \$
		11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BL	360 590 \$
		Sous-total		361 150 \$
2019-09-28G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol			
		14 LANAUDIÈRE	M	35 000 \$
		Sous-total		35 000 \$
2019-10-31G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	2 686 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	29 550 \$
		05 ESTRIE	P	1 116 168 \$
		05 ESTRIE	BL	344 603 \$
		05 ESTRIE	E	96 099 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
		05 ESTRIE	M	182 744 \$
		07 OUTAOUAIS	P	16 959 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	476 960 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	BL	472 075 \$
		12 CHAUDIERE-APPALACHES	E	6 589 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	82 168 \$
		15 LAURENTIDES	M	30 243 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	31 536 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	1 965 \$
		Sous-total		2 890 343 \$
2019-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020, dans des municipalités du Québec			
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	40 399 \$
		Sous-total		40 399 \$
2020-02-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières			
		04 MAURICIE	P	975 \$
		Sous-total		975 \$
2020-03-29G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents mis en oeuvre relativement aux inondations et aux pluies survenues du 29 mars 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	427 828 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	119 484 \$
		11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	234 337 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	304 586 \$
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	16 127 \$
		14 LANAUDIÈRE	M	4 591 \$
		Sous-total		1 106 954 \$
2020-05-06G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages occasionnés aux puits d'eau potable d'une résidence principale sise chemin des Lupins, dans la minicipalité de Chelsea, par un mouvement de sol			
		07 OUTAOUAIS	P	12 395 \$
		Sous-total		12 395 \$
2020-06-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes et aux vents violents survenus le 21 juin 2020, dans la ville de Pohénégamook			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	20 383 \$
		Sous-total		20 383 \$
2020-07-10G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Labranche, dans la ville de Sainte-Brigitte-de-Laval			
		05 ESTRIE	P	19 097 \$
		Sous-total		19 097 \$
2020-08-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relative à la tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	586 \$
		Sous-total		586 \$
2020-09-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche			
		07 OUTAOUAIS	P	19 228 \$
		Sous-total		19 228 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2020-10-13G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés à la rue du Chanoine-Richard, dans la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis, à la suite d'un mouvement de sol			
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	19 434 \$
		Sous-total		19 434 \$
2020-11-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes et aux vents violents survenus du 30 novembre au 2 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	51 619 \$
		Sous-total		51 619 \$
2020-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er décembre 2020 au 15 avril 2021, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	28 177 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	76 855 \$
	05	ESTRIE	M	594 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	47 310 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	96 138 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	71 516 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	37 572 \$
		Sous-total		358 163 \$
2020-12-24G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux inondations et aux pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	1 117 075 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	BL	44 699 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	12 193 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	12 288 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	141 916 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	1 389 \$
	15	LAURENTIDES	P	107 699 \$
	15	LAURENTIDES	M	3 043 \$
		Sous-total		1 440 302 \$
2021-02-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 187, 190, 192 et 194, route 138, dans la municipalité des Bergeronnes			
	09	CÔTE-NORD	P	241 223 \$
		Sous-total		241 223 \$
2021-03-26G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Inondations et pluies survenues du 26 au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	45 509 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	8 920 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	1 130 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	174 485 \$
	14	LANAUDIÈRE	BL	7 977 \$
	15	LAURENTIDES	P	8 526 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P	23 563 \$
		Sous-total		270 110 \$
2021-04-22G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 148, route 138, dans la municipalité de Longue-Rive			
	09	CÔTE-NORD	P	236 469 \$
	09	CÔTE-NORD	M	1 010 \$
		Sous-total		237 479 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

QP1 – 204 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2021-2022

Légende - Type : P : Particuliers; BL : Bâtiments locatifs; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2021-05-03G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 268, chemin de la Rivière-Gatineau Nord, dans la municipalité de Déleage			
	07	OUTAOUAIS	P	120 104 \$
		Sous-total		120 104 \$
2021-06-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence d'érosion menaçant la résidence principale sise au 59, chemin du Barrage, dans la municipalité de Longue-Rive			
	09	CÔTE-NORD	P	146 712 \$
		Sous-total		146 712 \$
2021-06-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	P	29 713 \$
		Sous-total		29 713 \$
2021-07-20G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments locatifs sis aux 330-332 et 335-337, rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan			
	04	MAURICIE	P	254 026 \$
		Sous-total		254 026 \$
2021-07-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 137, rue Panoramique, dans la ville de Saguenay			
	02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	P	10 317 \$
		Sous-total		10 317 \$
2021-07-24G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 4968, rue Saint-Laurent et le bâtiment locatif sis au 4974-4976-4978, rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	5 519 \$
		Sous-total		5 519 \$
2021-09-02G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes et aux vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	2 687 \$
	11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	186 183 \$
		Sous-total		188 871 \$
GRAND TOTAL				32 005 903 \$

Source : les données proviennent des systèmes de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ en date du 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 205 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2022, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité. Un processus de révision des schémas est en cours pour plusieurs d'entre elles.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chénoux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 205 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2022, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité. Un processus de révision des schémas est en cours pour plusieurs d'entre elles.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	10	-	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches, Beauce-Sartigan

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 205 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2022, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité. Un processus de révision des schémas est en cours pour plusieurs d'entre elles.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Auray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le MSP accompagne en continu les municipalités et les MRC dans la mise en oeuvre de leur schéma de couverture de risques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 206 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

En 2018, dans le budget du gouvernement du Québec, une somme de 81,1 M\$ a été annoncée pour les exercices financiers 2017-2018 à 2021-2022 afin de financer la mise en œuvre de certaines des 24 mesures du Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations (Plan d'action inondations). De ce montant, un budget de 39,2 M\$ a été octroyé au ministère de la Sécurité publique (MSP) pour la mise en œuvre de mesures sous sa responsabilité, et ce, pour la durée de ce plan d'action. Pour l'année 2021-2022, 9,7 M\$ étaient dévolus aux mesures 4, 5, 10, 12, 20 et 22 :

Acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures face aux crues (mesures 5 et 10 - budget maximal de 1 M\$)

Ce montant a principalement permis d'investir dans deux projets visant à acquérir des connaissances sur la vulnérabilité des résidences et des infrastructures aux inondations, en collaboration avec l'Institut national de la recherche scientifique et l'Université Laval. Il est prévu que ces projets soient terminés en mars 2022.

Soutenir davantage le milieu municipal dans la prévention et la préparation aux sinistres (mesure 4 - bonification du Cadre pour la prévention de sinistre pour un maximum de 5 M\$ pour les inondations)

Ce montant a permis de soutenir financièrement quatorze projets en appréciation des risques d'inondation (recherche sur les risques d'inondation) et pour l'acquisition de données géographiques. De ces quatorze projets, six seront terminés en mars 2022 et huit se poursuivront au-delà de mars 2022 grâce au soutien financier du Cadre pour la prévention de sinistres. De plus, des sommes ont été consacrées à des études et des travaux de traitement de risques au sein de sept municipalités, soit Brigham, Coaticook, Saint-Raymond, Saint-Joseph-du-Lac, Saint-André-d'Argenteuil, Terrebonne et Mascouche, afin d'atténuer les risques liés aux inondations à ces endroits. Les travaux n'étant pas terminés au 31 mars 2022 pour les municipalités de Coaticook, Saint-Raymond, Saint-André-d'Argenteuil, Terrebonne et Mascouche, ces dernières bénéficieront d'un soutien financier du Cadre pour la prévention de sinistre au-delà de cette date.

Assurer une meilleure présence en sécurité civile et incendie sur tout le territoire québécois (mesure 20 - budget maximal de 2,9 M\$)

Cette mesure a permis au MSP d'embaucher des ressources additionnelles afin d'assurer une meilleure présence en région dans le but de mieux accompagner les municipalités dans leur préparation aux sinistres, pour les opérations d'urgence et le rétablissement à la suite d'un événement. Un total de 33 postes, soit des conseillers en gestion de risques, des conseillers en sécurité civile, des conseillers en sécurité incendie et des conseillers en rétablissement, ont été créés pour travailler dans les onze directions régionales de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie. Ces onze directions couvrent les 17 régions administratives du Québec.

Mettre en place des initiatives pour une meilleure gestion des inondations (mesure 22 - budget maximal de 0,3 M\$)

Dans le cadre de cette mesure, deux projets ont été financés en 2021-2022. Un projet, coordonné par l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), par le biais de son Cité-ID Living Lab, concerne l'analyse des problématiques liées au développement de la résilience des collectivités québécoises aux sinistres. Un autre projet, coordonné par l'Association de sécurité civile du Québec (ASCQ) en collaboration avec le Cité-ID Living Lab de l'ÉNAP, permet de documenter les bonnes pratiques en matière de sécurité civile.

QP1-206_Plan_action_inondations_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.docx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 206 : État d'avancement de la mise en oeuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

Mettre en œuvre, à l'échelle nationale, des activités de communication axées sur l'importance de se préparer à faire face aux inondations (mesure 12 - budget maximal de 0,5 M\$)

L'édition 2021 de cette campagne annuelle a été plus limitée que prévu compte tenu de la pandémie. La campagne mise en place dès la mi-mars, période particulièrement propice aux inondations, incluait notamment la réutilisation de capsules vidéo déjà produites, des communications internes, le recours à un porte-parole, la réutilisation de la trousse d'information et de sensibilisation pour les municipalités ainsi que la diffusion de contenu sur le Web et sur les médias sociaux. Une nouvelle campagne de sensibilisation sera lancée pour la saison des inondations 2022.

Révision du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (mesure 15)

La révision du programme avait pour objectif de faciliter l'analyse des réclamations des sinistrés, d'accélérer le délai de traitement et de permettre aux sinistrés de connaître d'avance les montants auxquels ils ont droit et de les recevoir rapidement. Cette révision a permis l'établissement du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2019. En mars 2021, des modifications ont été apportées au programme et celui-ci a été reconduit jusqu'au 31 mars 2023. Les travaux se poursuivent en vue de sa prochaine mise à jour.

Délégation à certaines municipalités de la production des constats de dommages (mesure 16)

À la suite du sinistre du printemps 2019, des municipalités ont manifesté leur intérêt pour effectuer une gestion partielle du programme. Deux villes, soit Lachute et Laval, ont accepté d'effectuer la production des constats de dommages à la suite du sinistre. En raison de l'urgence sanitaire qui a été décrétée, les démarches afin de poursuivre ces délégations ont été mises de côté et n'ont pas été reprises. De plus, à la suite de l'analyse des enjeux liés à cette pratique, il a été constaté qu'il pourrait survenir certaines problématiques d'impartialité étant donné que les villes délivrent également les divers permis.

Partage de données entre le gouvernement et les municipalités (mesure 18)

À la suite de la modification de la Loi sur la sécurité civile en avril 2018, le MSP peut fournir, sous certaines conditions, des informations aux municipalités concernant les réclamations d'assistance financière des sinistrés. En fonction de ces modifications, tous les constats de dommages des sinistrés des inondations printanières 2019 ont été transmis aux municipalités concernées. Ainsi, cela leur a permis la mise en application de la zone d'intervention spéciale, décrétée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (décret no 817-2019). Le MSP continue de fournir les informations nécessaires aux municipalités dans le cadre des dossiers d'assistance financière.

La mise en œuvre des mesures sous la responsabilité du MSP s'est poursuivie en 2021-2022, et ce, dans le respect de l'échéancier initial prévu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 207 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs

Support et accompagnement des municipalités :

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité, cette dernière est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, elle doit se préparer à répondre aux sinistres et consigner le résultat de cette planification dans un plan de sécurité civile, adopté par le conseil municipal. Lorsqu'un sinistre survient sur son territoire, elle a la responsabilité de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie (DGSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans leurs actions. Le ministère est proactif dans ses actions et soutient les municipalités afin qu'elles se conforment minimalement au Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre, entré en vigueur le 9 novembre 2019. Plusieurs outils sont aussi développés et mis à la disposition des municipalités afin qu'elles puissent bonifier leur préparation tout risque et voir au besoin à une préparation adaptée en fonction des risques présents sur leur territoire.

Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est prêt à soutenir les municipalités et à intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise internes, mais aussi celle des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de la sécurité civile et de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Le MSP coordonne l'action gouvernementale et est en contact avec les municipalités touchées pour les aider à prendre en compte les enjeux vécus. Lorsque la situation le requiert, le MSP peut dépêcher du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

Le Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement et pour la réparation des dommages aux biens essentiels. Le programme permet également d'accorder une assistance financière aux particuliers, aux propriétaires de bâtiments locatifs et aux entreprises sinistrés. Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.

Selon ce programme, le montant de la participation financière de la municipalité est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.

Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 208 : Montant dédié au Cadre pour la prévention de sinistres pour 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

	2021-2022
Cadre pour la prévention de sinistres (CPS)	10 500 000 \$
Budget additionnel pour l'érosion et la submersion côtières (CPS)	16 780 800 \$
Budget additionnel pour les inondations (CPS)	2 693 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 209 : État de situation au 31 mars 2022 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 par le plan d'action national. Préciser les budgets pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientations de la Politique;**
- b) objectifs de la Politique;**
- c) ministère de mise en œuvre;**
- d) résultats atteints en 2021-2022;**
- e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2021-2022 et 2022-2023;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

a) et b) Orientations et objectifs de la Politique

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en œuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et de favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vu confier le mandat d'élaborer, au cours de l'année 2014, sous la coordination du ministère de la Sécurité publique (MSP), un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se divise en deux phases s'échelonnant respectivement de 2014 à 2024 et de 2020 à 2024. Le Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ) a approuvé la phase 1 en 2015. La phase 2 est en cours d'approbation.

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de la PQSC. Pour ce faire, le MSP prépare un état de situation annuel (du 1^{er} janvier au 31 décembre, de 2014 à 2024), de même qu'un rapport intérimaire (déposé au SCT en 2020) et un rapport final (dépôt prévu en 2025).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 209 : État de situation au 31 mars 2022 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 par le plan d'action national. Préciser les budgets pour 2021-2022 et fournir les prévisions pour 2022-2023. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) orientations de la Politique;**
- b) objectifs de la Politique;**
- c) ministère de mise en œuvre;**
- d) résultats atteints en 2021-2022;**
- e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2021-2022 et 2022-2023;**
- f) budget pour chaque action;**
- g) tout document produit à cet effet.**

d) Résultats atteints en 2021-2022

La phase 2 a été produite et approuvée par les MO concernés et l'OSCQ, et est en cours d'approbation par le CSCQ. Les redditions de comptes annuelles de 2021 pour les phases 1 et 2 sont en cours. Les 17 activités du plan d'action du MSP pour la mise en œuvre des recommandations découlant du bilan intérimaire ont été réalisées.

e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2021-2022 et 2022-2023

Des actions et des mesures de la phase 1 du PAN restent à réaliser par les MO. Les réalisations attendues de la phase 2 du PAN exigent que des MO accompagnent des citoyens, des municipalités, des communautés autochtones et des organisations de la société civile. Quant à la mise en œuvre des recommandations du bilan intérimaire, certaines de ses activités se poursuivront jusqu'en 2024 (suivis annuels pour chacune des phases), voire au-delà (des groupes de travail ont été mis en place à la suite des recommandations du rapport intérimaire afin d'accroître notamment les échanges des membres de l'OSCQ par l'entremise d'une communauté de praticiennes et de praticiens ainsi que la connaissance gouvernementale de la PQSC et de son plan d'action national [PAN]). Le sous-comité de l'OSCQ sur le PAN et le MSP, coordonnateur de la PQSC, continueront en 2022-2023 d'assumer la responsabilité de l'ensemble des travaux liés au PAN.

f) Budget pour chaque action

Les activités liées au PAN seront réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des MO concernés.

g) Tout document produit à cet effet

Les documents suivants ont été produits : la phase 2 du PAN de la PQSC, en 2021; des bilans annuels pour la phase 1 pour les années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020; un bilan intérimaire (2014-2019) et un plan d'action pour la mise en œuvre de recommandations (2020). Une demande en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels* est nécessaire pour obtenir copie de ces documents.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Abercorn	0	1	1
Adstock	0	1	1
Amherst	0	42	42
Amos	1	1	2
Arundel	0	4	4
Aumond	1	2	3
Austin	0	2	2
Baie-du-Febvre	0	1	1
Baie-Sainte-Catherine	0	1	1
Baie-Saint-Paul	2	3	5
Barnston-Ouest	0	1	1
Batiscan	0	13	13
Beauceville	5	213	218
Beauharnois	0	1	1
Beaumont	0	2	2
Bécancour	0	30	30

QP1-210_Nb_dossiers_PGI AF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Bedford	0	1	1
Beloeil	0	1	1
Berthier-sur-Mer	0	2	2
Berthierville	0	2	2
Blainville	0	1	1
Blue Sea	0	2	2
Boileau	0	2	2
Boisbriand	1	35	36
Boischatel	0	3	3
Bois-des-Filion	0	1	1
Bolton-Est	0	1	1
Bolton-Ouest	0	1	1
Bonaventure	0	4	4
Bouchette	0	1	1
Bowman	0	1	1
Brébeuf	1	3	4

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Brigham	0	2	2
Bristol	0	5	5
Brome	0	1	1
Brownsburg-Chatham	0	6	6
Bryson	0	2	2
Bury	0	9	9
Campbell's Bay	0	13	13
Cantley	0	2	2
Cap-Chat	0	1	1
Cap-Saint-Ignace	1	2	3
Carignan	0	2	2
Cascapédia-Saint-Jules	0	2	2
Cayamant	0	1	1
Champlain	1	23	24
Chandler	2	0	2
Chapeau	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGI AF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 : **Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.**

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Châteauguay	0	1	1
Château-Richer	0	1	1
Chelsea	1	3	4
Chertsey	0	2	2
Chichester	0	9	9
Chute-Saint-Philippe	0	3	3
Clarendon	0	1	1
Clermont	0	1	1
Coaticook	0	1	1
Colombier	1	3	4
Compton	0	3	3
Contrecoeur	0	1	1
Cookshire-Eaton	0	8	8
Cowansville	3	57	60
Crabtree	0	1	1
Dégelis	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGI AF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Déléage	0	4	4
Denholm	0	3	3
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	0	2	2
Deux-Montagnes	1	14	15
Dolbeau-Mistassini	0	1	1
Drummondville	0	2	2
Dudswell	1	0	1
Duhamel	0	5	5
Duhamel-Ouest	0	1	1
Duparquet	0	16	16
Durham-Sud	0	1	1
East Farnham	0	1	1
Eastman	0	4	4
Farnham	0	1	1
Fassett	0	3	3
Fatima	0	1	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Ferme-Neuve	0	31	31
Fort-Coulonge	1	104	105
Fossambault-sur-le-Lac	0	5	5
Frelighsburg	0	1	1
Gaspé	2	3	5
Gatineau	9	768	777
Gracefield	0	9	9
Grande-Rivière	1	1	2
Grande-Vallée	5	14	19
Grand-Remous	0	1	1
Grenville-sur-la-Rouge	0	22	22
Grosse-Île	1	1	2
Ham-Nord	0	1	1
Ham-Sud	0	1	1
Harrington	0	4	4
Hatley	0	2	2

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Hébertville	0	2	2
Huberdeau	0	4	4
Hudson	1	29	30
Inverness	1	3	4
Ivry-sur-le-Lac	0	1	1
Joliette	0	4	4
Kazabazua	0	3	3
Kiamika	0	5	5
Labelle	0	10	10
Lac-aux-Sables	0	1	1
Lac-Beauport	1	9	10
Lac-Brome	1	0	1
Lac-Delage	0	1	1
Lac-des-Écorces	0	2	2
Lac-du-Cerf	0	1	1
Lac-Etchemin	0	5	5

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Lachute	0	80	80
Lacolle	0	1	1
La Conception	1	9	10
Lac-Saint-Paul	0	1	1
Lac-Simon	1	7	8
Lac-Supérieur	1	9	10
La Macaza	0	1	1
La Malbaie	0	3	3
Lambton	0	1	1
La Motte	0	2	2
L'Ancienne-Lorette	0	1	1
L'Ange-Gardien	0	7	7
Lanoraie	0	1	1
L'Anse-Saint-Jean	0	2	2
La Pêche	1	9	10
La Pocatière	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
L'Ascension	0	1	1
L'Assomption	0	4	4
Laurierville	0	1	1
Laval	9	392	401
Lavaltrie	0	2	2
Laverlochère-Angliers	0	2	2
La Visitation-de-l'Île-Dupas	0	16	16
L'Épiphanie	1	5	6
Léry	0	2	2
Les Bergeronnes	2	1	3
Les Éboulements	0	1	1
Les Îles-de-la-Madeleine	4	20	24
Lévis	0	14	14
L'Île-Cadieux	0	16	16
L'Île-du-Grand-Calumet	2	12	14
L'Île-Perrot	1	43	44

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Lingwick	0	3	3
L'Isle-aux-Allumettes	0	28	28
L'Isle-aux-Coudres	0	2	2
L'Islet	1	10	11
Lochaber	0	1	1
Lochaber-Partie-Ouest	1	0	1
Longue-Rive	1	2	3
Lorraine	0	12	12
Louiseville	0	59	59
Low	1	0	1
Magog	0	5	5
Mandeville	2	13	15
Maniwaki	0	12	12
Mansfield-et-Pontefract	6	171	177
Maria	1	2	3
Marsoui	2	0	2

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Martinville	0	2	2
Mascouche	0	4	4
Maskinongé	0	58	58
Matane	0	4	4
Matapédia	1	10	11
Mayo	0	24	24
Melbourne	0	1	1
Mille-Isles	0	2	2
Mirabel	0	48	48
Mont-Blanc	0	4	4
Montcalm	0	6	6
Montcerf-Lytton	0	3	3
Mont-Laurier	0	4	4
Montmagny	0	3	3
Montpellier	0	4	4
Montréal	10	361	371

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Mont-Tremblant	1	19	20
Morin-Heights	0	1	1
Mulgrave-et-Derry	1	0	1
Namur	0	1	1
Natashquan	0	1	1
Nédélec	0	1	1
Neuveville	0	2	2
New Richmond	1	2	3
Nicolet	0	24	24
Nominingue	0	23	23
Notre-Dame-de-Bonsecours	0	3	3
Notre-Dame-de-la-Paix	0	1	1
Notre-Dame-de-la-Salette	1	0	1
Notre-Dame-de-Lourdes	0	4	4
Notre-Dame-de-Montauban	0	2	2
Notre-Dame-de-Pontmain	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Notre-Dame-des-Pins	0	15	15
Notre-Dame-des-Prairies	1	7	8
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	0	1	1
Notre-Dame-du-Laus	0	3	3
Notre-Dame-du-Nord	0	1	1
Nouvelle	1	1	2
Ogden	0	2	2
Oka	2	61	63
Orford	1	0	1
Otter Lake	0	3	3
Papineauville	0	33	33
Percé	1	0	1
Petit-Saguenay	1	1	2
Piedmont	0	1	1
Pierreville	0	23	23
Pincourt	1	2	3

QP1-210_Nb_dossiers_PGI AF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Plaisance	0	4	4
Pohénégamook	0	7	7
Pointe-Calumet	1	34	35
Pointe-Fortune	1	23	24
Pontiac	6	138	144
Pont-Rouge	0	2	2
Port-Daniel-Gascons	1	1	2
Potton	0	5	5
Prévost	0	6	6
Québec	5	31	36
Ragueneau	0	1	1
Rapide-Danseur	0	4	4
Rawdon	0	3	3
Repentigny	0	3	3
Richmond	0	2	2
Rigaud	1	187	188

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Rimouski	0	2	2
Ripon	0	14	14
Rivière-Héva	1	10	11
Rivière-Ouelle	0	3	3
Rivière-Rouge	0	6	6
Roberval	0	5	5
Rosemère	0	3	3
Rouyn-Noranda	2	29	31
Roxton Falls	0	2	2
Roxton Pond	0	1	1
Saguenay	1	5	6
Saint-Adelphe	0	1	1
Saint-Adolphe-d'Howard	0	5	5
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	3	3
Saint-Alban	0	3	3
Saint-Alexis-des-Monts	0	2	2

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Alfred	0	1	1
Saint-Alphonse	0	1	1
Saint-Ambroise-de-Kildare	0	4	4
Saint-André-Avellin	1	86	87
Saint-André-d'Argenteuil	5	175	180
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	0	1	1
Saint-Armand	0	1	1
Saint-Augustin-de-Desmaures	0	1	1
Saint-Barthélemy	0	29	29
Saint-Benjamin	1	2	3
Saint-Benoît-Labre	0	1	1
Saint-Bernard	0	2	2
Saint-Blaise-sur-Richelieu	0	3	3
Saint-Bonaventure	0	1	1
Saint-Bruno-de-Guigues	0	2	2
Saint-Calixte	1	12	13

QP1-210_Nb_dossiers_PGI AF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Camille-de-Lellis	0	2	2
Saint-Casimir	1	10	11
Saint-Charles-Borromée	0	3	3
Saint-Charles-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Charles-sur-Richelieu	0	1	1
Saint-Colomban	0	11	11
Saint-Côme	1	6	7
Saint-Côme-Linière	0	4	4
Saint-Constant	0	1	1
Saint-Cuthbert	0	4	4
Saint-Damien	0	2	2
Saint-Damien-de-Buckland	0	1	1
Sainte-Adèle	0	6	6
Sainte-Agathe-des-Monts	0	2	2
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	11	11
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1	38	39

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	0	2	2
Sainte-Anne-de-Sabrevois	0	3	3
Sainte-Anne-des-Lacs	0	1	1
Sainte-Anne-des-Monts	1	1	2
Sainte-Anne-de-Sorel	0	44	44
Sainte-Aurélie	0	1	1
Sainte-Brigitte-de-Laval	4	14	18
Sainte-Catherine-de-Hatley	0	3	3
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	0	2	2
Sainte-Clotilde-de-Horton	0	1	1
Sainte-Edwidge-de-Clifton	0	1	1
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	0	6	6
Sainte-Flavie	0	2	2
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	0	5	5
Sainte-Geneviève-de-Berthier	0	7	7
Sainte-Hénédine	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Julienne	1	3	4
Sainte-Lucie-de-Beauregard	0	2	2
Sainte-Lucie-des-Laurentides	0	1	1
Saint-Elzéar	0	1	1
Sainte-Marie	11	921	932
Sainte-Marie-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	22	1607	1629
Sainte-Mélanie	0	8	8
Saint-Émile-de-Suffolk	0	1	1
Sainte-Monique	1	0	1
Sainte-Perpétue	0	1	1
Sainte-Rose-de-Watford	0	11	11
Saint-Esprit	1	0	1
Sainte-Thècle	0	1	1
Sainte-Thérèse	1	3	4
Saint-Étienne-de-Bolton	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Étienne-des-Grès	0	2	2
Saint-Eugène	0	1	1
Saint-Eustache	2	19	21
Saint-Félicien	0	2	2
Saint-Félix-de-Kingsey	0	1	1
Saint-Félix-de-Valois	2	10	12
Saint-Ferdinand	0	5	5
Saint-Ferréol-les-Neiges	0	1	1
Saint-Fortunat	0	1	1
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1	1
Saint-François-du-Lac	0	1	1
Saint-Gabriel-de-Brandon	0	2	2
Saint-Gabriel-de-Valcartier	0	4	4
Saint-Gédéon-de-Beauce	0	1	1
Saint-Georges	0	11	11
Saint-Gervais	0	2	2

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Gilles	0	3	3
Saint-Godefroi	0	2	2
Saint-Henri	0	2	2
Saint-Herménégilde	0	1	1
Saint-Hippolyte	0	1	1
Saint-Honoré	0	13	13
Saint-Honoré-de-Shenley	0	2	2
Saint-Ignace-de-Loyola	0	11	11
Saint-Irénée	0	2	2
Saint-Isidore	0	1	1
Saint-Isidore-de-Clifton	0	1	1
Saint-Jacques-de-Leeds	1	0	1
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	0	1	1
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	0	2	2
Saint-Jean-de-Matha	0	3	3
Saint-Jean-Port-Joli	0	2	2

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Jean-sur-Richelieu	1	1	2
Saint-Jérôme	0	2	2
Saint-Joseph-de-Beauce	1	80	81
Saint-Joseph-des-Érables	0	34	34
Saint-Joseph-du-Lac	0	22	22
Saint-Jude	0	1	1
Saint-Just-de-Bretenières	0	2	2
Saint-Justin	0	1	1
Saint-Lambert-de-Lauzon	0	3	3
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	0	1	1
Saint-Léon-de-Standon	0	3	3
Saint-Léon-le-Grand	0	1	1
Saint-Louis-de-Blandford	0	1	1
Saint-Louis-de-Gonzague	0	1	1
Saint-Luc-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Lucien	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Magloire	1	1	2
Saint-Marc-des-Carières	1	0	1
Saint-Martin	0	1	1
Saint-Mathieu-de-Rioux	0	1	1
Saint-Maurice	0	2	2
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	0	1	1
Saint-Michel	0	1	1
Saint-Michel-de-Bellechasse	1	3	4
Saint-Michel-des-Saints	1	0	1
Saint-Nazaire	0	1	1
Saint-Patrice-de-Beaurivage	0	2	2
Saint-Paul	0	2	2
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1	5	6
Saint-Paulin	0	6	6
Saint-Philémon	0	1	1
Saint-Philibert	0	1	1

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Philippe	1	0	1
Saint-Pie	0	1	1
Saint-Placide	1	140	141
Saint-Polycarpe	0	1	1
Saint-Prosper	0	2	2
Saint-Raymond	1	62	63
Saint-Rémi-de-Tingwick	1	5	6
Saint-René	0	1	1
Saint-René-de-Matane	0	1	1
Saint-Roch-de-l'Achigan	1	0	1
Saint-Roch-de-Mékinac	0	1	1
Saint-Roch-de-Richelieu	0	1	1
Saint-Samuel	0	1	1
Saint-Sauveur	0	1	1
Saint-Siméon	0	2	2
Saint-Simon-les-Mines	0	4	4

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Stanislas	0	2	2
Saint-Stanislas-de-Kostka	1	1	2
Saint-Tite-des-Caps	0	7	7
Saint-Victor	0	2	2
Scott	6	256	262
Senneterre	0	7	7
Senneville	0	3	3
Shannon	0	7	7
Shawinigan	9	3	12
Sheenboro	0	2	2
Shefford	0	2	2
Sherbrooke	2	15	17
Stanstead-Est	0	3	3
Stoke	0	1	1
Stratford	0	3	3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sutton	1	1	2
Témiscaming	0	1	1
Terrasse-Vaudreuil	0	37	37
Terrebonne	0	4	4
Thurso	0	1	1
Trécesson	0	1	1
Trois-Rives	0	2	2
Trois-Rivières	0	145	145
Upton	0	2	2
Val-David	0	4	4
Val-des-Bois	0	1	1
Val-des-Lacs	3	11	14
Val-des-Monts	0	26	26
Val-des-Sources	0	6	6
Val-d'Or	0	2	2
Vallée-Jonction	5	159	164

QP1-210_Nb_dossiers_PGIAF_04.05_04.06_04.07_04.08_DGSCSI.xlsx

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 :	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.
-----------------------	---

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Val-Morin	0	5	5
Vaudreuil-Dorion	2	31	33
Vaudreuil-sur-le-Lac	2	17	19
Venise-en-Québec	0	1	1
Victoriaville	0	1	1
Waltham	2	21	23
Waterloo	0	1	1
Waterville	0	1	1
Weedon	0	7	7
Wentworth	0	1	1
Wentworth-Nord	1	3	4
Westbury	0	4	4
Wickham	0	2	2
Windsor	0	2	2

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 210 : **Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2022, ventilés par ville ou municipalité.**

Ville ou municipalités	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Yamachiche	2	18	20
Yamaska	0	3	3
Total	231	8396	8627

Au 28 février 2022

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2019.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Amherst		762 330 \$	
Beauceville		21 208 878 \$	
Bécancour		141 548 \$	
Boileau		125 639 \$	
Boisbriand		272 995 \$	
Brébeuf		364 844 \$	
Brownsburg-Chatham		45 256 \$	
Campbell's Bay		685 108 \$	
Cantley		286 899 \$	
Champlain		270 684 \$	
Chelsea		43 576 \$	
Chertsey		157 179 \$	
Cookshire-Eaton		613 007 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Cowansville		2 539 789 \$	
Déléage		117 304 \$	
Duparquet		278 386 \$	
Ferme-Neuve		1 334 852 \$	
Fort-Coulonge		4 973 258 \$	
Gaspé		221 216 \$	
Gatineau		17 293 193 \$	
Gracefield		173 481 \$	
Harrington		372 134 \$	
Inverness		113 743 \$	
Lachute		3 117 675 \$	
La Motte		235 291 \$	
La Pêche		250 509 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Laval		5 800 613 \$	
La Visitation-de-l'Île-Dupas		137 404 \$	
Les Bergeronnes		230 237 \$	
Les Îles-de-la-Madeleine		360 293 \$	
L'Isle-aux-Allumettes		975 383 \$	
Longue-Rive		373 212 \$	
Louiseville		877 776 \$	
Maniwaki		475 717 \$	
Mansfield-et-Pontefract		8 606 430 \$	
Maskinongé		1 075 446 \$	
Matane		221 532 \$	
Matapédia		191 269 \$	
Mayo		1 282 979 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Mirabel		2 929 090 \$	
Montcerf-Lytton		155 495 \$	
Montréal		1 527 663 \$	
Mont-Tremblant		248 212 \$	
Nicolet		418 768 \$	
Notre-Dame-des-Pins		753 387 \$	
Notre-Dame-des-Prairies		156 553 \$	
Oka		324 500 \$	
Papineauville		1 270 316 \$	
Pointe-Calumet		1 850 510 \$	
Pontiac		3 850 951 \$	
Pont-Rouge		373 318 \$	
Québec		808 001 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés ¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages ²
Richmond		382 352 \$	
Rigaud		6 200 548 \$	
Rimouski		116 061 \$	
Ripon		222 594 \$	
Roberval		16 786 \$	
Rouyn-Noranda		224 605 \$	
Saint-Ambroise-de-Kildare		217 646 \$	
Saint-André-Avellin		8 172 973 \$	
Saint-André-d'Argenteuil		5 698 283 \$	
Saint-Calixte		246 949 \$	
Saint-Colomban		1 297 524 \$	
Saint-Côme		218 817 \$	
Saint-Côme-Linière		150 845 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Sainte-Anne-de-la-Pérade		190 188 \$	
Sainte-Anne-de-Sorel		269 201 \$	
Sainte-Marie		93 192 885 \$	
Sainte-Marthe-sur-le-Lac		48 381 195 \$	
Saint-Eustache		228 629 \$	
Saint-Henri		247 269 \$	
Saint-Jérôme		230 813 \$	
Saint-Joseph-de-Beauce		8 256 957 \$	
Saint-Joseph-des-Érables		702 495 \$	
Saint-Joseph-du-Lac		647 303 \$	
Saint-Léon-de-Standon		230 356 \$	
Saint-Michel-de-Bellechasse		274 833 \$	
Saint-Placide		1 044 554 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 211 : Liste de tous les montants d'allocation de départ octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.

Ville ou municipalités	Valeur d'évaluation des immeubles concernés¹	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme	Montant d'évaluation des dommages²
Saint-Rémi-de-Tingwick		457 653 \$	
Scott		21 760 576 \$	
Shawinigan		227 972 \$	
Sherbrooke		454 022 \$	
Terrasse-Vaudreuil		270 052 \$	
Trois-Rivières		422 931 \$	
Val-des-Monts		486 277 \$	
Val-des-Sources		205 374 \$	
Vallée-Jonction		13 771 157 \$	
Waltham		213 743 \$	
Westbury		177 246 \$	

¹ Le MSP n'utilise pas la valeur d'évaluation des immeubles dans le cadre du programme. Cette information relève plutôt des municipalités. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

² Le MSP effectue un constat de dommages à la suite du sinistre afin d'être en mesure d'établir les montants d'assistance financière admissibles selon le programme. C'est la municipalité, en fonction de la zone d'intervention spéciale (ZIS), lorsque applicable, qui doit obtenir une évaluation des dommages afin de délivrer le permis. Le MSP n'est donc pas en mesure de fournir cette information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2021 et en 2022, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.

Sinistre	Type d'indemnisation	montant octroyé
Voir document en annexe		

QP1-212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 28 février 2022							
Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
		14 243 565 \$	5 708 743 \$	1 278 141 \$	3 479 442 \$	1 725 153 \$	26 435 044 \$
AM.0017-2019	Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	8 628 235 \$	4 478 800 \$	1 056 077 \$	2 639 398 \$	1 722 466 \$	18 524 976 \$
AM.0094-2029	Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0097-2019	Pluies abondantes et vents violents survenus le 29 juin 2019, dans le Canton de Melbourne	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0105-2019	Pluies abondantes survenues les 17 et 18 août 2019, dans la municipalité de Saint-Malo	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0103-2019	Vents violents et pluies abondantes survenus le 4 septembre 2019, dans des municipalités du Québec.	0 \$	0 \$	29 971 \$	0 \$	0 \$	29 971 \$
AM.0098-2019	Tempête post-tropicale Dorian survenue les 7 et 8 septembre 2019, dans des municipalités du Québec	560 \$	360 590 \$	0 \$	0 \$	0 \$	361 150 \$
AM.0106-2019	Pluies abondantes survenues le 1 ^{er} octobre 2019, dans le canton de Potton	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0100-2019	Domages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	35 000 \$	0 \$	35 000 \$
AM.0111-2019	Tempête automnale survenue le 17 octobre 2019, dans la municipalité de L'Isle-aux-Coudres	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0110-2019	Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec	1 612 773 \$	816 677 \$	163 773 \$	297 119 \$	0 \$	2 890 343 \$
AM.0002-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières	975 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	975 \$
AM.0011-2020	Tempête hivernale survenue les 11 et 12 janvier 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0012-2020	Tempête hivernale survenue le 7 février 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0003-2020	Imminence de submersion côtière menaçant une résidence principale sise rue des Campeurs, dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0017-2020	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	40 399 \$	0 \$	40 399 \$

QP1-212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 28 février 2022							
Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
AM.0006-2020	Tempête hivernale survenue les 27 et 28 février 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0005-2020	Inondations et pluies survenues du 29 mars au 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec	1 086 236 \$	0 \$	16 127 \$	4 591 \$	0 \$	1 106 954 \$
AM.0027-2020	Incendie de tourbière et de forêt survenu du 19 au 24 juin 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0034-2020	Dommages causés au Petit-11 ^e Rang, dans le canton de Roxton, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0038-2020	Pluies abondantes et vents violents survenus le 21 juin 2020, dans la ville de Pohénégamook	0 \$	0 \$	0 \$	20 383 \$	0 \$	20 383 \$
AM.0042-2020	Inondation survenue le 1 ^{er} août 2020, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0044-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Labranche, dans la ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	19 097 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	19 097 \$
AM.0052-2020	Tempête post-tropicale survenue les 4 et 5 août 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	586 \$	0 \$	586 \$
AM.0053-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	19 228 \$		0 \$	0 \$	0 \$	19 228 \$
AM.0064-2020	Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0075-2020	Dommages occasionnés aux puits d'eau potable d'une résidence principale sise chemin des Lupins, dans la municipalité de Chelsea, par un mouvement de sol	12 395 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 395 \$
AM.0080-2020	Pluies abondantes et vents violents survenues du 30 novembre au 2 décembre 2020	51 619 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	51 619 \$
AM.0054-2021	Inondations survenues en novembre, dans la municipalité de Colombier	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0010-2021	Dommages causés à la rue du Chanoine-Richard, dans la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	19 434 \$	0 \$	19 434 \$

QP1-212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés

Au 28 février 2022

Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
AM.0011-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales sises route 138, dans la municipalité des Bergeronnes	241 223 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	241 223 \$
AM.0028-2021	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2020 au 15 avril 2021, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	358 163 \$	0 \$	358 163 \$
AM.0091-2021	Domages causés au chemin Dicaire, dans la municipalité de Lac-du-Cerf, à la suite de mouvements de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2020	Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec	1 366 690 \$	44 699 \$	12 193 \$	16 720 \$	0 \$	1 440 302 \$
AM.060-2021	Inondations survenues le 17 janvier 2021, dans la ville de Chandler	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0027-2021	Inondations survenues du 26 mars au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec	215 494 \$	7 977 \$	0 \$	46 639 \$	0 \$	270 110 \$
AM.0030-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise route 138, dans la municipalité de Longue-Rive	236 469 \$	0 \$	0 \$	1 010 \$	0 \$	237 479 \$
AM.0031-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise chemin de la Rivière-Gatineau Nord, dans la municipalité de Déléage	120 104 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	120 104 \$
AM.0043-2021	Inondation survenue le 14 mai 2021, dans la municipalité de Grand-Remous	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0059-2021	Pluies abondantes et vents violents survenus le 8 juin 2021, dans la ville de Trois-Rivières	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0058-2021	Vents violents survenus le 21 juin 2021, dans la ville de Mascouche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0056-2021	Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise chemin du Barrage, dans la municipalité de Longue-Rive	146 712 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	146 712 \$
AM.0057-2021	Pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec	29 713 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	29 713 \$

QP1-212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 28 février 2022							
Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
AM.0086-2021	Pluies abondantes survenues le 15 juillet 2021, dans le canton de Nédélec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0070-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs sis rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan	254 026 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	254 026 \$
AM.0072-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Panoramique, dans la ville de Saguenay	10 317 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	10 317 \$
AM.0066-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment locatif sis avenue d'Almaville, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0071-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Saint-Laurent et un bâtiment locatif sis rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	5 519 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 519 \$
AM.0096-2021	Imminence d'érosion menaçant un bâtiment locatif sis route 132, dans la mun de Port-Daniel-Gascons	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0080-2021	Pluies abondantes et aux vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec	186 183 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 687 \$	188 871 \$
AM.0089-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Onulphe-Peltier, dans la ville de l'Épiphanie	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0090-2021	Pluies abondantes survenues le 30 septembre 2021, dans la municipalité de Rivière-à-Claude	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0092-2021	Imminence d'érosion menaçant une résidence principale sise rue des Saumons, dans la municipalité de Matapédia	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0093-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rue Boisclair, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0094-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant une résidence principale sise rang Saint-Charles, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

QP1-212 : Liste de tous les montants octroyés en vertu du PGRIAF ventilés par sinistre et par catégorie de sinistrés							
Au 28 février 2022							
Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
AM.0097-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant des bâtiments locatifs et des résidences principales sises rue Boisclair et rue Hogue, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0001-2022	Inondations survenues le 6 décembre 2021, dans la municipalité de Maria	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0011-2022	Vents violents survenus le 11 décembre 2021, dans le canton de Havelock	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0003-2022	Carambolage de véhicules survenu le 25 décembre 2021, dans la municipalité de Yamachiche, en raison de conditions météorologiques difficiles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 213 : Dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations — Volet Aménagements résilient pour la réalisation d'aménagements en vue de protéger la population et réduire les dommages causés par les inondations, indiquer :

- a. Le nombre total de demandes de projets reçu au ministère, ventilé par région, circonscription, municipalité, la date de l'aide et le montant reçu ;**
- b. La liste des municipalités qui ont reçu une réponse défavorable et indiquer le motif du refus ;**
- c. La liste des demandes de projet considérées comme urgentes ;**
- d. La liste des demandes de projets urgents approuvés par le ministère et indiquer le motif ;**
- e. La liste des demandes de projets urgents rejetés par le ministère et indiquer le motif ;**
- f. Fournir les dates des rencontres la liste des participants, courriels, notes, procès-verbaux, état de situation entre le ministère et les municipalités visés par les « projets urgents ».**
- g. Prévisions de l'enveloppe du programme pour l'année 2022-2023.**

Le PRAFI incluant le volet identifié dans la question 213 sont sous la responsabilité du MAMH et de ses bureaux de projets.

Informations sur le PRAFI : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-de-protection-du-territoire-face-aux-inondations/programme-resilience-adaptation-inondations>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 235 : Pour 2021-2022, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police

Compilation des enquêtes indépendantes au Québec de 2015 à 2021¹

Année	Total
2015	41
2016²	37³
2017	49
2018	43
2019	38
2020	48
2021	58

¹ La répartition des enquêtes par catégories peut être consultée sur le site Internet du MSP à l'adresse suivante : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/quebec/encadrement-police/enquete-independante.html> (avant le 27 juin 2016) ou celui du BEI à l'adresse suivante : <https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html> (depuis le 27 juin 2016). À noter que les catégories utilisées par le BEI diffèrent de celles du MSP.

² À noter que le Bureau des enquêtes indépendantes a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.

³ À noter que 20 des 37 enquêtes indépendantes ont été réalisées par le Bureau des enquêtes indépendantes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 240 : L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ENPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2021-2022. La liste des dirigeants de l'ENPQ, leur rémunération respective pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2020-2021	2021-2022	2020-2021 (Au 31 mars 2021)	2021-2022	2020-2021 ¹	2021-2022 ³
Cadres	20,0	20,0	22	21	2 612 054	2 646 099
Professionnels	60,8	66,8	109	138	5 754 360	7 230 585
Fonctionnaires	88,9	89,2	289	333	11 061 689	13 817 410
Ouvriers	23,1	24,5	48	44	1 308 133	1 418 611
Policiers en prêt de service	18,0	18,0	18	23	2 215 899	2 309 355
Personnes-ressources	0,0	0,0	72	79	99 140	119 871
Prêt de service (autre que policier) ²	0,0	0,0	1	1	135 965	175 135
Total	210,8	218,5	559	639	23 187 240	27 717 066

¹ Selon le budget modifié approuvé par le conseil d'administration le 13 mai 2020.

² Le poste d'expert-conseil juridique est occupé par un procureur de la couronne.

³ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 12 mai 2021.

Dirigeants de l'ENPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ⁴ (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2021-2022	Pierre St-Antoine	Directeur général	192 274	Conformément aux orientations gouvernementales

⁴ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 241 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html>, et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
Gestion policière : Sans objet	Sans objet
Enquête policière : 432-101-22 Agent d'information	Programme de formation préparatoire à l'enquêteur pour les corps de police spécialisés (UPAC et BEI) 436-008-21 Programme de formation initiale en enquête (volet 2)
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : 214-211-20 Arme à impulsions électriques 214-306-20 Développement de la requalification - Arme à impulsions électriques - Le moniteur 215-109-21 Tech. d'immobilisation provoquée - Utilisation sécuritaire du hérisson à pointes creuses (HPC) 211-201-20 Code de sécurité routière (refonte) 210-102-21 Mise à niveau - Cadre légal lié à la patrouille nautique - Bloc 1 232-104-22 Formation d'une clientèle autochtone en contexte de langue seconde	206-309-22 Cinémomètre Doppler mobile rencontre – Notions spécifiques

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 241 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts	
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL (suite)	
Nouveaux cours	Cours en développement
Formation en ligne (en formule complète ou hybride) : 436-114-20 Enquêtes sur la cybercriminalité - Niveau 1 - RCSP Programme armes à feu - Capsule 2 - Identification et classification Programme armes à feu - Capsule 3 - Sécurisation Programme armes à feu - Capsule 4 - Violence et gangs 203-115-22 FLAIR CRPQ	Formation d'officier de sécurité PECR Formation REMP SQ (réponse état mental perturbé) Harmonisation des formations GI/GTI Programme armes à feu - Capsule 5 - Violence conjugale et santé mentale Programme armes à feu - Capsule 6 - Loi sur les armes à feu
Formations en lien avec le cannabis (agent évaluateur, épreuves de coordination des mouvements, appareils de mesure d'alcool, actualisation des compétences du patrouilleur, patrouilles spécialisées) : 209-712-21 Agent évaluateur - L'instructeur - Requalification 209-713-21 Agent évaluateur - Pratique - L'instructeur - Requalification	
Enquête policière : CRI-010-27 Principes généraux en enquête policière CRI-010-24 Enquête sur les crimes économiques I 436-309-19 Gestion de la preuve et règles applicables (microprogramme sur les enquêtes longues et complexes) 436-310-19 Gestion de projet appliqué à une enquête longue et complexe (microprogramme sur les enquêtes longues et complexes) 436-115-22 Intervenir en matière de violence conjugale, intrafamiliale et sexuelle - Corps de police autochtone 436-311-21 Témoignage d'expert en identité policière 436-312-21 Comparaison d'éléments de preuve matérielle 436-313-21 Analyse lophoscopique avancée	CRI-010-25 enquête sur les crimes économique II Gestion des cas graves (formation du CCP qui sera adaptée aux réalités québécoises) Révision du CRI-010-21 Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants Principes généraux en enquête CRI-010-27 Intégration à la fonction d'enquêteur policier CRI-010-28

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 241 : La liste des cours offerts par l'ENPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts	
AUTRES	
Nouveaux cours	Cours en développement
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
826-112-21 Aspects légaux - Constables spéciaux STM 814-205-20 Communication et utilisation du bâton droit télescopique 826-111-19 Pouvoirs et devoirs du constable spécial (Hydro-Québec) 836-146-20 Processus d'enquête (Agence du revenu du Canada) 836-118-14 Techniques d'entrevue de témoin (Agence du revenu du Canada)	841-102-22 Actualisation des compétences des inspecteurs EXO 839-303-19 Agent de renseignement criminel (RBQ-CCQ) Intégration des technologies en contexte d'enquête - BSP Programme de formation initiale pour les inspecteurs de EXO
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
Intégration des modules 1, 2a, 2b et 4 du cours Prévention des impacts psychologiques en formation Mise à jour de l'activité de formation Réponse aux appels Mise à jour de l'activité de formation Déontologie Mise à jour de plusieurs activités de formation pour intégrer la notion de violence intrafamiliale Mise à jour de plusieurs activités de formation en lien avec la politique sur l'interpellation Refonte de l'activité Contrôle de la dynamique du véhicule - Prévention d'un survirage : Les causes et les signes avant-coureurs	Développement d'une boîte à outils pour la prévention des impacts psychologiques Intégration de la rédaction de rapports informatisés en formation et en évaluation Intégration de la rédaction de constats d'infraction informatisés en formation et en évaluation Mise à jour de l'activité de formation Réalité policière en communauté autochtone Mise à jour de l'activité de formation Opérations planifiées de contrôles routiers pour inclure les interventions sur la chaussée Mise à jour de l'activité de formation sur le Modèle national en emploi de la force pour inclure les attentes quant à la narration d'un rapport en emploi de la force

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 242 : La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ENPQ et pour y graduer

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, veuillez vous référer à la rubrique *Futur policier*, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission.html>.

Quelques changements ont été apportés aux critères d'admission pour l'année 2021-2022 en raison de la pandémie de la COVID-19 :

- En raison des délais causés par la fermeture de l'École, il a été décidé de prolonger la validité de l'examen médical à 12 mois au lieu de neuf. Un formulaire doit être rempli avant l'entrée à l'École afin de confirmer que l'état de santé physique et mentale n'a pas changé.
- Une seule certification en tir est exigée sur les trois qui sont habituellement obligatoires.
- L'exigence de l'Épreuve uniforme de langue a été levée pour s'arrimer avec la décision de 2020 du ministère de l'Enseignement supérieur.

Les tests d'entrée se sont également déroulés en ligne afin de diminuer les risques de propagation et d'éviter le déplacement des candidats. De plus, une mise à jour du cahier des normes médicales a été faite avec la révision du module du système gastro-intestinal.

En ce qui concerne l'évaluation et l'obtention de la diplomation, veuillez vous référer à la *Section II* du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante : http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cr/P-13.1.%20r.%204?langCont=fr#ga:l_ii-h1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 243 : Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2021-2022 et montant de la subvention prévue pour 2022-2023.¹

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS (DÉCRET) (en \$)
2021-2022 ²	7 301 415

Note 1 : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Note 2: Loyer 5 047 400 \$, Approvisionnement 9 500 \$, Initiatives autochtones 2 013 115 \$, Programme Sexto 150 000 \$, Programme prévention contre la criminalité 82 000 \$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 262 : Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2021-2022, par région

RÉGIONS	NOMBRE DE PERMIS
Abitibi-Témiscamingue	716
Bas-Saint-Laurent	337
Capitale-Nationale	3 235
Centre-du-Québec	609
Chaudière-Appalaches	1 362
Côte-Nord	267
Estrie	552
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	123
Lanaudière	2 009
Laurentides	2 247
Laval	2 349
Mauricie	803
Montréal	4 175
Montréal	10 097
Nord-du Québec	26
Outaouais	1 086
Saguenay-Lac-Saint-Jean	897
Adresses Hors-Québec	236

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 263 : Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2021-2022

Le délai moyen de délivrance d'un permis régulier d'agent pour l'exercice 2021-2022 est de 40 jours.

Le délai moyen de délivrance d'un permis temporaire, notamment en gardiennage pour la pandémie, pour l'exercice 2021-2022 est de 18 jours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 272 : Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet de la ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2021-2022.

La Direction générale des affaires policières n'a eu aucune correspondance de cette nature avec les divers corps de police énumérés.

La période concernée est du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 275 : Les sommes octroyées à Aventure Écotourisme Québec pour la formation offerte aux guides en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Préciser :

- a) les dates de formation;**
- b) les noms des participants ainsi que l'organisme pour lesquels ils s'y rattachent;**
- c) le plan de formation original et le plan de formation bonifié;**
- d) les noms de tous les guides accrédités ainsi que l'organisme pour lequel ils s'y rattachent.**

Aucune somme n'a été octroyée en 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 276 : Toute correspondance écrite ou électronique entre le ministre ou tout responsable du ministère et tout représentant de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec.

Aucune correspondance



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

AVRIL 2022

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP2-001	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		1
QP2-002	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente?		2
QP2-003	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives en 2021-2022 qui n'existaient pas en 2020-2021?		3
QP2-004	Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.		4
QP2-005	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.		5
QP2-006	Chiffrer et ventiler par année, classe de permis, motif de vérification et motif de refus, les vérifications approfondies effectuées dans le cadre de la délivrance de permis de possession et acquisition d'arme à feu, pour la période allant de 2010 à aujourd'hui.	SQ	
QP2-007	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Conseil sur les services policiers du Québec», dans les 10 dernières années.		9
QP2-008	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial», dans les 10 dernières années.		10
QP2-009	Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.		11
QP2-010	Dépenses liées au «Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP)» depuis sa mise en place.	QP1-111	
QP2-011	Évolution du budget alloué au Commissaire à la déontologie policière ces dix dernières années?	COMDP	
QP2-012	Frais déboursés pour la représentation policiers lors d'enquêtes publiques du coroner, ces dix dernières années. Ventiler par dossier.	BC	
QP2-013	Le financement accordé aux corps policiers autochtones pour l'année écoulée ventilés par corps policiers et par enveloppe ainsi que le financement planifié pour l'année à venir.	QP1-087	
QP2-014	Les sommes accordées pour le transport des prévenus des villages nordiques du Nunavik, le nombre de transports effectués et le nombre de prévenus transportés pour l'année écoulée.		12
QP2-015	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière en 2021-2022. Ventiler par corps policiers.	COMDP	
QP2-016	Nombre d'études produites par le ministère au cours des cinq dernières années sur le profilage racial dans les corps policiers au Québec.	QP1-076	
QP2-017	La liste des mesures mises en place par le ministère en 2021-2022 suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.		13
QP2-018	La liste des mesures mises en place par le ministère en 2021-2022 pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.		14
QP2-019	Le nombre de personnes incarcérées ayant testées positif à la COVID-19 placées en isolement et la durée de l'isolement par centre de détention et par semaine depuis mars 2020.		15
QP2-020	Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête du Bureau des enquêtes indépendantes en 2021-2022. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	BEI	
QP2-021	Les données les plus récentes du BEI en date de mars 2022 relativement aux enquêtes criminelles : nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI en 2021-2022, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et avec accusation. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	BEI	
QP2-022	Les données les plus récentes du BEI en date de mars 2022 relativement spécifiquement aux enquêtes sur des allégations d'infraction à caractère sexuel : nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et avec accusation.	BEI	
QP2-023	Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête devant la Commission de déontologie policière en 2021-2022. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	COMDP	
QP2-024	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS) .		16

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 1 : Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

Au 28 février 2022, le ministère de la Sécurité publique a versé des sommes totalisant 4 349 538\$ à la suite de poursuites judiciaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 2 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Veillez vous référer au budget de dépenses 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 3 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2021-2022 qui n'existaient pas en 2020-2021.

Veillez vous référer au budget de dépenses 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET ADMINISTRATION - 01.01

QUESTION 4 : Nombre de postes ouverts et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère

Catégorie d'emploi	Postes ouverts	Postes comblés
Cadres	141	85
Professionnels	432	276
Fonctionnaires	303	200
Agents de la paix	710	232
Ouvriers	92	71
Étudiants/Stagiaires	101	101
Aucune catégorie	0	0
Total	1 779	965

Données au 28 février 2022.

Titulaire d'emploi nommé occasionnel et régulier au cours de l'année dans la même catégorie d'emploi est considéré comme une nomination à titre de régulier seulement.

Un poste peut avoir été ouvert plus d'une fois durant l'année

Certains postes réguliers vacants pourraient avoir été comblé par un poste occasionnel. Aucun recensement de ces situations n'est effectué, ce qui pourrait avoir pour effet de surestimer les postes vacants réguliers et de surcroît, surestimer les postes ouverts.

Exclu le SCN

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.

Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Préposée ou préposé aux télécommunications	25330RS00950002	50	47	2021-06-28 au 2021-07-19	Recrutement / non-réservé	857	19	3	15,79%	1- Bas-Saint-Laurent	2021-11-03
							31	9	29,03%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							114	21	18,42%	3- Capitale-Nationale	
							35	9	25,71%	4- Mauricie	
							45	18	40,00%	5- Estrie	
							188	16	8,51%	6- Montréal	
							33	6	18,18%	7- Outaouais	
							14	3	21,43%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							13	3	23,08%	9- Côte-Nord	
							1	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							14	4	28,57%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							27	5	18,52%	12- Chaudière-Appalaches	
							43	5	11,63%	13- Laval	
							102	14	13,73%	14- Lanaudière	
							61	12	19,67%	15- Laurentides	
							91	14	15,38%	16- Montérégie	
							19	0	0,00%	17- Centre-du-Québec	
							7	1	14,29%	99- Hors-Québec	
Agent des services correctionnels	30710RS00950007	395	116	2021-04-01 au 2022-01-10	Recrutement / non-réservé	3985	72	21	29,17%	1- Bas-Saint-Laurent	En continu
							93	21	22,58%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							507	87	17,16%	3- Capitale-Nationale	
							154	39	25,32%	4- Mauricie	
							139	25	17,99%	5- Estrie	
							1106	89	8,05%	6- Montréal	
							208	30	14,42%	7- Outaouais	
							51	12	23,53%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							48	16	33,33%	9- Côte-Nord	
							4	1	25,00%	10- Nord-du-Québec	
							43	10	23,26%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							127	28	22,05%	12- Chaudière-Appalaches	
							257	37	14,40%	13- Laval	
							264	56	21,21%	14- Lanaudière	
							271	50	18,45%	15- Laurentides	
							474	73	15,40%	16- Montérégie	
							95	17	17,89%	17- Centre-du-Québec	
							72	8	11,11%	99- Hors-Québec	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.

Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Conseiller en sécurité, enquêtes et services judiciaires	10500RS00950001	64	13	2020-03-11 au 2020-05-19* Le processus a été interrompu en raison de la pandémie. Les examens ont eu lieu dans l'année financière 2021-2022	Recrutement / non-réservé	3885	75	8	10,67%	1- Bas-Saint-Laurent	2021-12-11
							116	21	18,10%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							804	180	22,39%	3- Capitale-Nationale	
							91	19	20,88%	4- Mauricie	
							123	25	20,33%	5- Estrie	
							939	151	16,08%	6- Montréal	
							135	23	17,04%	7- Outaouais	
							60	7	11,67%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							38	5	13,16%	9- Côte-Nord	
							4	1	25,00%	10- Nord-du-Québec	
							38	7	18,42%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							171	37	21,64%	12- Chaudière-Appalaches	
							225	33	14,67%	13- Laval	
							197	48	24,37%	14- Lanaudière	
							207	39	18,84%	15- Laurentides	
							576	110	19,10%	16- Montérégie	
							66	9	13,64%	17- Centre-du-Québec	
							20	6	30,00%	99- Hors-Québec	
Chef d'unité	63007PS00950006	30	30	2021-06-08 au 2021-07-05	Promotion	299	13	4	30,77%	1- Bas-Saint-Laurent	2021-11-12
							23	9	39,13%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							34	18	52,94%	3- Capitale-Nationale	
							15	3	20,00%	4- Mauricie	
							10	2	20,00%	5- Estrie	
							21	6	28,57%	6- Montréal	
							12	5	41,67%	7- Outaouais	
							14	7	50,00%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							10	2	20,00%	9- Côte-Nord	
							0	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							16	2	12,50%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							4	1	25,00%	12- Chaudière-Appalaches	
							19	6	31,58%	13- Laval	
							35	14	40,00%	14- Lanaudière	
							39	12	30,77%	15- Laurentides	
							31	10	32,26%	16- Montérégie	
							3	2	66,67%	17- Centre-du-Québec	
							0	0	0,00%	99- Hors-Québec	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.

Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Chef de secteur ou capitaine	63007PS00950005	7	5	2021-03-22 au 2021-04-06	Promotion	292	5	1	20,00%	1- Bas-Saint-Laurent	2021-11-12
							4	2	50,00%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							79	32	40,51%	3- Capitale-Nationale	
							10	1	10,00%	4- Mauricie	
							9	3	33,33%	5- Estrie	
							34	8	23,53%	6- Montréal	
							12	9	75,00%	7- Outaouais	
							5	0	0,00%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							5	3	60,00%	9- Côte-Nord	
							0	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							2	0	0,00%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							14	5	35,71%	12- Chaudière-Appalaches	
							14	1	7,14%	13- Laval	
							24	10	41,67%	14- Lanaudière	
							29	9	31,03%	15- Laurentides	
							43	14	32,56%	16- Montérégie	
							3	0	0,00%	17- Centre-du-Québec	
							0	0	0,00%	99- Hors-Québec	
Directeur de services	63006PS00950004	2	2	2021-08-23 au 2021-09-07	Promotion	164	2	0	0,00%	1- Bas-Saint-Laurent	2022-01-13
							0	0	0,00%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							30	9	30,00%	3- Capitale-Nationale	
							5	0	0,00%	4- Mauricie	
							5	1	20,00%	5- Estrie	
							21	7	33,33%	6- Montréal	
							1	0	0,00%	7- Outaouais	
							6	3	50,00%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							2	1	50,00%	9- Côte-Nord	
							0	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							1	0	0,00%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							8	2	25,00%	12- Chaudière-Appalaches	
							6	2	33,33%	13- Laval	
							32	10	31,25%	14- Lanaudière	
							28	12	42,86%	15- Laurentides	
							16	4	25,00%	16- Montérégie	
							1	0	0,00%	17- Centre-du-Québec	
							0	0	0,00%	99- Hors-Québec	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes offerts; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.

Processus		Nombre de postes vacants	Embauches à partir de la banque créée	Date de publication	Nature du processus	Candidats inscrits		Candidats qualifiés		Région	Date de qualification
Titre	Numéro					Total	Régional	Nombre	Taux réussite		
Directeur général adjoint au réseau correctionnel	63001PS00950004	1	1	2021-09-27 au 2021-11-11	Promotion	164	2	0	0,00%	1- Bas-Saint-Laurent	2022-01-14
							0	0	0,00%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							32	10	31,25%	3- Capitale-Nationale	
							5	0	0,00%	4- Mauricie	
							5	1	20,00%	5- Estrie	
							21	7	33,33%	6- Montréal	
							1	0	0,00%	7- Outaouais	
							6	3	50,00%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							2	1	50,00%	9- Côte-Nord	
							0	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							1	0	0,00%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							6	1	16,67%	12- Chaudière-Appalaches	
							6	2	33,33%	13- Laval	
							32	10	31,25%	14- Lanaudière	
							28	12	42,86%	15- Laurentides	
							16	4	25,00%	16- Montérégie	
							1	0	0,00%	17- Centre-du-Québec	
							0	0	0,00%	99- Hors-Québec	
Constable spécial à la sécurité dans les édifices gouvernementaux	30310RS00950004	53	2	2021-11-06 au 2021-11-17	Recrutement / non-réservé	931	32	20	62,50%	1- Bas-Saint-Laurent	2021-11-13
							42	25	59,52%	2- Saguenay-Lac-Saint-Jean	
							152	76	50,00%	3- Capitale-Nationale	
							39	22	56,41%	4- Mauricie	
							42	21	50,00%	5- Estrie	
							191	72	37,70%	6- Montréal	
							54	29	53,70%	7- Outaouais	
							9	7	77,78%	8- Abitibi-Témiscamingue	
							10	6	60,00%	9- Côte-Nord	
							1	0	0,00%	10- Nord-du-Québec	
							7	3	42,86%	11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
							51	24	47,06%	12- Chaudière-Appalaches	
							33	11	33,33%	13- Laval	
							60	30	50,00%	14- Lanaudière	
							50	27	54,00%	15- Laurentides	
							129	71	55,04%	16- Montérégie	
							22	13	59,09%	17- Centre-du-Québec	
							7	1	14,29%	99- Hors-Québec	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 7 : Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Conseil sur les services policiers du Québec », dans les 10 dernières années.

Aucune dépense engagée dans les 10 dernières années.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 8 : Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial», dans les 10 dernières années.

Aucune dépense engagée dans les 10 dernières années.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 9 : Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 14 : Les sommes accordées pour le transport des prévenus des villages nordiques du Nunavik, le nombre de transports effectués et le nombre de prévenus transportés en 2021-2022.

Sommes accordées: 87 k\$

Nombre de transport effectués: 14 allers - retours

Nombre de prévenus transportés: 14

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.04 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 17 : La liste des mesures mises en place par le ministère en 2021-2022 suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

<p>Mesures législatives</p> <ul style="list-style-type: none">• Une quarantaine de recommandations sont mises en œuvre, en tout ou en partie, par le projet de loi n°18 modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues présentées à l’Assemblée nationale le 8 décembre 2021.• Plus précisément, le projet de loi vise à mettre en œuvre les premiers changements constitutifs de la réforme policière, ayant pour but d’assurer le déploiement d’une police innovante et efficace, en phase avec les attentes des citoyens et l’évolution de la société québécoise. Il permettrait, notamment :<ul style="list-style-type: none">- d’édicter une nouvelle loi visant à aider à retrouver les personnes disparues;- de moderniser la mission des corps de police;- de consacrer le principe d’indépendance de la police;- de revoir le système de déontologie policière;- d’émettre des lignes directrices sur tout sujet relatif aux activités policières, tel que l’interdiction explicite des interpellations policières basées sur un motif discriminatoire;- de permettre l’embauche de policiers ayant un statut de résidents permanents et de policiers-enquêteurs issus du milieu civil dans certains domaines d’enquête déterminés par règlement;- d’ajouter des habilitations réglementaires permettant de déterminer les obligations relatives à la formation continue des policiers ainsi qu’à la formation nécessaire pour exercer des fonctions d’enquête et de gestion dans un corps de police;- de prévoir un pouvoir réglementaire permettant de déterminer le contenu minimal d’un règlement de discipline interne applicable à chaque corps de police;- de confier au Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) les enquêtes sur les allégations relatives à une infraction criminelle commise par un policier ou un constable spécial, et de permettre au BEI, dans certaines circonstances, de confier l’enquête à un autre corps de police;- d’établir des obligations supplémentaires en matière de transparence et de reddition de comptes pour les corps de police. <p>Mesures administratives</p> <ul style="list-style-type: none">• En parallèle, le MSP poursuit l’analyse et la mise en œuvre des autres recommandations qui peuvent aller de l’avant de façon administrative, de concert avec ses partenaires policiers notamment.• D’ailleurs, le budget 2022-2023 permettra la mise en œuvre de 5 recommandations soit:<ul style="list-style-type: none">o la mise en œuvre de la recommandation 24 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP) visant la création d'une unité de coordination consacrée aux disparitions. Le financement de 10,1 M\$ sur cinq ans permettra notamment le rehaussement de l’Unité de coordination des disparitions et des enlèvements de la SQ. Il permettra également l’ajout de capacité au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), dans l'esprit de la recommandation 39 du CCRP visant à fournir au LSJML les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des services policiers.o 2,9 millions de dollars sur cinq ans pour la mise en place d’un continuum de services permettant d’assurer un filet de sécurité pour les policiers en détresse psychologique et ce, en lien avec les recommandations 77, 78 et 82 du CCRP .

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.04 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 18 : La liste des mesures mises en place par le ministère en 2021-2022 pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.

- Mise en place de l'Opération CENTAURE - Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu :
 - 91,3 M\$ sur cinq ans visent notamment à soutenir les équipes qui enquêtent sur les activités des réseaux d'approvisionnement en armes à feu et à diminuer le risque qu'elles soient utilisées pour commettre des gestes violents.
 - 52 M\$ sur 5 ans pour financer des programmes et des mesures en prévention de la criminalité.
 - 5 M\$ sur deux ans pour soutenir la mise en place de l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes (ELTA)
 - Mise en place de l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) coordonnée par la Sûreté du Québec.
- Plan d'action du Québec de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs
 - Ce plan, élaboré dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG) du gouvernement fédéral, en est à sa troisième année de réalisation.
 - Il s'agit d'un fonds de 46,7 M\$ sur 4 ans et comprend 25 mesures, dont plusieurs visent à intervenir en matière d'approvisionnement illicite en armes à feu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 - 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 19 : Le nombre de personnes incarcérées ayant testées positif à la COVID-19 placées en isolement et la durée de l'isolement par centre de détention et par semaine depuis mars 2020

Établissements de détention	Nombre de personne incarcérées ayant obtenu un résultat positif à test de dépistage de la COVID-19 au 31 mars 2022
Amos	62
Baie-Comeau	1
Hull	199
Leclerc de Laval	142
Montréal	736
New Carlisle	68
Percé	14
Québec (secteur féminin)	19
Québec (secteur masculin)	158
Rimouski	24
Rivière-des-Prairies	180
Roberval	54
Saint-Jérôme	434
Sept-Îles	21
Sherbrooke	130
Sorel-Tracy	134
Trois-Rivières	118

*Suivant les consignes de la santé publique, d'une manière générale, les personnes incarcérées ayant testé positif à la COVID-19 ont été isolées durant 10 jours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 24 : Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS)

L'élaboration du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs a fait l'objet d'une analyse différenciée selon le sexe.



Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 3

AVRIL 2022

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-001	Indiquer les sommes dépensées en 2021-2022 par le ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	QP1-001	
QP3-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l’effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	QP1-002	
QP3-003	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	QP1-094	
QP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	QP1-003	
QP3-005	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2020 2021 qui n’ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.		1
QP3-006	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l’année 2020 2021.	QP1-045	
QP3-007	Pour l’année 2021-2022, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :a. la liste des employés et des membres du conseil d’administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	QP1-004	
QP3-008	Pour l’année 2021-2022, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n’a pas été renouvelé, par secteur d’activité.	QP1-005	
QP3-009	Pour l’année 2021-2022, le nombre d’employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d’activité.	QP1-006	
QP3-010	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère en 2021-2022 et comparaison avec les quatre années précédentes.	QP1-007 et QP1-008	
QP3-011	Nombre et pourcentage d’employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2021-2022.	QP1-007 et QP1-008	
QP3-012	Objectifs budgétaires du ministère pour l’année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l’année 2021-2022.		2
QP3-013	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2021-2022, en incluant les coûts.	QP1-011	
QP3-014	État de situation de la stratégie du ministère concernant l’érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2021-2022.	QP1-012	
QP3-015	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.	QP1-013	
QP3-016	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2022, le nombre de personnes affectées à l’UPAC, ventilation en fonction de l’organisme d’origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l’effectif; b. Budget ventilé de l’UPAC pour 2021-2022; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l’UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d’arrestations et d’accusations menées ou portées par l’UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2022; e. Bilan des activités de l’UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d’un changement de statut ou de structure de l’UPAC.	QP1-023	
QP3-017	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d’un changement au mode de nomination du commissaire de l’UPAC.		3
QP3-018	Indiquer les sommes dépensées depuis l’année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d’information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l’implantation partielle puis totale du système.		4
QP3-019	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l’immatriculation des armes d’épaule.		5
QP3-020	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l’organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2021-2022. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-025	
QP3-021	État de situation de la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.		6
QP3-022	Pour chaque initiative, décrire l’objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et contrôle applicables.		7
QP3-023	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2022-2023.	QP1-052	
QP3-024	Concernant le programme de prévention et d’intervention en matière d’exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’aide, et le montant reçu.		8
QP3-025	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.		14
QP3-026	État de situation au 31 mars 2022 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b.L’évolution du nombre d’employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent	QP1-074	
QP3-027	Pour l’année 2021-2022, ventilation des sommes consacrées à la nouvelle Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, l’opération Centaure; prévisions pour 2022-2023.	QP1-032 à QP1-035	
QP3-028	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2021-2022.	SQ	
QP3-029	Coûts reliés à l’opération du Service d’immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l’exercice 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	QP1-026	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-030	Nombre d’armes enregistrées sur le site Internet Service d’immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2022.	QP1-027	
QP3-031	Échéancier prévu pour l’enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d’immatriculation des armes à feu.	QP1-028	
QP3-032	Estimation du nombre d’armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2022.	QP1-029	
QP3-033	L’investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	SQ	
QP3-034	L’effectif (policiers/civils) au 31 mars 2022, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d’employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP3-035	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2022.	SQ	
QP3-036	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2022.	SQ	
QP3-037	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d’infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2021-2022 et indiquer le nombre de constats d’infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2022 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP3-038	Les objectifs d’émission de contrats d’infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	
QP3-039	Le nombre d’heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d’activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2021 2022.	SQ	
QP3-040	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	
QP3-041	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP3-042	Produire le plan triennal d’immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours de l’exercice 2021-2022.	SQ	
QP3-043	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2021-2022, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	
QP3-044	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2021-2022.	SQ	
QP3-045	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	
QP3-046	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-047	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-048	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l’exploitation sexuelle en 2021-2022, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2022-2023.	SQ	
QP3-049	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 31 mars 2021, ventilation en fonction de l’organisme d’origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l’effectif; b. Budget ventilé de l’EILP pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023; c. Le nombre de perquisitions, d’arrestations et d’accusations menées ou portées par l’EILP entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2022; d. Bilan des activités de l’EILP.	QP1-157	
QP3-050	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d’un corps policier et réglées hors des tribunaux.	QP1-075	
QP3-051	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	
QP3-052	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu’un ministre ou un député fait l’objet d’une enquête ou d’un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	
QP3-053	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d’urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	
QP3-054	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP3-055	La capacité d’accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d’occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2021-2022.	QP1-167 et QP1-169	
QP3-056	Le taux d’occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l’année financière 2021-2022.	QP1-168	
QP3-057	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d’Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.		24
QP3-058	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l’établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.		25
QP3-059	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l’établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.		26
QP3-060	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	QP1-172	
QP3-061	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2022; ventilation par condamné et prévenu.	QP1-173	
QP3-062	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d’entente (per diem ou programme), le montant global de l’entente et une brève description des services attendus de l’organisme communautaire.	QP1-175	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-063	Le nombre d’admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2021-2022.	QP1-176	
QP3-064	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention.	QP1-177	
QP3-065	Depuis 2007-2008, le nombre d’évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	QP1-178	
QP3-066	Estimation du nombre d’individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	QP1-179	
QP3-067	En moyenne, par jour, le nombre d’individus incarcérés pour chaque centre de détention en 2021-2022.	QP1-167 et QP1-169	
QP3-068	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-180	
QP3-069	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-181	
QP3-070	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d’absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-182	
QP3-071	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d’absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-183	
QP3-072	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d’heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	QP1-184	
QP3-073	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d’heures de travail par activité d’évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	QP1-186	
QP3-074	Depuis 2010-2011, par année financière, l’effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d’emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	QP1-185	
QP3-075	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	QP1-187	
QP3-076	Le nombre d’agents de surveillance ainsi que le nombre d’heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-187	
QP3-077	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2010-2011, par année financière et par prison.	QP1-188	
QP3-078	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis le 24 avril 2015.		27
QP3-079	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l’année en cours.		27
QP3-080	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2021-2022 et de celles prévues en 2022 2023 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	QP1-189	
QP3-081	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	QP1-190	
QP3-082	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	QP1-191	
QP3-083	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	QP1-192	
QP3-084	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	QP1-087	
QP3-085	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	QP1-088	
QP3-086	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	QP1-083	
QP3-087	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	QP1-161	
QP3-088	Pour l’année 2021-2022, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	QP1-084	
QP3-089	Produire le plan triennal d’immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s’est poursuivie au cours de l’exercice 2020 2021.	QP1-200	
QP3-090	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l’exercice 2021-2022.	QP1-091	
QP3-091	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l’exercice 2021-2022.	QP1-092	
QP3-092	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	QP1-095	
QP3-093	Le nombre d’interventions policières incluant l’usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	QP1-096	
QP3-094	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	QP1-097	
QP3-095	Le nombre d’interventions des policiers autochtones incluant l’usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	QP1-098	
QP3-096	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	QP1-101	
QP3-097	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	QP1-105	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-098	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2021-2022.	QP1-076	
QP3-099	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	QP1-107	
QP3-100	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2021-2022. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	QP1-108	
QP3-101	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	QP1-086 et QP1-090	
QP3-102	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	BC	
QP3-103	Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		28
QP3-104	Au 31 mars 2022, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		29
QP3-105	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	QP1-203	
QP3-106	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. Prévisions pour 2022-2023.	QP1-208	
QP3-107	État de situation au 31 mars 2022 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2020 2021 et fournir les prévisions pour 2022-2023. Ventiler la mise en œuvre par : a. orientation de la Politique; b. objectif de la Politique; c. ministère de mise en œuvre; d. résultats atteints en 2020-2021 et en 2021-2022; e. échéancier et actions de mise en œuvre pour 2021-2022 et 2022-2023 ; f. budget pour chaque action; g. tout document produit à cet effet.	QP1-209	
QP3-108	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2022-2023.	QP1-025	
QP3-109	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2021-2022, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	QP1-214	
QP3-110	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2021-2022.	QP1-215	
QP3-111	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations prévues.	QP1-216	
QP3-112	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	QP1-218	
QP3-113	La liste des enquêtes terminées en 2021-2022 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	QP1-219	
QP3-114	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2022 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	QP1-220	
QP3-115	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2021-2022.	QP1-221	
QP3-116	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2021-2022.	QP1-226	
QP3-117	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	QP1-227	
QP3-118	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2021-2022 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	QP1-227	
QP3-119	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2021-2022 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	QP1-228	
QP3-120	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	QP1-229	
QP3-121	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2021-2022.	QP1-230	
QP3-122	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations prévues.	QP1-231	
QP3-123	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2021-2022.	QP1-232	
QP3-124	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2022, par catégorie et par origine.	QP1-233	
QP3-125	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	QP1-234	
QP3-126	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	QP1-236	
QP3-127	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2021-2022, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	QP1-237	
QP3-128	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2021-2022 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	QP1-238	
QP3-129	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2021-2022.	QP1-239	
QP3-130	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	CQLC	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS	PAGE
QP3-131	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2021-2022.	QP1-240	
QP3-132	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2021 2022 , ainsi que les augmentations prévues.	QP1-240	
QP3-133	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	QP1-241	
QP3-134	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	QP1-242	
QP3-135	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2021-2022 et montant de la subvention prévue pour 2022-2023.	QP1-243	
QP3-136	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2021-2022.	QP1-244	
QP3-137	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2021-2022, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	QP1-245	
QP3-138	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2021-2022.	QP1-246	
QP3-139	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2021 2022 , incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	QP1-247	
QP3-140	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2021-2022, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	QP1-248	
QP3-141	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2021-2022.	QP1-249	
QP3-142	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	QP1-250	
QP3-143	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2021-2022.	QP1-251	
QP3-144	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2021-2022, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	QP1-252	
QP3-145	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	QP1-253	
QP3-146	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	QP1-254	
QP3-147	Subvention versée par le MSP depuis 2004 2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		32
QP3-148	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2021-2022, par région.	QP1-262	
QP3-149	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2021-2022.	QP1-263	
QP3-150	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	QP1-267	
QP3-151	Budget alloué au BEI pour l'année 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	QP1-264	
QP3-152	Effectif du BEI en date du 31 mars 2020. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	QP1-266	
QP3-153	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2021-2022.	QP1-265	
QP3-154	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.		33
QP3-155	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2021, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2022-2023 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 5 : Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 17 : Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.

Aucune étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC n'a été réalisé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 18 : Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Aucune somme n'y a été consacrée depuis le 20 août 2015.

*Pour les informations relatives aux années antérieures à l'année financière 2010-2011, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits relatifs à ces années.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 19 : Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Aucune étude, document ou analyse portant spécifiquement sur l'entrée en vigueur de cette loi n'ont été réalisés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 21 : Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 22 : Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
GRAND TOTAL	2 250 000 \$

Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	33 440 \$
Total Bas-Saint-Laurent	33 440 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Service de travail de rue de Chicoutimi	62 310 \$
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	62 310 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
Région 03 - Capitale-Nationale	
Projet Intervention Prostitution Québec	73 707 \$
YWCA Québec	37 500 \$
TRAIC Jeunesse	51 770 \$
Maison Marie-Frédéric	74 260 \$
SQUAT Basse-Ville	75 000 \$
Projet L.U.N.E	75 000 \$
Total Capitale-Nationale	387 237 \$
Région 04 - Mauricie	
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
Total Mauricie	75 000 \$
Région 05 - Estrie	
CALACS Agression Estrie	50 373
Total Estrie	50 373 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
Région 06 - Montréal	
En Marge 12-17	75 000 \$
RAP Jeunesse	53 421 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	70 000 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	70 000 \$
Action prévention Verdun	25 788 \$
La CLES	61 016 \$
LaSortie	63 500 \$
Les YMCA du Québec (Premier arrêt)	58 485 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	69 380 \$
L'Anonyme	72 337 \$
Service de police de la Ville de Montréal	75 000 \$
Total Montréal	693 927 \$
Région 07 - Outaouais	
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	70 494 \$
Total Outaouais	70 494 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue	
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	75 000 \$
Total Abitibi-Témiscamingue	75 000 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches	
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	75 000 \$
Total Chaudière-Appalaches	75 000 \$
Région 13 - Laval	
Sphère santé sexuelle globale	52 644 \$
Total Laval	52 644 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
Région 14 - Lanaudière	
Travail de rue le Trajet	73 500 \$
CALACS La Chrysalyde (1)	65 216 \$
CALACS La Chrysalyde (2)	51 000 \$
CALACS Coup de coeur	75 000 \$
Total Lanaudière	264 716 \$
Région 16 - Montérégie	
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	74 320 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	55 755 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	68 535 \$
Femmes autochtones du Québec	25 000 \$
CALACS des rivières	62 520 \$
Total Montérégie	286 130 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITON

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 – 04.02 – 04.03 – 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 24 : Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2021-2022 et pour les trois dernières années¹. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

ORGANISMES	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2022 (en \$)
Région 17 - Centre-du-Québec	
Refuge La Piaule du Centre-du-Québec	70 000 \$
Répit Jeunesse	53 729 \$
Total Centre-du-Québec	123 729 \$

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.05 – 04.06 – 04.07 – 04.08 - SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques

Veillez vous référer au tableau annexé.

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
1. Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte aux changements climatiques	1.2.2 Intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification en sécurité civile											
		Intégration des enjeux et des risques associés aux changements climatiques (CC) dans la planification de la sécurité civile et la gestion courantes des activités des municipalités (documents d'accompagnement des orientations en matière d'aménagement du territoire; outils et guide visant la gestion des risques en sécurité civile).	Développement à l'interne du ministère de la Sécurité publique (MSP)	-	5 344	54 320	44 411	-	30 981	18 700	-	Salaire versé à des étudiants.
		Formation « Pour une meilleure gestion des risques dans les zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans les dépôts meubles » à l'intention des MRC et des municipalités disposant de cartes produites par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) dans les années 1970 et 1980.	La maison de Bibi (traiteur)	-	-	-	883	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Formation « Symposium Ouranos 2017 ».	Ouranos	-	-	-	270	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Formation à l'intention des MRC et des municipalités sur l'application des zones de cartes de contraintes relatives aux glissements de terrain et du cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol.	Hôtel Château Joliette	-	-	-	-	1 180	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Élaboration d'outils de communication et planification de séances d'information publique dans le contexte de la mise en oeuvre de l'OGAT sur les glissements de terrain (intégration des cartes et du cadre normatif gouvernemental).	Milieu municipal et citoyens	-	-	-	-	-	720	-	-	Année financière 2019-2020.
		Journée d'information " zones potentiellement exposées aux glissements de terrain " de la MRC Thérèse-de-Blainville.	Milieu municipal et citoyens (Blainville)	-	-	-	-	-	-	895	-	Année financière 2020-2021.
		Visuel pour la journée d'information pour la MRC Thérèse-de-Blainville.	Graphica Impression inc.	-	-	-	-	-	-	59	-	Année financière 2020-2021.
		Capsule vidéo pour la journée d'information " zones potentiellement exposées aux glissements de terrain " de la MRC Thérèse-de-Blainville.	MTESS	-	-	-	-	-	-	1 880	-	Année financière 2020-2021.
TOTAL SOUS-ACTION 1.2.2				-	5 344	54 320	45 563	1 180	31 701	21 534	-	

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
2. Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de GES, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire	2.3 Soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale			-	-	-	-	-	-	-	-	Sous-action conjointe avec le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) débutée en 2019. Le MAMH prendra en charge le suivi administratif et budgétaire.
TOTAL SOUS-ACTION 2.3				-	-	-	-	-	-	-	-	

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
3. Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités	3.1 Système de surveillance, de prévision, de suivi et d'alerte relatif aux aléas pouvant s'accroître sous l'effet des CC											
		Intégration et transfert de données événementielles.	Développement à l'interne du MSP	-	4 718	-	-	-	-	-	-	Salaire.
		Acquisition et installation d'instruments de surveillance des crues.	Dendrotik, Geneq, Tetrattech, Développement Innovation Haut-Richelieu	-	16 506	3 241	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase I).	Université McGill	-	-	40 000		-	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Outil de veille des médias sociaux (phase II).	Université McGill	-	-	-	146 685	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase I).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	24 785	-	-	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase II).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	12 000	-	-	-	-	Année financière 2017-2018. Un montant de 12 000 \$ a été assumé par le Fonds vert et un montant de 31 352,71 \$ par le MSP.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec (Phase III - partie 1 et 2).	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	6 000	59 635	-	-	-	Années financières 2017-2018 et 2018-2019. Pour l'année 2017-2018, un montant de 6 000 \$ a été assumé par le Fonds vert et un montant de 13 803,88 \$ par le MSP.
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière L'Assomption.	Hydro-Météo	-	-	21 686	-	-	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Beaurivage.	Ville de Lévis	-	-	-	25 000	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux caméras de surveillance sur les rivières Sutton et Missisquoi.	Ville de Sutton	-	-	-	5 238	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et huit échelles sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Municipalité de Saint-Urbain	-	-	-	11 856	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et trois stations hydrométriques sur le lac des Deux-Montagnes.	Ville de Rigaud	-	-	-	45 470	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
		Projet en instrumentation : cinq stations hydrométriques sur des cours d'eau du bassin versant de la rivière du Gouffre.	Ville de Baie-Saint-Paul	-	-	-	18 708	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : trois caméras de surveillance et une station hydrométrique sur la rivière L'Assomption.	Ville de Terrebonne	-	-	-	21 724	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Projet en instrumentation : deux échelles limnimétriques sur la rivière Rouge.	Municipalité de canton de Harrington	-	-	-	4 806	-	-	-	-	Année financière 2017-2018.
		Cartographie en ligne des inondations 2018-2019.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	29 571	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'instruments de surveillance des crues sur la rivière Yamaska pour la Ville de Bromont.	Ville de Bromont	-	-	-	-	33 748	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Eaton au bénéfice de la Ville de Cookshire-Eaton.	Ville de Cookshire-Eaton	-	-	-	-	13 768	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le lac des Deux-Montagnes au bénéfice de la Ville de Deux-Montagnes.	Ville de Deux-Montagnes	-	-	-	-	6 879	6 879			Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur le ruisseau Rouge au bénéfice de la Ville de Lévis.	Ville de Lévis	-	-	-	-	12 934	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chicot au bénéfice de la Ville de Saint-Eustache.	Ville de Saint-Eustache	-	-	-	-	16 348	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière du Nord au bénéfice de la Ville de Lachute.	Ville de Lachute	-	-	-	-	14 176	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique, d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Noire.	Ville de Saint-Pie	-	-	-	-	20 608	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une caméra de surveillance et d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Beauceville	-	-	-	-	14 516	14 516	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Scott	-	-	-	-	10 865	10 865	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une caméra de surveillance sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	-	-	-	-	9 255	9 255	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Beaurivage.	Municipalité de Saint-Patrice-de-Beaurivage	-	-	-	-	8 670	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Vallée-Jonction	-	-	-	-	7 646	-	-	-	Année financière 2018-2019.

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
		Ajout d'une station hydrométrique sur la rivière Chaudière.	Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	-	-	-	-	7 473	3 852	3 621	-	Années financières 2018-2019 à 2020-2021.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Châteauguay.	Ville de Châteauguay	-	-	-	-	6 992	6 992	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Mascouche.	Ville de Mascouche	-	-	-	-	11 498	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une échelle limnimétrique sur le lac des Deux-Montagnes.	Municipalité de Pointe-Calumet	-	-	-	-	1 722	-	-	-	Année financière 2018-2019.
		Ajout d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière du Nord.	Ville de Saint-Colomban	-	-	-	-	9 056	-	-	(9 056)	Projet abandonné par la Ville, le montant de 9 056 \$ a été remboursé au ministre des Finances en 2021-2022.
		Mise à jour de l'algorithme de cartographie de glace Icemap-R pour l'utilisation des constellations RADARSAT et SENTINEL-1.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	28 331	62 292	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Ajout de 7 stations hydrométriques.	Ville de Gatineau	-	-	-	-	26 219	26 219	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
		Projet en instrumentation sur le bassin versant de la rivière Saint-François.	Le Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François (COGESAF)	-	-	-	-	-	33 100	19 860	13 240	Années financières 2019-2020 à 2021-2022.
		Achat et installation d'une caméra de surveillance sur la rivière Chaudière.	Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	-	-	-	-	-	18 510	-	-	Année financière 2019-2020.
		Cartographie en ligne des inondations au Québec - phase 2 de 2019.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	-	30 000	85 458	41 050	Années financières 2019-2020 à 2021-2022.
		Achat et installation de quatre caméras de surveillance sur la rivière Yamaska Sud-Est.	Ville de Cowansville	-	-	-	-	-	5 564	5 564	-	Années financières 2019-2020 et 2020-2021.
		Achat et installation de cinq stations hydrométriques et de cinq caméras de surveillance sur les ruisseaux Castle, Rouge, Custeau et Alger.	Ville de Magog	-	-	-	-	-	20 046	20 046	31 978	Années financières 2019-2020 à 2021-2022.
		Achat et installation d'une station hydrométrique et d'une caméra de surveillance sur la rivière Mastigouche.	Municipalité de Mandeville	-	-	-	-	-	7 428	7 428	-	Années financières 2019-2020 et 2020-2021.
		Mise en place d'un système de surveillance des crues et des inondations sur les rivières du Loup et Yamachiche.	MRC de Maskinongé	-	-	-	-	-	99 867	199 813	-	Années financières 2019-2020 et 2020-2021.
		Mise à jour de l'algorithme de cartographie de glace Icemap-R pour l'utilisation des constellations RADARSAT et SENTINEL-1: avenant	INRS	-	-	-	-	-	12 000	25 627	-	Années financières 2019-2020 et 2020-2021.
		Système de surveillance de la rivière Saint-François	Ville de Sherbrooke	-	-	-	-	-	-	15 000	-	Année financière 2020-2021.
TOTAL SOUS-ACTION 3.1				-	21 224	89 711	297 487	349 910	367 385	382 417	77 212	

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
	3.2 Soutien aux municipalités pour la réalisation de projets de prévention de sinistres											
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur des rues du Pinot et Saint-Émilion.	Ville de Gatineau	1 000 000	-	-	-	-	-	-	-	Année financière 2014-2015. Une récupération est prévue dans ce projet, mais n'a pas été reçue.
		Travaux de stabilisation de talus dans le secteur à proximité de la rue du Canal et du chemin de la Pulperie.	Ville de Saguenay	-	400 000	-	(138 597)	-	-	-	-	Année financière 2015-2016 et récupération en 2017-2018 (coûts des travaux moins élevés que prévu).
		Travaux de stabilisation de talus le long des berges du ruisseau Bellevue-Lavergne dans le secteur Amont-Nord.	Ville de Shawinigan	-	1 900 000	-	-	(503 283)	-	-	-	Année financière 2015-2016 et récupération en 2018-2019 (coûts des travaux moins élevés que prévu)
		Relocalisation de cinq résidences dans le secteur de la Place McCormick.	Ville de Port-Cartier	-	200 000	-	652 004	335 000	-	167 316	-	Années financières 2015-2016 à 2020-2021 Faisant suite aux dommages occasionnés par les inondations survenues en décembre 2016, cette entente remplace celle intitulée « Entente pour le financement de travaux de protection des berges contre l'érosion côtière dans le secteur de la rue Place McCormick à Port Cartier » qui a été ratifiée en 2015-2016.
		Travaux de stabilisation de talus le long de la rivière Quinchien et un de ses affluents dans le secteur Vallée-Chaline.	Ville de Saint-Lazare	-	-	3 000 000	-	1 000 000	3 000 000	3 267 026	-	Années financières 2016-2017 à 2021-2022.
		Risques de glissements de terrain fortement rétrogressifs dans le secteur des chemins Olmstead et Beauséjour.	Municipalité de Chelsea	-	-	-	-	1 000 000	1 800 000	-	-	Années financières 2018-2019 et 2019-2020.
TOTAL SOUS-ACTION 3.2				1 000 000	2 500 000	3 000 000	513 407	1 831 717	4 800 000	3 434 342	-	

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
------------------------------	---	---------------------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	----------------------------------

	3.3 Accroissement de la résilience des systèmes et infrastructures essentielles face aux changements climatiques											
		Programme de recherche sur la résilience des collectivités à faire face aux changements climatiques et aux risques de sinistres.	Ouranos	-	-	400 000	-	50 000	25 000	25 000	-	Années financières 2016-2017 à 2020-2021.
TOTAL SOUS-ACTION 3.3				-	-	400 000	-	50 000	25 000	25 000	-	

6. Soutenir la recherche en adaptation	6.2.3 Appréciation des risques liés aux changements climatiques											
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase I).	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)	-	78 165	144 894	-	-	-	-	-	Année financière 2015-2016 (50 575 \$ à Université Laval; 27 590 \$ au MTQ). Année financière 2016-2017 (94 319 \$ à Université Laval; 50 575 \$ au MTQ).
		Corrélation entre la résistivité électrique des sols argileux et certaines propriétés géotechniques (Phase II).	Université Laval	-	-	-	135 000	133 060	112 263	74 130	-	Années financières 2017-2018 à 2020-2021.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase I).	Université Laval	-	38 481	89 789	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Analyse et modélisation de la propagation des débris de coulées argileuses non confinées (Phase II).	Université Laval	-	-	-	128 000	147 940	115 897	31 190	-	Années financières 2017-2018 à 2020-2021.
		Synthèse des connaissances sur les étalements dans les argiles sensibles de la mer de Champlain (Phase I).	Université Laval	-	43 180	48 260	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Rupture progressive et étalements dans les argiles sensibles de l'Est du Canada (Phase II).	Université Laval	-	-	-	151 000	167 000	98 000	78 366	-	Années financières 2017-2018 à 2020-2021.
		Instrumentation pour le suivi de pentes dans les argiles sensibles.	Université Laval et ministère des Transports du Québec (MTQ)	-	240 174	117 057	-	-	-	-	-	Année financière 2015-2016 (22 860 \$ à Université Laval; 217 314 \$ au MTMDET) Année financière 2016-2017 (54 610 \$ à Université Laval; 62 447 \$ au MTQ).
		Influence du climat sur la stabilité des pentes dans les argiles marines du Québec : Développement et exploitation d'un réseau de stations d'observation.	Université Laval	-	-	-	236 000	132 000	142 000	75 425	-	Années financières 2017-2018 à 2020-2021.
		Mise en place d'un système de suivi par télédétection satellitaire des mouvements de terrain dans les sols argileux.	Institut national de la recherche scientifique	-	-	-	-	70 000	100 000	55 425	-	Années financières 2018-2019 et 2020-2021.
		Glissement de terrain dans les pentes argileuses du Québec dans un contexte de changements climatiques.	Université Laval	-	-	-	-	-	-	50 000	66 965	Années financières 2020-2021 et 2021-2022.

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
		Estimation de la force d'impact des débris des glissements superficiels	Université Laval	-	-	-	-	-	-	40 000	60 339	Années financières 2020-2021 et 2021-2022.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.3				-	400 000	400 000	650 000	650 000	568 160	404 536	127 304	

QUESTION 25 : Fournir un état de situation pour les sept sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020.

ACTION DU PACC 2013-2020 (c)	Sous-action du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP (c)	Description du projet (a)	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire (b)	Montant déboursé 2014-2015 (d) (en \$)	Montant déboursé 2015-2016 (d) (en \$)	Montant déboursé 2016-2017 (d) (en \$)	Montant déboursé 2017-2018 (d) (en \$)	Montant déboursé 2018-2019 (d) (en \$)	Montant déboursé 2019-2020 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Montant déboursé 2020-2021 (d) (en \$)	Date de versement / Remarque (e)
	6.2.4 - Projets de recherche sur les risques liés aux changements climatiques											
		Programme de mesure et de modélisation de la morphodynamique de l'érosion et de la submersion côtières dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - (Phase I) (MoDESCO).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	214 300	-	-	-	-	-	-	-	Année financière 2014-2015.
		MoDESCO (Phase II).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	243 332	227 330	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		MoDESCO (Phase III).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	-	-	535 000	425 120	421 640			Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Développement d'une approche hydrogéomorphologique (HGM).	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	115 500	77 500	20 000	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 à 2017-2018.
		Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les MRC de La Haute-Gaspésie, de La Côte-de-Gaspé et du Rocher-Percé et d'un secteur de la MRC d'Avignon.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	150 000	261 727	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Développement d'un indice de vulnérabilité des communautés riveraines de cours d'eau face aux inondations.	Université de Montréal	-	40 000	70 000	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Portrait de risque des aléas nordiques.	Université Laval	-	50 000	50 000	-	-	-	-	-	Années financières 2015-2016 et 2016-2017.
		Relevés satellites permettant de valider des cartes de contraintes de l'érosion côtière.	ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)	-	-	113 371	-	-	-	-	-	Année financière 2016-2017.
		Identification des risques actuels et appréhendés sur le territoire des communautés du Nunavik en fonction des changements climatiques.	Université Laval	-	-	-	95 000	60 000	61 650	-	-	Années financières 2017-2018 à 2019-2020.
		Cartographie des marges de sécurité en érosion côtière	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	-	-	-	-	-	142 410	255 000	171 120	Années financières 2019-2020 à 2021-2022.
TOTAL SOUS-ACTION 6.2.4				214 300	598 832	799 928	650 000	485 120	625 700	255 000	171 120	
GRAND TOTAL				1 214 300	3 525 401	4 743 959	2 156 458	3 367 928	6 417 946	4 522 829	375 636	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 57 : Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.

La construction des établissements de détention s'est terminée au cours des précédents exercices.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs

|

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 58 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS² (\$)
2021-2022 ¹	30 107

¹ Projection pour l'année 2021-2022 avec les données disponibles au 31 janvier 2022.

² La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en heures supplémentaires. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectées à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 59 : Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.

ANNÉE FINANCIÈRE	COÛTS² (\$)
2021-2022 ¹	225 524

¹ Projection pour l'année 2021-2022 avec les données disponibles au 31 janvier 2022.

² La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.01 – 03.02 - SERVICES CORRECTIONNELS

QUESTION 78 : La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis cinq ans.

QUESTION 79 : Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.

* Pour faciliter la présentation des données, ces questions ont été fusionnées.

Question 78 : La direction générale des services correctionnels n'a effectué aucune dépense relative à des travaux à l'actuel quartier cellulaire de Puvirnituk, étant donné qu'il est sous la responsabilité de l'Administration régionale Kativik.

En juin 2018, le Conseil du trésor a autorisé le projet de 23,1 M\$ prévoyant l'agrandissement du quartier cellulaire du palais. Ce nouveau quartier cellulaire pourra accueillir 34 personnes incarcérées.

Les travaux effectués ont consisté à la poursuite des travaux généraux d'architecture, de mécanique, d'électricité et des systèmes de sécurité.

Question 79 : Les travaux de construction sont en cours. La livraison, prévue initialement pour le printemps 2021, a été retardée en raison de l'arrêt des chantiers et la fermeture du Grand-Nord, durant la pandémie. La livraison est maintenant prévue pour le printemps 2022. L'étape suivante consiste donc à finaliser les travaux de construction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 103 : Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Aucun contrôle routier n'a été mis en place pour faire respecter les mesures sanitaires.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 104 : Au 31 mars 2022, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Compilation du nombre de Rapport d'infraction général (RIG)
ou Constat émis par corps de police (COVID-19)
pour la période du 29 mars 2021 au 27 février 2022*

Corps de policepar niveau de service	Nombre de RIG / Constat (Loi sur la santé publique)
Niveau 6	
Sûreté du Québec	8 186
Niveau 5	
Service de police de la Ville de Montréal (06)	10 890
Service de police de la Ville de Québec (03)	701
Niveau 3	
Service de police de l'agglomération de Longueuil (16)	648
Service de police de Laval (13)	1 066
Service de police de la Ville de Gatineau (07)	778

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 104 : Au 31 mars 2022, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

**Compilation du nombre de Rapport d'infraction général (RIG)
ou Constat émis par corps de police (COVID-19)
pour la période du 29 mars 2021 au 27 février 2022***

Corps de policepar niveau de service	Nombre de RIG / Constat (Loi sur la santé publique)
Niveau 2	
Régie intermunicipale de police Roussillon (16)	285
Service de police de la Ville de Lévis (12)	247
Service de police de la Ville de Sherbrooke (05)	797
Service de police de la Ville de Saint-Eustache (15)	70
Service de sécurité publique de Saguenay (02)	423
Direction de la police de Trois-Rivières (04)	381
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (16)	122
Service de police de la Ville de Terrebonne (14)	203
Service de police de Repentigny (14)	131
Service de la sécurité publique de la Ville de Mascouche (14)	59
Régie intermunicipale de police Thérèse-De-Blainville (15)	299
Service de police de la Ville de Blainville (15)	231
Service de police de Mirabel (15)	41
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais (07)	228
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes (15)	80
Service de police de Châteauguay (16)	87
Service de police de L'Assomption - Saint-Sulpice (14)	21
Service de police de la Ville de Mercier (16)	26

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ ET PRÉVENTION - 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 - AFFAIRES POLICIÈRES

QUESTION 104 : Au 31 mars 2022, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

**Compilation du nombre de Rapport d'infraction général (RIG)
ou Constat émis par corps de police (COVID-19)
pour la période du 29 mars 2021 au 27 février 2022***

Corps de policepar niveau de service	Nombre de RIG / Constat (Loi sur la santé publique)
Niveau 1	
Service de police de la Ville de Bromont (16)	72
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme (15)	157
Service de police de la Ville de Mont-Tremblant (15)	192
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu (16)	211
Régie de police de Memphrémagog (05)	201
Service de la Sûreté municipale de Thetford Mines (12)	87
Service de police de la Ville de Granby (16)	168
Autre	
Sûreté aéroportuaire d'Aéroports de Montréal (06)	75
Total	27 163

* Il est à noter que depuis le 27 février 2022, avec la suspension de la grande majorité des mesures sanitaires en mars 2022, les corps de police ne sont plus tenus de nous fournir des statistiques.

•Ces statistiques reflètent le nombre de constats et de RIG transmis au DPCP. Il est toujours possible que le DPCP décide de ne pas procéder ou de retourner les RIG pour des compléments d'enquête aux corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET MÉDICOLÉGALES - 05.01 - LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 147 : Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Le ministère ne verse pas de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 154 : Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation

Les demandes d'accès à des documents administratifs sont uniquement transmises au cabinet ministériel pour information avant leur transmission aux demandeurs. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Les demandes d'accès à des renseignements personnels ne sont jamais transmises au cabinet ministériel.

